



# John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N<sup>o</sup>

★ ADAMS

J.231.12

J.6







Digitized by the Internet Archive  
in 2010



# LES LOISIRS

D U

*CHEVALIER D'EON*

TOME SIXIEME.

211210 J 231

CHENIERES WOOD

211210 J 231

# LES LOISIRS

D U

## CHEVALIER D'EON

*D E B E A U M O N T,*

Ancien Ministre Plénipotentiaire de France,

S U R

*Divers sujets importans d'Administration, &c.*

P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

---

*Eruditio inter prospera ornamentum, inter adversa refugium.*

LAERTIUS.

---

T O M E S I X I E M E.



A A M S T E R D A M,

---

M D C C L X X I V.

LES TOISIRS

CHÉVALIERE D'UN

ADAMS

ADAMS

CHÉVALIERE D'UN

# HISTOIRE

IMPARTIALE

*D'EUDOXIE FOEDEROWNA*

PREMIERE FEMME

DE

*PIERRE LE GRAND*

EMPEREUR DE RUSSIE.

**L'**HISTOIRE de Russie est remplie d'événemens extraordinaires, & il est inutile de pénétrer dans les ténèbres de son antiquité, pour y trouver cet horrible merveilleux, qui frappe d'étonnement, l'esprit même le plus crédule. De nos jours n'y a-t-on pas vu de ces faits singuliers, dont la postérité aura peine à se persuader la vraisemblance, quelque vrais qu'ils soient en eux-mêmes. Les élévations les plus subites & les chutes les plus rapides semblent se succéder dans cet empire, comme si la providence l'avoit choisi pour faire connoître, plus sensiblement qu'ailleurs, l'instabilité des grandeurs humaines, dont elle dispose à son gré.

*Tome VI.*

A

## 2 HISTOIRE D'EUDOXIE

Nul exemple plus frappant de cette vérité que l'histoire d'*Eudoxie Fæderowna* première épouse de *Pierre le Grand*. La réputation immortelle du restaurateur de la Russie n'auroit pas dû empêcher les écrivains de nous donner la vie de celle qu'il associa d'abord à son empire. On ne peut, j'en conviens, la lire sans verser des larmes sur les fautes que son époux, d'ailleurs illustre, commit à son égard; mais quel est celui de ses sujets, même le plus jaloux de sa gloire, qui ne convienne qu'il l'a souvent ternie par des excès, qui humilioient l'homme, sans toucher au héros ?

Si quelqu'un jusques ici a prétendu instruire sur le sort d'une infortunée, que tous les historiens de *Pierre I.* ont affecté d'ignorer, aucun ne l'a fait avec cette candeur & cette impartialité que méritoient ses malheurs; avec cette compassion due à ses imprudences; ni avec cette équité qui ne craint point de nuire à la majesté du trône, en exposant les erreurs de ceux qui y sont ou qui y ont été assis. C'est pourtant cette union de qualités dans un historien qui seule est capable de faire parvenir une leçon utile



jusques à ceux qui portent le sceptre & la couronne. S'il en est qui, aveuglés par leur puissance, bravent l'opinion de leur tems, tous redoutent le jugement de la postérité.

On fait que *Pierre I.* ne monta sur le trône que par une suite de catastrophes, dont les annales de ses prédécesseurs n'avoient gueres cessé de donner des exemples. Fils de la seconde femme de *Michel Alexiowitz*, tout accès à la puissance souveraine sembloit lui être fermé, tant par la haine naturelle que la nation a toujours eue pour les enfans nés d'un second mariage, que parce que l'existence de deux princes issus du premier lit devoit lui ôter toute espérance; & parce qu'enfin Alexis un an avant sa mort, avoit fait reconnoître *Fædor* son fils aîné pour son successeur. Cette disposition eut son effet: mais ce prince, après un regne de sept ans, se voyant prêt à mourir, sans laisser aucun rejetton des deux mariages qu'il avoit contractés, & regardant *Iwan* comme incapable de gouverner ses sujets, désigna pour son successeur *Pierre*, qui n'étoit alors âgé que de dix ans.

La princesse *Sophie*, troisieme Sœur d'I-

wan, crut la circonstance favorable pour se soustraire à l'usage, qui condamne les filles du Czar à se retirer dans un couvent ; & par le secours des Strélitz, milice audacieuse qui, jusques-là, avoit souvent disposé de la couronne, elle parvint, par un nombre de proscriptions & de meurtres, à rendre inutile la disposition que Fœdor avoit faite en faveur de Pierre, dont elle souhaitoit d'autant moins l'élévation, que ce jeune prince donnoit de plus grandes espérances.

Elle parvint enfin à faire décider qu'Iwan & Pierre régneroient conjointement, mais que, vu la foiblesse d'esprit de l'un & la grande jeunesse de l'autre, elle feroit comme l'ame du gouvernement, sous le titre de corégente.

C'étoit ainsi que Sophie, qui n'épargnoit rien pour assouvir son ambition sans bornes, comptoit se frayer une route au trône, & il ne tint pas à elle que, pour s'assurer un empire indivis, une nouvelle révolution des Strélitz ne terminât les jours de Pierre, qui ne dut sa conservation qu'à l'art qu'il eut de pénétrer les desseins de sa sœur, & à la prudence avec laquelle il les prévint

en se retirant au monastere de la Trinité, maison religieuse & forteresse considérable. Il mit au jour ses justes appréhensions: tous les cœurs le plaignirent, & tous les yeux se tournerent vers lui.

Il commença dès lors à régner & effraya par les plus horribles supplices ceux qui pouvoient avoir quelque penchant à favoriser les desseins de sa sœur; qu'en 1689. il relégua dans un monastere de Moscou.

Iwan cessa d'être monarque & ne conserva plus que l'extérieur de la souveraineté, dont Pierre faisoit toutes les fonctions.

Peu de tems avant que ce prince se vît réellement en possession du trône, il s'étoit marié suivant l'usage de ses prédécesseurs. La corégente elle-même, connoissant toutes les foiblesses de son corps, sans prévoir où pourroit le porter son génie naissant, avoit été la premiere à lui faire contracter cette alliance.

On fit donc annoncer par toute la Russie que le Czar Pierre avoit pris la résolution de partager son cœur & son trône avec ce qui se trouveroit de plus parfait dans la vaste étendue de ses Etats. Quelques centaines de filles,

## 6 HISTOIRE D'EUDOXIE

qui unissoient la noblesse de la naissance aux charmes de la jeunesse & de la beauté, se rendirent le 19 Juin 1689. dans la grande salle de Moscou, & à l'envi elles y étalèrent aux yeux du jeune monarque ce que l'amour offre de plus séduisant pour captiver un cœur, qui présentoit une couronne pour prix du triomphe.

Eudoxie Fœderowna, fille de Fœdor Abrahamwitz Lapuchin, gentilhomme du grand duché de Novogorod, parut moins empressée que les autres & fixa les vœux incertains de l'empereur.

Née à Moscou le 8 Juin 1670. d'un mariage formé par la tendresse, elle réunissoit les hommages de tous ceux qui la voyoient, & qui doutoient si l'éclat de ses traits l'emportoit sur les talens de son esprit. Tant de perfections n'échapperent point à Pierre, qui paroissoit dès lors avoir un tact assuré pour distinguer ceux en qui il devoit mettre sa confiance. Instruite de son bonheur, Eudoxie en reçut la nouvelle avec cette joie modeste, que ressentent les âmes bien nées, qui se partagent entre le plaisir que donne la préférence, & la gratitude qu'elles doivent

à celui qui les élève tout - à - coup à un degré de grandeur, où elles n'auroient jamais osé prétendre.

Son mariage fut célébré avec pompe & magnificence, & elle eut en moins de deux ans le bonheur de donner deux héritiers à la couronne. La mort prématurée d'Alexandre, qui étoit l'aîné, le déroba aux malheurs, que lui auroit peut-être préparé la disgrâce de sa mere, du moins si l'on en juge par le sort fatal de son second fils Alexis né le 1 Mars 1690. & qui ne parut survivre, que pour tomber victime de l'ambition & de la jalousie.

Ce furent les deux uniques fruits d'un amour dont la flamme s'éteignit insensiblement dans le cœur du jeune Czar qui, ayant quelques années de moins que son épouse, commença bientôt à s'en lasser. Il est assez ordinaire de regarder l'attachement dû à une femme comme un devoir qui dès lors est toujours gênant : de quel œil peuvent donc l'envisager les souverains, eux qui ne connoissent de devoirs que le droit d'en exiger ? D'ailleurs quelle force la contrainte pouvoit-elle avoir sur Pierre, pour le faire résister aux mouvemens d'une passion d'autant plus vio-

lente, qu'elle lui étoit plus nouvelle? Je ne prétends pas que le lecteur soit surpris de voir ce prince céder à celle que venoit de lui inspirer la beauté parfaite d'Anne Moënsen, fille d'un bourgeois d'un fauxbourg de Moscou, connu sous le nom de Stabode, Allemande.

Les grands princes sont trop observés, pour que leurs amours puissent se dérober aux yeux d'un public, qui croit se dédommager de sa foiblesse en portant sa critique sur la conduite de son souverain. La passion de Pierre, peu fait à se modérer, devint bientôt trop vive & trop emportée pour ne pas se trahir. Son épouse, qui étoit la plus intéressée à ce changement, ne fut pas la dernière à l'apprendre. La jalousie qu'elle en conçut, fut si violente, qu'elle en perdit de vue toutes les règles qu'auroit dû lui prescrire la prudence. Au lieu de dissimuler son ressentiment, & de travailler à ramener le cœur de son époux & de son souverain par la douceur & la patience, elle employa les reproches, les emportemens, & les marques rebutantes du désespoir, qui ne firent, selon la pratique, que l'irriter d'avantage.

La mere du Czar, dont l'histoire ne fau-

roit faire assez d'éloges, issue de la famille des Nareskin une des plus illustres de la Russie, ne fut pas instruite des dissensions qui régnoient entre les deux jeunes époux, qu'elle employa tout son crédit pour les réconcilier. Elle représenta à sa belle-fille que le Czar étoit plus entraîné à l'amour par tempérament que par délicatesse, qu'il se guériroit bientôt d'une passion que la fougue de la jeunesse avoit seule excitée, & qu'il ne pourroit manquer de revenir à la vertu, dès qu'il en connoîtroit le prix; qu'ainsi en déguisant son ressentiment, & faisant voir au Czar qu'elle n'entendoit le retenir auprès d'elle que par des attraits plus doux que ceux qu'il poursuivoit, elle parviendrait tôt ou tard à le ramener à son devoir.

Eudoxie ne put goûter la sagesse de ce raisonnement, elle croyoit sans doute que Pierre, dont la puissance paroissoit encore partagée, n'oseroit faire éclater un projet aussi dangereux que le divorce. Quelques fussent ses motifs, elle ferma l'oreille à ces conseils, regardant même la modération qui les dictoit comme l'effet d'une animosité personnelle, & lâchant tout-à-fait la bride à sa jalouse fu-

reur, dans un entretien particulier qu'elle eut avec son auguste époux, elle lui reprocha son infidélité dans les termes les plus durs, & finit en lui déclarant qu'elle n'entendoit plus partager son lit.

Si moins séduite par la douceur des momens qu'elle avoit passés avec Pierre, depuis son mariage, elle eût employé ce tems à étudier son caractère, elle eût agi avec plus de discrétion, ou du moins n'auroit-elle pas persisté dans sa dernière résolution, qui seule devoit lui ôter toute ressource dans le cœur d'un prince naturellement aussi dur qu'impétueux. Cette idée naît de la certitude où l'on est que le Czar, en sortant de cet entretien, fut le premier à excuser, & même à respecter en quelque façon des emportemens, qu'il n'attribuoit qu'à l'excès d'un amour tendre que les loix sacrées du mariage autorisoient dans son épouse. On ose même dire que, quelque fût sa haine pour toute gêne, il en seroit difficilement venu aux extrémités, si Eudoxie mal conseillée n'eût elle-même mis les favoris du Czar dans le cas de travailler à sa ruine pour éviter sa vengeance.

Instruite en effet que *Lefort* fomentoit le



dérangement de son mari , en fournissant des objets à ses plaisirs , au lieu de diffimuler , elle crut devoir lui en faire des reproches auxquels il fit semblant de ne rien comprendre. Indignée de cette feinte, qui paroissoit lui interdire tout espoir de changement, elle crut mieux réussir en humiliant ce favori, elle lui fit voir tout ce qu'il avoit à redouter de sa colere, ce qui l'intimida à un tel point qu'il ne la quitta qu'avec la ferme résolution de profiter de la premiere occasion favorable, pour achever de la perdre auprès du Czar.

Pour faire réussir ce projet dangereux, ce fameux Genevois qui , en inspirant à son maître du goût pour ce que les pays policés ont de bon & d'utile , ne prit jamais soin de préserver son cœur contre le poison de l'amour, s'attacha alors avec plus de soin à favoriser son infidélité. Pierre l'aimoit d'autant plus, qu'il trouvoit en lui un apologiste de ses déréglemens , & qu'il y vit bientôt le défenseur des moyens violens auxquels il pouvoit recourir pour se débarrasser des importunités d'une femme incommode.

On consulta envain les ecclésiastiques, envain eurent-ils ordre de trouver des nullités

dans ce mariage; inébranlables dans leur devoir, ils déclarerent au favori qu'il n'y avoit qu'un acte d'autorité qui pût arracher le Czar au joug dont il gémissoit: mais qu'il n'osoit encore secouer, sans se fonder sur une légalité du moins apparente.

Eudoxie voyoit l'orage s'élever de tous côtés & prêt à fondre sur sa tête; elle se croyoit perdue sans ressource, lorsque le départ du Czar, pour aller mettre le siege devant Asoph, parut lui acorder un délais toujours avantageux dans ces sortes de mésintelligences: mais hélas! c'étoit le moment que son ennemi attendoit. Il ne doutoit point qu'il ne perdît facilement une femme dont l'alliance paroissoit un fardeau à son mari, dès que celui-ci ne puiseroit plus dans les yeux de l'autre, les raisons de ne pas augmenter ses chagrins.

Il profita en effet avec tant d'adresse de l'éloignement de la Czarine, qu'il arracha du prince l'ordre pour un coup d'éclat, qui dans ces tems pouvoit avoir de fâcheuses conséquences. Libre donc par la mort de son frere, Pierre dépêcha un courier à Léon Nareskin son oncle, avec injonction de faire

enfermer la princesse Eudoxie dans un couvent , & de ne mettre aucun délais à remplir sa volonté, puisqu'il étoit résolu de ne point quitter le camp pour rentrer dans ses Etats que son ordre n'eût été exécuté.

On la fit donc descendre du trône, & sans aucun murmure sur un procédé si nouveau, elle fut conduite au monastere de Satulski à trente milles de Moscou, dans lequel, après avoir changé le diadème contre un voile de religieuse , elle se vit obligée d'embrasser par vœux la regle de saint Basile, & fut abandonnée à ses réflexions sur l'inconstance de la fortune, qui s'étant servi de ses charmes pour l'élever sur le trône, avoit employé sa propre jalousie pour la précipiter dans les horreurs d'un cloître.

Pierre ne se vit pas plutôt délivré du fardeau pesant d'une femme qui le gênoit, qu'il se livra tout entier aux plaisirs que lui offroit la jouissance paisible de sa belle Stabodienne. L'amour, ce tyran impérieux qui soumet également à ses caprices le sceptre & la houlette, prit tant d'ascendant sur le cœur du jeune Czar, qu'inafailliblement il auroit donné à sa maîtresse

le nom d'épouse légitime, si elle avoit voulu profiter de ses avantages & saisir l'occasion favorable qu'il lui offroit à chaque moment. Mais on ne fait à quoi attribuer l'éloignement que cette femme eut toujours pour un diadème, dont l'éclat paroît fait pour éblouir tous les esprits. Anne Moënsen répondoit avec si peu d'ardeur aux empressemens de l'épouser que témoignoit le monarque, qu'elle allarma ses soupçons. Il crut s'appercevoir que la complaisance qu'elle avoit pour lui étoit plus accordée au souverain qu'à l'amant, & qu'elle chériffoit ses bienfaits sans aimer sa personne.

Qui connoît le cœur humain fait qu'une tendresse, qui n'est payée d'aucun retour, se soutient rarement : aussi Pierre ne fut-il pas persuadé des sentimens de sa maîtresse, que la violence de ses feux s'amortit sensiblement, & il en vint bientôt à la traiter avec indifférence. Les visites qu'il lui rendoit devinrent d'abord moins fréquentes, jusqu'à ce qu'enfin il l'abandonna entièrement. Cette fille n'en parut nullement affligée : elle avoit amassé assez de biens, pour faire la fortune de M. Kayserlingen qui, quoiqu'envoyé de

Prusse auprès du Czar, ne crut pas blesser l'honneur de son caractère, en épousant la maîtresse du puissant monarque auprès duquel il étoit accrédité. On me permettra de remarquer en passant que le frere de cette dame de Kayserlingen eut la tête tranchée, peu de tems avant la mort du Czar Pierre, sur le soupçon de familiarités criminelles entre lui & l'impératrice Catherine.

Ce prince né avec un de ces génies transcendans que tout embrasse & rien n'étonne, ayant conçu le vaste dessein de refondre ses Etats & de se créer un peuple nouveau, partit pour les pays étrangers, afin d'y trouver des modeles en tout genre, qui le guidassent dans la réformation qu'il projettoit. Il laissa la régence de ses états à Léon Nareskin, au prince Boris Galliczin & au boyar Procarofoki; & rempli de son projet étonnant, Pierre ne sentit plus d'autres passions que celle de la gloire. L'amour disparut, & si quelquefois la débauche prenoit quelque empire sur ses sens, l'habitude occasionnoit ses foiblesses, & il ne songeoit aux plaisirs que dans le moment où il s'y livroit; il en jouissoit, il est vrai, mais sans qu'ils parvinssent à maî-

triser sa raison. De pareils sentimens faisoient naître de l'espoir dans le cœur d'Eudoxie , ou du moins lui promettoient qu'elle ne verroit point troubler sa retraite.

Le Czar étant à Vienne apprend qu'il s'est formé à Moscou une nouvelle conspiration qui tendoit à faire couronner la princesse Sophie ; à l'instant il renonce au projet de voir l'Italie , revole dans sa capitale & fait périr par les plus affreux supplices les chefs & leurs complices, sans qu'aucun d'eux accusent sa sœur. Si cependant on en croit les meilleurs mémoires du tems , le dessein que le peuple avoit formé de couronner cette princesse lui auroit coûté la vie , si *Lefort* ne s'y fût opposé. Ce qu'il y a de certain , c'est qu'après avoir détruit le corps des Strélitz , & avoir laissé pendant quelques jours les cadavres des suppliciés autour du couvent qui la renfermoit, il consentit à la voir ; & attendri par ses larmes, il se persuada de son innocence.

M. *Lefort* mourut peu de tems après, & Pierre sentit toute la perte qu'il faisoit. Il versa des pleurs sur la cendre de cet homme qui, comme lui, devoit tout à son travail  
&

& rien à l'instruction, & qui néanmoins lui paroissoit encore nécessaire. La pompe avec laquelle il fit célébrer ses obsèques marqua, aux yeux du public étonné, le cas qu'il avoit fait de cet étranger.

Alexandre Menzikoff qui, de garçon partissier s'est vu élevé au faite des honneurs, prit dans la faveur & la confiance du Czar la place qu'y avoit occupé le Fort. Il ne vit pas ce nouveau bonheur que, pour affermir inébranlablement son crédit, il résolut de mettre auprès de son maître une personne qui pût lui être attachée par reconnoissance, & qui eût assez d'adresse pour fixer le cœur du monarque. Il jetta les yeux sur une prisonniere Livonienne, qu'il avoit en sa possession, dont la grande réputation mérite que l'on dise ce qu'il y a de plus certain sur son origine.

M. de Voltaire la fait sœur d'un Ch. Scavronsky gentil-homme Lithuanien, que le Czar dut reconnoître pour son beaufrere, graces à la découverte qu'en fit dans un cabaret un Envoyé de Pologne. C'est un usage que toutes les favorites aient une généalogie qui leur donne des ancêtres distingués; on

en cherche peu la preuve & l'on en croit les allégués : mais M. de Voltaire cite pour garand de ce qu'il avance, un manuscrit dont il est seul dépositaire ; nul moyen plus propre, je l'avoue, pour accréditer la flatterie, mais qui ne peut séduire un historien que guide la seule vérité.

Catherine Alexiëwna naquit à Rughen, ville d'Esclavonie près du lac Worsitheri. Elle étoit fille d'un payfan, vassal du colonel Rosen. A l'âge de cinq ans privée de pere & de mere, elle fut prise par le clerc de la paroisse qui se chargea de son éducation : mais comme ses revenus ne lui permettoient pas de la garder longtems, M. Glack doyen des pasteurs de Marienbourg la prit chez lui & en eut soin : il se dispoisoit même à l'épouser, lorsqu'il la céda aux instances d'un sergent de la garnison, avec lequel elle fut mariée, dans le même jour où le général Bauër prit la ville d'affaut. Comme son nouveau mari avoit été tué dans les attaques, elle se trouva dans le même jour femme, veuve & prisonniere. Bauër la prit à son service, mais Menzikoff l'ayant vue & aimée, l'obtint. Ce fut chez ce dernier que le Czar



la connut & qu'ayant été charmé de son esprit plus encore que de ses traits, il la recommanda à son favori qui, jugeant l'utilité dont pourroit lui être la passion naissante de son maître, ne cessa de l'y entretenir, jusqu'à ce qu'enfin Pierre la tira de cette maison, pour en faire sa maîtresse.

C'étoit une de ces physionomies heureuses & spirituelles, qui frappent & qui plaisent. Ses manieres étoient simples & insinuanes, son esprit vif & pénétrant; elle avoit en un mot tout ce qu'il falloit pour se rendre maîtresse d'un cœur aussi élevé que celui de Pierre, qui lui resta toute sa vie inviolablement attaché.

Telle étoit Catherine qui, sans avoir jamais su ni lire ni écrire, s'est vue, non seulement l'épouse du plus grand Monarque qu'ait eu la Russie, mais même après la mort de son mari, souveraine absolue du plus vaste empire de l'Europe, pendant qu'Eudoxie que ses talens & sa naissance approchoient du trône, privée du droit qu'elle y avoit, & dégradée sans aucune forme de justice, gémissoit sous l'humiliation d'un voile & dans les vils exercices d'un monastere. Heureuse encore! si ces

excès eussent dû être le terme de ses malheurs : mais l'ascendant que Catherine prenoit chaque jour sur le Czar, lui en ouvrit une source qui paroissoit ne devoir tarir qu'avec sa vie.

La favorite en effet, voulant se frayer un chemin au trône, abjura la religion luthérienne, embrassa le rit grec, & par là leva l'unique obstacle, qui pouvoit raisonnablement s'opposer à son mariage avec le Czar. Ce prince aussi ne se vit pas par cette cérémonie, en état de contenter publiquement ses desirs que, quoiqu'il l'eût déjà épousée en secret dès 1707. il fit célébrer son mariage en 1713. avec toutes les formalités requises, & répara par cet acte solennel le défaut qui se trouvoit dans la naissance des deux filles qu'il avoit déjà eues de Catherine, & dont l'aînée a été mariée au duc de Holstein, & la seconde a été la feue impératrice Elifabeth de glorieuse mémoire.

L'ambition de Catherine s'accrut avec son nouveau rang, & voyant qu'elle régnoit sur le cœur de Pierre avec autant de despotisme qu'il en mettoit lui-même dans le gouvernement de ses Etats, elle sentit qu'elle pouvoit ne plus mettre de bornes à ses desirs.

Elle conçut dès lors le dessein d'exclure de la succession au trône, Alexis Petrowitz fils de l'infortunée Eudoxie, auquel son pere avoit fait épouser l'année précédente Charlotte Christine Sophie de Wolfembuttel, belle sœur de Charles VI. empereur d'Allemagne, quoique ce mariage parût contraire aux loix constamment suivies par ses prédécesseurs & par lui-même. Le dessein étoit de faire tomber la couronne sur la tête des enfans que le Czar avoit eus d'elle.

Résolue de perdre ce prince dans l'esprit de son pere, elle mit, de concert avec son favori Menzikoff, tout en usage pour le lui rendre odieux. On insinua à Pierre que les mœurs & les inclinations du Czarœwitz n'étoient nullement propres à soutenir la gloire naissante de son regne : qu'il blâmoit en secret les grandes actions qui le faisoient admirer de l'univers : qu'il favorisoit les anciennes coutumes barbares, dont l'abolition avoit fixé l'heureuse époque de la renommée dont il jouissoit ; & on lui persuada que, si son fils montoit jamais sur le trône, il rendroit à la Suede toutes les conquêtes que les armes de son pere avoit faites sur elle, qu'il réta-

bliroit le patriarchat , remettrait le clergé dans ses anciens droits abusifs , rendroit aux monasteres leurs revenus , rappelleroit l'usage des habits longs , & enfin qu'il feroit revivre toutes les anciennes coutumes Russes que son pere avoit eu tant de peines à détruire.

De pareilles représentations touchoient le Czar bien sensiblement. Son ambition étoit trop flattée d'avoir réussi dans les changemens étonnans & avantageux qu'il avoit entrepris , pour ne pas se révolter aux simples apparences d'une révolution qui deviendrait si préjudiciable à l'immortalité qu'il comptoit s'être assurée.

Il n'en fallut pas d'avantage pour aigrir l'esprit de ce prince contre son fils , dont l'indolence , la bigoterie & un certain air farouche lui avoient toujours déplu , de façon que , dans le tems où l'on faisoit agir ces ressorts , il ne se sentoît déjà plus pour lui cette tendresse que la nature inspire aux peres pour leurs enfans , parce qu'ils croient découvrir en eux des objets dans lesquels ils ont la douce esperance de survivre.

On ne peut disconvenir qu'Alexis n'eût plusieurs défauts qui prêtoient des armes à

ses ennemis: & il avoit aliéné bien des esprits, tant par la mort de son épouse, qu'on attribuoit au chagrin que lui avoient causé les débauches de son mari, que par la conduite qu'il menoit depuis, en se livrant sans réserve à la passion qu'il avoit conçue pour la Finlandoise Euphrosine.

Tant de circonstances unies qui sembloient confirmer les rapports dont on ne cessoit d'assiéger ce monarque, firent enfin conclure à ce pere jaloux de la conservation de ses ouvrages, qu'à sa mort tout le fruit de ses travaux seroit perdu, si son fils lui succédoit. Il se crut dès lors personnellement intéressé à prévenir un coup si fatal, & s'imagina ne pouvoir trop faire pour empêcher que ses sujets ne retombassent dans l'obscur groffiereté, dont il les avoit tirés avec tant de peine, pour les rendre respectables aux autres nations policées de l'Europe.

Il prit en conséquence la résolution d'enfermer son fils dans un monastere, & de le forcer à s'y engager par des vœux solennels, de le priver de son droit de succession au trône, & d'y appeller les enfans nés de son second mariage. Il s'en ouvrit aux plus

affidés du conseil, du clergé & du sénat; & comme ce monarque étoit craint, personne n'osa le contredire. Les gens sensés reconnurent dans cette démarche l'ascendant de l'épouse & du favori, & cela ne fit que rendre les opinions plus favorables par la terreur qu'inspiroit leur crédit. D'ailleurs on connoissoit Pierre, & l'on savoit que la moindre opposition auroit mis en péril la vie de celui qui auroit été assez hardi pour le contredire; sa volonté devoit être une loi: aussi quelque répugnance que la plupart pussent avoir en trempant dans cette injustice, chacun écouta son maître & applaudit au sentiment qu'il vouloit bien communiquer.

Cette apparence de formalité observée, le Czar ne se donna que le tems nécessaire pour disposer les esprits avant que d'aller lui-même déclarer à son fils le sort qui lui étoit destiné. A cette nouvelle, le jeune prince témoigna moins de surprise que de douleur, & ne répondit que par cet air troublé & interdit que donnent en pareille occasion la crainte & le désespoir. On lui accorda six mois, pour choisir le monastere dans lequel il voudroit passer le reste de ses jours: triste

grace pour un condamné ! que de n'avoir à sa disposition que le lieu du supplice.

Tel étoit l'état déplorable du fils d'Eudoxie, & elle n'avoit que ses larmes dans son accablement , lorsqu'elle reçut quelque soulagement , en apprenant que le Czar se préparoit à passer en Dannemarc. Il s'y rendit en effet pour y concerter la descente en Sçanie dont les deux couronnes étoient convenues : mais ne pouvant finir cette importante affaire par lui-même , en déclarant Menzikoff régent pendant son absence , il lui donna ordre de presser le Czarœwitz , & que dans le cas où il se conformeroit à ses desirs, il prît bien garde à ce que le choix du prince tombât sur un monastere , dont le supérieur fût un homme en qui l'on pût mettre toute sa confiance.

Quelque fût la tristesse dans laquelle devoit être plongée Eudoxie , & quelque part qu'elle dût naturellement prendre à tant d'événemens qui du moins intéressoient sa tendresse maternelle , jusques à cette époque elle avoit paru oubliée à la cour. Enfermée dans sa cellule , occupée à prier ou à pleurer ses malheurs , elle sembloit avoir perdu toute idée

des liens qui l'attachoient au monde. Mais soit que la situation de son fils l'eût enfin réveillée de son assoupissement, ou que ce fût une adresse de celle qui tenoit son rang & de son favori, pour mieux assurer la réussite de leurs projets, le Czar étoit à peine arrivé à Coppenhague, qu'il reçut avis, que du fonds de son cloître, cette infortunée princesse entretenoit une correspondance avec le Czarœwitz, son frere Abraham Lapuchin, & même avec la princesse Marie sœur de ce souverain. On lui ajoutoit que cette dernière avoit même fait tenir à Eudoxie un habit séculier, pour qu'elle pût s'en revêtir en quittant le voile ; que l'archevêque de Rostoff permettoit déjà que dans son diocèse, on fit des prières publiques pour elle, comme si elle étoit encore épouse reconnue du Czar : & enfin on lui assuroit qu'Eudoxie avoit formé & entretenoit une intrigue d'amour avec un nommé Glebow, officier qui demeurait sur ses terres aux environs de Rostoff, & l'on en concluait que, si sa Majesté n'apportoit un prompt remède à ce mal naissant, les suites en seroient aussi funestes qu'inévitables.

Pierre, qui étoit d'un caractère défiant &



soupçonneux, se trouva fortement agité en lisant ces nouvelles surprenantes : mais ne voulant pas se défister de l'entreprise qui l'avoit fait passer dans une cour étrangère, & craignant que son fils & ses adhérens ne profitassent de son absence pour risquer un coup que le désespoir animoit, prit le parti de dissimuler ; ne doutant pas qu'il ne gagnât Alexis s'il faisoit succéder la confiance aux menaces. Il lui écrivit une lettre remplie de témoignages de tendresse, & l'invitoit à se rendre en toute diligence à Copenhague, afin de partager la gloire de l'expédition à laquelle il se préparoit & les lauriers qu'il se promettoit d'y cueillir.

Le Czarœwitz ne se laissa point surprendre par ces marques apparentes de bonté, & sans doute ceux qui étoient le plus dans sa confiance lui firent appercevoir le piège que lui tendoit le courroux toujours redoutable d'un pere irrité, & après divers conseils secrets, il prit le parti d'opposer la ruse à la ruse. Il répondit en termes fort soumis & fort respectueux à la lettre qu'il avoit reçue, & promit d'obéir sans délais aux ordres qu'elle contenoit. Il partit en effet : mais à peine se

vit-il sur les terres de Courlande, qu'il tourna sur la gauche & se rendit à Vienne, contre le conseil de ses amis qui n'avoient rien épargné pour lui persuader de se réfugier en France; l'asile ordinaire des princes malheureux.

Il est certain que, dès que le bruit de cette fuite fut parvenu à Moscou, la famille d'Eudoxie & celle même du Czar jetterent le plan d'une conspiration, mais sous la condition de n'éclater qu'autant qu'il se présenteroit quelque occasion favorable de le faire. Cette retenue des conjurés prouve jusques à quel point le Czar même absent, intimidait les mécontents.

Nous n'entrerons point ici dans le détail de tous les moyens que Pierre employa pour faire revenir son fils, ni des artifices que Tolstoy conseiller privé & Romanzow capitaine des gardes mirent en usage, pour engager cet héritier naturel du trône de toutes les Russies, à se fier à leur parole & à quitter le chateau S. Elm à Naples, que l'empereur lui avoit donné pour asile: mais où véritablement il étoit traité comme prisonnier d'Etat.

Il fuffira de favoir que ce fut feulement après que le Czar eut achevé fes nouveaux voyages d'Allemagne , de Hollande & de France, que ces deux émiſſaires parvinrent à lui ramener le prince, qui ne s'étoit déterminé à les fuivre que fur la promeſſe d'un pardon abſolu, contenue dans la lettre qu'ils lui avoient présentée de la part de ſon pere.

La réponſe dont ce fils crédule fit précéder ſon retour toucha le Czar , & l'auroit fait changer de deſſein, ſi Menzikoff attentif à ſes mouvemens, n'en avoit ſur le champ altéré les diſpoſitions. Ce fut alors que commença ce fameux procès criminel, qui finit par la mort tragique d'un nombre infini de perſonnes, qu'on crut pouvoir ou devoir y impliquer ; ſans que juſques à ce jour il ſoit bien poſſible de décider, quelle étoit la nature des crimes qui en ont fait le fondement. Auſſi nous contentons-nous de réciter les faits en laiſſant aux lecteurs à décider des motifs.

Le jour que le prince Alexis arriva à Moscou, il eut la permiſſion de ſe jeter aux genoux de ſon pere ; & lorsqu'il en ſortit, le bruit courut que le Czar fidele à la promeſſe

faite en son nom, avoit confirmé le pardon de son fils. Quelle fut donc la surprise générale, lorsque le lendemain 14 février 1717. on vit dès le matin les gardes entourer le château & toute la garnison sous les armes.

Un aide de camp, accompagné de quatre officiers subalternes, se rendit auprès du Czarcœwits, lui demanda son épée & le conduisit au palais, comme un prisonnier d'Etat, entouré d'un détachement de grenadiers bayonette au bout du fusil. Le monarque l'attendoit dans la grande salle du château au milieu des ministres, des boyards & des membres de son conseil.

Dès que ce fils parut devant ce tribunal, il s'avoua coupable & se borna à demander qu'on lui sauvât la vie. Sans lui répondre, son pere & son juge l'ayant fait passer dans son cabinet, l'interrogea pendant quelque tems; & étant rentré avec lui dans le conseil, lui promit de ne point abrégér ses jours, s'il vouloit renoncer sincèrement & publiquement à ses prétensions au trône de Moscou. Il n'y avoit point à balancer, aussi signa-t-il l'acte de renonciation qu'on lui présenta tout dressé.

Pour donner à une action si extraordinaire toute l'irréfragabilité possible, les Seigneurs sans déplacer, prêterent serment de fidélité à Pierre, né de Catherine, comme à l'héritier présomptif actuel de la couronne ; & à l'instant toute cette auguste assemblée se rendit à la cathédrale, où l'on avoit convoqué les archevêques, les évêques & les archimandrites, dont on exigea le même serment.

Quelqu'immense que fût le sacrifice exigé d'Alexis, il ne contenoit pas encore ses ennemis, on le reconduisit prisonnier sous forte garde, & bientôt après il fut transféré à Pétersbourg. Ce fut là que le Czar forma un tribunal composé des grands & des personnages les plus respectables de la monarchie qui, conformément à l'avis premièrement pris du clergé, déclarerent le Czarœwicz coupable de crimes qui méritoient la mort, en laissant cependant au Souverain le pouvoir d'approuver ou d'infirmer la sentence.

Pierre voulut qu'on fît à son fils lecture de l'arrêt qui le condamnoit, & dès le lendemain ce jeune prince se trouva tourmenté

de convulsions épouvantables , qui le conduisirent rapidement au tombeau , soit que ce fût un effet de la révolution que lui avoit causé l'idée du supplice , soit que quelques motifs étrangers y eussent donné lieu , comme on ne manque jamais de le soupçonner dans de pareilles circonstances. Sa mort fut publiée comme une suite subtile de la surprise & de la douleur.

La plupart de ceux que le Czarœwitz avoit accusés dans les aveux qu'il avoit faits à son pere pour s'assurer la vie , furent mis à la question , & l'on prétendit avoir découvert par ce moyen que l'archevêque de Rostoff avoit été le séducteur de la triste Eudoxie. Ce lâche imposteur , quelque soit la vérité de cette trame , convint que , dans la vue d'obtenir des présens du riche & simple Abraham Lapuchin frere de cette princesse , il lui avoit fait accroire que chaque jour il avoit des visions , dans lesquelles le Tout-puissant se plaisoit à lui répéter qu'Eudoxie feroit bientôt rétablie sur le trône & dans le cœur de son époux , qu'elle en auroit encore deux enfans mâles , & que celle qui occupoit sa place feroit chassée avec honte & igno-

ignominie. Quelque despote que fût le Czar, il ordonna au clergé de déposer ce prélat, & comme ce corps pour s'en défendre alléguoit un défaut de puissance, il se contenta de lui répondre qu'ayant droit d'ordonner des évêques, il avoit celui de les dépouiller de leur dignité. C'en fut assez; on ne fit plus de difficultés, & ce prélat ayant été dépouillé des marques d'un caractère, qu'il n'avoit véritablement que trop déshonoré, fut roué à Moscou & avec lui le chevalier Kikin ami intime d'Alexis, qui avoit été complice de son évasion.

On a raison de dire que la question, cette pratique barbare, est une voie fort incertaine de découvrir la vérité. La complexion des personnes, la fermeté de leur esprit décident plus que la conviction interne; & les supplices portent également le foible & le robuste à manquer à la vérité. Celui-ci souvent, quoique coupable, nie & se fauve, lorsque l'autre, malgré son innocence, se perd en s'accusant.

On en vit un exemple frappant dans l'infortunée princesse Eudoxie, qui ne vit pas les appareils terribles du Knout que, pour

éloigner ce supplice , elle confessa tous les crimes dont on voulut la noircir ; elle avoua les intrigues amoureuses dont on l'accusoit , sans que , selon toute apparence , elle y eût jamais pensé avant ce moment horrible : mais ce qu'il y a néanmoins de plus particulier , c'est qu'elle persista dans cette dernière déclaration , & qu'elle la confirma , lorsqu'elle fut confrontée à Glebow son prétendu séducteur.

Celui-ci , ou plus véridique , ou plus inébranlable , endura plusieurs fois le supplice du Knout sans être intimidé. Il soutint qu'Eudoxie étoit absolument innocente , rejetant les prétendus aveux qu'on lui attribuoit sur la crainte des tourmens qui lui avoient été préparés. Envain lui fit-on successivement endurer les supplices les plus inouis pendant un espace de six semaines : au bout desquelles il fut empalé. On dit que ce fut pendant qu'il étoit dans cette affreuse situation , que le Czar , qui n'épargnoit Eudoxie qu'à regret , vint lui-même le conjurer de dire la vérité ; & que ce corps déchiré & expirant n'ouvrit la bouche , que pour lui cracher au visage , en lui disant : retire-toi , tyran , & laisse-moi mourir en paix.



Abraham Lapuchin fut d'abord condamné à être roué vif, & ensuite à avoir la tête tranchée: mais à l'instant qu'il avoit la tête sur le billot, teint du sang de ceux qui l'avoient précédé, le Czar commua encore sa peine, en lui accordant la vie, sous la condition d'avoir la langue coupée, de recevoir vingt coups de Knout & d'être relégué en Sibérie.

Non content de tant de supplices, on assembla les archevêques, les évêques, & plusieurs autres ecclésiastiques distingués, qui reçurent ordre d'examiner scrupuleusement le procès de la princesse Eudoxie, & de prononcer la sentence, qui leur paroîtroit conforme à la rigueur des loix divines & des constitutions de l'église. Ces juges spirituels, avant que d'entrer dans cet examen, déclarèrent qu'en qualité de docteurs du saint évangile, ils ne rechercheroient jamais le sang du pécheur, mais uniquement sa véritable pénitence; & que Dieu ne leur avoit mis en mains d'autre glaive que celui de sa sainte parole.

Cet esprit de douceur qui anima pour ce moment ce corps formidable, honteux peut-être de sa décision sanguinaire contre le fils, sauva la vie à son infortunée mere. Elle fut

néanmoins condamnée à recevoir la discipline par les mains de deux religieuses, ce qui fut exécuté en plein chapitre; & ensuite on la transféra dans un autre monastere situé sur le lac Ladoga, pendant qu'on enfermoit, dans la forteresse de Schluffelbourg, la princesse Marie, qui avoit préalablement reçu cent coups de baguettes sur le dos & sur les reins, en présence des seigneurs & dames de la Cour, que le Czar avoit forcés d'assister à cette exécution.

Les confesseurs, les domestiques, & tous ceux, en qui ces deux princesses avoient paru mettre leur confiance, furent ou fouettés par la main du bourreau, ou envoyés en exil, après qu'on leur eût ou fendu le nez ou coupé le bout de la langue. Telle fut la fin tragique des personnes qu'on put rendre coupables d'être entrées dans ce complot. Il est certain qu'il eut une origine, & que s'il eût été porté à sa maturité, il auroit mis en danger la couronne de Pierre qu'on doit maintenant nommer empereur; puisque ce fut peu de tems après que ce titre lui fut déferé par les acclamations unanimes de son peuple.

Le monastere dans lequel Eudoxie avoit été

renfermée, étoit pour elle une prison dont les rigueurs lui rendoient la mort préférable. Elle y étoit étroitement gardée dans une chambre obscure & on ne lui accordoit pour toute nourriture que des légumes, du pain & de l'eau. Ses maux n'étoient pas encore cependant à leur terme, & après six ans passés dans cette horrible situation, elle éprouva que ses peines pouvoient augmenter.

Pierre qui, avec tant de justice, a mérité à bien des égards le surnom de Grand, sentit enfin qu'il étoit mortel. Il fut attaqué d'une violente fièvre à l'issue de la fête ridicule de son conclave qu'il célébroit annuellement, & il mourut le 8 Février 1725. au milieu d'une vie la plus glorieuse qui fut jamais, & dans un âge qui lui promettoit encore des jours suffisans pour porter son ouvrage à sa perfection.

Incertain à l'article de sa mort sur le successeur qu'il devoit se nommer, il mourut sans rien statuer à cet égard : mais Menzikoff qui ne devoit la vie qu'à la veuve de l'empereur, résolut de la maintenir sur le trône. Il s'empara du trésor, rassembla les grands & les décida à reconnoître Catherine pour souverain.

ne, en leur persuadant que son mari l'avoit désignée pour lui succéder. Dans le trouble où se trouvoit l'Etat dans ce moment de crise, chacun s'empressa de souscrire à un arrangement, pour le succès duquel il étoit à redouter qu'on n'eût pris les plus dangereuses précautions, & Catherine fut reconnue Impératrice de toutes les Russies, quoique les dernières paroles entrecoupées qu'avoit proférées le Czar, & le peu que sa main avoit pu tracer par écrit, semblaient directement contraires à cette disposition.

Cette élévation de Catherine mit le pouvoir souverain, entre les mains de la plus mortelle ennemie de la princesse Eudoxie, qui, selon la pente naturelle au cœur humain, devoit être d'autant plus haïe, qu'elle avoit plus de motifs de haïr elle-même.

Cette captive ne fut pas longtems à en éprouver les funestes effets. Le comte de Tolstoy eut ordre de la faire transférer à Schlusielbourg, & de ne rien épargner pour la mettre hors d'état de rien entreprendre. Ce fidele agent exécuta avec la dernière rigueur les ordres dont il étoit chargé. Eudoxie se vit resserrée dans un cachot affreux,

& pour lui faire plus cruellement sentir l'horreur de cette nouvelle habitation, on congédia toutes les femmes & tous les domestiques, qu'elle avoit eus jusques-là pour compagnons de ses peines. On les remplaça par une seule vieille Naine, fort infirme, & qui par conséquent lui devenoit plus à charge qu'utile. Ce fut alors que la veuve d'un grand empereur, se vit réduite dans ses propres Etats à la nécessité de remplir les plus vils emplois, soit pour entretenir quelque propreté dans le trou qu'elle habitoit, soit pour renouveler le linge qu'elle portoit, soit enfin pour se procurer les plus pressans besoins. Craignant même que, dans l'abattement où sa position devoit la plonger, la religion ne lui offrît quelques secours, on lui refusa l'assistance d'un prêtre, qu'elle demandoit avec instances pour lui administrer les sacremens de l'église.

Il n'est pas permis de douter que Tolstoy, dans toute cette barbarie, n'ait suivi avec trop de précision les ordres de sa surprenante maîtresse, qui, non contente d'avoir pendant la vie de Pierre, tenu la place de sa rivale, d'avoir fait ôter la couronne & peut-être la

vie au fils d'Eudoxie, & par ce moyen d'avoir fermé à son petit-fils tout accès au trône, exerçoit encore la facilité de son génie à inventer des moyens nouveaux d'accroître les tourmens de sa captive.

Dans la crainte que cette prisonniere ne tentât d'avoir quelque communication au dehors, il fut ordonné que chaque fois qu'on changeroit la garde préposée à la sûreté de sa prison, on feroit également déshabiller les officiers & les soldats qui la monteroient ou la descendroient, pour s'assurer si aucun d'eux n'auroit eu la témérité de se charger de quelques billets d'Eudoxie ou pour elle; & dans le cas de cette découverte, l'ordre étoit positif de faire pendre sur le champ & sans miséricorde ceux qui auroient pu se laisser gagner.

Le ciel eut enfin pitié de l'état vraiment déplorable de l'infortunée Eudoxie, & termina ses malheurs par la mort de Catherine, qui arriva le 17 mai 1727. deux ans après celle de son auguste époux.

Certaines personnes voyant approcher la fin de l'impératrice, & craignant que Menzikoff son favori ne voulût porter sur le trône

ne une des deux filles de Catherine expirante, dont le fils étoit déjà mort, n'épargnerent aucune insinuation pour l'engager à se déclarer en faveur du prince issu du mariage d'Alexis. L'espérance dont on le flatta de pouvoir marier sa fille avec ce nouvel empereur qui lui devoit la couronne, l'éblouit tellement que, du vivant de Catherine même, il fit négocier cette intrigue à Vienne, par l'entremise du comte de Rabutin, ministre plénipotentiaire de l'empereur d'Allemagne à Pétersbourg.

Dès que Catherine eut fermé les yeux, le prince Menzikoff fut si bien employer le crédit qu'il avoit en particulier dans l'armée & en général dans toute la nation, qu'il disposa une seconde fois de la couronne de toutes les Russies, & encore sous le prétexte d'un testament du prédécesseur.

Pierre II. petit-fils d'Eudoxie, prince âgé de douze ans, fut donc déclaré Czar, sous la conduite de Menzikoff nommé à l'instant vicairé général de l'empire & généralissime de toutes ses troupes. Le conseil de régence ne perdit pas même un moment pour confirmer la résolution de faire épouser à son nouveau

souverain, la fille du premier ministre qu'on venoit de lui donner.

Ce fut ainsi que Menzikoff, cet ennemi implacable d'Eudoxie, qui avoit poursuivi avec tant d'acharnement cette princesse & sa famille, changea tout-à-coup de principes ; & faisant céder sa vengeance à son ambition, devint l'instrument de sa délivrance, & la rapprocha lui-même d'un trône dont, sous les deux regnes précédens, il n'avoit cessé de l'éloigner.

Dès que la proclamation du nouvel empereur eut été faite, cet arbitre du trône dépêcha à Eudoxie deux Gentils-hommes, dont l'un étoit son proche parent. Ils lui annoncèrent la surprenante nouvelle de l'élévation de son petit-fils, & finirent par lui demander qu'elle voulût bien consentir au mariage du jeune empereur avec la fille du prince Menzikoff.

Eudoxie, dont la crainte & le désespoir n'avoient pu ébranler la force ni la constance, pensa succomber aux mouvemens de surprise & de joie qui se réunirent dans son cœur, en apprenant une nouvelle si imprévue. Elle céda & ne put s'exprimer que par



un torrent de larmes que la satisfaction arrachoit de ses yeux ; & ce fut dans cet état où la multitude des sensations rend pour ainsi dire insensible, que cette princesse fut tirée de son cachot, pour aller occuper les appartemens qui lui avoient été préparés chez le commandant de la forteresse.

Elle revenoit à peine de son premier saisissement, lorsqu'il ne lui fut plus permis de douter de son bonheur, qu'elle avoit jusques là regardé comme une illusion. Elle se vit traitée en mere d'empereur, on lui apportoit de toutes parts les toiles les plus fines, les étoffes les plus superbes, de la vaiselle pour sa table, & on lui remit dix mille écus en argent pour pourvoir à ses autres besoins. En même tems il lui arrivoit de la cour des Gentils-hommes & des Dames, des équipages, des gens de livrée. En un mot, cette princesse qui, de l'obscurité d'un couvent, avoit passé dans les horreurs d'un cachot, se trouvoit à la tête d'une cour nombreuse & dévouée à ses moindres volontés. On lui laissa le choix de se rendre à Pétersbourg ou à Moscou; elle choisit cette dernière ville, où en attendant l'arrivée de

l'empereur , elle fixa son domicile dans le couvent des filles nobles.

Ce fut là qu'accoururent en foule tous les grands & la noblesse de la ville & des environs pour lui faire la cour & l'assurer de leur respect. Elle reçut avec d'autant plus de bonté ces hommages, qu'ils paroissoient moins l'effet de la circonstance , que la démonstration d'un amour trop longtems resserré par la crainte, & qui voyoit avec plaisir le moment fortuné de manifester à cette princesse les sentimens de vénération qu'ils avoient toujours conservés pour elle.

Quelque sensibles que pussent lui être ces preuves sinceres de l'affection publique, elle eut bientôt une plus douce & plus précieuse consolation, en voyant & en embrassant , pour la première fois de sa vie, son souverain dans son petit-fils. L'entrevue de cette ayeule avec l'empereur Pierre II. qui étoit accompagné de sa sœur Nathalie, fut un spectacle si touchant, qu'aucun de ceux qui eurent le bonheur d'y assister ne purent y refuser des larmes.

Eudoxie mêla les siennes à celles de ses enfans, & éprouva une variété de transports

si violens , qu'elle demeura évanouie entre leurs bras. On fut très longtems sans pouvoir la rappeler à elle-même, & son ame dans ce moment étoit tellement concentrée qu'elle resta , pendant près d'une heure , les yeux ouverts sans pouvoir proférer une seule parole. Tel est l'effet ordinaire des grandes passions.

La cérémonie du couronnement du nouveau Monarque fut pour cette tendre mere, une nouvelle source de joie & de contentement. Elle y assista & y tint le premier rang dans la maison impériale. Non seulement elle consentit au mariage, mais elle autorisa par sa présence les fiançailles de son petit-fils & de la princesse Menzikoff qui furent célébrées avec le plus grand éclat. On s'imagine assez qu'elle dut jouir dans ces momens heureux, que le cœur peut sentir, mais que tout autre que le sien ne pourroit se rendre qu'imparfaitement.

Rétablie ainsi dans tous les droits que lui avoit pu promettre son mariage, il lui fut assigné une pension de soixante mille roubles: il fut ordonné de faire mention d'elle dans les prières publiques immédiatement après celle de l'empereur; les jours anniver-

faïres de son nom & de sa naissance furent célébrés à la cour & dans le public avec toute la solemnité usitée en pareilles occasions, enfin l'on n'omit rien de tout ce qu'exigeoit le rang auquel donnoit son mariage avec Pierre I. Qu'on se figure par là, s'il est possible, la satisfaction dont elle jouissoit, car je ne prétens pas que la disgrâce du Prince Menzikoff y ait pu contribuer.

En connoissant combien l'ame de cette princesse étoit élevée, on ne peut se persuader qu'elle ait pu se permettre un mouvement de plaisir, en voyant ce favori de la fortune précipité du faîte des grandeurs dans l'état le plus humilié. Cet événement, quoiqu'il paroisse étranger à l'histoire d'Eudoxie, est trop singulier dans son espece, pour que la curiosité du lecteur ne soit pas flattée d'en trouver ici les principales circonstances.

Menzikoff ébloui de l'excès des grandeurs où il se trouvoit élevé, tenoit le Czar dans une dépendance presque servile de ses volontés. Chaque jour il se suscitoit de nouveaux ennemis par l'abus qu'il faisoit de sa puissance, mais personne n'osoit ouvertement se déclarer contre lui. Il avoit un ennemi puis-

fant dans Osterman qui épioit en secret l'occasion d'abattre ce colosse formidable. Instruit que l'empereur ne cachoit point à ses principaux courtisans la répugnance que lui causoit la sévérité avec laquelle le traitoit ce vicaire de l'empire, il eut l'adresse de mettre dans son projet les deux princes d'Olgorucky, en leur persuadant que la chute de Menzikoff en éloignant sa fille du trône, leur offroit un moyen d'y faire monter leur sœur. Une pareille espérance les lui gagna entièrement; & d'accord avec la princesse Elisabeth tante du Czar, ils voulurent profiter d'une maladie qui retenoit le régent dans son palais, pour engager Pierre II. à secouer le joug sous lequel il gémissoit. La trame fut trop longtemps à s'ourdir & le rétablissement du vice-roi lui donna le tems de détourner l'orage qui le menaçoit: mais soit qu'il se crût en état de braver ses ennemis, ou qu'il ignorât les vrais sentimens des d'Olgorucky, il les continua dans les postes de confiance qu'ils tenoient de lui auprès du jeune empereur.

Ils s'en servirent pour faire réussir les projets du Comte d'Osterman; & un jour que le prince étoit à Pétershoff, ils furent si adroi-

tement lui faire connoître combien il lui étoit honteux de vivre dans la contrainte où prétendoit le tenir un de ses fujets , qu'ils le déterminèrent à s'en délivrer tout-à-coup.

Pierre ainsi persuadé se sauve du château en passant par une fenêtre: Menzikoff en est informé & se rend en toute diligence à Moscou, mais il voit avec surprise les gardes changées qui lui refusent l'entrée du palais. Surpris, confus, quoique sans perdre l'espoir, il va à son hôtel, où il n'est pas plutôt entré qu'il le voit entouré de grenadiers, & qu'il est forcé de remettre son épée au commandant qui lui ordonne les arrêts.

Il sollicite envain une audience de l'empereur, & la seule réponse qu'il obtient est qu'il doit se disposer à partir dès le lendemain pour Rennebourg, avec sa femme & ses enfans. L'ordre qui l'exiloit dans cette superbe terre, lui permettoit d'emporter ses effets & de se faire suivre par tel nombre de domestiques qu'il voudroit choisir. Il obéit à la vérité, mais affecta dans son obéissance, un éclat qui irrita de nouveau ses ennemis. Il partit en plein jour & dans une pompe qui tenoit du souverain: mais à peine avoit-il

fait

fait deux lieues hors de Pétersbourg , qu'il vit arriver un nouveau détachement de grenadiers qui le forcèrent à arrêter. L'officier qui les commandoit lui ordonna ; de la part de l'Empereur , qu'il eût à lui remettre les marques de chevalerie Russe ou étrangère dont il étoit honoré : & après qu'il s'en fut dépouillé , on lui enjoignit & à sa famille de descendre de carosse , pour monter sur des chariots destinés à les conduire dans le lieu de leur exil.

Son ame émue sans être terrassée , se flattoit de vivre tranquillement à Renneburg , quand il apprit qu'il étoit relégué à Yacourka , désert au-delà du royaume de Sibérie , sans qu'il lui fût permis d'emmener plus de huit domestiques. Pour ajouter l'humiliation à tant de maux unis , on l'obligea à prendre & à faire prendre à sa famille des habits de paysans apportés à cet effet. Sa femme mourut en route ; & lorsqu'il arriva à Toboski , on lui remit cinq cents roubles par ordre de l'empereur ; & comme , pour continuer sa route , il fallut prendre des chariots découverts qui étoient tirés ou par des chiens ou par un seul cheval , il mit cinq mois pour

parvenir au désert dans lequel moururent lui & sa fille aînée.

Ce fut donc ainsi que Menzikoff, sorti de la poussière, & élevé à un degré d'honneur, au-dessus duquel il ne voyoit que le nom d'empereur, fut tout-à-coup renversé. Sa fille qui par ses fiançailles, devoit être impératrice, tomba du trône & mourut dans l'exil le plus affreux. Toute sa famille fut enveloppée dans sa disgrâce; ses biens furent confisqués, & celui qui, sous trois souverains, avoit été le pivot sur lequel rouloient toutes les affaires d'un vaste empire dont il disposoit à son gré, se vit dénué de tout, confiné dans les horreurs de la Sibérie, où il périt misérablement de chagrin.

C'est ainsi que la providence, juste & sage distributrice des récompenses & des châtimens que méritent les foibles mortels, manifeste encore dans ce monde son attention vengeresse sur les actions des criminels, au moment qu'ils la croient endormie.

Eudoxie trop grande pour concourir au malheur de ses ennemis, jouissoit sans inquiétude de la félicité qui couronnoit le déclin de ses jours: mais hélas! peu faite pour la goûter sans amertume, il y avoit à peine



dix-huit mois qu'elle contemploit son petit-fils sur le trône, lors qu'une mort prématurée lui enleva d'abord la princesse Nathalie, & quelques semaines après l'empereur Pierre II. qui mourut de la petite vérole le 30 Janvier 1730.

Quoique ces pertes douloureuses ne changeassent rien à sa position, sa joie fut néanmoins ensevelie avec ces deux aimables rejettons de son sang, & l'on peut dire qu'elle coula le reste de ses jours dans un nouveau genre de peines & d'amertumes.

La princesse Anne qui succéda à Pierre II. ne chercha qu'à sécher les larmes de cette princesse. Elle voulut qu'elle assistât à son couronnement, & lui conserva toutes les prérogatives qui lui avoient été ci-devant accordées; mais elle se trouva bientôt attaquée d'une maladie de langueur, qui la retint au lit, jusque dans les premiers jours de Septembre de l'année 1737. où elle finit une vie dont les divers événemens ont dû lui apprendre à mettre aux grandeurs du monde le prix qu'elles méritent. Heureuse! si comme sa constance donne lieu de l'espérer, cette princesse en a su profiter pour s'assurer la jouissance d'un bonheur parfait & immuable.

## O U K A S E

O U

## O R D O N N A N C E

DE PIERRE I. EMPEREUR DE RUSSIE.

*Pour la réforme des Moines, qui n'a jamais été  
publiée, n'ayant été signée que peu de jours  
avant la mort de l'empereur.*

TRÈS SAINT SINODE.

Nous nous proposons de faire connoître au public, par les articles suivans, quels sont les réglémens que nous entendons établir par rapport aux monasteres, appuyés des raisons qui nous y ont déterminés.

Nous examinerons d'abord l'origine & l'établissement des anciens monasteres, le genre de vie qu'on y menoit dans les premiers tems, & de quelle maniere il convient de procéder actuellement à leur réforme, pour rendre la vie des moines actuels, ainsi que l'administration & l'emploi de leurs biens, conformes à ce qui se pratiquoit à ce sujet dans leur premiere institution.

Les loix ecclésiastiques ont déjà prescrit quelques regles pour la conduite des moines; mais elles ne font pas assez étendues pour un article aussi important; parce qu'il paroisoit alors nécessaire de régler d'abord ce qui concernoit le pouvoir des évêques, que quelques-uns d'eux, à l'exemple de ceux qui occupent le siege de Rome, ne cherchoient qu'à augmenter, contre la volonté expresse de Dieu, & pour y parvenir, les personnes même véritablement zélées ont eu beaucoup d'obstacles à surmonter. Mais, graces au ciel, nous avons réussi dans notre dessein, & maintenant que nous avons le loisir nécessaire pour régler toutes les affaires de notre empire, nous nous croyons obligés de mettre aussi ordre à ce qui regarde les monastères, autant guidé par la vue de procurer le salut éternel de ceux qui les habitent, que de concourir au bien général de la Société.

En premier lieu, le saint Sinode a réfuté, par des raisons aussi solides qu'évidentes, la fausse opinion qu'entretenoit toute notre nation, de l'explication forcée donnée à ces paroles de Jésus-Christ, celui qui abandonne son pere & sa mere &c. que l'on appliquoit

mal-à-propos à la vie monastique. Le saint Synode, en faisant voir que cette opinion ne tire sa source que des hérétiques, expose le véritable sens qu'on doit donner à ces paroles, ainsi qu'on peut le voir clairement dans les réglemens sur le clergé.

Avant que d'entrer dans les différens arrangements qui regardent l'état monastique, il faut rechercher, avec une vérité scrupuleuse, l'origine des moines, & dévoiler clairement dans quel tems, par qui, de quelle façon & pourquoi l'établissement des monastères a eu lieu.

L'on voit par le chap. 6. des Nombres qu'il y avoit, chez les Hébreux, une Secte semblable à l'ordre monastique, qui étoit appelée celle des Nazaréens : mais les vœux qu'on y exigeoit, loin d'être perpétuels, n'étoient que pour un tems, & leur émission n'étoit accompagnée d'aucun serment. En avouant que de très pieuses raisons ont donné lieu à l'état monastique, dans le commencement du christianisme, les personnes les plus sages & les plus éclairées ne peuvent s'empêcher de reconnoître le tort que cet établissement a fait par la fuite à la Société,

le scandale qu'il a causé, & la honte dont il s'est couvert ; c'est aussi pour le faire connoître à ceux qui en pourroient douter , que nous croyons devoir entrer dans quelques détails à ce sujet.

Il faut d'abord bien entendre ce que signifie ce nom, *état monastique*, dans quel tems & où l'on s'en est servi, afin de voir si l'on peut employer indifféremment ce terme de *Moine*.

Ce mot Moine est grec, il signifie *Isolé*, *Seul*, qui est sans compagnie & sans société. Le mot de Monastere peut dénoter une union de plusieurs personnes qui se sont rassemblés, pour vivre séparés du reste des hommes.

Deux raisons paroissent avoir porté les premiers chrétiens à embrasser l'état monastique. 1°. cet état étoit choisi par ceux qui, par un pur mouvement de conscience & sans aucune vue humaine, désiroient de vivre en solitude, comme s'il leur eût été impossible de faire leur salut dans le monde. Si cette opinion avoit été justement fondée, non seulement les bons princes & les autres chefs des Etats qui, par l'utilité dont ils sont aux

hommes, font appellés les images de la divinité, devoient être privés du royaume des cieux; mais aussi les pasteurs des trois premiers siècles, qui menaient une vie conforme à celle de Jésus-Christ & de ses Apôtres, en étoient de même exclus, puisque ni les uns ni les autres ne vivoient dans l'état monastique: & en effet, du tems des Apôtres, il n'y avoit pas la moindre trace de tels hommes, ainsi que le dit S. Chrysostome, dans son discours 25. sur l'Épître aux Hébreux.

Les uns n'embrassoient donc l'état monastique que par un penchant naturel, qui les portoit à la solitude: mais d'autres, selon Sozomene liv. 1. de son Histoire chap. 12. & Nicéphore Calliste liv. 8. chap. 59. pour éviter la cruauté des tyrans & des persécuteurs de la foi chrétienne, se virent forcés à chercher leur salut dans les déserts, &, en expliquant à la lettre les paroles de Jésus-Christ, qui disent de tout abandonner pour l'amour de lui, ils devinrent de véritables moines. Ces hommes en effet, loin de rien demander à leurs semblables, les fuyoient, & ne vouloient ni les voir, ni les entendre. Sozomene & quelques autres auteurs nous

apprennent qu'ils faisoient leur séjour dans la Palestine, dans l'Egypte, & dans d'autres lieux fort chauds, où la terre leur fournissoit abondamment des fruits, sans qu'elle eût besoin d'être cultivée par la main des hommes. Ces pieux solitaires, si l'on excepte les livres, n'avoient besoin ni d'habit, ni de maison, ni d'aucune autre chose nécessaire à la vie; néanmoins ils travailloient de leurs mains, pour suppléer à ce que la terre pouvoit leur refuser. On pourroit citer, pour preuve de cette vérité, plusieurs histoires des anciens anachorètes, comme celle de Théodorite dans le livre intitulé *Vilophée*; celle de Jean Mochus, celle de Palladius & de plusieurs autres. Ils n'avoient absolument aucun monastère, chacun vivoit séparément dans les déserts, comme nous venons de le dire.

Les hérésies, en commençant à s'introduire dans l'église, donnerent lieu à la première idée des couvents. Quelques moines dispersés çà & là dans les déserts, furent par ignorance infectés de ces nouveautés. Quoiqu'ils vécussent séparément, ils avoient cependant occasion de se voir & de se par-

ler quelquefois, afin de pouvoir s'instruire mutuellement. Sensiblement affligés de voir que l'hérésie avoit pénétré dans leurs déserts, ceux qui, parmi eux, avoient le plus de capacité, songerent aux moyens de remédier à un aussi grand mal. Le meilleur expédient qu'ils trouverent, fut qu'il étoit préférable, pour l'utilité commune, de vivre désormais ensemble, & d'avoir des directeurs éclairés, pour les instruire, résoudre leurs doutes, & les prémunir contre les fausses opinions qui pouroient naître parmi eux. Cet établissement étoit donc alors une chose salutaire, & ce fut ce qui déterminâ plusieurs Saints Peres, & particulièrement Basile le Grand, à y travailler. Que ce fût cette raison, ainsi que quelques autres motifs de piété qui portèrent à réunir les solitaires dans des couvents, c'est ce qu'on voit dans Socrate liv. 4. chap. 21. dans l'historien ecclésiastique Rufin liv. 2. chap. 9. Les règles de S. Basile fournissent de nouvelles preuves de ce que nous avançons, car dans la réponse qu'il fait à la septieme question, il établit plusieurs raisons & d'une manière fort étendue, pour prouver qu'il vaut mieux



que les moines vivent en commun dans les monasteres, que de rester chacun en particulier dans les déserts.

Il fait voir, dans ce même ouvrage ; que la vie solitaire est exposée à de grands dangers, & qu'elle peut causer des grands maux à notre ame.

Voilà donc l'origine des monasteres ; mais ils étoient établis dans les mêmes endroits écartés, où ces solitaires avoient vécu auparavant, & ils ne vivoient pas plus aux dépens des autres hommes, que dans leur solitude. Leurs couvents étoient éloignés des villes & des autres endroits habités. Les monasteres de St. Basile, étoient en effet bâtis dans le désert appelé Pont ; & St. Chrisostôme, dans son Discours 43. sur la Génése, en parlant des moines, les nomment toujours habitans des montagnes : ainsi qu'on peut le lire aussi dans son Discours sur St. Mathieu, dans ses trois Livres contre ceux qui blâment les monasteres & dans plusieurs autres de ses ouvrages.

Nous avons des témoignages sans nombre, qui prouvent que les moines, loin de chercher à vivre aux dépens d'autrui, ne se nour-

riffoient que du travail de leurs mains. St. Chrifoftôme, dans fon discours 13. à ce fujet, dit que les moines, non feulement ne vivoient que du travail de leurs mains, mais qu'ils donnoient encore l'hofpitalité aux malades, les nourriffoient & les fervoient.

Basile le Grand, au fujet des regles touchant les couvents, dans fa Réponfe à la queftion 37. établit par les raifons les plus folides, l'obligation où font les moines de travailler: & il y ajoute dans fa réponfe à la queftion 42. que les moines doivent moins travailler pour eux, que pour les pauvres qu'ils doivent aider du fruit de leurs labeurs.

S. Ifidore, dans la lettre 49. à Paul Kino-viarch, qui avoit fous fon obéiffance beaucoup de moines qui vivoient dans l'oifiveté & l'abondance, lui en fait des reproches amers, & déclame avec force contre ces moines qui commençoient déjà à vivre d'une façon fi peu conforme à leur première institution, qui avoit pour bafe, la pénitence, le travail & la pauvreté.

Nous lifons dans Socrate hiftorien eccléfiastique liv. 4. chap. 18. que quelques-uns de ces anciens anachorettes avoient donné lieu à

ce proverbe, qu'un moine oisif est un voleur rusé. Nous savons que, cent ans après l'origine des moines, il y en eut de contemplatifs, auxquels on pouvoit faire le reproche d'oisiveté, parce que désirant se nourrir du travail des autres, tandis qu'ils affectoient de rester dans la méditation, ou plutôt qu'ils croupissoient dans l'oisiveté, ils excusoient leur paresse, sur une fausse interprétation de ces paroles de Jésus-Christ : *considérez les oiseaux du ciel, ils ne sement point, ils ne moissonnent point, ils n'amassent rien dans des greniers : mais votre pere céleste les nourrit ; ne valez vous pas beaucoup mieux que des oiseaux ?* La fausseté de leur piété fut bientôt reconnue par les véritables moines, comme on le voit dans les livres des anciens Peres. Le fameux docteur de l'église, Augustin a amplement réfuté cette opinion qu'il regarde comme une hérésie intolérable, dans le livre qu'il a donné sur les moines inutiles & désœuvrés. Jésus-Christ, par ces paroles qu'on vient de citer, nous avertit seulement de ne point avoir une confiance trop grande dans nos travaux & dans nos entreprises, mais que dans toutes nos actions nous devons mettre notre espé-

rance en sa providence divine. Loin que Jésus-Christ, par ces paroles défende de travailler, il est plusieurs endroits dans l'écriture sainte, où non seulement il loue le travail, mais même l'ordonne en termes exprès. Il menace surtout, pour le jour du dernier jugement, des peines éternelles, ceux qui n'auront pas servi les pauvres; & dans le tems qu'il alloit à la mort, il rendit lui-même un dernier service à ses disciples en leur lavant les pieds, ce qu'il leur ordonna de faire aux autres. Cette action de Jésus Christ est non-seulement beaucoup au-dessus de celles que peut prescrire l'état monastique actuel, mais même de toutes celles qu'ont pu faire les anciens moines, dans les tems de leur plus grande perfection; car quelque louable qu'ait pu être le moyen de faire son salut qu'avoient choisi ces anciens anachorettes; cependant il ne devoit qu'aux hommes son institution, au lieu que celui d'avoir soin des pauvres a été ordonné par Dieu même. Si les chrétiens eussent suivi les instructions de ces faux dévots qui leur prêchoient la paresse, ils auroient renversé l'écriture sainte, qui ordonne à tout homme de travailler selon sa profession.

Comme ces paroles de Jésus-Christ, *voyez les oiseaux du ciel*, &c. ne sont pas adressées aux moines seuls, mais à tous les hommes en général, il suit que, si l'on eût adopté l'explication de ces faux sages, personne ne devroit travailler, & que les hommes se réduiroient par-là à la triste nécessité de mourir de faim pour obéir à l'évangile.

On pourroit citer ici un grand nombre de raisonnemens tirés tant de l'écriture sainte, que des ouvrages des peres : mais ce que nous venons de dire doit certainement suffire.

Qu'arriva-t-il dans la suite ? Lorsque quelques-uns de ces faux dévôts furent appelés ou se rendirent auprès des empereurs grecs, de leurs épouses ou des femmes qui étoient le mieux à leur cour, on les vit bientôt commencer à bâtir des couvens, non dans les déserts, mais dans le centre des villes mêmes, ou dans leur voisinage. Ils demandèrent alors des secours en argent pour cette prétendue œuvre de piété, & par-là firent réussir le projet qu'ils avoient conçu de vivre aux dépens des autres, & par conséquent dans l'oisiveté. Les empereurs séduits par leurs dehors trompeurs de sainteté, ou poussés

par quelque mouvement inconnu qui les portoit à les favoriser, firent le contraire de ce que leur prescrivait leur devoir, & causèrent par-là beaucoup de mal, tant à eux-mêmes qu'à leurs sujets, comme il est aisé de le voir par l'histoire de Constantinople. On comptoit, au long du seul canal, qui va de la mer noire à Constantinople, c'est-à-dire, dans un espace qui n'a pas plus de 30. verstes ou 7 lieues  $\frac{1}{2}$  de France, plus de trois cents couvens de moines, & combien y en avoit-il donc dans les différentes provinces de l'empire ! Ces abus monstrueux, autant que d'autres négligences, réduisirent les empereurs grecs à un si triste état que, lorsque les Turcs vinrent assiéger leur capitale, ils ne trouverent pas six mille hommes à réunir pour leur défense.

Ce même mal commença à gagner chez nous sous la protection des patriarches, de même qu'à Rome comme nous l'avons déjà dit : mais la providence divine n'a jamais permis que nos prédécesseurs aient tombé dans un aveuglement aussi profond que le fut celui des empereurs grecs. Les souverains de Russie sont peut-être ceux qui ont donné le  
moins

moins de facilité à un pareil désordre. Dès qu'on commença à vendre ou à donner, en différentes manieres, des biens ou des terres aux couvens, on prévint cet abus par les raisons que nous avons déjà rapportées; & dans le tems que l'on composa le code en 1669. on renouvela les mêmes défenses, comme on le voit par ce code même chap. 17. art. 42. où il est dit que personne ne donnera & ne vendra ses terres ni aux monasteres ni au clergé, sous quelque prétexte que ce soit. Il y est aussi défendu aux moines, sous peine de confiscation, d'acheter ou de recevoir des terres par forme de legs. Il est encore marqué dans l'article 43. qu'aucune personne des deux sexes, qui sera entrée en religion, ne pourra donner au couvent, les terres qui lui appartiennent, ni même s'en conserver la jouissance. L'article 44. de ces mêmes loix interdit à toutes personnes, de l'un & de l'autre sexe qui seroient entrées en religion, la jouissance de leurs terres, dont elles se seroient jusques là conservé la possession.

Après ces éclaircissemens, on croit devoir présentement exposer les mesures que l'on

doit prendre pour remédier à ces abus , & les réglemens que l'on croit devoir faire à ce sujet.

- D'abord les moines peuvent-ils chez nous remplir toutes les obligations , auxquelles les engage leur état ? La rigueur de notre climat septentrional ne le permet pas , & comme tout le monde le fait , il leur est impossible de subsister , sans travailler eux-mêmes , s'ils sont privés du secours des autres.

Cette vérité une fois établie , que la rigueur de nos climats ne permet pas aux moines de vivre en solitaires , suivant leur première institution , il faut songer aux moyens de les tenir sur le pied de bons & véritables religieux. Deux raisons seules peuvent rendre nécessaire l'état monastique : 1°. pour satisfaire ceux qu'une véritable vocation appelle dans les cloîtres ; 2°. pour conserver des gens propres à remplir les fonctions de l'épiscopat.

C'est une ancienne coutume parmi nous , qu'il n'y ait que les moines qui puissent parvenir aux grandes dignités de l'église ; cependant trois-cents ans même après la mort de Jésus-Christ , les archevêques n'étoient



certainement pas moines. Quoiqu'il en soit, comme il est absolument impossible, à cause de la rigueur de notre climat, ainsi que nous l'avons déjà dit, d'entretenir dans notre pays les moines, & surtout de les mettre sur le pied où étoient leurs instituteurs, nous croyons devoir chercher un autre moyen, qui soit aussi agréable à Dieu que louable aux yeux des hommes; & nous croyons le devoir faire avec d'autant plus de raison que la vie des moines de nos jours n'est qu'un prétexte trompeur, la honte & l'opprobre des autres religions & cause beaucoup de mal, parce que la plupart sont des fainéans inutiles.

L'oïveté est la source de tous les maux: aussi personne n'ignore-t-il combien elle a produit de fausses opinions, de superstitions, de schismes & même de troubles.

Chez nous la plupart des moines sont des gens de la campagne; loin que ce soit pour renoncer à une vie aisée & commode qu'ils embrassent l'état monastique, ils n'entrent dans les monastères que pour se la procurer, & par là se soustraire à des impôts auxquels les particuliers ne se prêtent qu'à regret. Dans leur village ils avoient trois charges à remplir,

il falloit contribuer à la subsistance de leur maison , concourir aux besoins de l'Etat & servir leurs Seigneurs: mais dès qu'ils sont moines, ils ne savent plus ce que c'est que besoin, ils trouvent prêt tout ce qui leur est nécessaire , & s'il leur arrive de travailler dans leur cloître, c'est pour eux seuls qu'ils le font. Ils sont cultivateurs volontaires , tandis que l'habitant de la campagne doit travailler, non seulement pour lui , mais pour son Etat & pour son Seigneur.

Voit-on les moines s'appliquer à l'étude des saintes écritures pour en obtenir l'intelligence & instruire les peuples? Ils ne peuvent s'en flatter: aussi pour s'excuser, disent-ils, nous prions Dieu: mais tout le monde ne le prie-t-il pas? Saint Basile réfute cette vaine défaite , comme on l'a déjà dit plus haut.

Quel avantage résulte-t-il donc des couvents en faveur de la Société? En vérité on ne peut répondre à cette question que par un vieux proverbe qui n'en est pas moins véritable: aucun, ni pour Dieu ni pour les hommes; parce que la plus grande partie des moines n'embrassent leur état que pour éviter de payer les impôts, & pour vivre dans l'oisive-

té & à leur aise. Il y a cependant, pour ces moines oisifs & inutiles jusques à présent, un autre genre de vie laborieuse, agréable à Dieu, utile à la Société, & honorable pour eux, c'est celui de servir les véritables pauvres, les gens accablés de vieillesse ou ceux qui sont tombés dans l'enfance.

Ces motifs nous ont engagés à ordonner au très saint synode, qu'il ait à faire exécuter les articles suivans, 1<sup>o</sup>. en faveur de ceux que leur conscience ou une véritable vocation peut appeller à l'état monastique: 2<sup>o</sup>. afin de pourvoir aux besoins de l'église, de façon à permettre que l'on puisse choisir, entre les moines, des sujets dignes de remplir la dignité épiscopale, comme on l'a toujours fait depuis longtems.

## ARTICLE I.

*Touchant ceux qui n'ont d'autre motif qu'une sincere vocation pour entrer en religion.*

1<sup>o</sup>. On répartira dans les couvens, selon que leurs revenus pourront le permettre, des soldats invalides ou congédiés qui sont hors d'état de travailler, ou d'autres véritables

pauvres , pour lesquels on bâtera des hôpitaux , selon ce qui est déterminé par les réglemens.

2°. On établira des moines pour les servir , & on aura soin d'augmenter le nombre de ces religieux , de façon que ces gens puissent être traités selon l'espece & le degré de leurs infirmités , en observant que ceux qui seront moins malades , ou seulement âgés , aient moins de freres à leur disposition ; ce qui sera réglé selon la prudence des réglemens formés pour les hôpitaux.

Les religieux ne pourront être admis qu'ils n'aient atteint l'âge de trente ans.

3°. Les moines qui ne seront point employés au service des malades , seront envoyés dans les terres qui appartiennent aux couvens , afin qu'en les cultivant eux-mêmes ils se procurent de quoi vivre par leur travail. Lors qu'il se trouvera des places vacantes dans les hôpitaux , on les remplira , en y appelant ceux qui sont dans les campagnes , sans leur donner de successeurs.

Il faudra de même partager les religieuses , & celles d'entre elles qui ne seront point occupées au service des malades de leur sexe ,

au lieu de travailler aux champs, fourniront à leur subsistance par le travail des mains; c'est-à-dire, en filant pour les manufactures. Elles ne sortiront jamais de leurs monasteres, & y assisteront aux offices divins, comme on l'a déjà dit en parlant des maisons consacrées à l'éducation des orphelines: mais afin que ceux qui viendront dans les églises, ne puissent voir les religieuses, il faudra garnir de grilles très ferrées les tribunes qui leur sont destinées.

4°. Il y aura dans chaque monastere deux cuisines, l'une pour les laïques ou malades, & l'autre pour les moines.

5°. Les moines attachés au service des malades n'auront point de cellules particulieres: mais on pratiquera pour chacun d'eux des re-tranchemens fermés de cloisons dans les infirmeries mêmes où seront les malades.

6°. Les couvens n'auront point de chantres étrangers: mais les prêtres & les diacres du monastere, qui ne feront point de service auprès des malades, en feront les fonctions par eux-mêmes.

7°. Les prêtres & les diacres partageront aussi entre eux l'inspection des infirmeries,

de maniere que deux prêtres n'aient à la fois le soin que d'un certain nombre de malades, afin que, si l'un d'eux vient à tomber malade, ou qu'il soit obligé de vaquer à l'office divin, l'autre soit toujours en état de faire la visite pour en rendre compte au supérieur.

9°. Aucun moine n'aura ni salaire ni nourriture en particulier, mais le pourvoyeur du couvent donnera à chacun ce qui est prescrit par les constitutions.

10°. Il sera permis aux monasteres de prendre des domestiques, soit pour le service de la maison, soit pour la culture des terres : mais le besoin seul en doit régler le nombre.

11°. Dans les villages, on ne pourra employer les moines comme domestiques, mais on y enverra les plus âgés d'entre eux, pour veiller à la conduite des domestiques chargés de travailler les terres, encore ces religieux n'y feront-ils envoyés que de tems en tems.

12°. Il sera rigoureusement défendu aux moines de fortir de leurs couvents, si l'on excepte le supérieur, le procureur & le trésorier qui en auront la liberté, mais seulement pour les affaires du monastere.

Les anciens religieux auront néanmoins de tems en tems la commission d'aller visiter les terres & biens de campagne, pourvu qu'on ait soin de n'en charger que les mêmes personnes. Dans les plus grands monasteres, on ne pourra en détacher plus de quatre pour cette fonction, & dans les autres un nombre proportionné, en tenant exactement la main à ce que les autres ne sortent point, parce qu'un religieux qui a quitté le monde ne doit plus y rentrer.

13°. Les religieuses doivent, comme les moines, se conformer aux réglemens établis pour le service des pauvres de leur sexe; & l'on destinera quelques monasteres, pour les orphelins de l'un & de l'autre sexe, pour les bâtards ou ceux qui sont réputés tels. On y élèvera les garçons jusques à l'âge de sept ans, & alors on les enverra dans les écoles. Les filles apprendront à lire & on les instruira dans différens métiers, comme filer, coudre, faire des dentelles &c. C'est dans cette vue qu'on fera venir du Brabant des orphelines, instruites elles-mêmes à ces sortes d'ouvrages, pour entrer dans nos couvens de filles, & être chargées de leur instruction. On aura

soin, dans les monasteres destinés aux orphelines, d'ouvrir du côté des rues des passages qui laissent libres les portes de l'église, afin que chacun puisse y entendre l'office divin sans être dans le cas d'entrer dans le monastere. On fera aussi des tribunes pour qu'elles puissent y chanter l'office, mais dans les autres monasteres de femmes, il vaudra mieux que ce soient les prêtres & les diacres qui fassent ces fonctions.

14<sup>o</sup>. Quand les garçons auront atteint l'âge de 7 ans, on les mettra dans d'autres endroits, parce qu'il ne convient pas qu'ils restent dans ces monasteres, & les couvens vuides, dont on aura tiré les moines, seront très propres à les recevoir. On y établira des écoles dans lesquelles on apprendra aux orphelins, non seulement la religion, mais encore l'arithmétique & la géométrie.

## A R T I C L E II.

*Concernant ceux qui, pour les besoins de l'église, doivent être tirés de l'état monastique, pour remplir les fonctions de l'épiscopat.*

1<sup>o</sup>. On établira des séminaires dans deux endroits, savoir, un ici, & l'autre à Moscou,



& pour cela on prendra une maison convenable, où l'on se servira de quelques couvens éloignés dont on aura retiré les moines.

2°. Les séminaristes, qui auront été instruits dans ces maisons jusques à l'âge de 30 ans, devront enseigner les jeunes gens qui entreront dans les maisons qui auront eu soin de leur propre éducation.

3°. Chacun de ces séminaristes aura la liberté de se faire prêtre laïque, mais ceux d'entre eux qui, ayant atteint l'âge de trente ans accomplis, désireront embrasser l'état monastique, seront reçus dans le monastere de Newski. On leur y fera faire trois années de noviciat pour les éprouver, & on les exercera dans l'obéissance, de façon cependant à ne les point détourner de la lecture des livres saints, & des autres occupations que peut exiger la nécessité de se rendre habiles dans leur état. On voit assez qu'il n'est pas possible que ceux d'entre les moines, qui sont chargés d'instruire les autres, puissent remplir toutes les regles monastiques. Ils auront en effet assez d'occupations, s'ils veulent travailler pour leur profit, afin de se mettre en état d'instruire les autres, quand on les en croira capables.

4°. Ceux qui auront reçu la tonsure, feront tour-à-tour des Sermons au réfectoire, & ceux qui, par cette méthode, auront fait assez de progrès, prêcheront tour-à-tour les fêtes & les dimanches, ou à Moscou dans l'église de S. Alexandre Newski, ou dans celle du séminaire de S. Pétersbourg.

5°. Ceux qui seront chargés de cette fonction dans les églises susdites, ne feront pas pour cela dispensés de prêcher dans le réfectoire.

6°. Après qu'ils auront prêché une dizaine de fois dans les dites églises, on les fera encore prêcher, chacun à leur tour, dans les cathédrales de S. Pétersbourg ou de Moscou, selon le lieu où ils auront été instruits.

7°. Mais, comme en observant de les faire prêcher chacun à leur tour, ils n'auront que rarement l'occasion de le faire, sur-tout si ces prédicateurs sont au nombre de dix ou au-delà, il faut leur prescrire des occupations particulières, comme de leur donner quelques livres à traduire, ou leur faire entreprendre des traités sur des matières qui méritent d'être connues.

8°. On leur prescrira en outre de se ren-

dre tous les jours, deux heures avant & deux heures après dîner dans la bibliothèque du couvent, où chacun, pendant ce tems, s'occupera à la lecture de l'histoire des saints pères, ou d'autres livres ; & à faire des extraits de ce qui paroîtra le plus mériter leur attention.

9°. On leur enjoindra à tous de s'instruire de leurs devoirs particuliers, des loix de l'Etat, des décrets faits par les anciens conciles, de leur force & de leur usage.

10°. Sous l'Archimandrite, il y aura un supérieur habile & éclairé qui aura inspection sur tous les moines. Il examinera & corrigera les sermons qu'ils doivent prêcher, les traductions qu'ils auront faites ou les traités qu'ils auront composés. Il faut aussi que ce supérieur ait soin de savoir ce que les moines font ou lisent dans la bibliothèque, afin d'en tenir une note exacte.

11°. Ce supérieur fera à l'Archimandrite un rapport exact de tout ce qui regardera les moines qui seront sous sa conduite. Il y déclarera s'ils s'appliquent volontiers ou non au travail, & y fera un détail sur chacun d'eux de ses qualités & de ses défauts, de ses mœurs

& de sa façon de vivre. Il donnera son opinion sur l'espérance qu'on peut former de chacun & entrera dans un détail exact de leurs différentes occupations.

12°. On prescrira des peines particulières & des corrections proportionnées à la nature des différentes fautes, selon qu'elles proviendront de défobéissance, de querelles, d'ivrognerie ou d'autres vices, & l'Archimandrite devra infliger ces peines aux moines sur le rapport du supérieur.

13°. On établira pour règle certaine que celui d'entre les moines qui sera assez dépravé pour ne point changer de conduite après avoir subi plusieurs corrections, ou qui se trouvera indigne d'être élevé à la dignité pastorale, sera confiné pour toujours dans un simple monastère, afin d'y servir les malades.

14°. On aura attention que les moines instruits soient mieux nourris & mieux habillés que ceux qui n'ont point d'études.

15°. A l'égard de ceux d'entre les moines qui se feront distingués par leur application, leur habileté & la pureté de leurs mœurs, & qui paroîtront mériter des places, selon le jugement qu'en porteront l'archimandrite &

le supérieur, on en fera des archimandrites, des supérieurs & des directeurs des autres monastères les plus considérables, comme de celui de Newski, des séminaires qu'on aura établis à S. Pétersbourg & à Moscou. On les élèvera même à l'évêché, mais comme cette personne ne pourra parvenir à cette haute dignité ni à celle d'Archimandrite ou de supérieur, sans l'autorité du sinode, cette vénérable assemblée ne pourra conférer ces places à ceux qu'on y destine sans avoir examiné les candidats & sans notre participation.

16°. Quant au maintien du bon ordre dans les hôpitaux, à l'éducation des orphelins, à l'exécution des réglemens qui prescrivent de ne pas recevoir de moines au-delà du nombre nécessaire & qui défendent expressément aux religieux de sortir de leurs couvents, ce sera aux gouverneurs laïques de notre empire à veiller avec soin qu'en tout cela les moines ne cherchent point à se favoriser mutuellement, & à ce que tous les articles de notre première ordonnance soient fidèlement & ponctuellement exécutés.

L'original signé de la main de Pierre I.

à S. Pétersbourg le 31. Janvier 1725.

## OBSERVATIONS

*Sur les Revenus & les Dépenses*

D E L A

RÉPUBLIQUE DE GÈNES.

**I**L ME feroit impossible de mettre le lecteur en état de comprendre facilement ce que je vais dire, si je ne lui donnois d'abord des notions courtes, mais exactes sur le gouvernement de la république de Gênes, & sur l'origine, l'accroissement & le soutien de la maison de S. George, qui est la ressource subsistante de cet Etat, quand il se trouve en besoin d'argent.

I D É E

*Du Gouvernement de Gênes.*

LES FACTIONS des nobles d'un côté, & de l'autre l'ambition de quelques-unes des principales familles populaires, telles que celles des Adornes & des Frégoses, ont causé une infinité de révolutions dans le gouvernement de Gênes, jusqu'en l'année 1528. André Do-  
ria

ria Amiral de l'empereur Charles V. ayant chassé les François qui dominoient à Gênes, entreprit de réunir les esprits de ses concitoyens, en ménageant l'aggrégation des plébiens au corps des nobles, si l'on peut donner ce nom à des familles qui, (si l'on excepte celles des Doria, des Grimaldi, des Fieschi & des Spinola réellement illustres dès lors par tout ce qui peut rendre en Europe une maison considérable,) ne l'étoient dans leur patrie que par les richesses & par le crédit que leur donnoient ces richesses: car le corps des nobles Gênois, tel qu'il existe aujourd'hui, a une datte bien plus moderne.

Pour fixer le nombre des familles auxquelles les autres devroient se faire aggréger, on convint que toutes celles qui se trouveroient avoir huit maisons ouvertes, ou huit chefs de famille portans le même nom dans la ville, formeroient un *Abbergo*, ou famille principale, & que tous les autres citoyens seroient obligés de s'unir à l'une d'entre elles.

Il se trouva 28. de ces familles, savoir, Doria, Grimaldi, Fiescho, Spinola, Senturione, Lomellino, Cattaneo, Negrone, Marini, Mari, Saoli, Franchi, Giustiniani,

Salnago, Grillo, Imperiale, Lorcaro, Ciccala, Dinegro, Cibo, Vinaldx, Interiani Pinello, Palavicino, Fornari, Promontorio, Calvi & Gentile: dont les trois dernieres, ainsi que celles de Salnago, de Cibo, d'Interiano sont maintenant éteintes, & celles de Giustiniani, Saoli, Franchi & Fornari, ne sont plus réputées de ce nombre, en punition de l'attachement qu'elles ont dans la suite trop souvent marqué pour les intérêts des Aggrégés.

Beaucoup de familles considérables ne purent alors former d'*Abbergo*, parce qu'elles n'étoient pas assez nombreuses pour avoir huit maisons ouvertes, ou huit chefs de famille de leur nom, telle fut entre autres celle de Seria, qui tient maintenant & avec justice un des principaux rangs parmi la noblesse, quoique son nom ne paroisse pas parmi ceux des 28. familles privilégiées par cet arrangement.

La plus grande partie des citoyens d'état honnête que la ville de Gênes renfermoit, se fit aggréger à l'une ou à l'autre de ces 28. familles, & en prit le nom avec l'attention d'y joindre celui qu'il tenoit de sa naissance, par exemple un Ambroise Senarega, admis



dans la famille Gentile , signoit Ambroise Gentile Senarega.

Par cet arrangement les aggrégés étoient indistinctement avec les anciens chefs de familles en droit d'entrer dans le sénat & dans les conseils : mais comme les nouveaux l'emportoient en nombre , les 28 familles , à l'aide d'André Doria qui les favorisoit , firent passer en 1547. une loi , appelée du *Gaibetto* , qui régloit l'élection des Magistrats , de façon que toutes les charges devoient être également partagées entre les anciennes & les nouvelles familles.

Le nom de *Gaibetto* qu'on donna à cette loi , étoit un diminutif du mot *Garbo* ou *Gaibo* qui dans la dialecte Génoise signifie *tournure* , *façon* : & on le lui attribua parce que chaque fois que les nobles portoient leurs plaintes à André Doria du désavantage qu'ils avoient dans les élections , il avoit coutume de les engager à prendre patience , en les priant de le laisser faire , & qu'il donneroit à l'usage un *Gaibetto* , ou petite tournure , dont ils auroient lieu d'être contents.

Il y réussit en effet & ôta aux aggrégés l'influence qu'ils avoient d'abord eue dans les

conseils: mais il en résulta, dans diverses circonstances sur-tout après la mort d'André Doria, des discordes, des fédérations & des guerres civiles, qui ne finirent qu'en l'année 1571. où le Gouvernement de la république prit la forme qu'il a aujourd'hui par la médiation du Pape, de l'Empereur & du roi d'Espagne.

Ces princes, & sur-tout le dernier, qui avoient intérêt à la conservation de la république de Gênes, nommerent à sa réquisition des ambassadeurs ou ministres pour en régler le Gouvernement. Ils y travaillèrent à Casal, & les réglemens qu'ils firent à ce sujet furent publiés le 10 Mai 1576.

Il fut ordonné, par ces loix, que les aggrégés aux 28 familles en quitteroient les noms, & reprendroient ceux qu'ils avoient auparavant; pour ne former, cependant, avec les 28 familles, qu'un seul & même ordre de citoyens ou de nobles, auxquels les charges de la république seroient conférées indistinctement.

On y défendit en conséquence toute distinction de portique de S. Cyr & de S. Pierre, de portique vieux & nouveau: mais cet-

te distinction n'a été abrogée que de droit, car elle subsiste encore de fait, même dans plusieurs occasions relatives à l'administration; car selon une pratique qui a force de loi, on a attention de composer les tribunaux en partie de l'ancienne & en partie de la nouvelle noblesse, & le Doge se prend alternativement dans l'une & dans l'autre.

L'exercice des arts mécaniques fut défendu aux nobles, mais on leur permit le commerce maritime, les professions de banquiers, de marchands en gros, de Notaires qui n'auroient point d'études publiques & qui ne recevroient des actes que dans leurs maisons, ou des testaments chez des malades: ces occupations furent déclarées compatibles avec la noblesse, dont les membres obtinrent encore la liberté de pouvoir, sans déroger, prendre à ferme les gabelles ou revenus publics, pourvu qu'ils eussent soin d'éviter ce qu'il pouvoit y avoir de mécanique dans leur exploitation.

La composition des grand & petit Confeils; la maniere d'élire le Doge, les sénateurs & les membres des différens tribunaux fut pareillement réglée par ces loix de 1576.

de la façon qu'elle s'observe aujourd'hui & qu'on va l'expliquer.

### DU GRAND CONSEIL.

Le Grand Conseil fut fixé par les loix de 1576. à 400 membres qui, pour la première fois, furent nommés & choisis par les réformateurs: mais en ordonnant que le remplacement de ceux qui viendroient à mourir, ou dont les places vaqueroient par quelque voie que ce fût, se feroit à la pluralité des voix de 30 *optimi viri*, nommés par le petit Conseil & tirés de son corps, & c'est ce qui se pratique à la fin de chaque année.

Pour être admis dans le Grand Conseil, il falloit dans l'origine être âgé au-moins de 25 ans; mais aujourd'hui il suffit d'en avoir 22 accomplis. Le nombre des membres qui peuvent y entrer n'est plus fixe, car tous les nobles, pauvres ou riches, qui ont atteint l'âge requis, ont droit d'y prétendre, & d'y être admis, lorsqu'il n'y a point en eux de causes particulières & personnelles d'exclusion.

C'est dans ce grand Conseil que réside la souveraineté de la république: mais l'exercice en est presqu'entièrement commis au petit

Conseil uni aux deux colleges du sénat. Les fonctions du Grand Conseil se réduisent en effet à faire ou à proroger les loix, à approuver ou à rejeter les levées de deniers qui lui sont proposées, par taxes, emprunts ou autres moyens, à l'élection du Doge, au choix des sujets propres à devenir sénateurs & au droit d'anoblir les roturiers.

Le Grand Conseil nomme à quelques offices ou emplois civils de la ville, & à tous les gouvernemens tant généraux que particuliers, aux capitanats & podestatries des Isles ou des Etats de terre ferme, à l'exception de quelques-uns de ces derniers, auxquels le petit Conseil nomme ou présente, & à l'exception aussi du commandement des forteresses de la Spezzia & de Savone, dont le premier est donné par le petit Conseil, & le second doit être confié à un membre du petit Conseil choisi par le sort.

Les droits de faire la guerre, la paix & les alliances, résidoient aussi ordinairement dans le grand conseil: mais il ne l'exerce plus que pour s'en rapporter au petit conseil, soit en lui en donnant expressément le pouvoir, soit en l'y autorisant indirectement.

Lorsque sur la fin de 1744. il fut question de s'allier avec la France & l'Espagne, pour tâcher de prévenir l'exécution du traité de Worms, par rapport à la cession des droits de la maison d'Autriche sur Final, qui avoit été stipulée en faveur du roi de Sardaigne, on se contenta d'exposer au Grand Conseil la nécessité de prendre des mesures, pour la conservation de cette partie des domaines de la république; & le Grand Conseil autorisa les colleges à faire un emprunt d'un million de Croisats, pour être employés, par les ordres du Petit Conseil & à la pluralité des  $\frac{4}{5}$  de ses voix, à la défense des Etats de la république en terre ferme. Le Petit Conseil se regarda comme autorisé indirectement par-là à accepter l'alliance, & la conclut, comme un moyen propre à la conservation de Final, & employa le million à la levée & à l'entretien du corps de troupes destinées à s'unir à celles des deux couronnes, sans qu'il en eût jamais été question dans le Grand Conseil, ou l'on prétend qu'il est impossible de faire observer le secret qu'exigent des négociations de cette importance.

## D U P E T I T C O N S E I L.

Le nombre des membres qui devoient composer le petit conseil, fut fixé à cent par les réformateurs, qui nommerent les premiers qui y entrèrent, & qui remirent aux mêmes 30. *optimi viri* le droit de remplir les vacances du petit conseil, comme ils avoient celui de remplacer celles qui surviendroient dans le grand.

La moitié de ce petit conseil pouvoit être formée de sujets qui n'auroient pas plus de 27 ans, pourvu que l'autre moitié fut composée de gens qui eussent au moins l'âge de 30 ans: en remarquant néanmoins que les avocats & les médecins étoient toujours comptés dans cette dernière classe, parce que le doctorat, qu'ils avoient reçu dans leurs facultés respectives, étoit présumé leur tenir lieu de dispense d'âge.

Les choses ont changé de face par rapport au nombre, qui est porté aujourd'hui à 200 personnes, comme l'âge est indistinctement fixé à 27 ans.

Le petit Conseil s'assemble au son de la cloche, & à mesure que chaque membre se présente pour y entrer, il reçoit une balle de

bois argenté, qu'il met en entrant dans un vase placé devant le Doge, qui voulant s'occuper des affaires, fait fermer les portes, & déclarer par le Chancelier quel est le nombre des nobles présens à l'assemblée.

C'est dans le petit conseil que se traitent & se résolvent les affaires politiques & étrangères; & celles qui doivent être portées au grand conseil, telles que des loix à faire ou des levées de deniers, sont auparavant discutées dans le petit. Il nomme à quelques gouvernemens de terre ferme & à quelques emplois civils, il élit les membres de différens tribunaux, & les magistrats sont presque tous pris de son corps. Rien n'est porté devant le Grand Conseil, que ce qui a été auparavant agréé dans le Petit. En un mot les affaires les plus importantes étant absolument de son ressort, on peut le considérer comme l'ame de la république. Aussi n'y admet-on ordinairement que des sujets choisis & sur-tout des gens que la fortune mette à l'abri de la corruption.

Ceux qui en sont membres le sont aussi du Grand Conseil, de sorte que quand une affaire passée dans le Petit Conseil est portée de-



vant le Grand, il est assez rare de la voir rejeter par celui-ci, puisque les membres du petit joints à ceux du grand qui sont de même avis l'emportent ordinairement par le nombre des voix. Au surplus on ne peut point délibérer dans le petit conseil sur une matière au moment qu'elle est proposée; on l'annonce ordinairement la veille pour que chacun ait le tems d'y réfléchir, afin qu'elle puisse être discutée le lendemain avec connoissance de cause.

#### DE L'ELECTION DU DOGE.

Le grand conseil assemblé pour l'élection du Doge, élit par le sort cinquante de ses membres, qu'on fait passer aussi-tôt dans une chambre voisine, d'où ils ne peuvent sortir, qu'après avoir nommé trente autres sujets qui aient les qualités requises pour être Doges.

Ces qualités consistent principalement 1°. à être parvenu au-moins à l'âge de 50 ans: 2°. à être *di lauto patrimonio*: 3°. à être du vieux ou du nouveau portique, suivant que l'exige l'alternative dont on a parlé.

Ces trente sujets sont réduits à 15. par les suffrages du grand conseil, que les membres

du petit bornent à fix entre lesquels la pluralité des suffrages du grand détermine l'élection du Doge, qui tient cette haute dignité pendant deux ans, au bout desquels il est sénateur caméral perpétuel.

Le Doge préside au sénat, aux colleges, au grand & au petit conseil, où il n'a que sa voix : mais il est seul en droit de proposer les matieres sur lesquelles on doit délibérer, & il a ainsi occasion de donner la tournure qu'il veut aux propositions, sur lesquelles chaque membre doit simplement donner sa voix pour l'affirmative ou pour la négative, ce qu'il manifeste en mettant une balle de linge dans une des parties d'un calice double, selon qu'il veut opiner pour ou contre la proposition : mais on remarquera qu'un décret n'est autorisé qu'autant qu'il unit en sa faveur les deux tiers des voix.

Le Doge a le titre de sérénité comme Duc, qualité que son nom veut désigner ; le sénat, les colleges, le grand & le petit conseil ont le même titre quand chacun d'eux est assemblé : mais chaque sénateur en particulier n'a que celui d'Excellence.

En cas d'absence ou de maladie, le Doge est remplacé par le président du sénat.

## ELECTION DES SÉNATEURS.

Les sujets propres à être sénateurs sont nommés pour en remplir les fonctions à la pluralité des voix dans le grand conseil, qui en choisit 120. pour former ce qu'on appelle le séminaire. Vingt d'entre eux choisis par le sort sont mis en fonctions pour l'espace de deux ans. Tous les six mois, savoir du 15 au 18 Juin & du 15 au 18 Décembre, on en substitue cinq nouveaux aux cinq anciens qui ont fini leur tems, & qui, en quittant leurs places ou le premier Juillet ou le premier Janvier, ne peuvent y être rappelés que deux ans après leur retraite.

De ces cinq sénateurs élus tous les six mois, trois prennent place dans le sénat proprement dit, & deux dans ce qu'on appelle *la Camera*; avec cette attention inviolable que dans chaque de ces chambres, il ne peut y avoir qu'une seule personne d'une même famille.

## DU SÉNAT PROPREMENT DIT.

Douze des sénateurs élus par le sort forment avec le Doge le sénat proprement dit, qui donne à ses membres le nom de *Governatori*, parce qu'unis au Doge, ils représentent

le prince & en font les fonctions dans toutes les causes civiles & criminelles. C'est en effet le sénat qui commet ou délègue des juges pour les causes civiles, & c'est par devant lui qu'on se pourvoit en révision dans les mêmes causes, comme c'est à lui qu'on a recours pour obtenir des grâces dans les causes criminelles : c'est aussi en leur nom comme en celui du Doge que la monnoie est frappée, en portant ces mots, *Dux & gubernatores Reip. Genuensis*.

#### DE LA CAMERA.

La Chambre ou *Camera excellentissima* est proprement le bureau du contrôle général des finances de la république. Elle est composée de huit sénateurs & des anciens Doges qui, après l'expiration des deux ans de leur haute dignité, deviennent & restent sénateurs perpétuels *camerali*. Les membres de cette chambre ont l'administration des revenus de l'Etat, & le soin d'en procurer le recouvrement. Ils les donnent à ferme, & de là sont appelés *Procuratores*, parce qu'en cette partie ils agissent comme procureurs de la république; car quant aux dépenses, ils sont

seulement chargés de faire payer par leur Caissier ou Trésorier celles qui se sont faites en vertu des ordres du petit conseil ou des colleges dont je vais parler.

## D E S C O L L È G E S.

Le Doge, les Senateurs nommés *Gubernatores* ou *Procuratores*, & les anciens Doges réunis forment ce qu'on appelle les colleges, qui peuvent passer pour le conseil privé de la république. Ces assemblées ordonnent les dépenses générales, prennent la première connoissance des affaires étrangères soit militaires soit politiques, convoquent le petit conseil & préparent les matières qui doivent y être rapportées. Ces colleges ont le droit d'ouvrir les lettres que la république reçoit des princes étrangers ou des ministres qu'elle entretient au-dehors, & ils expédient les réponses que le petit conseil juge y devoir faire. Ils ont une autorité immédiate sur tous les tribunaux économiques de la ville, & sur les Gouverneurs qui ne peuvent s'adresser qu'à eux pour tout ce qui survient dans leur district. Ils nomment à tous les emplois Militaires & à la plupart des offices civils de la

ville & de l'Etat, & ils siegent dans le petit conseil.

Les Sénateurs qui composent le sénat proprement dit, ont dans les fonctions publiques, le pas sur ceux de la *Camera*, qui le prennent sur les anciens Doges.

#### DES TRIBUNAUX OU MAGISTRATI.

On en compte trente deux principaux, qui sont composés de 3. 5. 6. ou 7. nobles, qui pour la plupart sont membres du sénat ou du petit conseil.

De ces tribunaux, il y en a un que l'on appelle *des supremes findicateurs*, & qui est composé de cinq sujets, auxquels on peut avoir recours en cas de nullité dans les arrêts des autres tribunaux, celui-ci ayant droit d'examiner & de censurer les opérations de toutes les cours, même celles du sénat & des colleges, qui sont dans l'obligation de lui envoyer un secrétaire pour lui rendre compte de leurs délibérations : faites dans la semaine. Ces supremes findicateurs peuvent suspendre tout officier & même le sénat : mais c'est un cas extrêmement rare, & lorsqu'il arrive, le petit conseil se rend médiateur ou juge le différent.

Tous

Tous les autres tribunaux , si l'on excepte celui des Inquisiteurs d'Etat qui fait les fonctions de lieutenant général de police , ne sont proprement que des tribunaux économiques , auxquels on commet particulièrement l'administration & le détail de quelques branches des affaires publiques.

Le Magistrat de la guerre est chargé de tout ce qui concerne les troupes ; celui de l'abondance a soin de pourvoir à ce que les magasins publics soient pourvus de bleds ; ceux de l'artillerie , des galeres , des isles ont le détail de ce qui regarde ces districts différens : & ainsi des autres , qui tous jugent en dernier ressort ce qui est de leur compétence , sans qu'on puisse se pourvoir contre leurs arrêts , si ce n'est par révision au sénat , ou pour cause de nullité aux suprêmes indicateurs.

Outre ces tribunaux , il y en a deux connus sous les noms de Rote civile & criminelle , qui sont chacun composé de trois avocats étrangers , qu'on fait venir des endroits où ils se trouvent. Ils servent pendant trois ans dans l'une & trois ans dans l'autre à juger les causes de compétence survenues entre les citoyens. Ils n'ont cependant aucun droit , en

matieres criminelles, de connoître des crimes d'état, qui sont ordinairement sous la jurisdiction des Inquisiteurs d'état. Il paroît qu'en composant les deux rotes d'étrangers on a voulu éviter la partialité, à laquelle on auroit pu être exposé, si ces Magistrats avoient été pris parmi les jurisconsultes du pays.

DE LA COMPAGNIE, MAISON OU  
BANQUE DE S. GEORGE.

Cet établissement est un des plus anciens de cette espece qu'on connoisse, & il doit son origine à des prêts que des particuliers faisoient à la république dans ses besoins, & pour les intérêts desquels elle leur assignoit le revenu de ses gabelles, dont ils faisoient eux-mêmes le recouvrement. C'étoient des especes d'achats que ces particuliers faisoient du produit des gabelles, & pour cette raison on les appelle encore aujourd'hui *compre* ou *compere*.

Les premiers de ces *compere* remontent leur origine au-delà de l'année 1334. puisqu'on trouve que dans cette année Salagrodi Negro & Simon Navona', collecteurs des revenus publics, assignés aux intéressés dans les com-



pagnies *compere* S. George , ayant brûlé les registres de leur recette , s'évaderent en emportant avec eux tout l'argent de leur caisse.

Avant l'année 1401. il y avoit presque autant de *compere* , qu'il y avoit de gabelles ou de droits , car à un particulier ou à une compagnie , qui avoit prêté une certaine somme ; on assignoit par exemple le revenu du péage de Gani , à un autre celui de la gabelle du bled ou du lin & ainsi des autres ; & de ces compagnies les unes étoient nommées de S. George , & d'autres du chapitre , de S. Paul , du sel , de la guerre , de Venise &c , mais en 1407. on prit le parti de réunir toutes ces compagnies en une seule sous le nom de S. George , pris du lieu où étoit établi le bureau de la douane , & où l'on a depuis bâti l'hôtel ou maison de S. George.

Cette réunion fut faite par une délibération ou convention du 7 Mai de la même année , qui fixoit à cent livres , monnoie de ce tems-là le principal de chaque *Luogho* , ou action de la nouvelle compagnie , & à 7. livres son revenu ou dividend annuel ; & par un décret du Doge , du conseil des anciens & de l'office des procureurs de la république

que, en date du 7. Juin suivant, il fut déclaré que personne ne pourroit avoir recours sur les actions de la compagnie que pour causes de dot, de legs ou d'héritages; de sorte qu'elles étoient, comme elles le sont encore, à l'abri de toutes saisies, même de celles pour sommes dues à la république.

On convint en même tems que ce nouvel établissement seroit dirigé & gouverné par huit citadins, qu'on changeroit chaque année à la pluralité des voix des intéressés: & voilà l'origine des huit protecteurs de S. George qui en forment depuis ce tems le tribunal suprême, chargé de juger souverainement & sans appel tout ce qui regarde la maison & ses gabelles.

L'année suivante 1408. la compagnie ayant compté avec la république, cette dernière se trouva redevable à l'autre de 2,938,472 *L.* 10 s. 4. somme immense pour ce tems là; autant par rapport à la valeur intrinsèque de la livre, qui en valoit cinq de celles d'aujourd'hui, puisque l'écu d'or qu'on évalue à présent 9 *L.* 8. ne l'étoit alors qu'à 38 s. qu'en égard aux prix des denrées, puisqu'il est constant qu'avant la découverte de l'Amérique,

qui a rendu l'argent abondant en Europe, on avoit pour un écu cinq ou six fois plus de denrées qu'on n'en a de nos jours pour un écu du même poids & du même titre que celui de ces tems reculés.

Cette dette, quoique considérable, l'est devenue bien d'avantage par la disette des tems; la république n'ayant cessé d'emprunter pour subvenir à ses besoins, créant en même tems de nouveaux droits ou gabelles, ou augmentant les anciennes pour les assigner à la compagnie qui, de son côté, formoit de nouvelles actions ou *Luoghi*, en faveur des particuliers qui lui fournissoient l'argent qu'elle prêtoit à la république; & c'est de ces prêts que provient la plus grande partie de cette quantité immense d'actions de 100 L. chacune, dont la compagnie se trouve composée aujourd'hui: qui montoit, dans le tems où j'étois à Gênes à 476710. actions dont 13603. appartiennent à la compagnie, à qui elles sont dévolues en différens tems & pour diverses causes; & 57926. qui appartiennent pareillement à la compagnie, à qui elles sont dues par la république, qui les a empruntées en différentes fois, comme je l'expliquerai dans

l'article des emprunts de la république , & dont elle paie les intérêts sur le même pied que les autres actions rendent annuellement.

Les dettes de la république envers la compagnie étoient déjà si considérables en 1539. que, par une transaction du 23. Décembre de la même année , la république donna en paiement , à la compagnie. 78 gabelles qui subsistent encore presque toutes : & la compagnie de S. George s'engagea de son côté à payer annuellement à la république , par forme de compensation , une somme de 50,000 L.

L'Isle de Corse ayant été cédée en 1553, par la république à la compagnie, la compagnie la lui rétrocéda en 1562. & s'engagea en même tems à payer annuellement à la république deux sommes ; la première de 75,000 L. pour l'aider dans les dépenses que la conservation de cette Isle exigeoit , & l'autre de 20,000 L. pour faire partie de la solde des troupes que la république étoit obligée d'entretenir. On ne peut concevoir d'autre raison , de la fourniture annuelle de ces deux sommes , que celle qu'en donne un Auteur contemporain , en disant que les

revenus de la compagnie dépendant entièrement du produit des gabelles & des droits dont le commerce est la source , elle avoit intérêt à soutenir la république , parce que de sa décadence résulteroit nécessairement la diminution ou l'anéantissement de cette somme des revenus de la compagnie.

L'aliénation ou l'abandon que la république fit en 1539. de presque toutes ces bagatelles, n'a pas empêché, qu'elle ne s'en soit aidée dans la suite , en les augmentant, & en empruntant sur des additions ou augmentations de droits, comme on le verra à l'article de ses revenus.

Les dividendes des actionnaires sont plus ou moins considérables, suivant que rendent les droits & les gabelles. On a vu qu'en 1407. il fut fixé à 7 liv.: en 1738. il étoit de 49 f. par la suite il a roulé longtems de 45 à 42 f. & dans la répartition du 1<sup>er</sup> Juillet 1747. les actions ne rendirent que 28. f. de *numerata* ancienne monnoie de compte, dont 4. L. 10. f. font le Croifat, qui vaut 7. L. 12. f. de celle actuellement courante.

Il falloit cependant qu'avant l'année 1407. ces actions rendissent infiniment plus, si l'on

en jugé par l'inscription mise en 1467. à l'entrée de la grande salle de la maison de S. George, sous la statue de Maffeo Francisco de Vinaldo. Il y est dit qu'en 1371. il avoit destiné 90. actions pour être multipliées par l'addition de leur produit annuel au principal, & servir à racheter une partie des gabelles aliénées à la compagnie, & qu'avant la mort du fondateur, ces 90. actions en avoient produit 448. & que depuis lors elles avoient tellement multiplié qu'en 1467. elles se montoient à 8000. ce qui n'auroit pu être, si le dividende n'avoit été infiniment plus fort avant l'année 1407. qu'il ne l'a été depuis.

Quoi qu'il en soit, cette observation en amène une autre naturellement, & d'autant plus essentielle au but principal de cet ouvrage, qu'elle fait connoître la source d'une partie considérable des secours, que la république a tirés de la maison de S. George, sur-tout depuis le commencement de la rébellion de l'Isle de Corse.

Il est connu que, depuis l'onzième siècle, le commerce du Levant a été partagé entre les Vénitiens & les Génois. Ce commerce,

qui étoit d'autant plus lucratif, que celui des Indes Orientales par le Cap de Bonne Espérance n'a commencé qu'avec le 16. siècle ; avoit jetté dans ces deux villes des richesses immenses. Les Génois qui n'avoient pas encore de goût pour les grands palais, & à qui la frugalité & le peu de luxe du tems ne fournissoient pas les occasions de dissiper leurs biens, faisoient des fondations, qui en assuroient la jouissance à leur postérité ou au public.

Ces fondations consistoient à placer un certain nombre d'actions dans la compagnie de S. George , pour y être multipliées jusqu'à un certain point par l'addition du revenu annuel au principal ; & lorsque par cette multiplication, les actions étoient parvenues au nombre prescrit, par le fondateur, leur revenu devoit être distribué soit à ses descendans , soit aux pauvres ; ou être employé suivant les intentions prescrites par les fondateurs.

Ansaldo de Grimaldi est un de ceux qui se sont le plus distingués à cet égard ; il fit vers l'an 1530, & jusqu'en 1535. plusieurs fondations de cette espece ; une entre autres

de 6298. actions, au revenu desquelles on ne pouvoit toucher qu'après qu'elles seroient augmentées jusqu'au nombre de 69. mille & il ordonnoit qu'alors le dividende de 18000 actions seroit employé aux dépenses ordinaires de la ville, & celui du surplus à différens usages pieux ou publics qu'il prescrivait. Il se trouve encore trois ou quatre autres fondations du même Grimaldi, dont une de 2000. actions, en faveur de quatre lecteurs qui doivent enseigner la Théologie, la Philosophie, la Morale, & les Humanités, & les Jésuites s'étant chargés d'exécuter ces intentions jouissent des revenus de cette fondation. Une autre de 10,890. actions en faveur de la république, & deux autres également considérables en faveur de sa famille & des pauvres, & enfin une de 17,810. actions destinées au rachat des gabelles aliénées & à d'autres biens publics. C'est de toutes ces fondations que la république s'est principalement aidée en différentes occasions, & la dernière lui produisit 800000 Croisats au mois de Mars 1729.

Dans tout ce qu'on a dit jusqu'ici de l'établissement de S. George, on n'a dû l'envi-



fager que comme une compagnie de particuliers, devenus fermiers généraux de la plus grande partie des revenus de la république ; mais il a acquis la qualité de banque ou de caisse publique, à l'occasion que je vais dire.

Comme la constitution du gouvernement Génois ne lui permet pas toujours de faire exécuter ses réglemens , ceux qu'elle avoit faits sur les monnoies avoient été si fort négligés, qu'on ne voyoit dans la ville que des especes étrangères qui, outre le prix arbitraire où chacun vouloit les faire passer, étoient la plupart rognées ainsi que celles du pays ; cet abus étoit monté à un tel point en 1675. que , pour y remédier & en prévenir les suites par rapport au commerce, qu'il anéantissoit insensiblement, le gouvernement fit trois choses en cette année : 1<sup>o</sup>. Il déclara toutes ces mauvaises especes, en ordonnant qu'elles seroient portées & reçues à l'hôtel de la monnoie pour leur valeur intrinsèque. 2<sup>o</sup>. Il en fit frapper de nouvelles qui furent des écus valant quatre livres ; & enfin il ordonna que tout paiement pour lettres de change tirées de l'étranger sur Gênes ou de Gênes sur l'étranger, pour quelque som-

me que ce fût, & tous autres paiemens au-dessus de cent livres feroient faits à l'avenir par viremens de parties, au moyen de la banque, qu'on venoit d'établir à cet effet dans la maison de S. George sous la protection & garantie des protecteurs.

Par ce règlement la banque devint en peu de tems la caisse de toute la ville; & ceux qui avoient à faire des paiemens pour lesquels ils étoient dégarnis de fonds, se les procuroient à la banque, en y apportant des especes nouvelles; le trésorier qui les recevoit les en faisoit créditer dans un compte qu'on leur ouvroit sur des livres tenus par deux notaires publics, après quoi chacun faisoit passer de son crédit à celui de son créancier la somme qu'il avoit à lui payer.

Cette commodité ne fut pas la seule qui accrédita la banque dans le moment qu'elle fut établie, elle gagna encore confiance par la facilité qu'elle donnoit aux particuliers de retirer leur argent à volonté & en mêmes especes qu'on leur avoit apporté, de le rapporter & de le reprendre aussi souvent, que le besoin, les circonstances ou le caprice pouvoient le requérir.

De plus on introduisit l'usage des billets de banque, qu'on y appella *Biglietti di cartulario*. Les notaires les expédioient de telles sommes que le fouhaitoient ceux qui se trouvoient des fonds dans la banque, & ces billets passoient non seulement pour argent comptant dans le public, mais étoient encore acquittés au porteur, dès qu'on les présentoit au trésorier de la banque.

Son crédit s'est soutenu de la sorte jusqu'au mois de Septembre 1746. époque de la reddition de la ville de Gênes au pouvoir de l'armée Autrichienne commandée par le général Marquis de Botta. Les caisses de la république étant ordinairement fort dégarnies, on eut recours à celle de la banque, pour payer les contributions que le vainqueur exigeoit. Les protecteurs de S. George, qui en cette qualité sont absolument indépendans de la république, ne vouloient rien fournir; à moins qu'on ne leur donnât auparavant des sûretés suffisantes pour le remboursement de la somme qu'on leur demandoit; mais il n'y avoit point à délibérer, parce que les Autrichiens pouvoient, d'un moment à l'autre, trancher la difficulté, en venant eux-mêmes s'empa-

rer du trésor de la banque. Les protecteurs ne purent donc se dispenser d'en tirer deux millions de croifats, en se contentant de la délégation qu'on leur fit du produit de la taxe d'un pour cent sur la valeur des biens fonds qui produisent 500 L. par an, jusqu'à ce que les conjonctures leur permissent d'une manière ou d'une autre de pourvoir à la rentrée du capital.

Ce fâcheux événement ayant rendu chacun empressé à retirer son argent de la banque, les protecteurs furent contraints de faire cesser les paiemens des billets, parce qu'il leur étoit impossible de satisfaire à toutes les demandes, depuis le vuide que la banque venoit d'essuyer. Cette suppression ne manqua point de discréditer les billets, au point qu'il n'étoit pas possible de s'en servir, sans se résoudre à perdre près de vingt pour cent. Il est indubitable que, si dans cette circonstance on avoit voulu s'opiniâtrer à en répondre & à en négocier dans le public, on se seroit ôté pour jamais les moyens, que la paix a offerts par la suite, d'y apporter un remède convenable.

## DE L'ISLE DE CORSE.

Quoique l'Isle de Corse soit maintenant sous la domination Françoisse, cependant elle a été si longtems sous celle de Gênes; & à la vue des difficultés que rencontrent ses nouveaux possesseurs à en jouir tranquillement, il paroît si douteux qu'elle ne retourne pas un jour à ses anciens maîtres, si la bravoure de ses habitans ne l'affranchit pas de tout joug, que je crois devoir encore en parler comme d'une partie des domaines Génois, afin que, tel que soit son sort présent ou futur, j'aie fait connoître au lecteur son produit & ses avantages par ceux dont elle a été à la république.

Les Sarasins, ayant conquis l'Isle de Corse, infestoient de-là, avec beaucoup de succès, les côtes d'Italie qui lui sont opposées; ce qui obligea les Génois à faire des efforts pour les en chasser. Ils y réussirent en l'année 806. sous la conduite d'Ademar, qu'on présume avoir été établi à Gênes par Charlemagne en qualité de comte, & qui perdit la vie dans cette expédition.

Les Génois firent pour lors, sur les côtes

de l'Isle, quelques établissemens qui leur en affuroient la domination , dans laquelle ils furent néanmoins souvent troublés par les courfes & les débarquemens des Sarasins, ainfi que par les incursions de plusieurs des principaux de l'Isle, qui en occupoient l'intérieur & qui, à la faveur de ces mouvemens divers, s'étoient fait des Seigneuries indépendantes.

La guerre que ces Seigneurs particuliers se faisoient les uns aux autres, les ayant tous affoiblis, il y en eut qui se firent vassaux des Génois, & d'autres députerent au Pape pour implorer son secours contre les Sarasins, & pour le prier d'envoyer quelqu'un qui pût les mettre d'accord entre eux. Grégoire VII. qui, dans le onzieme siecle, occupoit le siege de Rome, leur envoya en 1077. le Marquis de Massa, dont la mission cependant ne produisit pas plus d'effet, que celle de quelques autres députés du pape qui passerent en Corse après lui; car les habitans du pays les chasserent tous sous divers prétextes & continuerent partie en communautés, partie sous la seigneurie des gentils-hommes, & le surplus sous la domination des Génois.

Ces

Ces derniers ne furent pas les seuls qui entreprirent de s'établir dans l'Isle: les Pisans y possédoient aussi quelques places & entre autres celle de Bonifacio: mais ils en furent presque aussitôt chassés par les Génois. Quelques papes, d'un autre côté, ayant prétendu que l'Isle appartenoit au Siege Apostolique, en vertu des donations de Pepin, de Charlemagne, de Louis le Débonnaire; les Génois à qui, non plus qu'à aucune autre puissance de ce tems, il ne pouvoit résulter aucun bien de contester avec les papes, reconnurent la validité de leurs prétentions, & s'obligerent à payer annuellement une livre d'or à titre de cens.

Ce cens & toutes les prétentions de la cour de Rome furent remis à la république en l'année 1144. par le pape Luce II. & les Génois ayant ensuite acquis par achats ou par des inféodations, les terres dont certains marquis & autres seigneurs particuliers étoient en possession, ils jouirent paisiblement de toute l'Isle, jusqu'au pontificat de Boniface VIII. qui s'avisa d'en donner l'investiture, à titre de fief, à Jaques roi d'Arragon par une bulle du 8 février 1300. ainsi que de l'Isle de Sar-

daigne, dont les Pisans possédoient alors la plus grande partie.

Ce roi d'Arragon & ses successeurs fondés sur cette bulle, firent pendant 150. ans plusieurs tentatives pour s'emparer des deux Isles, qui ne leur réussirent que contre la Sardaigne. La dernière entreprise qu'ils formèrent contre la Corse fut en 1453. dans laquelle ayant fait une descente, ils s'emparèrent de san Fiorenzo; & comme la république, ou comme on l'appelloit alors, le commun de Gênes n'étoit point en état de s'opposer aux progrès de l'ennemi, elle fit le 21. du même mois de Mai 1453. donation de l'Isle à la compagnie de S. George, qui en chassa les Arragonois, & qui la posséda en toute souveraineté jusqu'en l'année 1562.

Pour lors cette compagnie, qui venoit d'essuyer une guerre de dix à douze ans pour la conservation de l'Isle révoltée sous la conduite de S. Pierre Barthelica, cette compagnie, dis je, connoissant sans doute que la possession de l'Isle lui étoit à charge de plus d'une façon, la rétrocéda à la république par un acte du 9. Juin 1562. & s'obligea de plus, comme je l'ai dit plus haut, à lui payer



annuellement 75,000 *L.* d'un côté, & 20,000. de l'autre, pour l'aider dans les dépenses, que la conservation de l'Isle exigeoit.

Depuis ce tems jusques au moment où cette république a cédé l'Isle à la France, elle y envoyoit de deux ans en deux ans un gouverneur général, qui faisoit sa résidence à Bastia, & des gouverneurs particuliers, des podestats, des commissaires & autres officiers de judicature, dans tous les districts de l'Isle.

Le revenu que la république en tiroit avant la rebellion montoit à 600. ou 620. mille livres au plus, & les dépenses que sa possession entraînoit alloient à 565. mille livres, de sorte qu'il n'en revenoit dans ses coffres qu'une cinquantaine de mille livres; mais elle en tiroit d'autres avantages, qui auroient dû la lui rendre plus précieuse; tels étoient les emplois que, de deux ans en deux ans, elle donnoit en Corse à une multitude de Génois, & les denrées qu'elle en tiroit, comme huiles, vins & bois de construction outre les soldats qu'elle pouvoit y faire lever à sa volonté.

EMPRUNTS FAITS PAR LA RÉPUBLIQUE  
*depuis l'an 1539.*

Je diviserai ces emprunts en trois classes, La premiere contiendra ceux, dont la banque de S. George se paie les intérêts par ses mains, en retenant la part qui appartient à la république, dans le produit des gabelles, qui lui sont aliénées & dont elle fait le recouvrement.

La seconde classe fera des emprunts, dont la république ne paie point d'intérêts, parce que le revenu des actions qu'elle a hipothéquées à la banque pour en obtenir les emprunts, lui tient lieu d'intérêts. La troisieme classe fera connoître les emprunts dont les intérêts sont payés par la république des deniers, qui entrent dans la caisse de la *Camera* sans passer par la banque de S. George.

I<sup>ere</sup>. C L A S S E.

La république emprunta de la compagnie de S. George 1400 *Luoghi*, ou actions, dont elle fit de l'argent pour subvenir à la dépense de la construction de la forteresse de Savone : favoir

# D E G È N E S.

117

1542. le 3 Juillet.	1400
1543. le 10 Mars pour d'autres besoins	4149
1543. le 6 Juil <sup>t</sup> . pour fortifier Savone	1500
1552. le 5 7 <sup>bre</sup> . pour les murailles de Gênes du côté de la mer	2500
1554. le 8 Avril pour fortifier Savone	1200
1581. le 31 Mars pour acheter le cens d'Oncio	229
1629. le 19 Avril pour la guerre avec la Savoye	3000
1636. le 31 7 <sup>bre</sup> . pour acquérir le fief de Savignone	1000
1639. le 31 Aoû <sup>t</sup> pour le même objet	100
d <sup>o</sup> . le 5 7 <sup>bre</sup> . pour moitié de Cam- po-fredo	800
1662. partie pour payer à S. George une dette, & partie pour la solde des troupes	9614
1677. pour les mêmes objets	1770
1684. 24 Juil <sup>t</sup> . pour les mêmes objets	1804
	<u>29066</u>

## AUTRES ACTIONS.

1520. 20 Déc <sup>bre</sup> . pour payer S. George	6000
1553. 19 Avril pour le même objet	2860
	<u>8860</u>

# 118 REVENUS ET DÉPENSES

<i>De l'autre part</i>	8860
1554. 4 Avril pour la moitié des frais occasionnés par la révolte de Corse. . . . .	7200
1557. 10 Fév <sup>r</sup> . pour se préparer con- tre les mouvemens de guerre en Italie . . . . .	4000
pour la guerre de Corse & des Turcs . . . . .	5000
pour payer à S. George . . .	400
pour se préparer en Italie . .	3000
	<hr/>
	28460

La république tient compte, chaque année à la compagnie de S. George, des intérêts de ces deux sommes sur le pied du dividende annuel de ses actions qui étant mis à 49 f. par action porteront savoir l'in-

térêt des 29066 . . . . .	71238 L.
celui des 28460 . . . . .	69727
	<hr/>
formant un total en monnaie Nu- <i>merata</i> . . . . .	140,965

qui réduite en monnaie courante  
fera. . . . . 238,085 L.

En 1767. S. George prêta à la répu-  
blique 8889 Croifats à 2 p Ct.

*De l'autre part.* . . . . . 238,085 L.

En 1768. S. George prêta de plus  
25000 Croisats , faisant les  
deux sommes celle de 33889.

Croisats, pour l'intérêt des-  
quelles la république tient  
compte à S. George par  
année de . . . . .

5,151

Total des intérêts à payer par  
année. . . . .

243,236 L.

## 2<sup>e</sup>. C L A S S E.

*Des emprunts dont la république ne paie point  
d'intérêt.*

*Croisats.*

En 1732. la banque prêta à la ré-  
publique. . . . .

100000

En 1735. dito. . . . .

61000

En 1736. dito. . . . .

48495

209495

Sous l'hypothèque de 7590 actions ou *Luo-*  
*ghi* , qui appartenoient à la république &  
lui venoient favoir

4250. de la Colonna d'Ansaldo Grimaldi.

3340. de différentes autres colonnes ou fon-

7590. dations laissées par des parti-

culiers, pour subvenir aux nécessités publiques;  
 or à 7 L. 10 f. le Croisat, les dits 209495 font  
 la somme de . . . 1,592,162 L.

Le 24. Mars 1729, la ré-  
 publique a emprunté de S.  
 George 800 mille Croisats  
 sous l'hypothèque de la Co-  
 lonna d'Ansaldo Grimaldi de  
 17810. actions, lesquels croi-  
 sats estimés comme dessus  
 font. . . . . 6,080,000 L.

De 1734. à 1738. S. Geor-  
 ge a prêté à la république  
 4,282,227 L. 5 f. 7 s. sous  
 l'hypothèque de 24431. ac-  
 tions, dont 9000. prises de  
 la Colonna d'Ansaldo Gri-  
 maldi, & les 15431. autres  
 de plusieurs autres colon-  
 nes, ci. . . . . 4,282,227.5 f. 7 s

---

11,954,389 L. 5 f. 7 s

Il y avoit à S. George un  
 capital de 4000. actions,  
 dont le revenu étoit origi-  
 nairement affecté à faire par-  
 tie de l'entretien d'une 6<sup>me</sup>

*De l'autre part.*

11,954,389 L. 5 f. 7 s

galere, qu'on désarma lors de l'acquisition de Final & que la république a cru devoir aliéner par délibération du 5. Déc<sup>bre</sup>. 1743. mais les 120,000 Croisats que cette aliénation a pu produire, ne peuvent passer pour emprunt, puisque la république n'est pas obligée de les rendre, ci. 912000 L.

Le 25. Déc<sup>bre</sup>. 1754. S. George a prêté un million de Croisats pour remplir les engagemens pris avec la France & l'Espagne sous la garantie d'actions destinées à l'acquisition de Savignone & autres fiefs, ce million estimé comme dessus fait.

7,600,000 - 0 - 0

Total de la seconde classe 19,554,389-5 f. 7 s

3<sup>e</sup>. C L A S S E.

*Emprunts dont la république paie les intérêts.*

En 1625. & 1626. la république attaquée par le Duc de Savoye & le Maréchal de Lesdiguières, emprunta en trois fois deux millions cinquante mille croifats, à 5 p Ct. d'intérêt, & en érigea deux *Monti*, l'un sous le nom de S. Bernard & l'autre sous celui de S. Jean, qui furent unis peu de tems après en un seul, qui subsiste encore sous le nom de S<sup>te</sup>. Marie. L'intérêt de 5 pour cent a été réduit à différentes fois, du consentement des prêteurs, & est maintenant à 2½ pour cent & sur ce pied la république paie annuellement pour les intérêts de cet emprunt. . . . . 46,125 Croif.

En 1726. la république, ayant un différent avec le roi de Sardaigne, emprunta pour se préparer à la guerre 300000 Croifats à 2½ pCt. qui lui coutent annuellement. . . . . 7,500

En 1732. le 11 Déc<sup>bre</sup>. emprunt de cent mille Croifats à 2 pCt. faisant par année. . . . . 2,000

---

55,625 Croif.



*De l'autre part.* . . . 55,625 Croif.

En 1733. le 23 Juin un pareil  
fait . . . 2,000

En 1735. le 29 Déc<sup>bre</sup>. un pa-  
reil fait . . . 2,000

En 1741. le 30 Mai un pa-  
reil fait . . . 2,000

Total de ce que la Chambre

paie par année . . . 61,625 Croif.

Qui, à 7 L. 10 f. chaque, font 462,187 - 10

# REVENUS ORDINAIRES DE LA RÉPU- BLIQUE DE GÈNES.

On a vu, dans l'article de la compagnie de S. George, que la république lui a aliéné presque toutes les Gabelles, pour les intérêts des sommes qu'elle en a empruntées: mais on doit remarquer que cette aliénation ne tombe que sur le fond des Gabelles, c'est-à-dire, sur le montant des droits dont elles étoient formées, lors de leur création. Ces premiers droits ont été augmentés en différens tems, & ces additions ont toujours été au profit de la république. Il est vrai que dans divers besoins elle a fait des emprunts sur ces addi-

tions, mais elle ne les a jamais abandonnées entièrement.

Par exemple, le bled paie 42 f. *numerata* de Gabelle par Emine: mais ces 42 f. sont composés de 12 f. de Gabelle proprement dite, & ce que produisent ces 12 f. que le bled payoit déjà en l'année 1539, est absolument propre à la compagnie de S. George, comme lui ayant été aliéné par la tranfaction du 22 Déc<sup>bre</sup>. de la dite année 1539. mais les 30 f. restants proviennent de cinq additions qui ont été faites depuis ce tems au droit primitif.

Il en est de même de toutes les autres Gabelles aliénées, & dont le recouvrement, ainsi que celui des additions, se fait en entier par la compagnie de S. George, qui à chaque fin d'année tient compte à la république de ce qu'elle s'est réservée dans le produit de ses actions.

Or par les calculs faits dans tous les tems de ce que la république retiroit de S. George par année, on a trouvé que, compensation faite des 145000 L. de *numerata* dont S. George tient compte à la république, en exécution de la tranfaction de 1539. & de l'acte de rétrocession de l'Isle de Corse de 1562. &

des 243237 L. monnoie courante, dont la banque se paie par ses mains pour les intérêts des sommes mentionnées dans la première classe des emprunts, il revient à l'Etat le tiers de l'entier produit des Gabelles, dont S. George fait le recouvrement.

Il suit de ce raisonnement que, si le dividende de la totalité des actions produit 1,800,000 L. aux actionnaires, la république retire 900,000 L. pour sa part, ce qui montre que le produit total doit être de 27,000,000 L. en Gabelles & additions; & comme c'est à peu près le produit annuel dans les tems tranquilles, & où le commerce ne rencontre point d'obstacle, on peut en conclure que la république en a ordinairement 900,000 L. par année.

#### GABELLES ET AUTRES DROITS,

*dont le produit entre directement dans les caisses de la république.*

Lotterie du féminaire affermée. 300,000 L.		
Gabelle du tabac.	.	80,000
Gabelle du ris.	.	24,000
Eaux-de-vie & café.	.	19,021
		<hr/> 423,021 L.

126 REVENUS ET DÉPENSES .

<i>De l'autre part</i>	423,021 L.
Poudre.	11,400
Papier à écrire & d'impression.	9,000
Postes des Lettres.	40,000
Ancrage	24,000
Mines de fer	19,000
Bois à brûler	35,000
Charbons	12,000
Poissons frais	19,000
Places publiques	12,000
Profit sur le pain & la farine que le magistrat fait vendre en ville	210,000
Profit sur la Gabelle du bled & indépendant de ce qu'en tire S. George	20,000
Profit sur la vente de l'huile en détail	20,000
Profit sur le papier timbré qui n'est point affermé	250,000
Revenu de l'Île de Corse tel qu'il étoit, dépenses prélevées	50,000
Droit sur les cartes à jouer	8,000
Droit sur la glace	10,000
Profit sur la vente du vin en détail.	60,000

---

1,232,421 L.

## REVENUS DE LA RIVIERE.

§ *des Domaines de la République au-  
delà de la Bouquette.*

*Revenus des autres parts.* . . . 1,232,421 L.

Les sommes qui s'imposent annuellement sur les différentes communautés de la rivière du Levant & de celle du Ponent, en y comprenant les vallées de Bitagne & de Polcevera, montent à près d'un million de livres. Une partie de cette somme est employée à payer les charges des communautés sur lesquelles elle est levée & les intérêts des sommes qu'elles ont empruntées en différentes occasions : du surplus, une partie revient à la maison de S. George pour les droits qui lui sont aliénés ; une autre partie est destinée au rachat des esclaves, à l'entretien des saints lieux & à celui des galeres, & ce qui reste entre directement dans les coffres de l'Etat.

---

1,232,421 L.

*Revenus des autres parts.* . . . 1,232,421 L.

La république envoie, chaque année, dans les principales villes ou lieux, des gouverneurs, capitaines, commissaires ou podestats, qui sont chargés du recouvrement des impositions, au moyen d'un sol par livre payé par les communautés & non par la république.

Chacun de ces gouverneurs, avant que de partir pour le lieu de sa destination, est obligé de donner caution qu'il payera les sommes entières que son district doit à la république, ou à S. George, soit que leurs prédécesseurs en aient fait le recouvrement ou non.

Déduction faite des dépenses à la charge de la république, il entre annuellement, dans les coffres de l'Etat de Gênes, ou dans ceux du magistrat des galères, du produit des deux rivières, environ . . .

300,000

---

1,532,421 L.

Des

*Revenus des autres parts.* . . 1,532,421 L.

Des revenus des domaines au-delà de la Bouquette, en y comprenant *Ovada* . . .

68,632

Loyers des biens-fonds ou maisons qui appartiennent à la république . . .

5,301

Le profit sur la monnoie ne va pas année commune à plus de

12,000

1,618,354 L.

#### REVENUS EXTRAORDINAIRES.

Le dixieme sur les emplois civils de la république & de la banque de S. George, cette dernière, vu les besoins de l'Etat, ayant consenti que ses officiers paieroient cette taxe, qui produit

90,000

Taxe sur l'industrie . . .

620,000

Taxe d'un p Ct. sur la valeur des immeubles . . .

500,000

Total des revenus ordinaires & extraordinaires . . .

2,828,354

DÉPENSES ORDINAIRES DE LA RÉ-  
PUBLIQUE DE GÈNES.

Honoraires du Doge, des 20 Sénateurs élus & des anciens doges . . . . .	56,000 L.
Apointemens de 3. Secrétaires d'Etat, & de 3 Sous-Chanceliers . . . . .	25,800
Dépenses de l'archive . . . . .	2,500
Apointemens des employés <i>della Camera</i> . . . . .	23,532
Apointemens des théologiens, maîtres des cérémonies & archi- prêtre du palais . . . . .	5,188
Chapelle du palais . . . . .	4,232
Apointemens des 6. auditeurs des rôtes . . . . .	36,900
Sbirres ou Archers . . . . .	27,327
Prifons . . . . .	4,562
Dot annuelle à 12 filles le jour de S. Bernard . . . . .	1,200
Messes annuelles & autres charges perpétuelles . . . . .	4,159
Apointemens des employés dans les différens tribunaux par- ticuliers . . . . .	89,940
	<hr/>
	281,340 L.



*Dépenses de l'autre part.* . . . . 281,340 L.

Entretien de Sarzana , Savo-  
ne, la Specia, Gavi & autres  
fortereffes , l'artillerie y com-  
prise . . . . . 63,860

Entretien de 3040 Soldats ef-  
fectifs y compris les Officiers &  
l'Etat-Major . . . . . 797,253

Canoniers & Bombardiers à  
Gênes . . . . . 15,698

Conformmation annuelle des  
munitions, évaluée à . . . . . 30,000

Entretien annuel des fortifi-  
cations, évalué à . . . . . 7,500

Dépenses imprévues & ex-  
traordinaires, évaluées sur plu-  
sieurs années à . . . . . 37,600

Autres menues dépenses éva-  
luées à . . . . . 3,160

Honoraires de 30,000 L à  
chacun des ministres de la répu-  
blique en France, à Vienne & à  
Madrid, avec les dépenses ex-  
traordinaires qu'on leur passe,  
estimées à 4,500 L pour chacun . . . . . 103,500

---

1,339,911 L.

## 132 REVENUS ET DÉPENSES

*Dépenses des autres parts.* 1,339,911 L.

Résidens à la Haye, à  
Londres, à 13000 L. cha-  
cun, y compris les extra-  
ordinaires . . . 26,000

Un Agent à Turin . 7,600

Honoraire des consul-  
teurs du Sénat . 7,600

Entretien des bois de  
la république . . 1,200

Entretien du port &  
des ouvrages publics . 96,800

Entretien de cinq gale-  
res dont la capitaine cou-  
te annuellement 88,476  
L. 12 f. 98 & les 4 autres  
chacune 60,302 L. 18 f.  
6 faisant. . . 329,685 - 6 f. 98

Espions des inquisi-  
teurs d'Etat . . 12,000

Entretien de l'attelier  
des galeres . . 10,800

Intérêts de la 3<sup>e</sup> classe  
des emprunts . 462,187 - 10 f. 08

Dépenses diverses à  
Rome, Naples & ailleurs 68,000

Total des dépenses or-  
dinaires . 2,361,783 L. 16 f. 98

## C O N C L U S I O N.

Les tableaux que je viens de donner des revenus & des dépenses de la république de Gênes, les font connoître tels qu'ils sont en tems de paix: il est donc certain qu'ils peuvent rarement augmenter, mais qu'ils sont souvent exposés à des diminutions même considérables.

1°. La guerre en obligeant d'augmenter les milices & les troupes, ne peut que multiplier les dépenses, en diminuant les revenus.

2°. J'ai porté à 900000 L. les sommes qui reviennent à la république par le canal de S. George, mais alors je suppose le dividende des actions à 49 f. Il est donc évident que si ce dividende tomboit à 28 f. comme cela est arrivé en 1747. la république perdrait plus de la moitié sur cet article, lorsqu'au contraire elle doit y gagner, si on la voit de nouveau se déterminer à suspendre le paiement des intérêts de ses emprunts.

Cette dernière manière d'accroître ses revenus à ses dangers, par le *déficit* qu'il introduit nécessairement dans les autres branches des droits qu'elle perçoit, qui ne peuvent manquer de diminuer à proportion de la

gêne que le particulier éprouve dans sa fortune.

3°. Les sommes que la banque paie, n'entrent point dans les coffres de la république en argent comptant, mais en billets de banque, car tous les droits de Gabelles se paient en cette monnaie; la république est donc chaque année dans le cas de profiter ou de perdre selon la variété du crédit ou du discrédit de ces billets.

4°. Les revenus des fermes rentrent rarement pour toute leur valeur, si les receveurs ne sont contraints à les bonifier: mais il est très difficile de les y contraindre; car à Gênes comme ailleurs, ces fermiers ne sont que des prête-noms, qui véritablement donnent cautions: mais ces cautions leur assurent l'impunité de leur refus de remplir leurs engagements.

La république ne reçoit jamais de cautions personnelles, pas même des podestats ou capitaines qu'elle envoie pour gouverner les différens districts de ses Etats: mais il lui faut des actions de S. George ou des capitaux sur les emprunts qu'elle a faits, qui sont les seuls effets qu'elle exige ou admette. On ne doute point que ceux qui en manquent pour servir

de garands de leur fidélité, n'en trouvent aisément moyennant 2 p Ct. ou quelque chose de plus par an: mais la république n'en tire aucune sûreté. Si ces fermiers doivent être pressés, il faut donc que la république se détermine à mettre en vente les actions ou les capitaux qu'elle a en garantie: mais comme dans ce cas la valeur de ces effets ne lui est payée qu'en billets de banque, elle ne peut profiter de cette ressource sans multiplier ces Billets qui tombent bientôt en discrédit; car ils se soutiennent tant qu'ils sont produits en petite quantité: mais toutes les fois qu'on a cherché à en changer pour 25 ou 30 mille livres contre des especes, il a fallu se résoudre à perdre 30 p Ct. Si donc la nécessité obligeoit à en faire une négociation pour 2 à 300,000 L. il est indubitable que l'on n'y parviendrait jamais, ou que ce ne seroit qu'en y perdant au moins 50 p Ct.

Une pareille extrémité discréditeroit totalement la banque de S. George, dont les Gênois ont tant d'intérêt de conserver la réputation, qu'il n'est point de sacrifices qu'ils ne soient prêts à faire, plutôt que de nuire à cet établissement. Ils en ont d'autant plus

de raisons, qu'on a déjà dû observer que la banque de S. George a toujours été le soutien de leur république; & que sa conservation d'ailleurs intéresse une infinité des principales familles qui par sa chute perdroient les actions qu'elles y possèdent, & qui font souvent toute leur fortune.

5°. Si la banque de S. George cessoit de présenter à la république une ressource toujours assurée, elle n'en auroit plus. Il est vrai qu'anciennement cet Etat a trouvé des secours dans la bourse de ses citoyens: mais ceux de nos jours pensent bien différemment. Les anciens plaçoient leur argent dans leur patrie ou le faisoient valoir dans le commerce, lorsque leurs descendants ont placé ou placent le leur chez les Vénitiens, à Rome, en France, à Vienne pour y acheter des marquisats, des comtés & d'autres fiefs étrangers, ce qui les met hors d'état d'aider la république dans ses besoins.

La plus solide ressource que puisse donc avoir la république de Gênes, dans sa position actuelle, est l'intérêt sensible que ses alliés peuvent avoir à la soutenir, & le soin qu'elle prendra de se les ménager par une persuasion intime de sa propre impuissance.

---

# DE L'EXCELLENCE

D'U N

ÉTAT LIBRE

OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLAIS.



A V I S

DU TRADUCTEUR.

**L**A liberté fait l'essence du gouvernement anglois, & tous les partis qui le divisent sans cesse, appréhenderoient de se voir abandonnés, si chacun d'eux ne s'en déclaroit défenseur. De-là tant d'écrits qui, par des routes opposées, se flatent tous de concourir à affermer la liberté du peuple: prétexte dont se servent même les écrivains, qui tâchent le plus ouvertement de faire prévaloir la prérogative royale aux dépens des droits de la nation. Les lieux publics & particuliers ne retentissent à Londres que des justes privileges du peuple & des prétentions inséparables de la couronne: chacun sur cette matiere abonde dans son sens, & il en est peu, spécialement

en ce jour, qui gardent ce juste milieu, duquel seul on peut attendre une paix certaine entre les deux extrêmes, & assurer ainsi le bonheur & l'union du tout.

Il est facile de concevoir qu'on ne peut traiter à fond cette grande question, sans remonter à des principes généraux qui, dans l'origine des choses, ont dû être communs à toute l'humanité, & qui dès lors doivent intéresser tous les hommes, sous quelque dénomination qu'ils soient connus, & quelque soit la forme de gouvernement qui les assujettisse par droit de naissance ou par choix.

C'est cet avantage général qui m'a déterminé à donner la traduction d'un des ouvrages les plus hardis que l'Angleterre ait produits sur ce sujet. Je ne prétens rien prononcer sur sa valeur intrinsèque; il discute avec profondeur & solidité une question importante, c'est assez pour compenser mon travail. Le lecteur auquel il plaira, me saura d'autant plus de gré que, quoique cet écrit ait déjà été plusieurs fois publié en anglois, il l'a toujours été avec tant de circonspection, que je puis douter qu'il en ait paru jamais assez d'exemplaires, pour lui attirer la critique ou l'admiration qu'il peut mériter.



## P R E F A C E

*Mise à la tête de l'Édition de 1767.*

**I**L n'est aucun pays qui ait produit un nombre si considérable d'ouvrages précieux sur le gouvernement, qu'on en a vu paroître en Angleterre. Cette matière y a été soigneusement examinée & clairement discutée par les savans du génie le plus étendu & de l'intelligence la plus vive: tels étoient, MILTON, HARRINGTON, SIDNEY, LOCKE, dont les noms seront illustres dans tous les âges.

Quoique les écrits de ces grands hommes aient à juste titre la première place; on ne peut cependant disconvenir qu'en différens tems il n'ait paru, sur le même sujet, des dissertations inférieures peut-être, mais qui, quoique peu connues, n'en méritent pas moins l'attention du lecteur & la gloire de passer à la postérité. C'est dans ce rang que je place le petit traité que je donne au public tel qu'il a été composé par MARCHAMONT NEEDHAM, auteur dont le mérite, au jugement de quelques gens éclairés, peut ne le céder qu'à celui de MILTON.

Cet ouvrage parut pour la première fois dans le *Mercure politique*, journal qui prétendoit éclairer le peuple anglois, en prenant hautement la défense d'une république élevée sur les débris mouvans de la royauté, & il fut imprimé peu de tems après dans un volume in 120. sous le titre suivant. *L'excellence d'un Etat libre, ou la véritable constitution d'une République: ouvrage dans lequel, après avoir répondu aux objections, on manifeste la meilleure manière d'assurer la liberté des peuples; on découvre quelques-unes des erreurs de l'administration générale & l'on établit des règles de politique; publié par un homme qui desire le bien de la postérité. A Londres pour Th. Brewster au coin occidental de S. Paul 1656.*

La vie de notre auteur se trouve dans *A. Wood's Athenæ Oxonienses*: mais en la lisant, on ne peut s'empêcher de gémir, en voyant que l'historien s'est attaché à verser le fiel le plus amer sur la conduite de cet écrivain.

Si ce volume est favorablement reçu, l'éditeur se propose de contribuer, autant à l'amusement, qu'à l'instruction de ses concitoyens, en continuant de leur communiquer d'autres

traités rares sur le gouvernement qui se trouvent en sa possession.

Adieu Lecteur

RICHARD BARON.

*Below Blackeath* Janv. 1. 1767.

## AU LECTEUR.

**J**E ne puis voir l'impudence, ni, ce qui me paroît plus déplorable encore, la confiance avec laquelle les ennemis de cette république s'efforcent, soit par leurs écrits ou dans leurs discours, sous le prétexte de prendre la défense d'un Etat libre, à renverser réellement la liberté & les franchises que le peuple vient d'acquérir à si haut prix: sans penser qu'il est tems enfin de s'élever & de s'armer contre ces vipères, en écrasant leur germe dans la coquille, de peur qu'il n'en sorte enfin un monstre indomptable. Tel est le motif qui me décide à donner au public l'ouvrage suivant. Il ouvrira les yeux du lecteur & le mettra en état de juger par lui-même quels écrits sont les plus propres à assurer les

droits de la nation, contre les tentatives que ne cesse de faire la tyrannie pour s'en emparer ou du-moins les diminuer; & quels sont ceux qui pressent les plus sûrs moyens de répondre aux vues qu'on s'est proposées, lorsqu'on a entrepris les dernières guerres, ou ceux qui recommandent une succession légitime d'autorité suprême dans les représentans du peuple; ou de ces discours emphatiques & peu réfléchis, qui ne parlent que de prérogatives & de monarchie absolue, tels que celui qu'a dernièrement publié M. Howell, & qu'il ne rougit pas de faire publiquement débiter.

Quoique je prétende combattre spécialement le système de ce M. Howell, je ne me propose pas cependant de le suivre dans toutes les particularités de son ouvrage; mais je m'attacherai à la partie qu'il intitule, *Réflexions sur le gouvernement*, parce que le grand but qu'il se propose dans cet endroit n'est pas tant de décrier le long parlement, & par une conséquence nécessaire tous ceux qui en ont été partisans ou fauteurs, que de jeter les fondemens d'une tyrannie absolue, en inspirant les principes d'une monarchie illimi-

tée. C'est à cet effet qu'il conseille à son prince , ou d'abolir entièrement les parlemens, ou de rendre esclaves de ses volontés ceux auxquels il pourroit permettre de s'assembler, & enfin de gouverner la nation *par la force & par les armes*. En donnant cet avis, il n'est point guidé par le désir d'augmenter le respect dû à la personne du monarque, mais par celui d'étendre le crédit de sa famille & un intérêt qu'il a si longtems chéri.

On ne peut attribuer qu'à la fertilité de son imagination, les principes qu'il pose & les exemples qu'il cite ; & je suis sûr que les partisans du feu roi sont si éloignés d'adopter ses opinions, qu'ils préféreroient d'abandonner l'intérêt & la famille des Stuards , & de prendre parti pour un Etat libre, à l'horreur de se voir accablé sous la tyrannie dont il prétend autoriser le joug. Il est un raisonnement solide qui me persuade ; c'est que la plupart des seigneurs & de la noblesse de ce royaume ont en propre de grands domaines, absolument indépendans de la couronne, & qu'ainsi ils ne doivent pas moins que les bourgeois , redouter de trop soumettre leurs biens & leur postérité à une autorité

qui, soutenue par la force, puisse tout entreprendre.

Pour convaincre le lecteur que les exemples cités par M. Howell sont aussi faux, que ses principes sont mal fondés, je m'attacherai au suivant. „ Jusques au regne d'Henri IV. *dit-il*, les Communes d'Angleterre n'avoient jamais été appelées en Parlement, & elles étoient bien éloignées du pouvoir de concourir à faire des loix.

Pour voir évidemment le peu de sincérité qu'il montre dans cette situation, il suffit de jeter les yeux sur un vieux registre latin qui parle de parlement sous le roi Ethelred, & qui dit qu'y assisterent, *universi Anglorum optimates Ethelredi regis edicto: & convocata plebis multitudine collectæ regis edicto*. Il est donc clair qu'il y eut un parlement assemblé en vertu d'une ordonnance du prince qui y appelloit tous les Seigneurs, & les personnes choisies par le peuple pour former les communes.

Mon auteur avance qu'il y a tant de preuves évidentes de parlemens assemblés pendant le regne de Canut, qu'il ne pourroit les réunir sans ennuyer ses lecteurs; & cite à ce  
sujet

sujet une lettre de Rome, que le moine de Malensbury a conservée, & qui étoit adressée aux archevêques, évêques &c. *primatibus & toti genti Anglorum, tam nobilibus quam plebeïis.*

Hoveden n'en parle pas avec moins d'assurance. *Cujus (Edmundi) post mortem, rex Canutus omnes episcopos, duces, nec non & principes, cunctosque optimates gentis Angliæ, Lundoniæ congregari jussit.* Peut-il être une ordonnance plus claire pour l'assemblée du parlement? Selon ce même écrivain, de son tems, on trouvoit le nom même de parlement employé dans une vieille chronique d'Edmond-Bury. *Rex Canutus anno 5. cunctos regni sui prælatos, procuresque, ac magnates, ad suum convocans parliamentum.* Il est facile de se persuader que ce mot *parlement* doit être ici pris dans toute son étendue, si l'on examine quelles sont les personnes qui y ont souscrit à la charte de ce monastere, confirmée par Hardicanute, mais accordée par Canute, *in suo publico parlamento, præsistentibus personaliter in eodem archi-episcopis, episcopis, suffraganeis, ducibus, comitibus, abbatibus, cum quam plurimis gregariis militaribus,* (ce qui

paroît désigner les chevaliers de Comtés) & *cum populi multitudine copiosa*, (ce qui ne peut s'appliquer qu'aux représentans des villes & bourgs) *omnibus tum eodem parlamento personarum existentibus*. Ce fut aussi à un parlement qu'Edouard le confesseur s'adressa pour les réparations qu'exigeoit Westminster, & ce fut, *cum totius regni electione*, (ce sont ses propres paroles) qu'il fit réparer ce monastère.

Si quelqu'un étoit curieux de pénétrer plus avant, & de connoître plus à fonds les anciennes coutumes de cette nation, il peut avoir recours à ce grand nombre de volumes qui ont été imprimés sur ce sujet, & spécialement à un excellent ouvrage intitulé : *Les droits du royaume*. Mais ce que j'ai rapporté ci-dessus suffit sans doute pour prouver que les Communes faisoient partie du Parlement longtems avant Henri I.

Je crois que personne ne s'élèvera contre le discours que je vais publier, si ce n'est peut-être des gens ennemis du bien public, & je leur en laisse la liberté; car ce n'est pas pour eux que j'écris: mais pour l'avantage de ces zélés patriotes, & de ces soldats unis qui souffrent & combattent pour soutenir la



liberté & les franchises de leur pays. Le but que je me propose est que nos descendans, dans le cas où la providence les soumettroit un jour à quelques tyrans, puissent montrer par exemples & par paroles que leurs ancêtres ont sacrifié ce qu'ils avoient de plus cher & leur vie même pour se soustraire à un pareil joug. Je ne cherche point à détruire, mais à renfermer la magistrature dans de justes bornes : non à confondre les droits relatifs, mais à les éclaircir : de façon que le prince & le peuple soient également gouvernés par la loi ; que la justice soit rendue sans aucune acception de personnes ; que l'Angleterre devienne un champ agréable, où le lion & l'agneau puissent avec une tranquillité pareille trouver leur retraite & leur nourriture, & que personne ne soit en état d'y intimider le foible peuple. C'est pour obtenir ces avantages que les Anglois, animés d'un vrai patriotisme ont exercé leur valeur & immolé leur vie, & ils n'agissoient point en cela comme particuliers, mais en vertu des ordres & sous l'autorité du pouvoir suprême de la nation, qui réside dans les représentans du peuple assemblés en parlement.

Rien ne pourra jamais compenser tout le sang qu'a fait répandre, & tous les trésors qu'a pu épuiser un intérêt si cher, que de rendre l'Angleterre une république glorieuse, en fermant la bouche à tant de plumes vénables, & en établissant une succession légitime & réglée de la puissance suprême entre les mains des représentans du peuple.

---

## I N T R O D U C T I O N

A U

### D I S C O U R S S U I V A N T.

**L**es Sénateurs de Rome n'eurent pas commencé à flatter le peuple romain dans leurs discours, à se conformer à ses volontés dans leurs décrets, & à lui donner le titre pompeux de souverain du monde, qu'il fut facile à Gracchus de le porter à dépouiller le Sénat de sa puissance. Athenes de même ne se fut pas soustraite à l'autorité de ses rois, en déclarant que le pouvoir étoit entre les mains du peuple, que celui-ci s'en empara sans délais, & prit les voies néces-

faïres pour s'en assurer la jouïſſance , conformément aux avis que lui donna Solon cet excellent légiſlateur. „ Il eſt en effet dans „ chaque homme, *dit Cicéron*, un penchant „ ſi naturel au pouvoir & à la ſouveraineté, „ que quiconque voit l'occafion de s'en „ emparer , la néglige rarement : & que „ ſ'il eſt des gens à qui l'on perſuade qu'ils „ y ont un droit , ils ne balanceront pas à „ tout ſacrifier, même leur vie, pour y parvenir. ”

Qu'on perſuade à un peuple qu'il doit être libre, il mettra bientôt en pratique ſa conviction & il ſ'affranchira. Son premier ſoin ſera de voir que ſes loix, ſes privilèges , ſes députés, ſes officiers, & tout ce qui dépend de lui portent un caractère de liberté. Il la regarde comme la prunelle de l'œil, qu'un atôme, une pouſſière ou le moindre attouchement rend ſenſible. C'eſt une vierge qu'il a priſe pour femme & dont il eſt extrêmement jaloux.

Ce fut cette délicateſſe qui engagea le Peuple Romain à arrêter que , ſi quelqu'un d'entre ſes citoyens, quelque mérite qu'il eût d'ailleurs, paroïſſoit aspirer à la ſouverai-

neté, ils l'abaisseroient aussi-tôt, comme ils firent à l'égard de Mœlius & de Manlius: il pouffoit même ses précautions jusques à examiner les regards, les gestes, les habillemens de chaque particulier, & jugeoit des intentions que les uns ou les autres pouvoient avoir, par leur maniere différente de marcher ou de converser: on avoit surtout grand soin de voir si les voisins avoient entre eux des liaisons qui fussent fondées sur l'amour de la liberté. Comme un œil fourcilleux, un front sévère, & une démarche arrogante ne paroïssent pas à ces républicains, des marques d'attachement à la liberté, & qu'ils regardoient comme des monstres ceux qui avoient cet extérieur, la sagesse des patriotes consistoit à éviter tout soupçon en se montrant par-tout avec un maintien humble & modeste. Ce fut en s'éloignant de cette conduite que Collatinus, un des fondateurs de leur liberté & un de leurs premiers consuls, leur apprit à oublier les premiers services qu'il leur avoit rendus. Parce qu'il vivoit avec un peu plus d'éclat que ses concitoyens, & parce qu'il paroïssoit s'élever au-dessus du peuple, non seulement ils le dé-

pouillerent de sa dignité de consul, mais ils le bannirent de leur ville. Brutus & le sage Valerius Publicola, par une conduite opposée, conserverent & leurs emplois & leur réputation. Le premier sacrifia ses enfans, l'espoir de sa maison, pour donner un exemple public de son zèle à venger une injure faite au peuple, & l'autre pour se concilier d'avantage l'amour de ce peuple, lui donna le titre de majesté, voulut qu'on baissât devant lui les faisceaux qui étoient les marques de sa puissance, ordonna que tous les appels seroient portés à son tribunal, & fit abaisser les murs de son palais, de peur qu'on ne le prît pour une forteresse. Telle fut aussi la maniere d'agir, qu'employerent Menenius, Agrippa, Camillus & tant d'autres hommes renommés dans un Etat populaire, qui se rendirent par là les délices du peuple, pendant qu'un grand nombre d'autres d'un caractère plus orgueilleux, perdirent leur crédit & leur réputation.

Il est facile de conclure de ce que je viens de dire, que, quand le peuple connoît une fois le droit qu'il a la souveraineté, il est presque impossible de ne la lui pas rendre, ou de l'en dépouiller.

N'est-il pas déplorable que l'Anglois, peuple aussi essentiellement libre qu'aucun de ceux qui sont sur la terre, soit devenu assez lâche pour se soumettre à la vile oppression sous laquelle le fait gémir une tyrannie arbitraire, & pour paroître incapable d'apprendre enfin en quoi consiste la véritable liberté. Ce bijou d'un prix inestimable, plus précieux que vos domaines & vos jours, ne consiste pas, chers concitoyens, dans la puissance de faire tout ce qui peut vous plaire : mais voici le peu de prérogatives que la liberté vous accorde. Premièrement, il faut que les loix soient bonnes & adaptées à l'état & à la condition de chaque citoyen. Secondement, l'administration de la loi & de la justice doit être régulière & facile, pour qu'on remédie au mal avec promptitude & sans frais. Troisièmement le peuple a le droit de changer la forme du gouvernement, ou ceux à qui il en a confié la conduite, toutes les fois qu'il juge que les circonstances le requierent. Quatrièmement, on n'interrompra jamais le cours des parlemens successifs, & cinquièmement, personne ne pourra siéger en parlement, s'il n'y est appelé par le choix du peuple, fait con.

formément aux loix qui auront été arrêtées à ce sujet. Ce sont là les seuls privilèges qui, en conférant au peuple tous ses droits, lui promettent un état constant de liberté.

Cette liberté étant ainsi l'avantage le plus précieux dont l'homme puisse jouir sur la terre, il doit redoubler d'art & d'industrie pour se la conserver. Mais quels sont les moyens les plus certains d'y parvenir? Est-ce de remettre ses droits entre les mains d'une autorité toujours subsistante, ou d'en confier la garde au peuple représenté par une succession continuelle de ses membres dans les assemblées revêtues de la puissance suprême? Tel est le point de difficulté, qu'on ne peut bien résoudre qu'en lisant avec attention l'Histoire Romaine, puisqu'elle fait voir clairement que ces maîtres de l'univers n'ont jamais pu se glorifier d'une liberté réelle, tant qu'ils ne se sont pas mis en possession du droit de former & de dissoudre leurs assemblées suprêmes, de changer l'administration, de faire & de casser les loix, de choisir & de députer à cet effet ceux qui paroissent mériter leur confiance, aussi souvent qu'ils le jugeoient avantageux au bien public ou particulier.

Si l'on dit que cette étendue de puissance a été le premier fondement de la liberté de ce peuple, on ne peut disconvenir que cette république, avant que de se montrer telle à l'univers, n'ait été longtems victime de l'adresse, de la subtilité ou de la force des gens entreprenans qui étoient alors dans son sein ; & c'est sans doute ce qui engagea Gracchus à dire aux Romains de son tems, qu'ils devoient reconnoître la colere des Dieux, dans les peines infinies que leur faisoient souffrir l'ignorance ou la négligence de leurs ancêtres qui, en chassant les rois, n'avoient pas songé à extirper tous les maux secrets que produit la royauté, puisqu'ils en avoient laissé la source dangereuse à la disposition du sénat. Ce fut ainsi que ce peuple foible, en perdant la première occasion d'établir sa liberté, s'en vit bientôt dépouillé. On lui donnoit le nom de peuple libre : mais pourquoi ? Parce qu'il ne reconnoissoit plus de roi & qu'il ne redoutoit plus les caprices d'un Tarquin : mais quel avantage en pouvoit-il retirer, tant qu'il avoit un Caius, un Appius Claudius & tant d'autres citoyens, qui corrompoient assez l'esprit des Sénateurs, pour



qu'ils transmissent d'âge en âge l'esprit de domination qui avoit autrefois animé les rois? Hélas! dans cette position, il n'étoit pas plus libre que ne l'avoit été Sparte, lorsqu'en érigeant un Sénat pour abattre l'orgueil des rois, elle ne songea point à mettre, entre les mains du peuple, les moyens de s'opposer aux entreprises téméraires du Sénat, qui put dès lors la conduire à sa volonté & lui donner des entraves plus étroites qu'elle n'en avoit jamais eues. Telle est encore de nos jours la liberté des Vénitiens: ils sont affranchis à la vérité de la tyrannie d'un Duc ou d'un Prince; mais sous leur Sénat, leur situation l'emporte bien peu sur celle du plus vil esclave. Le sort de la république d'Athènes fut bien différent, lorsque Solon qui lui donna ses loix, mit ses premiers soins à placer entre les mains du peuple, l'essence & l'exercice de la suprématie, de façon qu'on ne reconnut pour intérêt public que ce qui étoit déclaré tel par le consentement ou par l'autorité de la nation. Il institua l'Aréopage, ce fameux conseil chargé de la direction des affaires d'Etat: mais la puissance législative étoit entre les mains du peuple qui l'exerçoit dans le cours successif

de ses assemblées. C'est ainsi qu'en évitant d'une part l'odieuse tyrannie des rois, & que de l'autre en ôtant toute ressource à l'ambition du Sénat, ce célèbre législateur a mérité que la postérité lui ait attribué la gloire d'avoir seul donné le modèle d'un Etat libre, que tous les peuples devroient imiter.

On ne peut s'empêcher d'observer, que si Rome, soustraite à la tyrannie de ses rois, fut déclarée & nommée un Etat libre, elle fut longtems avant que d'en obtenir les droits. Brutus en effet, que l'histoire nomme son libérateur, ne laissa à ses concitoyens que l'ombre & l'apparence de la liberté. Son courage & les circonstances lui permettoient sans doute de s'emparer de la couronne; mais que de difficultés n'appercevoit-il pas qui dûrent mettre un frein à ses prétentions! Il ne se pouvoit déguiser combien le nom de roi étoit odieux à la nation, & il jugeoit bien qu'en se déclarant souverain, chacun verroit qu'il n'avoit pris les armes que pour assouvir son ambition, sans que l'amour de la patrie y eût aucune part: il devoit se représenter combien une vie privée douce & tranquille étoit préférable à un trône qui ne pouvoit

manquer d'être entouré de précipices: enfin s'il s'étoit emparé de la couronne, quelle espérance pouvoit-il avoir de la garder longtemps, lui qui par ses discours & par ses exemples avoit enseigné au peuple à redouter la tyrannie & à s'y soustraire? Il lui étoit donc nécessaire de trouver quelques moyens de parvenir à ses fins sans perdre l'amour d'un peuple, qui avoit fait trop peu d'usage de la liberté, pour en connoître la véritable essence, & qui conséquemment pouvoit aisément en prendre l'ombre pour la réalité.

Pour parvenir à ce dessein, il réunit tous les grands, & selon la remarque d'un écrivain: *Regum quidem nomen, sed non regia potestas Româ fuit expulsa.* On vit avec joie abolir le nom de roi, mais la puissance royale fut conservée sous un autre nom, & divisée entre les plus puissans citoyens, avec autant de subtilité que d'artifice. Un Sénat toujours subsistant fut dépositaire de toute l'autorité suprême. De son sein on tiroit chaque année deux sujets qui étoient nommés consuls, & c'étoit ainsi que ces sénateurs se donnoient alternativement une espèce de royauté, sans que cette nouvelle forme de gouvernement

accrût les prérogatives du peuple ; qui ne faisoit que changer d'esclavage ; semblable en cela aux plus vils animaux qui ne gémissent sans cesse sous le poids, que parce qu'on met dans de nouveaux paniers le fardeau qu'ils doivent porter.

Mais quelle fut la suite de cette disposition ? Le Sénat ne se fut pas affermi dans sa puissance, que dégénéralant bientôt, il perdit de vue le but de son institution, & au lieu des vertus qui faisoient admirer ses membres, on les vit s'abandonner à toutes sortes de vices : tout occupés des moyens de servir leur ambition, ils se partagerent en factions qui ne leur permettoient plus de penser à ce que l'amour de la patrie exigeoit d'eux. Ainsi divisés entre eux, ils ne cessèrent d'accroître les maux du peuple, lorsque dix des plus puissans, trouverent, en fomentant ces dissensions, le moyen de s'emparer de l'autorité souveraine. Ces nouveaux administrateurs, connus sous le nom de *Décemvirs*, en unissant leurs forces pour affermir leurs usurpations, se gorgèrent des dépouilles du peuple, sans s'inquiéter de l'illégitimité des voies qu'ils prenoient pour contenter leur avarice

ou leur passion. Un état si déplorable continua, jusqu'à ce qu'enfin leur joug devenu insupportable, inspira le désir d'abolir cette nouvelle tyrannie.

Les Romains y parvinrent & réveillés de leur assoupissement par cette victoire, ils se rappellerent avec quel courage leurs ancêtres avoient renversé la royauté, & ce souvenir leur fit connoître la force qu'ils avoient en main. Irrités de voir que les citoyens, sur lesquels porte tout le fardeau de l'Etat, & en faveur desquels toute forme d'administration devoit être réglée, se trouvoient tellement asservis à la volonté de quelques-uns d'entre eux, que l'intérieur de leurs murs ne renfermoient que des esclaves, dans ceux qui au-dehors passaient pour les maîtres du monde, ils résolurent enfin de ne plus se laisser séduire par une ombre de liberté. Ils se soulevèrent sous la conduite de Canuteius leur tribun, & on ne put leur persuader de mettre bas les armes, qu'on ne leur eût préalablement donné la réelle possession des droits & des privilèges qui leur appartenoient. On les déclara capables de parvenir aux charges du gouvernement & même à celle de Dicta-

teur, on leur donna des officiers tirés de leur propre corps, qui sous le nom de tribuns & comme protecteurs nés du peuple, étoient sacrés & inviolables dans leur personne, & avoient le droit de convoquer les habitans & d'agir avec toute liberté dans ces assemblées générales. Ce ne fut donc qu'à cette époque que les Romains devinrent un peuple libre & formerent une république, quoiqu'ils en aient porté les vaines dénominations longtems auparavant. Cette nouvelle administration frayant à chacun une route facile aux honneurs, le mérite, la science & les bonnes mœurs devinrent aussi nécessaires pour y parvenir, que l'illustration de la naissance: & la noblesse du sang ne paroissoit pas mériter plus de respect que les qualités du cœur. Tel étoit le bonheur de ces jours qu'on peut difficilement espérer de revoir, si l'âge d'or tant vanté par les poètes ne se réalise point enfin.

La principale conclusion qu'on puisse tirer de tout ce qu'on vient de dire, c'est qu'il n'a pas suffi aux Romains d'abolir le titre de rois, pour parvenir à la jouissance entière de leurs droits & de leurs privileges: mais que, pour les établir solidement, ils ont dû extirper la royauté,

royauté, en arracher les branches & la racine, dans quelques mains qu'en fût placé l'exercice.

Rome ne fut pas ainsi déclarée un état libre, que ses citoyens s'appliquèrent à prendre les voies les plus sûres pour affermir leur liberté. Ils voulurent que le peuple s'engageât par serment, à ne jamais souffrir que la famille des Tarquins remontât sur le trône, & à s'opposer en tout tems à l'établissement d'un officier qui fût revivre le pouvoir des monarques. Les généreux personnages qu'ils avoient alors à leur tête, jaloux de fonder une république inébranlable, prévoyoit sans doute que, parmi ceux qui leur succédroient, il pourroit se trouver des gens, qui moins animés du bien public qu'ils ne l'étoient, auroient peine à se défendre du désir de profiter de leur crédit pour se frayer un chemin à la royauté. Ils n'épargnerent donc aucuns soins pour graver, dans le cœur des peuples, une haine irréconciliable avec cet ancien pouvoir, & ils y avoient si bien réussi que, dans le tems où César crut pouvoir profiter des guerres civiles pour s'emparer de l'autorité souveraine, il n'eut pas

la hardiesse de prendre le nom de roi dont il connoissoit trop le danger ; mais il se contenta de celui d'empereur ou commandant , qu'il croyoit moins propre à révolter le peuple. Cette fausse modestie ne trompa point les Romains , qui n'en furent que plus ardents à lui plonger un poignard dans le cœur par les mains de Brutus , qui servoit en cela , ou son propre ressentiment , ou ce qu'exigeoit l'insulte faite à sa patrie. Les Hollandois nos voisins , guidés par les mêmes principes , n'eurent pas secoué le joug espagnol , qu'ils s'engagerent par serment solennel à abjurer pour toujours , & l'autorité de Philippe ; & celle de quelque monarque que ce fût.

Quand les rois eurent été chassés de Rome , la liberté fut confiée aux soins des Patriciens ou nobles , sous le nom de Sénat. Ce tribunal jouit de l'autorité souveraine jusqu'à ce que les Plebéiens , qui n'étoient que des instrumens passifs , se réveillèrent enfin ; & , autant par mutineries , que par importunités , obtinrent le droit d'entrer dans les charges publiques & de partager l'exercice du pouvoir législatif. Ce changement donna lieu à la no-



mination des Tribuns & à la création des assemblées populaires, qui seront toujours des moyens solides d'empêcher que la noblesse n'étende trop son pouvoir. Avant ces établissemens, & pendant tout le tems que le Sénat seul eut l'autorité, la nation passoit pour libre, parce qu'elle étoit véritablement affranchie du joug d'un seul homme : mais elle n'obtint réellement sa liberté, que dans la suite des tems, lorsqu'on ne put lui imposer aucune loi, sans le libre consentement du peuple ; puisque le gouvernement se trouvoit alors établi sur le mélange égal des deux intérêts & sur le concours des Patriciens & des Plébéiens : aussi fut-ce sous cette forme d'administration qu'on vit les Romains parvenir au faîte de la gloire & de la splendeur.

Si les Vénitiens font un Etat libre, leur noblesse a trop de puissance ; & dans les Provinces-Unies, la république fait trop dépendre l'intérêt général, de la volonté du peuple. Rome marcha entre ces deux précipices ; elle conserva le Sénat, comme un grand conseil toujours subsistant pour régler les affaires d'Etat, qui demandent autant de sagesse que d'expérience : mais elle attacha le droit de

faire des loix & d'exercer les actes principaux de suprématie, aux assemblées du Peuple, qui prescrivait ainsi les règles de sa propre conduite, tandis que les secrets de l'administration générale formoient le département du Sénat. La république, ainsi constituée, n'acquiesça jamais plus de gloire, que dans les tems où le peuple, revêtu de la plus grande portion du pouvoir, n'en usoit qu'avec plus de modération. Je ne disconviendrai pas qu'il n'en ait quelquefois abusé, mais il est du moins certain que les maux qui en résulterent, ne sont point à comparer pour leur durée avec ceux, produits par l'ambition des Sénateurs. Il faut remarquer de plus, qu'aussi long-tems que les Plébéiens soutinrent, d'une façon régulière, la prééminence de leurs droits, la liberté du pays ne courut aucun danger. Le peuple la possédoit sans crainte, & cette jouissance seule le dédommageoit suffisamment des maux auxquels l'exposoit quelquefois un emploi peu réglé des ses prérogatives. On l'en vit au contraire totalement dépouillé, dès que le Sénat fut parvenu, par degrés insensibles, à lui enlever la portion d'autorité qu'il avoit dans le gouverne-

ment. Il fut forcé de reconnoître l'empire des Sénateurs, qui se virent eux-mêmes le jouet des factions qui ne tarderent pas à les diviser; jusqu'à ce qu'enfin les fauteurs des différens partis armés les uns contre les autres, donnerent lieu à César chef des victorieux, de s'emparer de l'autorité suprême sur ses compétiteurs terrassés & impuissans, & d'abolir pour jamais la liberté & les franchises du peuple, forcé enfin à se soumettre à la volonté d'un seul homme.

Machiavel prétend avec raison que celui qui s'empare d'un gouvernement vertueux pour lui ou pour sa famille, est moins estimable que celui qui assure le bonheur du peuple en lui donnant une liberté solide. Ce dernier en effet porte son nom à un plus haut point de gloire, que celui où ait jamais pu parvenir aucun de ceux, que l'ambition a jamais portés à usurper un trône. „ Les rois „ les plus renommés, les tyrans les plus fa- „ meux, *dit Caton*, sont beaucoup au-dessous „ des hommes qui se sont rendus célèbres „ dans les Etats libres & dans les républi- „ ques”. Y a-t-il jamais eu dans l'antiquité de monarques comparables à Epaminondas,

Périclès, Themistocle, Marcus-Curius, Amilcar, Fabius, Scipion & tant d'autres grands Capitaines, qui élevés dans les républiques, s'acquirent un nom immortel en défendant leur liberté? & quoique ce nom de liberté paroisse odieux ou ridicule à quelques-uns des peuples actuellement existans, parce qu'il est peu de contrées sur la terre, où l'on soit fait à jouir des avantages qu'il promet; il n'est pourtant personne qui puisse disconvenir que les anciens respectoient d'autant plus un Etat, qu'il avoit mieux su s'affranchir de l'autorité des rois; & c'est sans doute pourquoi on a vu tant d'Etats libres dans toutes les parties du monde.

Si les hommes de nos jours paroissent aimer la liberté, il semble que ce ne soit que par distraction, quoique l'expérience démontre évidemment que la forme de gouvernement, dont elle est la base, est la plus commode & la plus profitable; puisqu'elle présente au peuple tous les moyens nécessaires ou utiles pour augmenter ses richesses ou pour étendre ses domaines. „ On aura peine „ à croire, *dit Saluste*, à quel excès de grandeur & de gloire monta la République Ro-

„ maine, dans un très court espace de tems,  
 „ après qu'elle eut obtenu sa liberté”. Guic-  
 ciardin nous assure que, si les Etats Républi-  
 quains doivent être plus agréables à Dieu,  
 qu'aucune autre forme de gouvernement, c'est  
 parce qu'on y fait plus d'attention au bien  
 public, que la justice distributive y est mieux  
 administrée, que les sujets y sont plus con-  
 duits par l'amour de la gloire & de la vertu,  
 ce qui rend leur zèle pour la religion plus ar-  
 dent & plus sincere, que dans quelque autre  
 gouvernement que ce soit.

Si l'esprit ne peut voir sans étonnement  
 combien en peu d'années les Athéniens ont  
 augmenté leurs richesses & accru leur pou-  
 voir, après s'être affranchis de la tyrannie;  
 il paroît encore plus impossible de se persua-  
 der le degré de gloire & d'opulence, où sont  
 montés les Romains, dès qu'ils eurent chassé  
 leur roi & aboli le gouvernement monarchi-  
 que. De pareils événemens doivent avoir  
 quelques motifs particuliers, qui sont sans  
 doute fondés sur ce que, dans les Etats libres,  
 les résolutions ont plus pour base le bien pu-  
 blic que l'intérêt particulier, ce qui est tota-  
 lement différent dans une monarchie, où le

bon plaisir emporte toujours la balance sur ce que peut requérir l'avantage général. Il arrive de-là qu'une république n'a pas passé de son Etat de liberté sous le joug d'un tyran, qu'à l'instant elle perd son ancien lustre; la corruption se glisse dans le cœur de l'Etat, & les particuliers n'ambitionnent que des titres: son pouvoir, ses richesses diminuent à proportion, parce que toutes les nouvelles acquisitions, tournant à l'usage particulier du prince, ne peuvent plus concourir à l'aisance & au bénéfice du public.

Richard Nevil, ce grand Comte de Warwick, mettoit tout son orgueil, à être regardé comme le dispensateur d'une couronne; & estimant que le droit d'en disposer étoit la plus grande gloire dont un homme pût se couvrir sur la terre, il prit plaisir à mettre des princes sur le trône & à les en faire descendre. Nos annales rapportent comment il renversa la maison de Lancastre, en arrachant Henri VI. du milieu de sa cour pour le jeter dans une prison: & comment il fit valoir le titre réclamé par la branche d'York, en faisant couronner Edouard IV. que bientôt il fit déposer, en l'obligeant de sortir de

l'Angleterre, & en rétablissant le même Henri dans le rang suprême dont il l'avoit ci-devant dépouillé. Une conduite pareille doit certainement engager à tâcher d'en pénétrer les motifs. Qui en effet ne se feroit pas imaginé, qu'après avoir dépouillé Henri de la royauté & l'avoir mis dans les fers, Warwick devoit avoir perdu tout espoir de pouvoir jamais se réconcilier avec la maison de Lancastre: cependant, mécontent tout-à-coup d'un changement qui étoit son ouvrage, parce qu'il se voyoit frustré des espérances qui l'avoient porté à l'entreprendre, & s'apercevant que des gens qu'il regardoit comme ses inférieurs, balangoient son crédit auprès d'Edouard, la jalousie le détermina à renverser celui qu'il avoit élevé, & à détruire le nouveau gouvernement, pour donner à l'ancien l'autorité qu'il lui avoit ôtée.

Ce trait d'histoire démontre évidemment, combien il y a de dangers, quand on veut changer la forme d'un gouvernement, de trop se confier dans un seul homme; car la moindre raison de mécontentement, ou la plus légère occasion de favoriser ses propres intérêts, le trouvera toujours prêt, comme Warwick, à

trahir la confiance qu'on lui a donnée, ou à faire revivre l'ancienne administration ; spécialement si, aussi heureux que notre Anglois, il voit de la possibilité à regagner le prince qui a été sa première victime, & à le faire souscrire à des conditions d'accommodement qui, ne lui laissant que le vain titre de Roi, remettent entre les mains de son restaurateur le véritable exercice de toutes les fonctions de la monarchie. Il laissera dès lors, comme Warwick, tous ses anciens amis dans l'embarras, ou les forcera de recourir à la clémence du tyran, pour satisfaire l'ambition despotique qui est l'ame de ses actions.

Avec quel soin une république, qui se trouve dans une pareille situation, ne doit-elle pas redouter & prévoir les malheurs qui ne peuvent manquer de l'accabler, si un homme animé du même esprit qui agitoit Warwick, prenoit part dans une nouvelle révolution ?



---

# LA CONSTITUTION

D'UNE

## RÉPUBLIQUE LÉGITIME.

**L**es Romains ne se furent pas , avec autant de courage que de raison , affranchis de la tyrannie des rois , & ils n'eurent pas compris que la liberté ne subsiste que dans les Etats , où les assemblées , dépositaires de l'Autorité Souveraine , sont formées par une succession régulière des membres qui doivent les composer ; qu'ils s'attachèrent , en fondant cette république , à lui assurer la jouissance de ce précieux privilège , qu'ils regardoient comme la seule barrière capable d'empêcher le retour des rois , & de rendre inutiles les efforts de ceux qui seroient tentés de faire revivre les sentimens monarchiques , ou d'usurper la puissance royale. La tribune ne retentit que des éloges de la liberté : on la recommandoit dans les discours publics ; les augures & les prêtres en voyoient le nom gravé dans les entrailles des victimes , ou en tiroient la nécessité du vol des oiseaux , comme de l'aigle planant , les ailes étendues au-des-

fus du peuple; & ce peuple en faisoit la matière de ses plus agréables conversations, pour se tenir sans cesse en garde contre le retour des tyrans.

Ce n'étoit pas sans raison que ce peuple actif & courageux montrait tant de zèle à conserver la liberté qu'il venoit d'obtenir : il voyoit que de toutes les formes de gouvernement, nulle n'étoit préférable à celle qui l'avoit pour base, pourvu qu'elle fût établie avec ordre & maintenue dans de justes bornes. Il est de principe incontestable, que le peuple ne peut confier la garde de ses franchises en de meilleures mains, qu'entre celles des personnes qu'il choisit successivement & à cet effet, dans son propre corps. Si cette vérité trouvoit quelque incrédule, qu'il jette les yeux sur les raisons suivantes.

1°. *Le Peuple ne pense jamais à usurper les droits d'un individu, mais à conserver les siens; lorsqu'il n'est point de nations qui n'aient éprouvé dans les Grands une conduite toute opposée. Ceux-ci en effet semblent se mouvoir dans le cercle de la domination, comme dans un centre qui leur est propre, & ne voient de sûreté, de sagesse & de politique qu'en y soumettant le*

Peuple. C'est ce que Suétone exprime, quand il dit que César, Crassus & un autre Patri-cien avoient fait entre eux une convention de ne rien souffrir dans la république qui pût déplaire à l'un des trois: *Societatem iniere, ne quid ageretur in republicâ, quod displicuisset ulli e tribus*. On a vu un autre triumvirat, composé d'Auguste, Lépide & Antoine, dont le but étoit de partager entre eux l'empire de l'univers, & qui, comme les premiers, s'étoient frayés un chemin à la tyrannie, en asservissant leur pays; en conservant ou détruisant, en élevant ou abaissant leurs concitoyens, selon qu'ils se les croyoient utiles ou dangereux. Extrêmités funestes ! qu'on n'eut jamais à redouter, tant que le Peuple conserva entre ses mains les rênes du gouvernement. Sous cette dernière forme d'administration, la vie & l'état de chaque particulier furent toujours en sûreté; & si la seule ambition étoit entourée de périls, du moins n'étoit-il point de cas où qui que ce soit craignît de se voir en butte aux traits d'une justice rigoureuse, avant que l'univers eût été préalablement instruit de l'équité des motifs qui décidoient la condamnation.

2°. *Le Peuple est l'agent le plus propre à maintenir sa liberté, parce que son attention la plus chérie est de faire voir que l'exercice des grandes charges de l'Etat, entraîne plus de peines que d'avantages ; & que leur possession ait si peu de quoi flatter l'avarice ou le goût des plaisirs, que la cupidité ait peu de motifs d'y aspirer.* On sent assez que l'heureuse conséquence qui en résulte est, que l'autorité ne peut être recherchée que par des citoyens qui veulent faire servir au seul bien public, la probité, la générosité & l'esprit patriotique dont ils sont animés. De-là, dans l'enfance de Rome, on ne voyoit point de ces soins empressés pour solliciter les suffrages, mais celui dont on connoissoit la sincérité, la droiture & la grandeur d'ame, se voyoit appelé, sollicité & en quelque façon forcé à prendre le timon des affaires, parce que cette autorité suprême ne lui promettoit que de l'embarras & des fatigues. Ce fut ainsi que Cincinnatus enlevé de ses champs & arraché à sa charue, se vit, contre sa volonté, promu à la dignité sublime de Dictateur : & ce ne fut de même qu'avec beaucoup de peine que Camille, Fabius & Curius quitterent l'agréable occupation de cultiver leur jardin, pour se charger

de l'administration publique: aussi leur année de consulat fut à peine expirée, qu'ils retournerent avec un nouveau plaisir reprendre leurs amusemens domestiques.

3°. La troisieme raison *qui rend les assemblées du Peuple, formées par une succession réguliere, les plus propres à maintenir la liberté publique, est que la succession dans le corps civil, a la même puissance pour en prévenir la corruption, que la motion en a pour préserver la corruption du corps naturel.* On fera facilement convaincu de cette vérité, si l'on considere attentivement les effets qu'a produit l'autorité subsistante dans le gouvernement romain, depuis qu'elle eut commencé jusques à sa fin, malgré les diverses formes qu'elle put prendre. Tant que l'autorité fut continuée sur une seule tête, ou confiée à un même ordre de personnes, le peuple se vit toujours en danger d'être dépouillé de ses prérogatives, que tenterent quelquefois d'engloutir des gens qui aspireroient au pouvoir monarchique: tels furent Mœlius, Manlius & autres: il fut dans d'autres occasions exposé à des factions de Grands qui, se formant un systême d'intérêts différens de ceux qu'ils devoient avoir en commun avec

la généralité des citoyens , prirent de tels arrangemens, que tantôt usant de violence & tantôt se servant du crédit que leur donnoit la puissance qu'on leur avoit confiée, ils accordoient toutes les graces à leur volonté , & appesantissoient leurs bras sur ceux qu'ils trouvoient peu dociles. Une pareille conduite arbitraire leur assura bientôt un pouvoir absolu ; les plus foibles plierent sous le joug , & en peu de tems chacun se vit obligé , ou d'adorer la volonté de ces Grands, ou de s'attendre à devenir victime de leur fureur. Ces pratiques donnerent naissance à l'insupportable tyrannie qu'ont exercé les Décemvirs , qui asservirent avec une égale facilité le Sénat & le Peuple. Enfin les Romains , en laissant trop longtems le pouvoir entre les mains de quelques particuliers , se trouverent successivement exposés à deux triumvirats d'empereurs , qui ne cessèrent de se poursuivre l'un l'autre , que lors que Julius & Auguste , ayant enfin vaincu leurs compétiteurs , soumirent chacun tout l'Etat à la volonté d'un seul empereur. Si ces malheurs sont arrivés parmi les Romains , quel bonheur ne peut pas se promettre , & que ne doit pas espérer de la sagesse & de la justice

tice

tice de ceux en qui elle peut mettre sa confiance, la nation qui a resserré l'autorité suprême dans des bornes légitimes, en la confiant au peuple représenté par ceux qu'il choisira successivement pour en avoir l'exercice ?

4°. La quatrième raison se prend de *ce que cette succession non seulement prévient la corruption, mais détruit la faction, ver rongeur toujours en action contre le système républicain.* Le factieux est un homme qui se forme un intérêt distinct de celui de l'Etat, & qui par nécessité a besoin d'attendre du tems les moyens de faire réussir adroitement ses desseins, en masquant son but, en formant des plans & des alliances, & en détruisant sourdement le crédit de ceux dont il redoute l'opposition. Il lui faut donc un assez long espace de tems pour conduire en sûreté ses opérations ; il n'est donc point de moyen plus sûr d'en prévenir le succès, qu'un changement d'autorité que produit une succession régulière & légitime qui la remet périodiquement entre les mains du peuple.

La raison & les faits concourent également à prouver cette vérité, & il suffit pour cela de considérer attentivement les divers effets

que l'esprit de faction a produits dans le gouvernement de Rome. Le même principe qui a rendu ses Rois assez hardis pour empiéter sur les droits du Peuple & le soumettre à leur tyrannie, est celui qui jadis donna une puissance si étendue aux Monarques Anglois, savoir, une continuité de puissance attachée à leur personne & à leur famille. Lorsque les Romains se furent réunis en république, ne fut-ce pas la même raison qui divisa le Sénat & enflamma son orgueil? Appius Claudius appuyé de ses adhérens profita du même avantage pour dominer dans le Sénat. Cet abus mit Sylla & Marius en état de faire gémir Rome à la vue des proscriptions qu'ils ordonnoient, des cruautés qu'ils exerçoient, & de la désolation générale qu'ils jettoient par tout. Jules César s'en servit avec un égal succès pour aspirer & enfin parvenir à l'empire. Ce fut ainsi que le Peuple perdit entièrement sa liberté: si en effet ce Peuple & le Sénat n'avoient pas laissé trop long tems le pouvoir entre les mains de Pompée & de César; si ces deux hommes avoient été moins continués dans les commandemens qu'ils avoient obtenus, celui-ci en Gaule & celui-là en Asie, Rome auroit joui bien plus long-tems de sa liberté.



La mort de César sembloit présager que les Romains alloient se remettre en possession de tous leurs droits ; mais conduits par la même erreur ils éprouverent les mêmes infortunes. Le pouvoir continué sur les têtes d'Octave, Lépide & Antoine déchira la république en trois factions différentes : dont deux s'étant mutuellement détruites, laissèrent triomphante celle d'Octave qui, considérant que le titre de Dictateur perpétuel avoit été la cause de la mort de Julius son pere, se fit continuer dans le gouvernement pour un tems limité, qu'il voulut fixer sur sa tête pour dix ans. Mais quelles furent les suites de cette autorité continuée ? celles qu'avoit produit la même politique redoutable : la première avoit enfanté des factions, & celle-ci donna lieu à la tyrannie : car à chaque expiration du terme convenu, cet ambitieux ne manquoit jamais de prétexte plausible, pour faire voir la nécessité de lui laisser les rênes du gouvernement, & ce fut ainsi qu'il parvint avec facilité à détruire totalement les apparences mêmes de la Liberté Romaine.

La conclusion qu'on en doit tirer est que le seul moyen qu'un peuple ait de se conserver

la jouissance de sa liberté, & d'éviter les tristes inconvéniens qui suivent des factions ou de la tyrannie, c'est de maintenir la succession légitime & régulière des personnes qui doivent être dépositaires de l'Autorité Souveraine. Ce fut toujours, & c'est encore le sentiment de tous les vrais républicains; & sans adhérer constamment à cette maxime, il est impossible qu'une nation persévère long-tems dans un état de liberté. On ne peut donc trop estimer la sagesse, la piété, la justice & le désintéressement des citoyens qui, dans un Etat libre, sont & seront en tout tems prêts à résigner volontairement & dès qu'ils en seront requis, les postes de confiance où ils peuvent être élevés; ou qui sont assez peu attachés à leurs propres intérêts pour mettre eux-mêmes des bornes à leur puissance. Ce fut cette conduite qui rendit Brutus si célèbre dans les premiers jours de la République Romaine; elle a été de même le motif des éloges que l'histoire a faits de Scipion, Camille, Virginus, ainsi que de ceux que Caton fit de Pompée: mais au contraire les annales romaines consacrerent à la haine publique, les noms des dix grands usurpateurs, ceux de Silla, de César & de

tous ceux qui se conduisirent d'une façon diamétralement opposée, ainsi que les chroniques modernes feront passer avec horreur à la dernière postérité, le nom de Richard III. un des monarques Anglois.

5°. *La succession régulière des personnes en pouvoir, constitue l'essence de la liberté, puisqu'elle est le seul frein qu'on puisse opposer au désir de rechercher un avantage personnel, que ne dicte & n'ambitionne que trop l'amour propre.* Qui veut en effet servir ses vues particulières, a besoin d'autant de tems que ceux qui entreprennent de former & de fomenter une faction: ces deux buts en effet ne pourront jamais être obtenus, si ceux qui se les proposent n'ont pas le tems de les conduire à la perfection par des degrés insensibles. L'histoire des Romains prouve la vérité de cette assertion. Tant que la plénitude de puissance resta entre les mains d'un Sénat toujours subsistant, ceux qui le composoient, n'écoutant que leurs intérêts particuliers sans s'inquiéter de ceux de la communauté, firent disparaître la République générale, pour en établir une particulière, qui ôtoit non seulement au Peuple toute pré-tention aux honneurs & aux dignités, mais

le réduisoit encore à la plus affreuse misère. De ces excès on vit éclore ces querelles, ces divisions, qui armerent une partie des citoyens contre l'autre, & qui, en donnant aux Grands toutes les richesses, forcèrent les Petits à ne plus vivre que d'emprunt. Mais cette ressource ayant manqué, la mutinerie éclata de toutes parts; les habitans abandonnerent la ville, résolus de n'y point rentrer qu'on ne les eût affranchis du paiement de leurs dettes; & ce fut encore avec beaucoup de peine que l'éloquence de Menenius Agrippa parvint à les y déterminer, par son excellent apologue de la révolte des membres dans le corps humain contre l'estomac.

Comme l'usure & les exactions, par lesquelles les Grands étoient parvenus à tout engloutir, avoient donné lieu à ce premier soulèvement; le second dut son origine à l'orgueil de dix hommes, qui choisis pour rendre la justice conformément aux loix, ne s'occupèrent que des moyens d'affermir leur puissance, & d'aggrandir leurs maisons, soit en accumulant trésors sur trésors, soit en ne disposant des emplois qu'en faveur de leurs parens ou de leurs amis. On les voyoit sans

égard pour les talens ou la vertu, couronner l'ignorance ou le vice, déprimant ou élevant à leur gré les citoyens ; & bientôt leurs propres collègues furent, ainsi que le Peuple, obligés de se soumettre à leur joug tyrannique.

Les différentes révolutions que Rome a essuyées depuis cette triste époque, font autant de preuves nouvelles : mais les deux précédentes suffisoient pour démontrer, que si les premiers fondateurs de la Liberté Romaine eurent raison de chasser leurs rois, ils agirent avec bien peu de prudence, quand ils en remirent tout le pouvoir entre les mains de quelques Sénateurs qui n'étoient point sujets au changement. C'étoit en effet exposer ce corps privilégié à se laisser séduire par les apas des honneurs ou du profit, toujours trop puissans sur la généralité des hommes : aussi prenant avantage du pouvoir continué dont il jouissoit, chacun d'eux ne s'en servit que pour l'avancement de ses vues particulières, ce qui plongea souvent la république dans les désordres qui accompagnent la sédition, suite du mécontentement. Il auroit été certainement facile de prévenir tous ces maux, si en rendant l'Etat libre, on avoit, comme cela

auroit dû être, mis entre les mains du Peuple le droit de choisir successivement & régulièrement ceux qui devoient être dépositaires de la suprême autorité.

6°. *Pour démontrer combien un Etat libre est préférable à celui gouverné par les Grands ou par les Rois, & pour faire voir que le corps du Peuple est le plus propre à maintenir inviolablement sa liberté, il suffit de réfléchir que le but de toute administration est ou doit être de procurer le bien & l'aisance de ce peuple, en le faisant jouir des droits qui lui appartiennent, & en le mettant à l'abri de toute oppression.* Ce Peuple sent mieux que qui que ce soit la pesanteur du fardeau qu'on lui impose; s'il a donc la facilité & la puissance d'agir, il fera plus en état de découvrir les moyens de s'en soulager: seul sans doute il connoît ses maux & leurs excès, seul il doit donc juger quelle barrière il peut opposer à la fureur de ceux qui sont au-dessus de lui: la raison veut donc que la suprême autorité ne soit confiée qu'à des personnes élevées par son choix, & qui après un court espace de tems doivent nécessairement rentrer avec égalité dans son corps, pour, avec la généralité des citoyens, tirer les mêmes

avantages ou sentir les mêmes inconvéniens qui peuvent résulter des loix qu'ils auront faites pendant qu'ils étoient en place. Une pareille constitution obligera fans doute à ne point particulariser les loix rigoureuses, mais à soumettre à leur sévérité indifféremment tous les ordres de l'Etat, à ne leur donner de force qu'autant que le consentement général y applaudira ; & enfin en les imposant, à n'avoir pas en vue d'affouvir la cupidité de quelques particuliers, mais d'obéir à ce qu'exigent les besoins nécessaires du pays.

Si au contraire l'autorité suprême est long-tems continuée sur la tête d'une seule personne, ou entre les mains d'un corps particulier de citoyens, les uns ou les autres éblouis de leur élévation, agiront fans redouter les vents, les orages ou les tempêtes qui tiennent sans cesse dans la crainte la partie inférieure de l'humanité ; & si par une révolution successive d'autorité, on les forçoit à descendre du haut rang qui les séduit, ils ne pourroient se voir confondus sans éprouver la plus vive douleur en considérant les devoirs qu'ils auroient à remplir. La maniere la plus sûre de rendre les hommes en place peu redoutables,

c'est de tellement modérer leur pouvoir, qu'ils soient hors d'état de rien faire, dont ils ne puissent un jour éprouver eux-mêmes l'avantage ou le désavantage. Si en effet, quelque zèle qu'un citoyen ait pour sa patrie, il est toujours difficile qu'il ne se serve de la puissance continuée entre ses mains, pour s'y affermir & pour favoriser ses propres intérêts; il ne doit être de moyen plus sûr de se mettre à l'abri de cet inconvénient, qu'en lui faisant voir qu'il doit rentrer un jour dans l'ordre commun: car dès lors son amour propre le forcera à ne rien entreprendre que de juste & d'équitable, prévoyant qu'il doit un jour ressentir, comme le plus obscur de ses concitoyens, le bien ou le mal qui doit résulter de ses actions publiques.

On conviendra sans doute qu'il n'y a point de méthode plus noble, plus juste, & plus excellente de gouverner des Etats libres, & le moindre jugement fait concevoir que toute nation qui s'en écarte ne peut longtems conserver sa liberté. S'il étoit quelqu'un qui en pût douter, qu'il se rappelle les traits suivans pris de l'histoire romaine. Le monde a-t-il jamais produit de patriotes plus sinceres



que les Sénateurs de Rome, tant qu'ils furent sous des rois, dont ils ne redoutoient pas moins la colere que le reste du peuple? mais affranchis de ce joug, ils n'eurent pas la jouissance de l'autorité royale pour eux & leur postérité, qu'on les vit reproduire sur la scene les mêmes excès qui avoient causé la ruine des monarques; & le joug qu'ils imposèrent devint plus onéreux que celui qu'on venoit de secouer. Le peuple fatigué ne trouva de remede à ses maux, qu'en érigeant la dignité de tribuns, dont il ne tarda pas à sentir l'importance. Ces nouveaux officiers librement choisis par leurs concitoyens, pour exercer une puissance passagere, n'ayant jamais le tems de perdre de vue leur premier état, se conduisirent toujours de façon à soutenir une juste balance, entre le pouvoir que la naissance donnoit aux Grands, & les droits que la nature attribue au Peuple.

Manlius ne se fit-il pas admirer avec raison, tant que la longueur de sa puissance n'eut pas corrompu ses principes? Qui montra une ame plus noble, une conduite plus affable, un cœur plus affectionné pour le bien public qu'Appius Claudius? cependant un

pouvoir trop longtems continué entre ses mains devint bientôt l'écueil contre lequel se briserent son innocence & sa probité, pour ne plus faire paroître dans toutes ses actions que le tyran le plus absolu. On pourroit citer ici beaucoup de semblables exemples, & ce fut sans doute ce péril qui engagea Lucius Quintus à refuser l'offre que lui faisoit le Sénat de le continuer dans le consulat au-delà du terme prescrit par les loix. Ce grand homme aima mieux renoncer à cette gloire signalée, que de laisser dans les archives de son pays un exemple si préjudiciable à la liberté des Romains.

7°. *Le Peuple représenté dans les assemblées suprêmes par des gens qu'il choisit librement & régulièrement dans son sein, est le seul gardien légitime de sa liberté.* Dans les autres formes de gouvernement, personne ne peut aspirer aux dignités, que ceux qui se dévouent aveuglément à servir les passions & le caprice du Souverain, ou ceux qui sont chefs ou parties de quelque faction puissante: mais dans l'administration qui dépend du Peuple, tout membre de la communauté, sans distinction, peut aspirer aux honneurs réservés pour le mérite

& la vertu : ce qui dans les Etats Populaires doit nécessairement embraser tous les cœurs d'une émulation active, qui les rend aussi grands dans les projets qu'ils méditent, que nobles dans les actions qu'ils exécutent.

L'histoire romaine nous servira encore à prouver cette nouvelle vérité. Elle ne nous laisse en effet le souvenir d'aucun exploit fameux de ce peuple sous ses rois. Il occupoit un terrain resserré ; & intérieurement esclave, à peine pouvoit-il se conserver contre les efforts de ses ennemis. La monarchie ayant été abolie, & tant que l'autorité fut placée dans un Sénat subsistant composé des Grands, les Romains étendirent un peu leurs limites ; mais ce qu'ils purent faire de plus glorieux, ce fut de se prémunir contre la rentrée des Tarquins, & de se soutenir contre leurs voisins toujours envieux de voir augmenter leurs domaines. Mais dès que leur Etat fut devenu libre par le partage de l'autorité entre le Peuple & les Grands, ce fut alors & non pas auparavant, que ces républicains portèrent leurs idées au-delà des limites de l'Italie, & qu'ils jetterent les fondemens de cet empire, dont on ne peut encore sans sur-

prise se représenter la vaste étendue. En effet aussi long-tems que tout citoyen eut un accès facile aux honneurs, personne ne croyoit combattre ou triompher pour le public, & chacun voyoit son seul intérêt dans les belles actions qu'il faisoit & dans les victoires qu'il remportoit. Dans ces tems heureux les alliances, les relations, les richesses n'étoient point des titres pour obtenir les dignités de l'Etat; la science, le courage ou la vertu décidoient les promotions.

On fera aisément convaincu de ce qui ne paroît qu'un paradoxe dans notre siècle, si on considère, en lisant les annales de ce peuple, combien il a produit de zèles patriotes & d'illustres conquérans qui, dénués des avantages de la fortune, mais doués de la modération la plus rare, songèrent si peu à profiter des emplois publics qu'ils possédoient, pour augmenter leur aisance ou accumuler des richesses, qu'à leur décès on étoit dans le cas de tirer du trésor public de quoi fournir aux frais de leurs funérailles. Avec quel plaisir ne cite-t-on pas chaque jour un Cincinnatus qui, n'ayant que quatre arpens de terre qu'il travailloit de ses propres mains,

fut arraché de la charue, pour être revêtu du pouvoir suprême de Dictateur ? Rome tremblante pour ses propres murs, en apprenant que son armée, sous les ordres du consul Marcus Minutius, est investie de tous côtés par les Eques & les Volsques, voit ses habitans assemblés déclarer d'une voix unanime qu'elle n'a point de citoyen plus propre que Cincinnatus à opérer sa délivrance. Il souscrit à leurs vœux & la magnanimité, la sagesse de ses actions dégagent le Consul, mettent en déroute l'ennemi, le font passer sous le joug & donnent, pour ainsi dire, une nouvelle existence à la liberté de sa patrie. Après un service si éclatant, satisfait d'avoir rempli son devoir, Cincinnatus se dépouille volontairement de son autorité, & va reprendre avec joie la vie laborieuse, que le seul bien général avoit pu lui faire quitter.

Cet exemple peut surprendre de nos jours, mais qui ignore que cet héroïsme étoit commun dans cette république & le fut tant que ses principes ne dégénérèrent pas de nouveau. Ne lit-on pas comment Lucius Tarquin, (qui n'étoit pas de la famille du tyran) comment, dis-je, cet homme, en qui les talens

tenoient lieu de fortune, fut chargé du commandement de la cavalerie, à la tête de laquelle il surpassa en courage toute la jeunesse romaine? Tel fut aussi Attilius Regulus qui, quoique simple habitant de la campagne, devint en son tems le fléau de Carthage, & dont on a transmis à la postérité mille faits héroïques. Tels furent ces grands hommes qui se succéderent jusqu'au tems de Lucius Paulus Emilius, dont les conquêtes firent passer à Rome la pompe & le luxe d'Asie, qui effacèrent en peu de tems jusques aux traces de la simplicité primitive des Romains. On remarquera cependant que, pendant la vie de ce grand conquérant, la modération avoit encore tant d'empire sur ce peuple, que le fils de Paulus se crut amplement récompensé de la valeur avec laquelle il avoit combattu dans cette guerre, en recevant un plat d'argent trouvé parmi les dépouilles des ennemis; & les historiens font remarquer que c'étoit la première pièce d'argenterie qu'on eût jamais vue dans sa famille.

Les conclusions qu'on peut tirer de ce qui vient d'être dit, c'est que Rome ne parvint jamais à un certain degré de gloire, avant  
que

que d'avoir fondé son gouvernement sur la liberté du peuple; que cette liberté ne fut jamais plus inviolablement conservée, que dans le tems où tous les hommes de mérite avoient indistinctement droit de prétendre aux places d'honneur; que cet avantage n'auroit jamais eu lieu, si le Peuple ne se fût mis en état de récompenser les talens, en n'introduisant dans les assemblées suprêmes de la nation, que ceux que son libre choix y appelloit par une succession régulière; que tant que cet usage fut observé, le Peuple maintint & augmenta son indépendance, mais qu'on n'eut pas commencé à le négliger, en faisant dépendre la collation des dignités de la faveur & du bon plaisir des gens qui s'étoient acquis un crédit puissant, que le vice & une basse complaisance, paroissant les seuls moyens propres à s'avancer, la liberté s'évanouit; & cette liberté ainsi que le peuple devinrent victimes de l'ambition de chaque homme qui fut assez hardi pour les attaquer.

8°. *On regardera certainement les assemblées du Peuple comme les plus propres à assurer la liberté d'une nation, parce que c'est un intérêt qui est spécialement propre à la généralité qu'elles re-*

*présentent.* L'expérience fait voir que, dans toute autre forme d'administration, les Grands & les Rois doivent mettre tous leurs soins à entretenir le gros des sujets dans une profonde ignorance sur l'essence de la liberté; ou s'ils ne peuvent lui en dérober totalement la connoissance, il est de leur intérêt de les séduire par l'apparence, afin de les empêcher d'en rechercher la réalité: mais dans les Etats qui ont secoué le joug de la suprématie, le souvenir attendrissant des maux soufferts sous l'empire des Grands, la comparaison facile à faire des biens que promet la nouvelle situation, tout sert à instruire le Peuple que son principal avantage consiste à jouir de sa liberté: & il apprend bientôt par la réflexion que le seul moyen de s'en assurer la possession contre tous les attentats des Grands, c'est de placer le droit de la conserver entre ses seules mains, dépositaires des prérogatives de la Souveraineté. La liberté est une fleur dont la couleur est si tendre, que le moindre atouchement l'altère, & sur laquelle chacun cependant cherche à porter la main; si elle n'est donc pas placée dans un lieu inaccessible, & gardée avec la plus grande vigilance, elle fera



bientôt enlevée. Il est donc évident que le Peuple, ayant l'intérêt le plus vif à son existence, est aussi le plus propre à la conserver : car cet intérêt est la règle du zèle qui l'anime, & qui ne le rendra satisfait, qu'autant que ses efforts assidus la mettront à l'abri des tentatives même secrètes des Grands, pour la détruire ou la diminuer.

Il suit delà que le Peuple n'a pas goûté les douceurs de la liberté, qu'enchanté de son bonheur, il regarde comme atteints & convaincus d'un crime impardonnable ceux, ou qui veulent en enfreindre les droits, ou qu'il soupçonne d'en avoir conçu l'idée. Ce fut en effet pour venger la liberté attaquée que l'on vit parmi les Romains un pere immoler ses propres enfans, & un frere livrer son frere à la mort. Que de citoyens sacrifierent leur vie pour conserver ce précieux trésor ! d'autres rendirent les jours de leurs meilleurs amis, victimes d'un simple soupçon, comme Mœlius Manlius & tant d'autres, & si enfin César tomba sous les coups de Brutus, c'étoit la liberté opprimée qui guidoit la main du patriote.

La Grece n'a pas produit, dans de pareilles circonstances, moins de zèle que Rome, pour

la conservation de sa liberté. Le plus éclatant est sans doute celui que donna l'Île de Corcire pendant la guerre du Péloponèse. Les habitans assujettis par les Grands, rendus ensuite à leurs droits naturels par la médiation des Etats libres d'Athènes, crurent voir dans cette guerre l'occasion de se mettre pour l'avenir à l'abri de toute crainte. Ils se saisirent tout-à-coup des Grands & en firent à l'instant tomber dix sous la hache. Ce fut une légère satisfaction pour les injures qui leur avoient été faites, mais qui n'auroit pas totalement répondu à leurs desirs de se mettre en liberté, si le Peuple, voyant qu'on différoit l'exécution des autres, n'eût dans sa rage abattu les murs de la prison, & enseveli sous ses ruines les ennemis de leurs franchises.

On a vu & l'on voit ce même esprit régner dans l'Etat libre de Florence. Envain Cosme premier tyran de la Toscane dépouilla-t-il les habitans de leurs droits à la souveraineté pour s'en emparer; il les vit extérieurement soumis à son joug, mais l'idée de la liberté dont ils avoient jouï resta profondément gravée dans leur cœur. Ils attendirent avec patience le moment favorable de se venger: il

se présenta, & Cosme contraint de céder à la force, cherche son salut dans la fuite. Qu'on ne m'objecte point qu'une trahison fit bientôt rétablir cet usurpateur : car qui connoît le génie des Florentins, fait que le souvenir de leur ancienne liberté est sans cesse présent à leur mémoire, & que si les circonstances venoient à les servir, ils donneroient de nouvelles preuves de leur haine pour la souveraineté.

De tous les exemples d'un amour naturel dans les hommes pour la liberté, que puisse produire l'histoire de notre tems, il n'en est point de plus singulier que celui que donne chaque jour le Peuple du Holstein privé de sa liberté, soumis depuis près de trois siècles au despotisme d'un Duc, faisant partie des sujets de la couronne de Dannemarc ; d'ailleurs simple , pauvre & rustique , il conserve néanmoins un si vif ressentiment de la perte de sa liberté, que même de nos jours, les habitans unis dans un festin, n'oublient jamais de faire des vœux pour que chacun garde le souvenir de la liberté dont jouissoit le pays.

Tant de faits, en démontrant quelle impression l'amour de la liberté fait sur l'esprit

du peuple, portent aisément à conclure qu'il est le corps le plus propre à maintenir sa liberté, puisqu'il y a plus d'intérêt, que tous ceux qui pourroient y prétendre, quelque puissants qu'ils fussent.

90. *L'avantage d'un Etat libre paroît d'autant plus, que le Peuple est naturellement moins enclin au luxe, que n'ont coutume de l'être les rois & les grands d'une nation.* Quelqu'un peut-il douter que par-tout où le luxe domine, la tyrannie empiete facilement, comme le fruit pervers d'une source empoisonnée, car il est de l'essence du luxe de se porter aux excès. Il est une dépravation de mœurs, qui ne connoît ni raison, ni modération; c'est un appétit vorace dont rien ne peut assouvir le caprice corrompu. Si cette passion fait agir ou parler un mortel malheureux, c'est toujours avec extravagance; la droiture, la justice, la probité veulent envain le retenir, il doit franchir toutes bornes & ne chérir que les extrêmes. On doit donc convenir que moins une administration est exposée à ces funestes effets, plus elle est excellente & mieux elle est adaptée au maintien inviolable des franchises de la communauté.

La vérité de cette assertion peut également se démontrer par le raisonnement & par des faits tirés de l'histoire tant ancienne que moderne. Le vulgaire en effet étant plus borné dans ses désirs, & moins entouré d'objets qui enflamment son imagination, doit nécessairement être moins porté au luxe que ne le sont les potentats & les grands seigneurs. Que celui-là puisse fournir aux besoins de la vie avec une certaine aisance; qu'il jouisse de quelques légers plaisirs, tous ses vœux sont ordinairement satisfaits. Il a d'ailleurs moins d'occasions qui excitent son orgueil & moins de ressources pour le satisfaire, que ces souverains sans cesse éblouis de la pompe qui les entoure; comment donc ce Peuple auroit-il la même pente à la vanité & au vice, lui qui sent à chaque instant que son état ne lui permet aucun excès? S'il paroît évidemment par ce que je viens de dire que le commun des citoyens est la partie la moins orgueilleuse d'une république, on doit en conclure nécessairement qu'elle est la plus propre à gouverner la totalité. Ceux en effet qu'elle choisira dans son sein pour représenter la Souveraineté, certains d'être bien.

tôt forcés par une succession régulière de céder leurs places, seront, tant qu'il les tiendront, en garde contre la présomption & la corruption. Peu faits à une vie fastueuse, ils seront également éloignés de toute action qui tendroit à faire tort à leurs concitoyens ou à les opprimer. Si en effet les Monarques ou les Grands unis s'y déterminent souvent, ils y sont contraints par la nécessité de forcer par un éclat emprunté, à respecter leur tyrannie, & pour contenter la vanité, l'ostentation & tant d'autres vices qui semblent attachés à l'opulence & aux grandeurs.

Que d'exemples ne pourrois-je pas entasser ici pour faire voir que l'expérience, d'accord avec la raison, a toujours prouvé que les Etats libres, ou, pour mieux dire, que le Peuple tenant l'essence de l'Autorité Souveraine, est moins porté aux excès, que ne le sont les Monarques ou les Grands unis? Je me contenterai d'en citer quelques-uns.

Tant qu'Athènes libre vit sa puissance entre les mains du Peuple, cette ville eut la gloire d'être gouvernée par d'illustres personnages, accoutumés de bonne heure à un genre de vie rigoureux, frugal & réfléchis-

fant. Ce fut ainsi que les idées de tempérance & de liberté ayant toujours le même empire, quelque changement qu'on fît dans les chefs de l'administration, leur valeur & leur prudence se firent tellement admirer, qu'ils devinrent en peu de tems les seuls arbitres de toutes les affaires de la Grece. Parvenus à ce faîte de la gloire, ils éprouverent le sort commun à toutes les puissances de la terre, ils commencerent à dégénérer; & bravant les loix dont l'observation est si nécessaire à un Etat libre, ils n'eurent pas fourni à quelques particuliers, la funeste occasion de s'agrandir, en continuant trop longtems le pouvoir entre leurs mains, qu'ils perdirent ces principes purs de frugalité & de modération, sans lesquels la liberté ne peut subsister. Trente de ces hommes, que l'histoire désigne sous le nom de Tyrans, s'élevant au-dessus de leurs égaux, s'emparerent d'une autorité sans limites, abandonnerent leurs anciens usages, & pour faire perdre toute idée de liberté, introduisirent le luxe par leur exemple, & pour le soutenir se conduisirent en tyrans absolus. Telle étoit la situation de cette république, lorsque par la suite des

tems elle se vit sous le joug d'un seul despôte, ainsi qu'il arriva lorsque Pisistrate se servit de ses propres faveurs pour la soumettre à sa puissance.

Rome nous présente le même tableau qu'Athènes. La débauche en fait chasser les Tarquins ; on corrige quelques défauts en changeant l'administration qui est remise entre les mains des Sénateurs. Ceux-ci se voyant en possession d'une autorité constante, se corrompent bientôt, ils deviennent fastueux & ensuite tyrans, jusqu'à ce que le Peuple prenant part au gouvernement y fait revivre la liberté, en rétablissant le bon ordre. L'un & l'autre perdirent leur éclat, quand dix Grands osèrent l'attaquer ; leur entreprise téméraire réussit, mais leur déposition fit naître la liberté & la sobriété. Etat heureux ! qui dura jusques au tems des Silla, des Marius & de tant d'autres Grands qui frayerent le chemin à César, sous l'empire duquel le luxe & la tyrannie étoient parvenus à un si haut degré, que Caton seul constamment attaché à l'ancienne discipline, paroissoit ne vivre que pour donner à l'univers un modèle de la tempérance, de la grandeur



d'ame & de cet amour de la liberté, qui avoient fait les principales vertus des Romains, tant que la Souveraine Autorité avoit été entre les mains du Peuple.

Sans qu'il soit nécessaire de citer d'autres exemples, je crois que ces deux fussent pour nous faire conclure que l'administration ou des Rois ou des Grands porte plus au luxe, que ne le fait ou ne le peut faire un Gouvernement Populaire: que ce luxe conduisant à la tyrannie, qui ne peut se soutenir que par la ruine de la liberté, les droits & les franchises des peuples ne peuvent jamais être plus en sûreté, que lorsque leur conservation & leur défense sont confiées à ceux que ces mêmes peuples y appellent successivement par une élection libre & régulière. De pareilles assemblées suprêmes y sont plus propres, que telle autre forme d'administration que ce puisse être.

10°. *L'excellence d'un Etat libre sous l'autorité du Peuple, paroît d'autant plus, que les citoyens y ont en général un cœur plus magnanime, plus actif & plus susceptible de sentimens généreux, que sous quelqu'autre forme d'administration que ce soit.* Ces dispositions naissent de la persua-

sion où est chaque particulier que l'intérêt public lui est personnel, & qu'il jouit en sûreté de ses propres avantages sans redouter le caprice d'un pouvoir arbitraire. C'est de-là qu'il arrive que chacun voit son succès ou son bonheur dans la gloire ou l'avantage qui couronne les vœux de la généralité. Si les armes de la république prospèrent, si elle étend ses limites, si elle augmente ses possessions, si elle acquiert des richesses, chacun de ses citoyens se persuade qu'elle n'a travaillé que pour lui. Là voit-on honorer, élever ou récompenser la valeur, la vertu ou la science? qui peut ne pas s'y croire intéressé, puisqu'il se flatte d'obtenir la même justice, s'il fait éclater le même mérite? Les hommes auront un penchant à se distinguer, tant que des particuliers ne disposeront point des récompenses à leur gré, selon ce qui arrive sous une domination resserrée entre les mains d'un seul ou de plusieurs, mais tant que, sans égard à la naissance ou à la fortune, elles feront le prix du mérite, comme cela a toujours été & doit être dans les Etats libres qui sont bien constitués.

Cette vérité se manifestera d'une manière plus convainquante, si l'on considère la différence de l'état du Peuple, selon la diversité de l'administration qui le gouverne. L'on a déjà dû voir que tant que les Romains vécurent sous des Rois, ils étendirent peu leur nom & leurs domaines; à peine commandoient-ils au-delà des murailles de leur ville. Sous la puissance continuée du Sénat, le peu de progrès qu'ils firent, fut seulement de forcer de mauvais voisins à ne pas s'opposer aux moyens qu'ils prenoient pour fournir à leur subsistance. Mais le peuple eut-il connu, réclamé & obtenu sa liberté, se fut-il emparé du droit de former les assemblées suprêmes, de membres qui ne tinsent leur élévation que de son choix & pour un tems régulier? ce fut alors & seulement alors qu'il jeta les fondemens de cet empire formidable, sous lequel on l'a vu par la suite réunir l'univers entier.

En jettant les yeux sur l'élévation de cette puissance, on sent augmenter sa surprise, & on conçoit de quel courage & de quelle intrépidité ce peuple fit usage pour recouvrer sa liberté, lorsqu'on voit qu'il signala les pre-

miers efforts de ses armes en attaquant des nations puissantes qui jouissoient de toute leur liberté; entreprise qui devoit être d'autant plus difficile, que leurs ennemis étoient plus libres & par conséquent plus courageux. Dans ces tems en effet, la plus grande partie des Etats formoient des républiques, tels étoient ceux de l'Italie, de la Gaule, de l'Espagne, de l'Afrique &c: mais spécialement de l'Italie où les Toscans, les Samnites & tant d'autres, émules & compétiteurs de la liberté romaine, défendirent avec tant de courage leur franchise, que Rome ne put les fléchir à reconnoître son empire, qu'après qu'une guerre de plusieurs années les eût réduits à la dernière extrémité. La liberté, cette glorieuse prérogative, mit seule Carthage en état, non seulement de braver longtemps le bonheur des Romains, mais encore de balancer souvent leurs forces & de leur arracher quelquefois la victoire. Ce fut cet amour de la liberté qui fit franchir à Annibal tant d'obstacles pour pénétrer dans l'Italie; ce fut lui qui conduisit les Gaulois sous les murs de Rome pour y assiéger le capitole, & qui fit voir que ce principe donnoit à ces en-

nemis des Romains la valeur nécessaire pour attaquer dans son sein cette ville, qui devint néanmoins par la fuite la maîtresse du monde : & l'on en doit conclure que comme un peuple libre pouvoit seul avoir une intrépidité suffisante pour balancer longtems les forces des Romains, de même Rome ne dut qu'à cet état d'affranchissement, ces illustres républicains qui forcèrent les autres nations à fléchir sous son joug : mais hélas ! dès que les Romains abattus sous la tyrannie eurent perdu leur liberté, on vit disparaître ce courage, cette magnanimité qui avoient si glorieusement distingué leurs ancêtres ; & végétant sans gloire sous leurs dictateurs, ensuite sous leurs empereurs, ils perdirent enfin le nom même d'empire.

Si l'on est donc forcé d'avouer que la perte des vertus, soit de l'ame soit du cœur, soit celle de la liberté, & que le seul moyen de faire revivre les premières, c'est de recouvrer la dernière, on ne fera plus étonné des exemples frappans de bravoure & de constance qu'ont donné les Suisses & les Hollandois. La Nation Angloise a confirmé cette vérité par la magnanimité qu'elle fit

paroître, lorsque s'étant déclarée Etat libre, elle confia au peuple la défense de la liberté qu'elle s'étoit procurée. De quels succès merveilleux ne furent pas suivies les glorieuses entreprises que formerent ces nouveaux Républicains, dont la condition étoit encore mal affermie. De pareilles réflexions ne peuvent que faire admirer les personnes, qui emploient l'autorité qui leur est confiée, pour affranchir le Peuple, ou pour le maintenir dans la jouissance d'une liberté, qui ne respirera jamais véritablement, qu'autant que son sort dépendra d'assemblées suprêmes, composées de membres qu'une élection libre, régulière & successive peut y appeler.

II°. *Dans une vraie république toute décision exige le consentement du Peuple, ce Peuple y est donc à l'abri des efforts de ceux qui aspirent à la tyrannie & ne peut redouter de se voir à la disposition arbitraire des Grands. Il connoît en effet alors les loix auxquelles il doit obéir, & les peines qu'il encourt s'il les transgresse, puisqu'il a également part à l'établissement du précepte & du châtiment : d'où il suit, que, d'une part ses fautes deviennent inexc-*

inexcusables, & que de l'autre il se soumet volontiers à la peine infligée par la loi au crime dont il se rend coupable. Que la situation de ce peuple est différente, lorsqu'il a des chefs toujours subsistans ! La puissance suprême peut être entre les mains d'un seul ou de plusieurs ; la loi qui doit obliger la communauté dépendra de la volonté de ce Roi ou de ces Souverains unis. S'il y en a de fixes, elles s'énoncent ordinairement en termes si ambigus , que faute d'en connoître le sens, on ne fait comment s'y conformer. C'est en effet la principale politique, dans ces fortes de gouvernemens , que les loix n'aient de force & de sens, qu'autant que l'intérêt des Grands veut leur en donner : ainsi le Peuple est comme s'il n'avoit aucunes loix, puisque ni la justice ni la raison ne peuvent en déterminer le sens, qui doit dépendre de ce qu'exigent par hasard l'avantage ou le caprice de quelques particuliers.

Un coup d'œil sur les royaumes de la terre fait voir cette conduite constamment pratiquée par les Rois ; notre nation même en produit plusieurs exemples ; mais nul n'est

plus révoltant que le despotisme absolu exercé par Henri VII. Ce Prince s'étoit arrogé le droit d'abroger les loix à sa volonté: de façon que, loin de servir à réparer les griefs des fujets, elles étoient entre ses mains des pièges adroits pour s'emparer contre toute justice de leurs biens. Henri son fils & son successeur, en l'imitant, fit périr ou réduisit à la misère les personnes qu'il croyoit à redouter. Ces inconvéniens déplorables ne manqueront pas d'arriver, tant que les Rois conserveront le droit, qu'ils ont usurpé, de nommer les juges: puisqu'alors il ne se trouvera aucune circonstance, où ces prétendus oracles de la loi ne la fassent parler au gré du Souverain dont ils tiennent leur puissance. C'est ce qui a paru évidemment sous les regnes de Charles & de Jaques son pere: aussi ce dernier avoit-il coutume de dire que, *tant qu'il auroit droit de choisir les juges & les évêques, sa volonté seule décideroit des loix & de la religion de son pays.*

On ne sauroit donner trop d'éloges à la maniere dont Lycurgue se servit pour prévenir ce désordre, lorsqu'il entreprit de réformer le Gouvernement de Sparte. Lacédémô-



ne devint une république, dont la suprématie résidoit, il est vrai, dans un Sénat subsistant, sous un Roi qui n'en avoit que l'extérieur; mais si ce Monarque n'avoit pas plus de puissance qu'un Sénateur, ce Sénateur n'étoit au-dehors aucunes marques de grandeur. Le Sénat soumis aux loix devoit y obéir comme le dernier des citoyens: il y avoit peu de dignités lucratives, peu par conséquent qui demandassent de la pompe & excitassent l'ambition. Les mêmes loix qui prescrivoient au peuple la frugalité, la modération & la simplicité, astreignoient également les Sénateurs, qui étoient d'autant moins séduits par l'ambition, qu'ils avoient moins de desirs à former. Comme l'exercice de l'autorité ne flattoit ni l'avarice ni la cupidité, bien peu souhaitoient d'en être chargés, & l'envie n'attaquoit point ceux qui y étoient appelés; aussi ne voyoit-on point dans Lacédémone ces jalousies & ces haines qui divisent ordinairement les Grands & le Peuple sous une administration confiée aux premiers.

Quelle différence dans l'esprit qui anime la république de Venise! Le Peuple ne peut

avoir aucune part au gouvernement; la puissance législative & exécutrice, le droit de conférer & de remplir les dignités, tous les privilèges enfin sont resserrés dans les membres d'un Sénat toujours subsistant, & dans les personnes qui leur sont alliées, & qu'ils appellent l'Ordre Patricien ou des Nobles. La puissance du Duc ou Doge est bornée & ne peut mieux se comparer qu'à celle que Licurgue avoit laissée aux Rois de Lacédémone. Egal aux autres Sénateurs, il n'en diffère que par le bonnet attaché à sa dignité & par quelques hommages extérieurs qu'on lui rend; mais les Sénateurs ont la liberté de conduire arbitrairement le Peuple, qui en exceptant la partie qui habite la capitale, vit par-tout ailleurs sous un joug d'autant plus rigoureux, qu'il n'a pour loix que la volonté ou le caprice du Sénat, de façon que cette union de sujets peut plutôt passer pour une ligue que pour une république: aussi chacun y est-il si mécontent de son état, que ceux qui sont près des limites de l'Empire Turc, faisoient toutes les occasions de se révolter qu'ils peuvent rencontrer, & aiment mieux vivre à la merci des Musulmans, que d'être

viâtes de la tyrannie des Vénitiens. Si donc l'on confidère cette difpofition des fujets, dont l'oppreffion énerve tellement le courage, qu'on y eft obligé, dans la néceffité, de recourir aux étrangers pour former des armées en cas de guerre, on ne pourra voir fans furprife comment cet Etat a fubfifté fi longtems, fi l'on ne fe rappelle que fa tranquillité & fa folidité intéreffant tous les Etats Chrétiens, cette république a toujours eu à fes ordres les armes & les tréfors des étrangers, lorsque quelques circonftances ont mis en alarmes pour la fûreté de fes territoires.

Après avoir démontré, comme on vient de le faire, que tous ceux qui font par naiffance revêtus de l'autorité fuprême, foumettent tout à leurs intérêts ou à leur caprice, ne font & ne caffent les loix, & n'en exigent l'exécution, qu'autant que cela peut fervir à diminuer la fûreté & les franchifes du Peuple; & que le feul moyen de fe fouftraire à un pareil efclavage, eft de faire dépendre les loix de la volonté, du choix & du confentement de la généralité, il refte à conclure que les franchifes ne peuvent être plus inviolablement confervées, que par ceux que

le Peuple choisira librement dans son sein, selon un ordre de succession régulière & non interrompue.

120. *Le Gouvernement Populaire est le mieux adapté à ce que demandent la nature & la raison de l'espèce humaine.* „ L'homme, dit Cicéron, „ est une créature née avec des inclinations „ relevées qui le portent plutôt à commander qu'à obéir : chacun tenant de la nature „ un penchant à dominer & un désir de le „ faire ”. Si donc un homme se soumet à l'autorité d'un autre, ce n'est pas qu'il soit intérieurement convaincu qu'il cède à la justice, mais, ou il se croit moins capable de remplir un poste élevé, ou dans son infériorité, il envisage son utilité particulière ou celle de la société dont il fait partie. „ Un „ esprit qu'éclaire la nature, dit Cicéron, ne „ reconnoît de supérieur, qu'autant qu'il y „ trouve son propre avantage ”. On doit naturellement conclure de ces deux maximes fondées sur une connoissance profonde de la sagesse humaine : 1°. que la nature prescrit elle-même au Peuple la nécessité d'admettre ou de former le système de gouvernement, sous lequel il se propose de vivre. 2°. que per-

sonne ne peut s'en arroger la direction ou en prendre la conduite, si le Peuple ne l'en déclare capable, en l'appellant à cet important emploi par une élection libre: 3<sup>o</sup>. que le Peuple est seul juge compétent de la protection que mérite ou non le gouvernement établi, & de la conduite que peuvent tenir les chefs qu'il s'est librement donnés. Ces trois conclusions nécessaires ne sont, aux yeux de l'homme sensé, qu'une exposition du principe qui répète sans cesse, que le Peuple est la seule source de laquelle toute autorité doit émaner pour être légitime.

Le gouvernement d'un Etat libre & populaire, c'est-à-dire, de celui dont la suprématie réside dans des assemblées suprêmes, composées de gens régulièrement & successivement choisis par le Peuple, cet Etat, dis-je, étant le plus conforme à la raison & le mieux adapté à la nature de l'homme, il doit en suivre que toute autre forme d'administration, soit qu'elle donne la puissance à un Roi ou à un Sénat constant, est opposée aux loix de la nature, & le fruit de l'artifice des Grands employé pour flatter l'orgueil ou l'avarice de quelques particu-

liers, sans s'inquiéter si l'on enchaîne la généralité.

On fera convaincu de cette vérité, en découvrant que le libre consentement du Peuple, qui doit être la seule & qui est la vraie base de tout bon gouvernement, n'a d'influence réelle que dans l'administration populaire: dans toute autre on y substitue l'adresse, on réclame la coutume, ou l'on fait valoir un droit héréditaire qui a, dit-on, le dangereux pouvoir de perpétuer l'autorité dans une seule famille ou dans plusieurs unies. Quand on n'auroit aucun autre motif, pour démontrer combien le gouvernement populaire l'emporte sur tous les autres, il suffiroit certainement de voir qu'il est le seul dans lequel les hommes sont en liberté de se servir de leur raison & de leur intelligence, dons précieux de la divinité, pour choisir leurs gouvernemens, & former une administration qui assure leur bonheur, lorsque dans celle où l'autorité passe constamment par succession dans une ou plusieurs familles, nul homme ne peut faire usage de sa raison pour se donner un chef, & chacun doit recevoir aveuglément celui que le hasard ou

la naissance le force de reconnoître. Dans cette dernière situation , si avilissante pour la raison , si dérogoire à la majesté & si contraire à l'intérêt commun de tous les hommes, dès que le particulier n'a ni choix ni jugement dans une matière aussi intéressante que la forme de gouvernement d'où dépend sa sûreté, il n'appergoit qu'un système absurde & brutal, dont il doit saper le fondement: dès lors il fera tous ses efforts pour détruire tout pouvoir resserré dans la personne d'un Monarque ou dans l'union constante de quelques Grands: & il aura d'autant plus de raison de le faire, qu'il n'y voit qu'une ressource funeste pour réduire l'homme à la condition des bêtes, & accabler de misère lui & toute sa postérité.

Tout dans l'univers démontre cette vérité. Considérons d'abord les tristes effets que produit la Monarchie. Comme la Royauté se transmet ordinairement par droit de succession , le Peuple qui la reconnoît est obligé d'admettre pour son chef celui que le droit naturel d'hérédité y appelle, de quelque sexe qu'il soit, quelques soient ses inclinations bonnes ou mauvaises, & soit que son esprit

soit bien ou mal disposé. C'est delà sans doute qu'une constante expérience fait voir que la plupart des Souverains héréditaires, ou sont tyrans & méchants par nature, ou le deviennent par une suite de leur éducation, ou par la facilité qu'ils ont de se porter à tous les extrêmes; delà la vie & la fortune de la plupart des sujets sont le jouet de la volonté ou du plaisir d'un seul homme sans principes, qui brave la justice avec d'autant moins de crainte, qu'il fait que la puissance est nécessairement attachée à sa personne & à celle de ses héritiers, quelque révoltans que puissent être ses écarts. Cette nécessité mit Rome sous la tyrannie des Rois & ensuite sous celle des Empereurs: pendant tout le tems en effet que le droit de succession en donna seul à cette suprême autorité, on ne trouve que Titus qui, si l'on en croit l'histoire, se soit éloigné d'une conduite qui tint de la férocité de la brute. On doit cependant convenir qu'il peut arriver qu'une nation éprouve quelques avantages internes ou externes, lorsque le hasard seul place sur son trône un prince également sage & vertueux: mais outre que cela arrive rarement, c'est que dans ce cas, sa



gloire ou son bonheur ne font pas de longue durée. Une fatale expérience nous apprend que le fils ou le successeur d'un grand Monarque est ordinairement plus foible & plus vicieux, que son prédécesseur n'a jamais été grand & valeureux : c'est ce qu'il est facile de voir en jettant les yeux sur la liste des princes qui ont régné dans la Grande Bretagne, en France, en Espagne & dans les autres Monarchies de l'univers. Si les défauts personnels que les princes héréditaires portent sur le trône exposent le Peuple à mille malheurs ; combien n'en résulte-t-il pas encore des disputes qui s'élèvent entre les prétendans à une succession litigieuse ? Peut-on à ce sujet se rappeler sans horreur les ruisseaux de sang qu'ont fait couler en France les disputes des Princes du sang, & en Angleterre les prétentions opposées des deux maisons de Lancastre & d'York : mais sans parler des autres royaumes, qui refusera d'avouer que ces malheurs ne seroient jamais arrivés, si le Peuple ne s'étoit vilement assujetti à ne prendre ses rois que dans une branche particulière d'une famille ?

Il suit de ce raisonnement que si l'admi-

nistration royale peut être tolérée, c'est lorsque le Monarque est élevé sur le trône par une élection libre des représentans du Peuple, qui ne le rend que le premier officier de l'Etat auquel il doit compte de sa conduite; mais à combien d'inconvéniens ces rois électifs, à la vérité moins dangereux comme tels, n'exposent-ils pas la nation? Le moins ambitieux d'entre eux n'épargne aucuns des moyens que lui offre sa grandeur pour l'assurer à sa postérité, & il est peu de ces Etats où ces Rois qui ne tenoient leur dignité qu'à viè, ne l'aient enfin par leur adresse rendu héréditaire dans leurs familles. S'il en est où l'on conserve encore au Peuple le droit d'élire, il se réduit à une pure cérémonie, qui séduit le Peuple & le fait servir d'ornement au triomphe de celui qui aspire à la tyrannie, comme on peut le voir dans les royaumes électifs de Bohême, de Pologne, de Hongrie & de Suède, où l'on observe encore une forme d'élection, qui n'a point de réalité, puisque les couronnes y sont déferées à l'héritier naturel du dernier monarque. C'est ce que Gustave Eric par ses artifices a introduit en Suède; c'est ce que la

famille des Casimirs à fait voir en Pologne, & ce que la maison d'Autriche nous montre dans l'empire; par tout le Peuple, victime de l'artifice de ces Princes électifs, a perdu le droit réel de les choisir qu'il tenoit de la constitution originaire de l'Etat.

Que toutes ces réflexions persuadent enfin qu'un Gouvernement établi par le libre consentement du Peuple, dirigé & maintenu par des assembles suprêmes dont les membres s'y succèdent régulièrement & légitimement, est le plus conforme aux lumières de la nature & de la raison; & par conséquent beaucoup plus excellent que tous ceux où prévaut le droit héréditaire, sous quelque forme que ce soit. Dans la crainte qu'on ne puisse mal interpréter mes sentimens, je préviens que, dans ce Traité, par-tout où je parle du Peuple, je n'ai en vue ni ce corps confus que composeroit l'union de chaque individu de la nation, ni cette partie que la loi a pu dépouiller de ses privilèges en punition de ses crimes & qui en conséquence ne peut plus être mise au rang du Peuple.

130. *Un Etat libre l'emporte sur tous les autres, parce qu'il offre moins d'occasions à l'auto-*

*rité d'opprimer & de tyranniser les foibles.* Le principal soin en effet de la plupart des Républiques qu'anime le véritable esprit de liberté, est de conserver, sinon une égalité qui seroit déraisonnable & odieuse, du moins une balance entre les conditions de tous ses membres, qui empêche aucun particulier de trop augmenter son pouvoir, & qui réprime l'orgueil des hommes ordinaires, enclins communément à s'arroger les titres, & l'extérieur fastueux par lesquels la noblesse pense se distinguer.

Par son exactitude à maintenir le premier ordre, la liberté est à l'abri des tentatives téméraires des Grands Officiers de l'Etat, qui pourroient profiter du pouvoir attaché aux emplois qui leur sont confiés, & qui leur donnent du crédit sur l'armée ou dans le conseil, pour favoriser leurs désirs ambitieux, si on n'avoit pas soin de les restreindre ou d'en prévenir l'effet.

En s'attachant à ne point permettre l'étendue des titres, on délivre le Peuple du joug d'un tas de petits tyrans, toujours portés à croire que la naissance leur donne des prérogatives, & une supériorité de puissance au-

dessus de leurs concitoyens. Une République bien ordonnée doit toujours exclure de son sein, une pareille espece d'hommes, parce qu'ennemis naturels & implacables du Peuple, ils ont un intérêt à le tenir dans l'esclavage ; & sont toujours prêts à s'unir, avec ceux qui sont parvenus à un assez haut degré d'autorité, pour se croire en état d'usurper les droits & le trône des tyrans.

Pour mettre ces vérités dans tout leur jour, & manifester le danger qu'il y a pour un Etat libre de permettre à quelques particuliers de devenir trop puissants ; je vais produire une suite d'exemples qui feront voir que toute république, qui n'a point évité ce péril, a bientôt perdu sa liberté.

L'histoire de la Grece fait voir que si Athenes, cette république fameuse, fut deux fois assujettie, d'abord sous trente tyrans, ensuite sous le seul Pisistrate, elle ne dut ces différens malheurs qu'à la lâcheté qu'elle fit paroître, en souffrant que quelques Sénateurs s'élevassent trop au-dessus des autres.

Le Peuple de Siracuse & les Habitans de la Sicile ayant eu la même imprudence, éprouverent le même sort, ceux-ci sous Denis

& Agathocles & ceux - là sous Hiéron.

L'histoire de Rome est un tissu de malheurs occasionnés par une pareille inconfidération. Affranchie du joug des Rois, elle met sa liberté entre les mains des Sénateurs, qui en relevant avec trop d'emphase les services rendus par Mœlius & Manlius, enflamment l'ambition de ces deux hommes, & font naître dans leur cœur le désir d'aspirer à la tyrannie. A peine échappés de ce péril, les Romains sont soumis aux caprices de dix Sénateurs qui, plus accrédités que leurs collègues, envahissent la suprême autorité sous le nom de Décemvirs. Fatigués de ce joug, s'ils se révoltent, & se remettent en possession de leur liberté, on les voit bientôt retomber dans la même erreur ; en donnant trop d'autorité à ceux dont les services leur paroissent nécessaires : un Silla en profite & il obtient pour cinq ans la place importante de Dictateur, que l'ambition de César se fit conférer pour sa vie. La mort de ce dernier donnoit certainement aux Romains un moyen facile de rentrer dans leurs droits, & ils y feroient parvenus, s'ils avoient eu soin d'empêcher qu'Auguste ne devînt trop puissant :

puissant ; ils n'y penferent pas & il fut fe servir fi adroitement de la bonne volonté du Sénat & du Peuple ; qu'il jetta les fondemens d'une tyrannie, dont les malheurs ne finirent que par l'extinction de ce formidable empire.

La république de Florence caufa de même fa ruine, en laiffant d'abord à Cosme de Médicis la facilité de trop augmenter fon crédit, & de devenir tyran ; & en le forçant enfuite de fe déclarer fouverain arbitraire, lorsque par une autre genre d'indifcrétion, ils le fommerent de fe dépouiller de fa puiffance, fans avoir pourvu aux moyens de l'y contraindre. Que d'exemples palpables ne pourroit pas fournir Milan, la Suiffe & tant d'autres Etats qui n'ont dû leur esclavage qu'à leur imprudence ; mais il en est un plus récent & qui s'est passé, pour ainfi dire, fous nos yeux : c'est celui de la Hollande, qui après avoir tout facri-fié pour fe foustraire au joug de l'Efpagne, se vit infensiblement en danger de perdre de nouveau fa liberté, pour avoir permis à la maifon d'Orange de s'élever plus qu'il ne sembloit convenir au fujet d'un Etat libre.

C'est donc une maxime d'Etat d'empêcher tout membre d'un Etat libre de devenir trop puissant ou de trop acquérir la confiance du Peuple ; car de quelques succès heureux qu'aient été couronnées ses actions ; quelques services qu'il puisse avoir rendus, la république n'aura jamais que cette sage précaution à observer, pour se prémunir contre le danger d'une usurpation dangereuse à sa liberté.

14°. *La dernière raison & qui n'est pas la moins forte pour prouver que l'administration populaire est plus avantageuse que toutes les autres, c'est que seule elle oblige ceux qu'elle met en place à rendre compte de leurs actions.* Comme les membres qui composent les assemblées supérieures n'y prennent place qu'en vertu d'une élection successive faite par le Peuple, il suit qu'en descendant de ces postes éminents, ils rentrent dans la classe des sujets ordinaires, & que soumis aux loix comme eux, ils sont exposés à recevoir le châtimement que peuvent avoir mérité les fautes commises pendant leur administration. Si cela arrive, leur exemple rend leurs successeurs plus prudents dans l'exercice de leurs emplois & moins hardis à



opprimer un peuple dont ils redoutent tôt ou tard la justice. C'est ainsi seulement qu'on peut se mettre à l'abri de la tyrannie, qu'on détruit celle qui paroît la mieux cimentée, que l'on étouffe celle qui est encore dans sa naissance, & que l'on s'y soustrait pour toujours. La sûreté du Peuple est la loi suprême & souveraine: ainsi un établissement qui procure les précieux avantages qu'on vient de détailler, est un boulevard qui défend les franchises du Peuple contre les tentatives les plus audacieuses, lorsque, dépouillé de ce secours, on ne peut tirer aucun profit des loix ordinaires. Si en effet les Magistrats pouvoient à leur gré s'exempter de l'exécution des loix sans rendre compte des motifs qui les y ont engagés, il s'ensuivroit qu'ils pourroient les interpréter à leur fantaisie, & que leur exécution ne se feroit que conformément à leur volonté ou à leur plaisir.

Il paroît donc indubitablement certain que, dans un Gouvernement Populaire, la révolution successive d'autorité, qui dépend du choix du Peuple, est une barrière que ne peut surmonter le désir de la tyrannie ou les efforts du pouvoir arbitraire; il n'est pas

moins évident que, dès que les hommes se sont mis en possession d'un pouvoir sans interruption, ils se font une loi barbare de l'exercer à leur gré, en n'épargnant aucun effort pour se soustraire à l'obligation de rendre compte de leurs actions. Ils y parviennent facilement, en persuadant à leurs concitoyens, soit par des raisonnemens apparens, soit en les intimidant, que quelque injustice qu'ils puissent commettre, ils n'en doivent compte qu'à Dieu. Cette doctrine dictée par la tyrannie, a pris d'autant plus d'empire sur l'esprit des hommes, qu'il en est moins parmi eux qui aient la force de renoncer à l'appas des faveurs & des richesses que prodiguent les tyrans. La généralité de ceux qui paroissent nés pour être sujets, soumis à ce préjugé, met tout son intérêt à gagner la faveur des Grands par de lâches complaisances ou une basse flatterie: d'où il arrive que, s'il s'élève un esprit assez généreux pour obéir aux vrais principes de la liberté & de la justice, en exigeant d'un Despote qu'il rende compte de ses actions à la Société, il se voit à l'instant en butte à la haine & à la fureur universelle. Que les sentimens des républicains sont & doivent être différens!

Toutes les fois que Rome ou la Grece a découvert de ces zélés patriotes, ces républicques les ont comblés de gloire & d'honneurs, en leur élevant des statues, les couronnant de lauriers & les récompensant aux dépens du trésor public; leur juste admiration ne voyant rien sur la terre capable d'exprimer leur gratitude, elles ont cru devoir mettre leurs noms dans les diptiques sacrées, en les faisant honorer comme des Divinités. Une véritable connoissance de l'intérêt d'une république leur dictoit seule cette conduite, persuadées, comme chacun devoit l'être, que la liberté ne peut subsister où ne se trouve point un zèle ardent & constant pour se garantir de la tyrannie, à laquelle quelques Grands peuvent avoir occasion d'aspirer. On ne peut s'y opposer d'une maniere plus efficace qu'en assujettissant les Grands à rendre compte de la maniere dont ils ont exercé les postes honorables qui ont pu leur être confiés. Cette sage coutume a toujours été suivie dans les Etats véritablement libres, & nul autre sur la terre ne s'est assuré la jouissance de ce bonheur par loi ou par coutume, qu'autant que ses sujets ont été également enclins à la sujettion

& au bon ordre, en rendant dans le gouvernement, l'autorité successive & dépendante du consentement du Peuple. La Suisse nous offre un peuple qui jouit véritablement de sa liberté, parce qu'il n'est aucun magistrat civil ou militaire dans les cantons, qui ne soit soumis à rendre compte de ses actions dans les assemblées suprêmes de la république.

Il est aisé de conclure, après les détails précédens, que n'y ayant aucun autre moyen de conserver une république en liberté, que de rendre ses officiers comptables au public; que d'ailleurs ne pouvant y forcer ceux qui sont revêtus d'une autorité perpétuelle, sans s'exposer aux plus grandes difficultés, & sans plonger la nation dans la plus affreuse misère, suite des horreurs d'une guerre civile; & qu'enfin la révolution des chefs par un choix du Peuple, qui soit librement, régulièrement fait, étant la seule voie de rendre les Magistrats responsables au public, & de prévenir par conséquent les divisions intestines qu'enfante la tyrannie, le seul Etat libre, dans lequel la Suprême Autorité est confiée à des citoyens choisis par la généralité, l'emporte infiniment sur toute autre forme de gouvernement que ce puisse être.

---

R É P O N S E S  
AUX OBJECTIONS  
C O N T R E  
UNE ADMINISTRATION  
Q U I M E T  
LA SUPRÊME AUTORITÉ  
E N T R E  
LES MAINS DU PEUPLE.

**C**onvaincu par une lecture attentive de l'histoire d'Angleterre, que nos ancêtres avoient été tellement habitués à se soumettre aux principes sauvages de la Monarchie, qu'ils ne s'étoient jamais figuré qu'il pût y avoir une forme d'administration plus précieuse & en voyant que, depuis peu de tems, nos concitoyens leurs descendans commencent à connoître les grands biens que doit produire un Etat libre ou républicain; je me suis persuadé que rien ne pouvoit plus efficacement concourir à perfectionner en eux ces derniers sentimens, & à immor-

taliser la gloire des grands personnages qui ont entrepris de leur ouvrir les yeux, que d'exposer clairement les tristes inconvéniens & les funestes conséquences qu'entraîne toute autre forme de gouvernement, d'en déraciner les principes & de bien faire connoître au Peuple Anglois, dans ces momens où il commence à peine à respirer sous un fort plus fortuné, les vraies bases qu'il faut donner à une république, pour rendre son destin inébranlable. Heureux! si mes foibles efforts le portent à s'armer de courage & de constance pour poursuivre l'ennemi qu'il a à redouter; & si, en lui inspirant l'esprit qui doit animer tout véritable Républicain, je lui fais prendre une ferme résolution de s'opposer à tout ce qui tendra jamais au rétablissement de la Monarchie, en détruisant son faste extérieur & en se tenant toujours prêt à braver les efforts de quiconque prétendrait de nouveau les foumettre à ce joug.

C'est pour obtenir ces grands avantages, que je me suis donné tant de peine à faire voir que nulle forme d'administration n'est préférable à celle, où le Peuple, possesseur réel de l'Autorité Suprême, a seul le

droit d'en confier la manutention à des gens qu'il y appelle par un choix libre, successif & régulier; vérité que je crois avoir démontrée autant par les faits que par le raisonnement: mais à l'exposition de laquelle je croirois qu'il manque quelque chose, si je ne réfutois pas les objections que bien des gens alleguent contre mon système, en s'imaginant même pour la plupart qu'il en est dont la force est irrésistible. Quelque soit leur idée, j'entreprendrai d'y répondre dans cette seconde partie, persuadé que si, par le secours de l'exemple & de la raison, je parviens à donner à mes réponses le même degré de clarté, sous lequel j'ai fait paroître ma proposition, j'aurai enfin le bonheur de fermer pour jamais la bouche à l'ignorance, à la malice & à la flatterie, vices toujours aveuglément disposés à regarder avec horreur un Etat libre essentiellement, gouverné par le Peuple.

1<sup>o</sup>. La première difficulté que je me propose, d'après les partisans de l'autorité royale, est de voir *si l'on peut établir un Gouvernement Populaire, sans jeter l'Etat dans la confusion & sans mettre tous les citoyens au niveau?*

Je répondrai que si l'on donne à ces mots, *mettre au niveau*, la signification que l'usage y attache de nos jours, ils portent certainement une idée odieuse ; puisqu'on ne peut les admettre dans ce sens , qu'on ne jette une confusion dans tous les états , en mettant tous les biens en commun , en dépouillant les particuliers de ce qu'ils possèdent, & en donnant à tous les sujets le droit de jouir sans distinction de tout ce qui paroît à leur bienséance. Tel est aussi le but scandaleux que nos ennemis prêtent à un gouvernement dépendant du peuple, quoiqu'en effet nulle forme d'administration n'y soit plus directement opposée ; mais ils croient ne pouvoir trop la faire haïr , convaincus comme ils le sont, que si le Peuple maître de sa liberté parvient à en sentir les avantages, l'espoir qui les anime à favoriser la Monarchie doit tout-à-coup se voir anéanti, parce que c'est le plus sûr moyen d'empêcher qu'il ne se soit de concourir à faire revivre la Royauté. Que deviendroient en effet les partisans d'un Souverain, s'il n'étoit plus de citoyen qui se formât un intérêt spécial distinct de celui du public. Il est donc évi-



dent qu'un gouvernement, dont toute l'autorité réside dans des assemblées suprêmes, composées de personnes que le choix libre du Peuple y fait siéger successivement, loin d'introduire une communauté de biens préjudiciable à la généralité même, est le seul qui assure incontestablement à chaque particulier la jouissance tranquille de ceux qui lui sont propres. Peut-on en effet s'imaginer qu'un corps choisi pour représenter la nation, s'accorde dans le dessein de nuire à leurs intérêts réciproques, en se dépouillant mutuellement des droits spéciaux que chacun peut avoir? D'ailleurs dans une situation pareille, nulle décision n'est arrêtée que sur un acquiescement général; il devient donc inutile de mettre les avantages de l'un à l'abri de la disposition arbitraire des autres. Rien en effet ne seroit plus contraire au Gouvernement Populaire que d'établir une égalité générale, puisque c'est le propre de la tyrannie que de soumettre une partie des sujets à la discrétion de l'autre; & de faire dépendre les droits des citoyens d'une puissance qui peut agir sans crainte d'être contrôlée & sans demander le consentement des parties intéressées; voilà ce

qui est le moyen de détruire la propriété, & quelque couleur qu'on y donne, quelque difficulté qu'on fasse pour en convenir, on ne peut y méconnoître le malheur qui suit du système monarchique.

Mais sans m'écarter de mon sujet, il est peu de parties dans l'univers qui ne puissent démontrer que *le Gouvernement Populaire est le mieux adapté pour garantir de toute invasion les intérêts personnels*: & pour en convaincre le lecteur le plus incrédule, qu'on me permette quelques raisonnemens.

Il n'est point de sujet qui, en vivant sous un monarque, puisse regarder comme propre ce qu'il possède en vertu du titre le plus juste. Il n'a de droit à ses biens, à sa vie, à sa femme, qu'autant qu'il plait au Souverain; puisque dans l'extrémité de son esclavage il n'a aucun moyen pour l'empêcher d'exercer une autorité sans bornes. Pour se convaincre de ce que j'avance, il suffit de parcourir les annales des nations infortunées qui gémissent sous ce joug formidable. La France & toutes les autres Monarchies nous retracent chaque jour des exemples qui font voir que leurs sujets n'ont rien en propre, & que tout ce

qui paroît en leur possession dépend seulement du bon plaisir du Roi, qui peut les en dépouiller à sa volonté, ainsi qu'on l'a vu même en Angleterre. S'il est quelque Etat Monarchique où les peuples jouissent d'une certaine liberté, & d'un certain droit à leurs biens, ce ne sont que ceux dont l'administration est formée de façon à en laisser la plus grande partie entre les mains du Peuple : plus en effet la généralité partage la puissance, & plus les particuliers sont certains que personne n'attentera à les priver de leurs prérogatives.

Quel peuple fut plus maître de ses biens, conserva mieux sa liberté, que les Arragonois, tant que leurs assemblées suprêmes bornerent la volonté de leurs Rois : mais Philippe II. ne les eut pas privés de la part qu'ils avoient coutume de prendre dans l'administration des affaires, qu'ils virent, comme ils le voient encore de nos jours, leurs personnes & leurs biens soumis à la volonté ou au caprice de leurs Souverains.

On peut dire la même chose de la Monarchie Françoisse. Les sujets n'y conserverent un droit de propriété qu'autant que les assem-

blées générales de la nation subsisterent pour soutenir les intérêts du Peuple : & le plan d'y mettre tout au niveau, qu'on y a constamment suivi depuis le regne de Louis XI. a, dans un court espace de tems, dépouillé chacun de ses droits personnels, & fait voir que nul Etat dans la Chrétienté n'a travaillé avec plus de succès à mettre tous les hommes au même niveau. Si l'on parcourt l'histoire d'Angleterre, on y verra presque le même usage : tant que les Parlemens ont été fréquens, l'intérêt du Peuple fut protégé & ses biens étoient en sûreté : mais aussitôt que les Rois, pour ôter au Peuple tout concours au maniement des affaires générales, eurent discontinué de convoquer des Parlemens, on vit éclore le plan de mettre tout Anglois au niveau, & par là de le dépouiller du droit qu'il pouvoit avoir à ses propres biens. Cette doctrine fut portée à un tel excès, qu'on vit également les oracles de la religion & de la loi répéter dans la chaire & au bareau ; *que la propriété de tous les biens appartenoit au Roi ; & que dans l'Etat il n'en étoit aucun, auquel un particulier pût s'arroger un droit essentiel.* Une pareille doctrine suffit pour démontrer que le

système monarchique a tellement pour but de mettre au niveau tous les hommes, qu'il leur laisse bien peu de droits certains; & que s'il leur en reste, ce n'est que par des moyens humilians & à des conditions onéreuses qu'ils peuvent s'en assurer la jouissance.

Tel révoltant que soit cet état sous un Monarque, il ne le sera pas moins dans une administration confiée à un ou à plusieurs Seigneurs, dont l'autorité est indépendante de la volonté de la nation. Athenes fut véritablement libre, tant que ses citoyens jaloux de leurs franchises, maintinrent la succession des membres dans leurs assemblées souveraines; & par-là ce qu'ils avoient leur appartenoit en propre; mais en se laissant dépouiller du premier privilege, ils perdirent ce dernier avantage. Sans chercher à percer l'obscurité du regne de leurs Rois, personne n'ignore qu'ils substituerent à ces Souverains, un chef sous le nom de gouverneur, qui tenoit sa dignité à vie, & dont la conduite étoit soumise à l'examen de neuf personnes; cependant leur sûreté y parut si mal assurée, qu'ils attriburent la même constance de pouvoir à dix directeurs unis, qu'ils furent

obligés de déposer ensuite, leur patience épuisée ne pouvant soutenir le joug plus long-tems. Trente citoyens revêtus de la même autorité ne firent qu'aggraver les maux de la nation: cette multiplicité de tyrans ne faisoit voir que confiscations, proscriptions ou échafauts: un simple de leurs caprices decidoit des biens, de la vie ou de la liberté de leurs compatriotes, sans s'inquiéter même de donner une ombre de justice aux différens traits que dictoit leur barbarie. Les gémissemens porterent à la révolte, & les Athéniens ne virent de ressources que dans l'établissement d'une république; persuadés qu'ils ne trouveroient de terme à leurs maux, qu'en remettant la Suprême Autorité dans les assemblées générales de la Nation.

On m'objectera sans doute que cette nouvelle forme d'administration, vit naître dans Athenes des divisions qui causerent de grands maux: mais quiconque lira attentivement l'histoire de cette république, sera facilement convaincu que ces erreurs n'eurent lieu, qu'autant que les citoyens s'éloignerent des règles qui pouvoient seules maintenir leur liberté, en permettant que l'autorité fût trop

trop longtems continuée entre les mains de certains particuliers, qui furent mettre cette prolongation en usage pour se former des partis favorables à leur ambition. Le peuple se partagea, le murmure éclata, & le trouble prit la place de l'union & de l'ordre. Telle fut la source des malheurs d'Athenes sous un gouvernement populaire, & telle sera toujours celle de la dissolution insensible de toute république.

Ce fut aussi le sort des Lacédémoniens gouvernés d'abord par un roi, ensuite par deux, pris dans des familles différentes, qu'ils voulurent encore assujettir à la censure des Ephores ; ils n'en virent pas moins que, quelque restriction qu'on puisse mettre à un pouvoir toujours subsistant, il ne tend qu'à traiter les sujets d'une manière également injurieuse ; & ils furent obligés de réclamer leur liberté. Formés en république, leur état fut heureux, jusqu'à ce qu'entraînés par les mêmes erreurs qui avoient perdu les Athéniens, les grands trop autorisés, jetterent parmi eux la dissention, & enfin se frayerent une voie à la tyrannie, ce qu'exécuterent successivement Manchanidas & Nabis.

Si Rome, après avoir chassé ses rois, & établi une nouvelle forme de gouvernement, n'eût pas déposé son autorité entre les mains d'un Sénat toujours subsistant, elle auroit plus efficacement travaillé au bonheur & à la tranquillité de ses Peuples ; les Décemvirs n'auroient pu faire revivre le joug insupportable des Rois, auquel cette ville ne put se soustraire enfin, qu'en formant une République dont la souveraineté résidoit dans des assemblées générales, composées de gens qu'un choix régulier & légitime y appelloit successivement. Ce fut alors, & seulement alors, que les Romains durent se flatter de jouir des biens qui leur étoient propres, & d'en avoir l'entière disposition. Quel état fortuné ! mais hélas ! semblables aux républiques d'Athènes & de Lacédémone, Rome ne s'en conserva la jouissance qu'autant que, fidèle à suivre les vrais principes d'un Etat libre, elle maintint la succession des emplois : dès qu'elle commença à continuer l'autorité de quelques particuliers, elle se vit déchirée en factions, dont les Chefs orgueilleux se servirent pour la rendre esclave ; & ses habitans par ces moyens odieux, qui n'auroient pu réussir sans



leur concours criminel, perdirent leur liberté longtems avant que de reconnoître la tyrannie impériale. Ce fut ainsi que Cinna, Silla, Marius, & tant d'autres jusques à César, animés de ce principe, abusèrent du crédit qu'ils avoient sur le Peuple, pour obtenir qu'on continuât l'autorité entre leurs mains : on vit dès-lors l'administration changer tout-à-coup à leur gré : l'idée même de liberté ne pouvoit plus se conserver au milieu des supplices, des proscriptions, des emprisonnemens & des amendes, auxquels étoient exposés ceux qui paroissoient vouloir s'opposer aux projets des tyrans. Cette politique infernale, qui mettoit tous les citoyens sur un pied égal, fut uniformément mise en pratique par tous les usurpateurs qui précéderent César. Celui-ci se servit de l'affection que lui portoit le Peuple, pour faire continuer la Souveraine Autorité entre ses mains, jusqu'au moment où il se crut suffisamment affermi, pour s'en assurer l'exercice perpétuel, sous un titre nouveau à la vérité; mais qui n'opéra pas moins infailliblement la ruine totale de la liberté romaine.

Tel fut le sort de Florence. Soit en effet

que cette ville fut entièrement soumise, ou aux Grands en corps, ou à un seul Chef, tels que le furent Goderino & le moine Savanorala, soit que la faveur du Peuple en 1569. mit Cosme en état de l'ériger en duché, elle n'a jamais dû ses maux qu'à l'imprudence de prolonger trop longtems ses officiers dans l'exercice de leurs emplois.

La même erreur détruisit la république de Pise, en l'exposant à devenir la proie de divers usurpateurs.

Personne n'ignore que Mantoue ne perdit les droits de ville libre sous la protection de l'empire, qu'en négligeant de maintenir la succession régulière qui donnoit entrée dans les assemblées souveraines, pour remettre l'autorité aux familles, que leur crédit ou leurs richesses rendoient les plus considérables. Inquiets sous ce joug onéreux, ils cédèrent aux premiers efforts d'un nommé Pafferimo, qui fut se conserver si longtems la puissance, qu'il se vit enfin capable de tout soumettre à son caprice, sans avoir égard au rang ou à la naissance. Il poussa enfin la tyrannie à un tel excès, que ce peuple gémissant n'entrevit de bonheur qu'en chan-

geant d'esclavage. Réduit au désespoir il déféra en 1327. la direction des affaires à Gonzague avec un droit héréditaire dans sa famille, que l'empereur Sigismond éleva à la dignité de Marquis, qu'en 1569. Charles V. déclara Duc de Mantoue, & que Ferdinand en 1663. nomma Vicaire général de l'empire, pour mieux affermir sa souveraineté.

Ces exemples portent à conclure qu'on ne peut trop redouter le gouvernement monarchique, sous quelque forme qu'il se présente ; & qu'une république dont la suprématie réside dans des assemblées de citoyens que le choix du peuple y fait succéder, loin d'introduire l'égalité & de détruire le droit de propriété, est l'état le mieux adapté à la conservation de la liberté, & celui qui s'opposera toujours avec le plus de succès aux vues ambitieuses des sujets qui aspirent à la Monarchie : lorsque celle-ci sous toutes ses formes n'aura jamais l'espoir de se soutenir, qu'autant qu'elle parviendra à mettre tous ses sujets au niveau.

La seconde partie de la première objection accuse le Gouvernement Populaire d'engendrer la confusion : parce que tout citoyen a le droit

d'être élu membre des assemblées supérieures, comme il a celui de concourir au choix de ceux qui doivent les composer.

Pour donner à ma réponse toute la clarté qu'elle exige, je prie de considérer que la république doit être envisagée sous deux états différens; ou lorsqu'elle a acquis une situation tellement ferme & solide, qu'on soit en droit de supposer que tous ceux qui la composent ne désirent que sa conservation; ou quand à peine échappée des horreurs d'une guerre civile, elle commence à s'élever sur les ruines d'une ancienne forme de gouvernement, qui doit avoir des partisans: car, dans ce dernier cas, on ne peut se déguiser qu'elle renferme des gens portés à s'opposer à son agrandissement.

Si la république est établie sur des fondemens solidement assurés par le tems, & qu'elle puisse croire qu'elle n'a que des citoyens attachés à sa constitution, elle leur doit sans doute accorder à chacun sans distinction, le droit, & de choisir ses Souverains, & d'en partager la dignité, du moins autant que la prudence & la raison lui permettent de les en juger dignes. Il est certain qu'on ne peut

trop consulter les loix de la sagesse pour, dans de pareilles circonstances, déterminer l'étendue plus ou moins grande qu'on peut donner à ce privilege, & j'entreprendrai d'autant moins de la fixer, que la nature des affaires, de la position & des intérêts de la nation a seul le pouvoir successif de la prescrire.

Si au contraire la république se trouve nouvellement constituée, sur les débris d'une ancienne administration, qui n'a cédé qu'après avoir opiniâtrément déchiré le sein par une guerre civile: quoiqu'alors même elle ne doive point établir de distinction entre les hommes, je pense néanmoins que, si elle accorderoit au parti subjugué la puissance de nommer ceux qui doivent avoir la puissance suprême, ainsi que le droit d'être admis à la partager, ce seroit non seulement ôter la balance qu'exige la politique, mais s'exposer elle-même à être bientôt infailliblement renversée par la confusion que jetteroit un mélange monstrueux d'intérêts opposés.

Différentes raisons peuvent prouver qu'il est de la justice de ne point rendre participans des droits du Peuple, ceux qui se voient

forcés de les reconnoître par le fort des armes à la fin d'une guerre civile. Leur accorder ce privilege, ce seroit les mettre dans la possibilité de fusciter de nouvelles brouilleries qui, en causant des divisions, exposeroient de nouveau la liberté générale. A ce motif, que je conviens être de pure convenance, on doit ajouter un raisonnement que prête l'équité qui fonde la loi des nations. Ceux qui ont osé combattre pour favoriser l'orgueil des Tyrans & trahir les intérêts du Peuple, ne peuvent être regardés comme faisant partie de ce Peuple, mais comme des esclaves obligés de subir le joug que les vainqueurs veulent leur imposer. En s'élevant contre la majesté du Peuple, qu'il étoit de leur devoir de maintenir, ce sont des traîtres qui ont perdu tous leurs droits & tous leurs privileges; si donc ils sont assez heureux pour qu'il arrive un tems où l'on consente à leur en restituer quelques-uns, ils ne pourront jamais en jouir comme d'avantages dérivés de leur naissance, mais comme des graces spéciales qu'aura bien voulu leur accorder la bonté du Peuple.

Nous avons un exemple de cette sévérité particuliere dans les républiques de l'ancien-

ne Grece. Si d'un côté elles avoient grande attention à ne point accumuler les dignités sur ceux qui avoient fait de grandes actions ou beaucoup souffert pour maintenir leur liberté; de l'autre elles punissoient avec la dernière rigueur ceux qui entreprenoient d'envahir cette liberté ou qui, de quelque manière que ce fût, paroissent vouloir attenter à sa conservation. Ces derniers étoient-ils connus ou soupçonnés? leur vie & leurs biens étoient en danger, & s'ils avoient le triste bonheur de prolonger leurs jours, ce n'étoit que pour les passer dans un dur esclavage. On y a souvent vu ces malheureux poursuivis jusqu'après leur mort, la république attachant à leur mémoire, une marque éternelle d'infamie.

Rome montra à la vérité plus de douceur à l'égard de ceux de ses citoyens qui, après l'expulsion des Tarquins, s'en déclarerent partisans: mais elles ne les mit pas tout-à-coup en jouissance des privileges que le titre de républicains leur donnoit. Elle changea de conduite dans la suite des tems, & toutes les fois que les Romains virent leur liberté en danger, ils en bannirent les ennemis, & les

dépouillèrent de leurs biens, sans avoir dans ce cas plus d'égard pour un Sénateur que pour le dernier des particuliers, qui tous indifféremment étoient hautement déclarés incapables de posséder par la suite aucune dignité dans la république. Tous les complices de Catilina, qui parurent mériter son ressentiment, subirent le même sort, qu'auroient sans doute éprouvé les partisans de César, si ce traître heureux n'avoit subjugué tous ses adversaires. Milan, & les autres Etats d'Italie, la Suisse & la Hollande, agirent avec la même vigueur contre ceux de leurs sujets qui, sourds à la voix de la nature, donnerent les mains aux projets violens, ou entrèrent dans des conspirations qui tendoient à étouffer leur liberté naissante. Cette conduite ne peut surprendre; car si la loi des nations permet d'exercer les droits de conquête sur un étranger vaincu, que la justice & la raison rendent ennemi légitime; à combien plus forte raison une république doit-elle le faire valoir contre ceux de ses enfans qui, oubliant les devoirs que leur prescrit la nature, commettent des actions d'autant plus détestables, qu'elles tendent à détruire la liberté de leur pays natal.



Lorsque l'on voit qu'un Gouvernement Populaire établi sur les trophées d'une guerre civile, a toujours exercé sa vengeance sur la vie des conspirateurs ; & qu'à la fin d'une pareille guerre heureuse , le Peuple a toujours fait paroître une résolution ferme de faire valoir sur eux le droit légitime de conquête , en les privant de toute part à l'administration, il en faut nécessairement conclure, que dans ce cas comme dans le premier, une république est si éloignée d'établir pour première base, une égalité parfaite entre tous les citoyens , que ses Zélateurs la voient à peine respirer , qu'ils s'appliquent entièrement à se rendre seuls arbitres de sa conservation , comme le seul moyen de prévenir que les anciens intérêts , en faisant naître la confusion , ne la plongent dans de nouvelles guerres.

29. *La succession des membres dans les assemblées populaires, paroît à nos adversaires sujette à de grands inconvéniens , parce qu'on ne peut raisonnablement espérer que ceux , que chaque élection y introduit pour la première fois, aient ce jugement & cette expérience que requiert la direction des affaires d'Etat.*

Comme la liberté ne peut subsister sans cette succession, je crois devoir répondre à cette objection, avec autant de précision que d'exactitude. Qu'on observe donc que tout gouvernement a deux choses à régler, *acta imperii & arcana imperii*, c'est-à-dire, les actes d'Etat & les secrets d'Etat.

Les premiers comprennent les loix & les ordonnances qui appartiennent à la puissance législative; choses qui doivent le plus influencer sur le malheur ou le bonheur de la république, puisque seules elles peuvent prévenir les tentatives contraires à son autorité, arrêter les abus & empêcher les désordres qui peuvent être préjudiciables à sa conservation. Cette partie qui ne concerne que les griefs publics, n'exige certainement que du sens commun pour être dirigée, & est d'autant plus à la portée du Peuple, qu'il connoit mieux le mal qu'il en ressent. Pour connoître & passer la loi propre à le soulager, il ne faut, ni une grande étendue de connoissance, ni un jugement profond, il suffit que la nature éclaire l'esprit; ainsi ce premier ouvrage est proportionné à l'intelligence du Peuple uni dans ses assemblées.

suprêmes, & la succession régulière qui doit les former, n'expose, à cet égard, la république à aucun danger.

Quant à ce que les politiques appellent *arcana imperii*, ou secrets d'Etat qui sont la partie exécutrice du gouvernement, lorsque les assemblées suprêmes sont suspendues, comme ce sont des choses qui sont d'une nature au-dessus de l'intelligence du commun des hommes, & qui requierent dans ceux qui doivent en avoir soin, du tems, de la sagesse & de l'expérience pour se rendre capables de les diriger; on doit avouer qu'il convient d'en continuer la disposition; du moins, quant au droit de donner conseil ou de faire justice, plus ou moins longtems à ceux qui y sont exercés, selon qu'on a lieu d'être satisfait ou mécontent de leur conduite. Il n'est point douteux que, sans violer les loix de la prudence, on ne puisse à cet égard prolonger à volonté la puissance de quelques grands officiers de l'Etat, puisqu'il sera facile aux assemblées générales de les rendre responsables des erreurs qu'ils pourroient commettre. Mais on doit se conduire bien autrement, dans les circonstances où il

n'est question que de prononcer sur des matieres importantes & d'une discussion si aisée, que la simple raison y sert de guide suffisant : dans ce cas, les assemblées supérieures ne voient rien au-dessus de la capacité du plus simple de leurs membres, dont aucun ne doit être dépositaire de la confiance de la généralité, qu'autant que la nécessité l'exige. Il est avantageux que ce but rempli, ils rentrent tous sur les rangs du Peuple, pour les obliger à se soumettre & à se conformer aux loix, à la formation desquelles ils ont dû concourir. Il n'est point en effet de voie plus sûre de les rendre juges équitables de leur conduite passée, que de les mettre dans le cas d'éprouver les bons ou les mauvais effets qui en doivent résulter. Qu'on détruise cette succession, il n'est plus de moyen de réparer les fautes des administrateurs, puisque les assemblées supérieures forment un tribunal sans appel; & les membres ne redouteront jamais d'abuser de leurs places, qu'autant qu'il dépendra du Peuple de les en faire descendre dans des tems fixes & limités, pour leur donner des successeurs, qu'il aura élus régulièrement sous les mêmes conditions.

Comme dans la première partie j'ai démontré la vérité de cette assertion, autant par le raisonnement, que par des faits incontestables, je n'ajouterai ici que peu de mots pour achever de convaincre les incrédules. On fait qu'Athènes, en admettant le Gouvernement Populaire, soumit le jugement des griefs & leur réparation aux assemblées suprêmes de la nation, dont les membres étoient toujours élus de façon à y conserver une succession régulière; & que cette république avoit en outre un conseil toujours subsistant, connu sous le nom d'Aréopage, auquel seul il appartenoit de discuter les secrets d'Etat, & de tenir la main à l'administration pendant la vacance des assemblées générales, auxquelles il devoit compte de ses actions dès qu'elles étoient réunies: or les personnes qui entroient dans ce conseil, n'y étoient conservées ou n'en étoient exclues, qu'autant que le Peuple jugeoit avoir des motifs suffisans de le faire.

Sparte suivit la même conduite, & Rome n'eut pas autorisé ses assemblées successives à faire les loix qui intéressoient le gouvernement, que ne sçachant par quelle voie détruire le droit héréditaire qui donnoit entrée

au Sénat, elle résolut de permettre à ceux qui le composoient de former dans la république par eux & par leurs descendants un conseil toujours subsistant, mais soumis à la censure des assemblées populaires, qui conservoient une telle autorité sur ces Sénateurs qu'elles en dégradèrent quelques-uns & en condamnerent d'autres au bannissement. Par cette union prudente, le Peuple se ménageoit l'heureux avantage de mettre en usage les talens des Sénateurs, & de rendre inutiles les projets que l'ambition pouvoit leur suggérer. On vit la même forme d'administration subsister à Florence, tant qu'on y conserva le système républicain.

La Hollande & la Suisse ont des assemblées suprêmes, dont les citoyens éprouvent un bien infini, sans que les affaires générales souffrent des changemens fréquens que l'élection du peuple met parmi leurs membres. C'est à cette succession suivie qu'ils doivent & la conservation de leur liberté & la sagesse de leurs loix. Quant à l'exécution de celle-ci, & à la discussion des affaires d'Etat, l'une & l'autre sont confiées à un conseil que la Souveraineté choisit, & auquel

auquel elle a droit de faire rendre compte. C'est par cette sage conduite que ces républiques se trompent rarement sur leurs véritables intérêts : & on doit convenir qu'elles y sont d'autant moins exposées qu'elles apportent plus de soins & de prudence à nommer ceux qu'elles placent dans ce conseil ou qu'elles jugent à propos d'en faire sortir.

Tous ces détails font aisément appercevoir de quelle futilité est l'objection qu'on vouloit faire valoir, contre l'ordre merveilleux qui fait dépendre, d'un choix successif & régulier, la formation des assemblées suprêmes, puisqu'il n'est aucune forme d'administration, sous laquelle les affaires d'Etat puissent être mieux, pour ne pas dire, aussi bien dirigées.

3°. *Les ennemis du Gouvernement Populaire prétendent qu'il nuit à la tranquillité publique par les mécontentemens, les divisions & les tumultes auxquels il donne souvent sujet.*

On ne peut détruire cette objection qu'en considérant attentivement les causes de ces mouvemens ; car il sera impossible de les bien connoître, sans être convaincu qu'on ne peut les attribuer à aucun défaut essentiel au

Gouvernement Populaire. Qu'on me suive & je vais exposer celles que l'expérience a manifestées.

La principale source de mécontentement dans un Etat libre, est lorsque quelque membre de la communauté s'arroe une portion de puissance ou de privilege, qui le met ou la famille en état de s'agrandir ou de paroître avec plus d'éclat, qu'il ne convient à un citoyen ordinaire. C'est ce que Tite-Live fait voir dans son histoire des Romains. Ils chasserent les Tarquins, mais en laissant toute l'étendue de la puissance royale entre les mains des Sénateurs, pour être possédée par leurs descendants ; ils préparèrent dès lors la source des mécontentemens & des tumultes, que le Peuple ne pouvoit manquer de faire éclater un jour. Si Brutus avoit rendu Rome réellement libre en la déclarant telle, ou si par la suite les Sénateurs avoient imité la conduite de Publicola & de quelques autres aussi équitables que lui, on auroit ôté pour jamais aux Romains tout sujet de mécontentement. Mais quand le Peuple vit ces Sénateurs affecter une pompe extérieure qui dénotoit une supériorité toujours révoltan-



te; quand il éprouva qu'au lieu du fort libre qu'on lui avoit promis, il étoit accablé sous le poids de la grandeur qui accompagnoit ses chefs : quand privé des privileges qui devoient être communs, il s'aperçut qu'il ne pouvoit prétendre à aucune dignité, & que les Sénateurs dédaignoient de s'allier avec lui; quand enfin, pour combler tous ces maux, il se vit dépouillé de ses biens, sans ressources pour se fournir les besoins nécessaires à la vie, & sans espoir de s'affranchir d'un état si accablant, ce fut alors qu'il s'abandonna au murmure, qui produisit bientôt un soulèvement, qu'on ne put appaiser qu'en lui laissant le pouvoir de borner la tyrannie des Grands, en lui permettant de former des assemblées suprêmes de la nation, dont lui-même choisiroit successivement les membres.

L'histoire fait voir que le second motif qui, dans un gouvernement libre, peut exciter, parmi le Peuple, le murmure & la sédition, est lorsqu'il s'aperçoit que ceux qu'il s'est donné pour chefs, ne le traitent pas selon que la justice lui paroît l'exiger. Denis, en affectant de travailler à assurer la liberté

des Peuples de Siracuse, obtient d'en être nommé Général : mais en découvrant, par l'usage qu'il fait de la puissance qui lui est confiée, qu'il a un but bien différent de celui qui lui a servi de prétexte pour son élévation, il excite l'indignation du Peuple, dont il devient la victime, sans que la juste colere des Siracusains puisse être apaisée que par l'expulsion de son fils qui, à son exemple, s'étoit rendu indigne de ses glorieuses prétentions.

Sparte éprouva le même destin : tant que son Peuple eut la principale part dans l'administration, cette république fut assez tranquille : mais la dissention y étala ses horreurs, dès que les citoyens s'apperçurent que leurs chefs, en abusant de leur crédulité, travailloient en secret à les dépouiller de leur liberté pour les réduire sous la tyrannie de Manchanidas & de Nabis.

Je ne disconvienrai pas qu'on ne puisse sans gémir contempler les anciens Romains, même sous le Gouvernement du Peuple, sujets au murmure, & tellement portés à la mutinerie, qu'on les vit souvent fermer leurs boutiques, quitter leur commerce, & sortir de leur ville, qu'ils laissoient à l'abandon :

mais si Athenes donna ce même spectacle, ce fut par un semblable motif que ces deux républiques agirent d'une façon qui paroît si inconfidérée. On doit en effet avouer que le Peuple aime naturellement une vie aisée & paisible : mais ce même principe le porte aux extrêmes opposés, quand l'abus que les Grands font de leur pouvoir a enfin épuisé sa patience. C'est ce qui lui arrive aussi, lorsqu'un de ses chefs ou de ses égaux, se servant de prétextes spécieux pour ménager sa bonne volonté, est parvenu à un degré de puissance qui le rend maître de changer de conduite. Ce fut ainsi que le Patricien Sylla & le Plébeyen Marius paroissant extérieurement ne travailler que pour le bien du Peuple, parvinrent à s'obtenir une autorité formidable : mais dès qu'on s'aperçut que leur gouvernement devenoit arbitraire, le Peuple les regarda comme déchus des droits qu'ils avoient usurpés ; & la juste vengeance qu'on voulut prendre de leur conduite ayant rempli Rome de sang & de carnage, les ennemis du Gouvernement Populaire que l'avarice attache aux intérêts des princes, n'ont rien épargné pour en rejeter l'infamie sur l'administration

populaire. Si le regne de César fut suivi de tant d'actions dont la cruauté révolte un esprit sensible, ce n'est pas au Peuple qu'il faut les attribuer, mais à ce Prince qui y donna lieu en se rendant indigne de la puissance qu'il avoit obtenue, en paroissant ne vouloir que soutenir & défendre les droits du Peuple.

Le troisieme motif qui peut porter un Peuple libre au murmure & à la sédition, c'est de sentir que ses chefs le tiennent sous l'oppression. Le Peuple, je le répète, n'ambitionne qu'une vie tranquille, content s'il jouit librement des douceurs de l'état où la providence l'a placé: mais s'il reconnoît que les dépositaires de sa confiance en abusent pour le tromper & lui imposer un joug trop rigoureux, semblable aux vagues de la mer que le rivage restreint, il se souleve avec violence, franchit avec fureur les barrières que la justice lui prescrit & renverse tout devant lui.

En un mot, qu'on parcourt les annales de tous les Etats, il sera impossible aux plus grands ennemis de la liberté, d'y découvrir une sédition qui ait eu pour motifs les défauts essentiels d'un Gouvernement Populaire: mais en pénétrant les raisons de toutes

celles qui sont arrivées, on se persuadera facilement que le Peuple y a été entraîné par l'adresse de quelques personnages qui, sous l'apparence de procurer son avantage, le rendoit l'instrument dont ils avoient besoin pour faire réussir leurs vues particulieres, en attendant à la liberté publique.

Qu'on admette, si l'on veut, que le Peuple a une pente naturelle à la sédition, du moins conviendra-t-on que les inconvéniens qui en résultent, n'ont jamais les excès qui suivent ceux qu'enfante la tyrannie des Monarques & des Grands: voici les trois principaux que produisent les révolutions populaires.

Premièrement, si le Peuple prétend s'y venger de quelqu'un, sa colere n'aura en vue que quelques particuliers, qui pour la plupart doivent être assez coupables pour l'exciter; tels que les trente Chefs des Athéniens, les Décemvirs de Rome, & tant d'autres audacieux, que le Peuple immola à sa fureur.

Secondement, les commotions que le Peuple excite dans l'Etat ne sont jamais de longue durée, c'est un éclair qu'un instant voit naître & disparoître, & pour appaiser une populace irritée & la faire rentrer dans

son devoir, il ne faut souvent qu'un discours pathétique & persuasif, comme celui de Menenius Agrippa, ou la présence de gens tels que Virginius & Caton dont la réputation, la probité & l'honneur décident la confiance.

Troisièmement, si la fin des émotions populaires a souvent été la ruine de quelques individus, il est rare que cette fin déplorable n'ait tourné à l'avantage de la Généralité. Rome & Athenes en éprouverent, & elles servirent à tenir les Grands en garde contre les injustices qu'ils pouvoient commettre; à donner aux citoyens des idées relevées de leur propre grandeur & de leur liberté, qui servoient ordinairement à augmenter leur puissance; enfin ce fut par ces moyens que les républiques parvinrent, ou à se procurer des loix avantageuses, ou à augmenter les privilèges & les franchises de leurs Peuples, ou à obtenir la confirmation de ceux que les Nobles désiroient de leur enlever: ce fut en effet à la suite de pareils mouvemens, que Rome obtint la loi des douze tables qui lui fut apportée d'Athenes; l'érection des Tribuns & l'établissement de ses assemblées suprêmes.

Quelle différence dans la source, la conduite & la fin de tout soulèvement qu'excite le pouvoir d'un Monarque ou des Grands dont les dignités sont héréditaires ! Opiniâtres dans leurs avis , & inébranlables dans leurs projets, les maux qui en résultent offrent bien moins de ressources. C'est d'ailleurs la communauté entière qu'ils attaquent, & la désolation qu'ils causent en devient générale. Enfin la fureur des partis puissans qui se déchirent, n'a pour but que l'oppression du Peuple , & ne finit ordinairement que lorsqu'on l'a entièrement privé de ses droits & de ses avantages.

On ne peut s'empêcher de conclure, après cette union d'arguments solides, que le Gouvernement Populaire , loin d'engendrer nécessairement des révoltes, n'en auroit jamais produit, selon même ce qu'atteste l'histoire, si le Peuple ne se fut laissé séduire par les artifices de personnages puissans qui aspireroient à le rendre esclave.

4°. *Les partisans de la Monarchie disent que la souveraineté qui réside dans les assemblées du Peuple , ôte toute sûreté aux citoyens recommandables par leurs services ou par leurs richesses ; car*

*il n'en est point , disent - ils , ou le Peuple ne s'arroge le droit d'accuser devant son tribunal qui il lui plait , & de ne rien épargner pour rendre le prétendu criminel victime de la calomnie , lorsqu'il ne peut l'être de la justice.*

La calomnie, étant la ressource d'un ambitieux qui emploie les fausses accusations, les rapports injurieux pour s'élever au-dessus de ses semblables, exerce ses fureurs sous telle forme d'administration que ce soit : mais elle a certainement moins d'occasions dans celle qui est entre les mains du Peuple que dans toute autre. Les Monarques, ou le tribunal des Grands héréditaires en font d'autant plus d'usage, que toute leur politique ne tend qu'à abaisser, éloigner, & ruiner ceux qui paroissent contraires à l'exercice de leur autorité, ou à l'exécution de leurs desseins. Ils entretiennent à cet effet des gens à leurs gages, prêts à servir leurs désirs. C'est ce que prouve, presque dans tous les tems, l'histoire des Grands & des Souverains; aussi Aristote & ses commentateurs ont-ils spécialement mis *inter flagitia dominationis*, le droit de faire servir la calomnie à leur vengeance, comme un des privilèges particulièrement attachés au Gouvernement des Grands.



L'Etat Romain dans sa corruption en fournit un exemple frappant; on y vit en effet non seulement les Décemvirs, mais tous ceux qui après eux s'emparèrent de la toute-puissance, avoir toujours à leur suite une troupe de délateurs, de calomniateurs & de témoins à gages, qui les missent en tout tems en état de s'assurer des citoyens qui étoient inclinés à défendre ou à soutenir la liberté du Peuple; conduite que l'on vit constamment imitée par tous les empereurs. Si quelques faits particuliers permettent d'imputer la même faute au Gouvernement de ce Peuple, tant que la Souveraineté a résidé dans ses assemblées générales, du moins ne pourra-t-on point dire que ce fût une coutume suivie. On y a vu, je l'avoue, d'illustres commandans, respectables par les grands services qu'ils avoient rendus à leur patrie, cités ensuite au tribunal du Peuple pour s'y justifier d'accusations portées contre eux; ou qui par l'étendue du pouvoir qu'ils s'étoient acquis, se rendirent suspects ou onéreux à la république, & qui comme tels, ainsi que les deux Scipions, reçurent ordre d'en sortir.

On voit dans la république d'Athenes,

Alcibiade, Themistocles & d'autres grands hommes, par la pompe de leur extérieur, ou par une conduite peu mesurée, exciter tellement la crainte & la jalousie de leurs concitoyens, qu'ils furent condamnés au bannissement, malgré les grands services qu'ils avoient antérieurement rendus. Je conviendrai que, si les loix fondamentales d'un Etat libre avoient été strictement & invariablement observées, soit en maintenant une succession régulière dans l'exercice des grandes charges, soit en retenant les particuliers dans une égalité qui leur prescrivît la modération, on auroit mis les uns en garde contre les mouvemens de l'ambition, & on auroit épargné aux autres la nécessité de redouter leur puissance. Cette seule précaution auroit empêché que les partisans de la Royauté ne trouvassent dans l'histoire le prétexte même éloigné de l'accusation qu'ils forment ici contre le Gouvernement Populaire. Mais il n'en est pas moins certain que cette dernière forme d'administration fomenté moins l'usage de la calomnie qu'aucune autre.

En avouant qu'un républicain peut citer les Grands devant l'assemblée de la Nation, je

soutiens que cette liberté est si essentielle à la conservation de l'Etat, que comme sans la maintenir, le Peuple ne peut faire rendre à ses officiers compte de leur conduite, il suit qu'en la perdant, la vie, les biens, & la liberté des particuliers cessent d'être en sûreté. Les deux raisonnemens suivans vont mettre mon assertion dans tout son jour.

Il est constant que ce qui a pu rendre les Rois & les autres Potentats héréditaires assez hardis pour empiéter sur les droits des Peuples, c'est que l'autorité sans limites dont ils jouissent, assure l'impunité de leurs fautes, parce que leurs sujets sont privés du droit d'en former contre eux une accusation juridique. Dans cet état le Peuple d'une part doit nécessairement languir sous un joug qu'il lui est impossible de secouer, & les Grands, de l'autre, qui ne redoutent aucun châtimement, accroissent sans cesse la misère publique. Un Etat Populaire n'aura jamais de principes solides, qu'en conservant à ses citoyens la liberté d'accuser leurs chefs, qui se voient ainsi toujours dans le cas de rendre compte de leur conduite. Aucun n'aura dès lors la témérité d'envahir les privilèges

des fujets ; & s'il en étoit qui le fissent, il seroit aisé de mettre un frein à cette audace, en les destituant. Pourroit-on douter de la vérité de cette excellente maxime politique : *maximè interest reipub: libertatis, ut libere possis civem aliquem accusare* ; il importe infiniment à la liberté d'une République que son Peuple ait le droit d'appeller tout citoyen en justice.

Ce privilège paroît d'ailleurs nécessaire, parce qu'il n'est aucun autre moyen d'obtenir la réparation des injustices que peuvent commettre les gens en place. Seul il a la force d'éloigner l'envie, la jalousie & les soupçons, qui naissent naturellement & qui fermentent avec violence dans le cœur de tout homme, qui doit obéir à un supérieur, qui ne doit aucun compte de ses actions. Les Peuples ne s'en sont jamais vus privés, sans se porter à des excès dont l'absurdité fait gémir : ils cherchoient un soulagement à leurs maux, & n'en voyoient que dans des ressources funestes qui semoient la division dans l'Etat & entraînoient souvent la ruine de l'intérêt public. C'est à la privation de cette liberté qu'on doit attribuer la plupart des séditions arrivées dans l'ancienne Rome.

La puissance des Décemvirs, étant à l'abri de toute censure, porta le Peuple qui en étoit victime à se soulever tout-à-coup, & à venger sur eux les outrages dont il n'avoit pas la liberté de se plaindre. Ces Souverains absolus ne furent pas détruits, & l'érection des Tribuns n'eut pas donné au Peuple la facilité de poursuivre tout citoyen coupable ou soupçonné, qu'on ne le vit plus sujet à aucun de ces emportemens, chacun étant satisfait d'avoir une voie régulière d'obtenir la réparation de ses griefs. Coriolan en offre un exemple bien convainquant. Le Peuple croit avoir raison de se plaindre de lui, mais dans la crainte que l'amitié des Grands ne le dérobe à la justice, il se détermine à l'immoler à sa vengeance. On l'attend à la sortie du Sénat, & il alloit être mis en pièces, lorsque les tribuns parurent & appaîsèrent la fureur de ce Peuple, en lui promettant d'écouter ses plaintes, & en fixant le jour dans lequel il devoit comparoître à cet effet. Si en accordant au Peuple cette ressource équitable, on n'avoit pas empêché ce grand homme, à quels tristes accidens la république n'auroit-elle pas été exposée, par les excès qu'on de-

voit redouter de ceux qui prenoient intérêt à son sort. Il est un tribunal pour le juger, & tous ces malheurs sont évités.

L'histoire de Florence rapporte que Valerius ayant usurpé la puissance en détruisant la république, imposa à ses sujets un joug si onéreux, que le Peuple ne voyant, dans la justice ordinaire, aucun expédient capable d'arrêter les excès auxquels il se portoit, se détermina à recourir aux armes & remplit la ville de sang & de carnage. Ces moyens violens plongèrent les citoyens dans la plus affreuse misère, à laquelle ils n'auroient jamais été exposés si, maîtres de citer leurs chefs en justice, ils avoient été dans l'heureuse puissance de forcer celui-ci à rendre compte de sa conduite.

Soderino parvenu par la même voie à abuser aussi impunément de l'autorité, jetta les Florentins dans un tel désespoir, qu'ils implorèrent le secours des Espagnols, qui ne tarderent pas à leur faire voir que le remède auquel ils avoient eu recours étoit plus dangereux, que le mal dont ils se plaignoient, car s'ils renversèrent le tyran, ils anéantirent en même tems la république. Florence  
n'auroit

n'auroit jamais donné cette occasion de dépouiller ses habitans de leurs privileges ; si ceux-ci avoient constamment maintenu le droit d'appeller leurs officiers devant des juges chargés de prononcer sur leur conduite. Ils eussent pu, sans secours étranger, réprimer l'audace de Soderino , & en le déposant, s'il étoit nécessaire , conserver leur liberté.

Il paroît donc que la calomnie a moins d'occasions de s'exercer dans un Gouvernement Populaire, que dans tout autre ; que d'ailleurs il est d'absolue nécessité pour le bien-être & le soutien d'une république, qu'elle se conserve en tout tems un tribunal légitime, chargé d'entendre les plaintes & de prononcer sur les accusations que le Peuple peut avoir à faire contre tel citoyen que ce soit. Il reste donc à conclure que la quatrième objection, que les Royalistes font contre le Gouvernement Populaire, n'est d'aucun poids, & qu'elle ne doit en aucune façon altérer la vénération, que mérite un Etat libre, dont la Souveraineté réside dans les assemblées de la Nation.

5°. Ce Gouvernement , ajoutent ces partisans  
Tome VI. S

*d'une autorité permanente est dangereux , parce que le Peuple , qui en est le chef , est naturellement factieux , inconstant & ingrat.*

On a déjà vu que le Gouvernement libre, qui ne confie la manutention de sa puissance, qu'à des assemblées générales de la Nation, dont les membres sont sujets à une succession régulière & perpétuelle, est par lui-même une barrière que la faction ne sauroit franchir; puisque cet ordre successif ne laisse point aux citoyens, qui peuvent avoir intérêt de lui donner naissance ou de la fomenter, le tems qui leur est absolument nécessaire pour, en masquant leurs sentimens, employer l'adresse & l'artifice à faire réussir leurs projets, en gagnant des partisans, en s'attachant des complices, & en ruinant par degrés insensibles le crédit de ceux de leurs contemporains dont ils peuvent redouter l'opposition. Ces dispositions, sans lesquelles un factieux ne peut se promettre de succès, exigent un certain espace de tems, d'où il paroît clairement que le Gouvernement Populaire lui ôte toute ressource; & en effet, il ne se trouvera jamais personne assez hardi pour concevoir le dessein de se rendre tyran



de son pays, tant que l'administration, loin d'être entre les mains de quelques individus, demeurera entière dans le corps du Peuple, représenté par ceux de ses membres, que son choix libre y appellera successivement & périodiquement.

Est-il quelque circonstance d'ailleurs où l'on ait vu ce Peuple exciter ou fomenter par lui-même une révolution ! Non sans doute : & dans toutes celles dont l'histoire fait mention, on le voit séduit par les conseils des Grands, qui en avoient besoin pour faire valoir leurs intérêts, ou pour assurer la réussite de leurs desseins. Sylla & Marius, Pompée & César employèrent dans cette vue l'autorité trop longtems continuée entre leurs mains, & parvinrent à exciter des dissensions entre leurs concitoyens. Pour obtenir le même but, les Triumvirs divisèrent ensuite le Peuple de Rome en trois partis, qui n'y avoient d'autre concours que de céder aveuglément aux insinuations subtiles des personnages puissans qui cherchoient à assujettir le reste de leurs concitoyens.

Qu'on voie l'Italie en proie aux fureurs des Guelphes & des Gibelins ; que la France

soit tour-à-tour victime des inimitiés entre les maisons d'Orléans & de Bourgogne, ou soumise à la témérité des Guises & de leurs confédérés, le peuple ne se voit sous les étendarts des uns & des autres, qu'autant que les plus insinuans peuvent prévaloir sur son esprit ou le soumettre à leur volonté.

Le Peuple d'Angleterre se vit également le jouet des factions que formerent les grands pour soutenir les intérêts opposés des familles d'York & de Lancastre. Il est donc impossible de ne pas se convaincre, après tant d'exemples, que le Peuple n'est point naturellement porté à la faction, & qu'on ne parvienne même à l'y engager, qu'autant qu'on est assez adroit pour séduire son esprit, ou assez puissant pour soumettre sa volonté.

La seconde partie de l'objection à laquelle je répons, & qui accuse le Peuple d'inconstance, peut avoir, je l'avoue, un fondement solide, si l'on parle d'une république déjà corrompue & dont les membres ont dégénéré de la pureté de leurs premiers principes, en cédant au torrent de la séduction, ainsi qu'on en a vu des exemples funestes dans les Etats d'Athènes, de Rome, de Flo-

rence & autres: mais Rome n'a pas moins donné des modeles de constance, que nulle société, que nul particulier même ne pourra jamais surpasser. Son Peuple n'eut pas secoué le joug des Tarquins, qu'il devint pour jamais l'ennemi irréconciliable de la Tyrannie en général & de la Puissance Monarchique en particulier; & lorsqu'il fut parvenu à déposer l'autorité dans des assemblées successives de la Nation, il se tint si fermement attaché à cette forme d'administration, que les Tyrans qui le subjuguèrent, eurent besoin d'employer pendant longtems toutes les ressources de leur génie & de leur adresse pour le dépouiller de ce seul moyen de garantir sa liberté.

On doit de plus faire bien attention que, tant que ce Peuple conserva le droit de choisir ses chefs, on employa envain les ressorts les plus puissans pour le porter à honorer de son suffrage, un citoyen méprisable par ses vices. Comme, en formant des loix, il n'avoit pour but que le bien général, en quoi consiste son véritable intérêt, il se rendit toujours recommandable par sa constance à en maintenir l'exécution; & de quelque art dan-

gereux dont pussent se servir les Nobles, il fut impossible de porter la nation à abroger une de ces loix, à moins que le tems ou les intérêts réels ne l'eussent convaincu que les circonstances en démontroient l'inutilité ou le désavantage.

Quelle différence de conduite sous l'autorité des Rois, ou quand un cercle de Grands se sont appropriés une autorité toujours subsistante! On les voit sans cesse livrés à la plus rapide inconstance. La nouveauté d'un projet, le moindre caprice, la plus légère circonstance qui semble favoriser une idée qu'ils chérissent, change tout-à-coup leur système; & l'histoire prouve pour ainsi dire à chaque page, qu'un tyran change à tout moment de principes, sans être arrêté ni par les sermens les plus solennels, ni par les protestations les plus sincères en apparence, ni par les engagements qui paroissent les mieux cimentés, dont ils prétendent même que les citoyens perdent la mémoire au premier ordre qui leur en est notifié.

On en a un exemple mémorable dans la vie de Charles I. Roi d'Angleterre, qui ne fit jamais de promesses publiques, sous la ga-

rantie même du Très-Haut qu'il appelloit pour garant de sa conduite & de celle de sa famille, qu'il ne s'attachât, dès qu'il les avoit prononcées, à y manquer par une suite d'actions qui y étoient directement opposées.

Enfin lorsque les ennemis du Gouvernement Républicain accusent le Peuple d'être naturellement ingrat, ils se fondent sur les histoires d'Athenes & de Rome, qui ont fait passer à la postérité, le peu d'égards que ces républiques ont eu pour divers personnages illustres par les services qu'ils avoient rendus à leur patrie. Tels sont Alcibiades, Thémistocles, Phocion, Miltiades, Furius Camillus, Coriolan & les deux Scipions. Mais qu'en peut-on conclure, lorsque Plutarque & Tite-Live, qui nous ont transmis la cause de leur disgrâce, ne l'attribuent qu'à l'orgueil de leur conduite qui révoltoit leurs concitoyens? Ils nous disent que ces gens précieux, en faisant trop sentir l'étendue de leur crédit, s'étoient rendus suspects, & à charge par conséquent à la république, dont dès lors ils avoient excité la jalousie & enflammé la frayeur. Si au contraire ils ne s'étoient jamais écarté de cet esprit de modération qu'exige

un Etat libre, & qu'ils eussent eu la modestie de permettre à chacun de partager la suprématie à son tour, ils se seroient évité le moyen de trop augmenter leur influence, & auroient ôté toute occasion de les redouter.

De tous ceux que je viens de citer, les deux Scipions sont les seuls dont le sort me paroisse mériter quelque compassion, parce que le seul crime qu'on pouvoit leur imputer étoit d'avoir obtenu, & trop d'autorité, & trop d'illustration; ce qui cependant bien considéré doit être la plus grande faute que puisse commettre un républicain. Mais quand on supposeroit même que ces grands hommes eussent été victimes de l'injustice, on ne fau- roit du moins en rendre le Peuple respon- sable, puisque les Sénateurs seuls, jaloux de leur réputation, les accusèrent, les poursui- virent & les condamnerent. Quant à Camille & à Coriolan, on ne peut nier qu'ils n'eus- sent bien mérité le châtimement qu'ils ont subi. Couronnés d'honneurs & de gloire en récom- pense de leurs premiers services, on ne les vit employer le crédit que leur donnoit leur nom, qu'à manifester la haine la plus invété- rée, contre un Peuple dont ils vouloient im-

moler les intérêts à leur grandeur : & cependant, quelque juste que doive paroître cette vengeance, ce Peuple eut la condescendance de restituer à Camille ses biens & ses dignités, après l'avoir rappelé à lui-même par un bannissement d'une courte durée.

Mais quoi qu'il en soit, si quelques auteurs ont regardé cette conduite comme un grand défaut dans un Etat libre, il en est d'autres qui ne sont pas moins célèbres, & qui cependant l'ont cru digne de leurs éloges les plus flatteurs. On y voit, *disent ces derniers*, un Peuple actif, & zélé à conserver sa liberté, qui écarte tout ce qui peut la mettre en danger, ce qui dénote que l'Etat de la république est dans sa plus grande perfection. C'est d'ailleurs un moyen infaillible de maintenir dans des bornes légitimes l'ambition naturelle à l'homme, qui recherchera d'autant moins un accroissement de grandeur, qu'il sera plus convaincu que l'indignation du Peuple en est la suite infaillible, & l'expose aux inconvéniens les plus tristes.

Quelque démontré qu'il soit par ce que je viens de dire, que le Peuple a souvent exercé sa rigueur contre des personnes qui

lui avoient rendu de grands services, on ne peut cependant en inférer que l'ingratitude soit en lui un vice naturel, sur-tout si l'on considère avec quelle prodigalité il s'est toujours plu à récompenser ceux qui se rendoient dignes de ses faveurs, sans s'écarter des loix & sans mettre en danger la liberté de la nation. Que de statues érigées, d'encens brûlé, de sacrifices offerts en l'honneur de ces véritables héros de la patrie, dont on cherchoit à immortaliser la mémoire en leur déférant l'honneur de l'Apothéose.

Il est donc difficile d'imputer au Peuple le crime d'ingratitude, dont, si l'on en juge par l'histoire, les Rois & les Souverains héréditaires ont donné des exemples innombrables, en sévissant contre ceux de leurs sujets qui leur avoient été les plus utiles. Il est en effet, dit *Tacite*, de la politique des Monarques & des Potentats, d'avoir d'autant moins d'estime pour leurs inférieurs, qu'ils se signalent par des actions plus héroïques.

Telle fut la source de la haine qu'Alexandre conçut contre Antipater & Parménion, & qui porta ce prince à faire périr le dernier. Ce fut ce qui détermina l'Empereur Vespasien à oublier les obligations qu'il avoit



à Antoine surnommé *Becca*. On ne peut attribuer qu'au même motif le traitement qu'essuyèrent Alphonse Albuquerque du roi de Portugal, Gonzalve Ferdinandez de Cordoue, de Ferdinand V. d'Arragon, & Stanley. d'Henri VII. qui lui devoit la couronne d'Angleterre. Sylla ne sacrifia-t-il pas aux intérêts de sa grandeur, ceux qui avoient paru les plus zélés à la lui procurer; & ne fait-on pas qu'Auguste, oubliant l'amitié dont Cicéron lui avoit donné des preuves si éclatantes, l'abandonna au fer meurtrier que dirigeoit la fureur d'Antoine?

Ces exemples & une infinité d'autres font voir que l'ingratitude est un vice dont tous les Grands se rendent coupables, & que par conséquent on peut avec plus de raison en accuser leur administration, que celle qui donne au Peuple la suprême autorité.

Après avoir pleinement réfuté les principales objections que pouvoient me proposer les adversaires d'un Etat libre, je crois convenable, avant que d'examiner les vices du Gouvernement & les regles de la Politique, d'exposer le vrai fondement de toute administration, en faisant voir que le Peuple est la premiere source de toute puissance légitime.

## LE PEUPLE

EST LA SOURCE

DE

TOUTE PUISSANCE LÉGITIME.

**L**es hommes qui entreprennent de combattre cette opinion, sont obligés de remonter jusques au tems de Noé & d'Adam, pour démontrer que la premiere forme d'administration, qui eut lieu sur la terre, n'exigea ni le choix ni le consentement du Peuple, mais qu'elle émana d'une autorité absolue, inhérente dans ceux qui devoient gouverner les Nations. Notre premier pere, disent-ils, tenoit de la bonté divine, la puissance & l'autorité qu'il transmit aux patriarches qui vécurent avant ou après le déluge ; le droit paternel régloit seul, dans ces tems la Souveraineté que les anciens avoient sur leur propre famille, ce qui, tant à cause de la longueur des jours qu'ils passoient sur la terre, que par une suite de la multiplicité des femmes dont ils avoient l'usage, les rendoit maîtres de royaumes ou de principautés,

dont tous les membres étoient leur progéniture. De-là il est des hommes, qui prétendent conclure, que ce droit de Souveraineté, accordé dans les premiers tems aux pères sur leurs enfans, prouve que celui de gouverner n'a jamais été essentiellement & ne sauroit jamais être à la libre disposition du Peuple.

Je ne puis répondre à un préjugé si séduisant, qu'en priant de considérer, que la magistrature suprême doit être envisagée comme effet de la nature ou de la politique : sous la loi naturelle, il est certain que le patriarcat qui avoit toute autorité sur toute la race à qui il avoit donné naissance, étoit aussi bien le vrai magistrat, que le père de cette société, qui lui devoit sa première origine : mais on ne peut disconvenir que cette administration momentanée ne perdît toute existence peu de tems après le déluge. Némrod la changea, & ayant contraint par la force plusieurs familles jusques-là séparées à s'unir en un seul corps soumis à sa conduite, il s'arrogea un pouvoir arbitraire, qui ne connoissoit que sa volonté ou la violence pour faire exécuter les loix qu'il plaisoit à ce Sou-

verain d'imposer à ses nouveaux Sujets. C'est ainsi que le Gouvernement Tyranique succéda à l'administration paternelle, & je conviens qu'aucune de ces formes ne devoit son origine au Peuple ; aussi ni l'une ni l'autre n'a-t-elle de relation avec celle dont j'entends parler dans cette proposition.

Il y a un Gouvernement Politique qui n'est point fondé sur la maniere de vivre qu'imposoit nécessairement la loi de nature, en gratifiant les peres d'une puissance absolue sur leur postérité : mais qui tire son origine du contract mutuel que firent les hommes qui se réunirent pour former une seule société, sous un chef qu'ils se donnerent volontairement par une élection libre. Tel est le gouvernement dont je parle, que tous les siecles ont désiré ; que l'on souhaite encore avec d'autant plus de raison, que les premiers dont j'ai fait mention, ne paroissent adaptés qu'à des créatures à peine échappées du néant.

Je ne puis donc mieux prévenir toutes les difficultés qu'on pourroit tirer de cet état de nature, qu'en prévenant que je ne parle ici que du Gouvernement Politique, qui doit sa

naissance à un contrat primitif, muni du consentement de toutes les parties, lorsque je dis que l'administration est originairement en la puissance du Peuple. Qu'on ne m'objecte point la manière dont les Israélites furent conduits par Moïse, Josué & les Juges; car les Ecritures Saintes prouvent elles-mêmes, que ces guides avoient une mission extraordinaire, dont la divinité même avoit été la source, en les chargeant de diriger le Peuple par son esprit: de façon que, selon la pensée des commentateurs, le gouvernement du Peuple Hébreu étoit une véritable Théocratie, dont la source étoit dans le sein même de la Toute-puissance. On ne peut donc s'étonner si, dans ces tems & parmi cette nation, on trouve si peu d'exemples de chefs choisis par le Peuple, & qui fassent soupçonner l'existence d'un contrat mutuel pour former la Société. Mais ce Peuple indigné de la conduite des enfans de Samuel que ce Prophète leur avoit données pour juges, ne témoigna pas le désir d'être gouverné comme l'étoient les autres nations, sans rester plus longtems sous la conduite immédiate de Dieu, que cet Etre Suprême ordonna à Sa-

muel de laisser les Israélites en liberté d'exercer les droits qu'ils tenoient de leur naissance, en leur permettant de se choisir une nouvelle forme d'administration sous le Prince qu'ils voudroient élire.

Ils se déterminèrent volontairement à se donner un Monarque, quelque opposition qu'y eussent & la bonté divine & l'affection que leur portoit Samuel. Ce Prophète pour les engager à ne point changer d'usage, & sans s'arrêter à ce que les Rois peuvent légitimement faire, mais instruit par la raison & éclairé par l'esprit de prophétie, des excès auxquels peut se porter l'homme revêtu de la puissance royale, leur représenta, dans les termes les plus capables d'épouvanter, à quel joug de fer ils alloient s'exposer, en se soumettant à des Rois qui ne manqueroient pas de s'arroger une autorité arbitraire. Quelque révoltant que pût être ce tableau, le Peuple qui, selon la parole du Seigneur, n'avoit pas rejeté le pouvoir de Samuel, mais celui de Dieu-même, s'écria qu'il vouloit un Roi & qu'il auroit un Roi pour le commander. Obéis à sa voix, dit Dieu à Samuel.

On voit évidemment dans ce trait d'histoire

toire que la Providence laisse les Israélites en pleine liberté de choisir la forme de gouvernement qui leur plait d'avantage. Il est vrai qu'il paroît; ensuite que Dieu, voulant encore se conserver quelques restes du gouvernement immédiat qu'il avoit exercé sur eux, nomme le premier sujet qui doit être élevé à la royauté; mais il abandonne à la volonté de ce Peuple le droit de ratifier & de confirmer la nomination qu'il avoit faite. Ce Suprême Modérateur des êtres vouloit montrer sans doute par cette condescendance, que la plénitude de puissance nationale résidoit essentiellement dans le Peuple, quoique son divin plaisir eût cru devoir, en nommant le premier Souverain, les priver en cette occasion d'une partie de son exercice. Ce fut afin de faire connoître à ce Peuple toute l'étendue de ses droits que Samuel l'assembla à Mizpeh, pour qu'il se choisît un roi, comme si Dieu n'avoit pas déjà déclaré le sujet qui devoit l'être; & en effet, ayant jetté le sort, il se déclara pour Saül, qu'un consentement général proclama au milieu des plus vifs applaudissemens: & bientôt à la vue des preuves de valeur qu'il donna en combattant contre les

Amorites, ce Peuple s'assembla de nouveau à Gilgal pour le déclarer une seconde fois roi d'Israël; ce qui prouve que le droit à la royauté dépend entièrement du consentement qu'y donne le Peuple, ainsi que le démontre ce premier exemple de l'institution d'un gouvernement politique, rapporté dans les Saintes Ecritures, qui en contiennent beaucoup d'autres dont, après celui-ci, je crois pouvoir me dispenser de faire mention. Je ferai seulement remarquer que Pierre dans sa première Epître dit, que tout gouvernement naît de la convention des hommes, dont il est l'ouvrage, pour faire voir que sous telle forme qu'on le présente, il ne peut être légitimé, que par la volonté du Peuple qui l'établit, ou par l'empressement qu'il témoigne à l'adopter.

Le droit ainsi constaté, je me dispense de recourir aux argumens que peut fournir la raison pour confirmer cette vérité; il n'est point d'homme qui ne se persuade facilement combien ce principe est équitable, s'il fait attention qu'il n'est point de nation dans le monde qui n'ait avidement saisi l'occasion de revendiquer & de faire valoir le droit



essentiel au Peuple , de n'admettre aucune forme d'administration, ni aucune altération dans le gouvernement, sans que l'une ou l'autre fût de son choix ou sans du moins qu'il n'y eût librement consenti.

L'ancienne Italie ne renfermoit presque que des Etats libres & l'on y voyoit peu de princes, lorsque la moderne est sous l'autorité de différens princes sans que l'on y trouve d'Etats véritablement libres. Naples, après avoir essuyé plusieurs révolutions, est sous une branche de la famille d'Espagne: le Pape &, sous lui, un Sénateur gouvernent Rome: Venise & Gènes ont leur Sénat à la tête duquel sont des Ducs, dont à la vérité la puissance est bornée: Florence, Ferrare, Mantoue, Parme & la Savoye sont de nos jours sous la domination de Ducs absolus dans leurs Etats respectifs: la Bourgogne, la Lorraine, la Gascogne & la Bretagne, après avoir passé du joug des Rois à celui des Ducs, sont unies à la France: toutes les principautés d'Allemagne, qui reconnoissent divers Souverains, ne faisoient autrefois qu'un même corps: la Castille, l'Arragon, le Portugal & Barcelone étoient anciennement des royaumes distincts

que l'Espagne a réunis sous son sceptre, si l'on excepte le Portugal qui s'en est séparé depuis cent vingt six ans: la France, Monarchie unique sous Pharamond, partagée en quatre royaumes sous ses successeurs, n'en forme plus qu'un; & l'Angleterre, Etat gouverné librement jusques à l'invasion des Romains, s'est vu soumise à l'Heptarchie, dont toutes les Souverainetés sont aujourd'hui réunies sous l'autorité d'un seul Monarque.

On ne peut avoir une preuve plus sensible des vicissitudes auxquelles sont exposés les gouvernemens; & quoique l'on ne puisse disconvenir que le sort des armes a décidé la plus grande partie de ces changemens, il est cependant certain qu'il en est plusieurs qui ont dû leur origine à une libre décision du Peuple; & que dans ceux où la violence a prévalu, il n'en est point dont les chefs n'aient, même après leur succès, exigé ou extorqué le consentement du Peuple, pour fortifier le titre qu'ils s'étoient arrogé.

C'est une pratique constante parmi les usurpateurs, de ne rien ménager pour mettre quelque apparence de droit de leur côté, en portant le Peuple à consentir à la puissance

dont ils se sont emparés; dussent-ils même, pour y parvenir, lui accorder de nouveaux privilèges. L'uniformité de conduite que tous les tyrans tiennent dans une pareille circonstance, est un aveu manifeste, quoique tacite, de la persuasion où ils sont que *l'origine de toute Puissance & de tout Gouvernement est & doit être dans le PEUPLE.*

---

## LES ERREURS

TROP ORDINAIRES DANS LES  
GOUVERNEMENS ET DES  
RÈGLES

DE

POLITIQUE.

**J**e viens de démontrer que le Peuple est le seul arbitre de tout Gouvernement & la véritable source d'où puisse émaner une puissance légitime : j'ai antérieurement prouvé qu'il n'est point de forme d'administration, qui soit plus excellente que celle où la suprématie réside dans le Peuple, représenté pour en exercer les fonctions par des assemblées suprêmes composées des citoyens que leur

corps y fait siéger par un choix libre, régulier & successif : il est donc maintenant de mon devoir de découvrir & d'attaquer les erreurs politiques , qui depuis longtems jettent dans une confusion déplorable la plupart des parties de l'univers, & sur-tout celles qui se glorifient de suivre la doctrine du Christ ; ne doutant point qu'après avoir ainsi dépouillé la tyrannie de tous ses dehors séducteurs, je ne voie les Nations civilisées concourir avec moi à en reléguer l'usage parmi les plus barbares & qui par leur conduite donnent droit de les confondre avec les brutes.

1<sup>o</sup>. La première erreur que je découvre dans la Politique des Etats Chrétiens, c'est *cette fatale division en Etat Civil & Ecclesiastique*, qu'ont admise les Ecrivains qui de nos jours paroissent avoir traité de la politique avec le plus de soin, sans qu'aucun d'entre eux ait jamais pu prouver que cette division ait le moindre fondement dans les Saintes Ecritures, ou qu'on en découvre l'origine, dans la nécessité pour chaque nation d'avoir une manière spéciale de servir Dieu : & quoique cette distinction me paroisse diamétrale-

ment opposée au but que se propose l'Evangile. On voit, il est vrai, que la république des Israélites se partageoit ainsi, en conformité des loix & des réglemens qu'il avoit plu à Dieu d'en donner lui-même, par lesquels il rendoit l'église partie essentielle de l'Etat, parce que sur tous les Peuples qui couvroient la terre, il avoit choisi celui-ci pour lui appartenir d'une manière spéciale & distinguée: d'où l'on doit inférer que cette partition étoit propre à cette seule nation, à l'exclusion de toutes les autres. Si en effet quelqu'un prétendoit en conclure que les Peuples qui ont admis l'Evangile doivent nécessairement, ou peuvent légitimement suivre cet exemple, il faudroit prouver que le Très-Haut, en donnant une forme de Gouvernement aux Hébreux, entendoit présenter dès-lors un modele que les Sectateurs du Christ devroient imiter par la suite: ensuite, il devroit expliquer si, dans ce cas, les Chrétiens devroient s'y conformer en tous points, ou s'il leur suffiroit d'en suivre quelques articles particuliers; & comme il n'est aucun homme raisonnable qui ose affirmer que la totalité de la Législation Hébraïque doive

avoir force sous le régime évangélique, il conviendrait enfin de citer les passages de l'Ecriture qui spécifie les loix obligatoires & celles qui ne le doivent plus être depuis la venue du Messie. Sans cela comment fera-t-il jamais possible aux Chrétiens de discerner les parties auxquelles Dieu auroit eu intention de les astreindre un jour? & cependant jamais ceux, qui parlent avec le plus de confiance d'une église nationale, n'ont entrepris d'extraire de l'Ecriture un seul règlement divin qui y eût rapport.

Si d'ailleurs nous considérons attentivement le but que s'est proposé la Divinité en envoyant le Christ sur la terre, tout sert à nous persuader qu'il n'y est descendu que pour mettre un terme à la pompeuse administration des juifs: pour renverser le mur de séparation qu'il avoit mis entre ce Peuple & les autres Nations, de façon qu'il n'y eût plus qu'une église dans l'univers: & non pour ne former de toutes les nations qu'un corps, dont chaque partie formât une église adaptée à ses principes de gouvernement; car l'église, sous l'empire de l'Evangile, ne doit point être regardée comme un corps politi-

que, mais comme un corps spirituel & mystique. Il ne consiste point dans un amas de personnes réunies au hasard, mais dans un choix précieux d'hommes qu'une vocation divine y destine, & qu'une spéciale consécration y prépare; ce ne peut être une société dont les membres en y entrant soient victimes d'ordres ou de loix qu'aient dicté ou l'intérêt personnel ou les puissances terrestres; on ne doit y trouver que des gens qui, pour s'y dévouer, suivent l'impression des paroles du Christ qui leur dit; *mon royaume n'est point de ce monde, il n'est point d'ici bas.* Ceux donc qui ont prétendu, dans la plupart des nations, ériger un pouvoir qui, sous le nom d'ecclésiastique, entre en partage avec l'autorité civile, & qui prétend soumettre les consciences à recevoir de certaines idées comme orthodoxes, sous peine d'encourir la sévérité des loix civiles, sous le prétexte spécieux de se conformer à la prudence, de conserver le bon ordre, de maintenir la discipline, de prévenir l'hérésie & d'étendre le royaume du Christ; ceux, dis-je, qui dans ces vues, bonnes en apparences, ont voulu lier indissolublement la puissance ecclésiastique

avec celle qu'ils appellent séculière & terrestre, ne peuvent être regardés que comme des instrumens de l'Antechrist, dont il se sert pour s'opposer aux progrès du Sauveur du monde, dont humainement parlant, le Royaume, le Gouvernement, les Officiers, les Régulateurs, les Loix & les Ordonnances, n'étant point de ce monde, ne peuvent avoir besoin du secours de la sagesse terrestre.

Ce fut cependant par ce moyen qu'on vit l'iniquité, qui fait aujourd'hui gémir, attaquer l'enfance du Christianisme. Elle prit de nouvelles forces dans l'indulgence de Constantin & de quelques autres Empereurs Chrétiens, qui rendirent à la vérité de grands services à la foi par leur zèle à supprimer l'idolâtrie, mais qui par une permission divine, se laissèrent tellement séduire par les raisons apparentes dont les Prélats & les Evêques se servoient pour favoriser leurs ambitieux projets, qu'ils ne s'apperçurent pas avec quelle prudence le serpent avança à pas tortueux à l'ombre du mystère. Ce lion rugissant, toujours pressé à profiter des circonstances, connut tout son avantage, & travailla de la manière suivante à



avancer ses intérêts. Il fema dans une grande partie du monde des erreurs, dont la dangereuse conséquence put fournir aux ecclésiastiques le moyen de parvenir à leurs fins. Ils s'attachèrent à les combattre, & prétendirent n'avoir d'autre ressource pour parvenir à les déraciner, que d'obtenir une portion de la puissance civile. Ils ne l'eurent pas en main, que, pour s'en assurer plus efficacement la jouissance, ils ne balancerent pas à rendre le nom de chrétien commun à toutes les nations, ne doutant pas que sous le même prétexte de purger chacune des erreurs qui s'y feroient glissées, ils n'acquissent par-tout le droit de partager l'autorité des magistrats, ce qu'ils effectuèrent en peu de tems.

C'est ainsi que l'homme de péché, soit que sous ce nom on veuille avec quelques personnes désigner le Pape, c'est ainsi dis-je, que l'homme de péché se vit dans le cas d'achever le grand ouvrage que sa malice préparoit depuis longtems. Les Prélats n'eurent pas en effet obtenu ce degré de puissance ; que la division se mit entre eux pour favoriser celui qui méritoit la supériorité sur ses

égaux. Elle fut enfin après bien des contestations déferée à l'Evêque de Rome, & ainsi sur l'institution des églises nationales on éleva une mere-église de toutes les nations; eût-on jamais pu soupçonner que d'aussi foibles commencemens produiroient un colosse si monstrueux? Parvenus à ce degré de gloire, on vit les ecclésiastiques, la cloche, le livre & une chandelle à la main, braver l'univers, excommunier & déposer les Rois & les Empereurs, & sous le prétexte d'extirper l'hérésie, assujettir tous les hommes à se soumettre à leurs décisions arbitraires, quelque erronées qu'elles parussent, & faire marcher de pair la tradition & la foi; le monde a-t-il jamais vu proférer des blasphêmes, enfanter des erreurs, produire des hérésies, dont les suites pussent être plus pernicieuses?

Après les avoir vu atteindre ainsi au sommet de la gloire, jettons les yeux sur les difficultés qu'on dut surmonter pour les en dépouiller en partie. Quelle commotion ne produisit pas la hardiesse que Luther montra, en attaquant le premier les fastueux privilèges des Evêques. L'Angleterre ne fut pas moins agitée, lorsqu'on mit la première

main à la réformation de son église. Ceux qui entreprirent ce grand ouvrage méritent des éloges ; mais ils en feroient encore plus dignes si , en détruisant la tyrannie actuelle du Pape , ils n'en avoient pas laissé subsister le germe fatal , en conservant cette union de la puissance ecclésiastique & civile. Les Evêques s'en servirent bientôt pour faire une alliance de leurs intérêts avec ceux de la Couronne , sous le prétexte de maintenir la religion protestante , & on les vit persécuter avec ardeur les Puritains , seulement parce qu'ils les regardoient comme n'étant point aussi orthodoxes que ceux qui avoient embrassé leurs opinions.

Enfin si , pour conclure , on fait attention que la plupart des dissensions & des guerres qui ont déchiré l'Europe , doivent leur origine à ce mélange d'intérêts entre la puissance civile & ecclésiastique , on n'aura point de peine à comprendre que la division d'un Etat en Ecclésiastique & Civil doit être une des principales erreurs qui se trouvent dans la politique chrétienne.

2°. Une des fautes dans lesquelles sont tombés fréquemment toutes les nouvelles ad-

ministrations, c'est que dans tous les tems & chaque fois que le Peuple a été dans le cas de changer celle qui le faisoit gémir, il n'a pas pris assez de soin pour empêcher que la tyrannie qu'il détruiroit sous une forme, ne se reproduisit sous une autre. Si en effet l'on considère la conduite des anciens Peuples, on sera convaincu par une expérience suivie qu'en vain ont-ils attaqué & renversé la Monarchie; ils n'ont pas été longtems à éprouver de nouveau les maux qui l'accompagnent, s'ils n'ont pas été assez sages pour faire des loix propres à s'en affranchir: ce qui est une preuve évidente que la puissance royale est également funeste, soit que l'exercice en soit confiée à une seule personne, ou soit que plusieurs la possèdent en commun.

On entend ordinairement par Monarchie absolue, une puissance illimitée, qui n'est soumise à aucune censure, & qui réside dans un particulier qui, ne devant aucun compte de ses actions, peut tout soumettre à sa volonté & à son bon plaisir. Je conviens que quelques Sophistes en politique ont cherché à en masquer la rigueur, en lui donnant une nouvelle forme pour faire penser qu'ils en

avoient détruit l'essence : mais malgré leurs efforts & leurs soins, on n'a jamais été longtemps à découvrir, que les révolutions qu'ils introduisoient n'étoient qu'un artifice pour mieux soutenir, sous l'apparence des contraires, la réalité de la tyrannie. Il n'est donc rien de plus avantageux à des hommes qui composent un Etat libre, que de connoître les ruses dont on peut se servir pour les tromper ; car en leur découvrant d'une part les vrais moyens de se conserver dans leur heureuse position, & de l'autre les pièges adroits qui ont entraîné leurs ancêtres, ils n'en deviendront que plus zélés à se maintenir dans la première, & à établir un ordre qui détourne le second malheur de dessus la tête de leurs descendans, s'il s'élevoit jamais parmi eux de nouveaux séducteurs.

On ne peut s'empêcher de remarquer que, lorsqu'Athènes eut secoué le joug des rois, elle ne diminua en rien l'autorité royale, qui subsista avec tous ses inconvéniens sous les différentes especes de gouvernement qu'on y substitua. Que l'administration y fût entre les mains de dix gouverneurs ou de ceux à qui on donna le nom des trente Tyrans, on y

apperçut sous les uns & les autres une multiplicité de Souverains , qui soutinrent les droits régaliens avec autant de hauteur , que les premiers Monarques , soit en ôtant au Peuple toute part dans la législation , soit en s'arrogeant à eux-mêmes le droit dangereux de n'être responsables à qui que ce soit de l'exercice d'une autorité sans bornes. Sous un pareil despotisme , la condition des Athéniens étoit sans doute plus insupportable qu'elle ne l'avoit jamais été sous les Rois ; ces Princes avoient en effet des censeurs , & les assemblées du Sénat pouvoient leur représenter leurs fautes & les porter à les corriger : mais ces nouveaux gouverneurs , ne voyant personne au-dessus d'eux , se livroient impunément à tous les excès que l'on doit attendre de gens revêtus d'une autorité sans limites. L'expérience journalière des maux qui en résultoient , dessilla les yeux du Peuple , qui s'apperçut que tous ces changemens n'étoient qu'autant de ruses , employées par les partisans de la Monarchie , pour assurer sa puissance , en affectant de la détruire.

On ne trouva d'autre moyen de rendre inutiles des efforts si bien concertés , qu'en dé-  
posant

posant ces magistrats , pour y substituer les assemblées de la nation , dont les membres seroient élus régulièrement & successivement pour avoir la conduite de l'Etat. Qui n'auroit pas présumé qu'une pareille disposition ôtoit toute ressource aux partisans de la Monarchie ? Mais hélas ! les Atheniens virent bientôt le contraire. Peu soigneux de s'attacher constamment aux principes fondamentaux d'un Etat libre, ils se laisserent aller aux prétextes spécieux dont on se servit pour leur faire croire, que leur situation exigeoit qu'ils confiaient à quelques particuliers l'exercice de leur puissance. Ils n'y eurent point consenti, que ces gens se formerent des partisans, se perpétuerent dans leurs places & se mirent en état d'agir sans prendre les avis du Peuple. Ce fut alors qu'on vit, non seulement discontinuer, mais même abolir dans Athènes les assemblées générales.

Rome ne jouit pas d'un sort plus fortuné en éprouvant les mêmes changemens, qui sont toujours les effets funestes de l'ambition des Grands & de l'indolence d'un Peuple facile à tromper. Tite-Live & les autres Historiens conviennent que l'exclusion des Tar-

quins abolit le titre de Roi, mais sans détruire la royauté, dont la puissance & les intérêts passèrent d'abord au Sénat & ensuite aux Consuls. Si l'on excepte en effet le viol de Lucrece, ces derniers Magistrats furent aussi coupables que les Monarques. Ils avoient accusé les Tarquins de tout soumettre à leur caprice, & de ne plus prendre les avis du Sénat, ce qu'ils regardoient comme la preuve du pouvoir le plus arbitraire: mais ces Sénateurs, oubliant bientôt les crimes dont ils avoient chargé leurs Rois, s'arrogèrent eux-mêmes un pouvoir héréditaire, & dont ils ne devoient aucun compte à la Nation. Le Peuple, dont ils avoient affecté de défendre les privilèges, ne put obtenir aucune part dans l'administration, & il ne fut point consulté, comme on auroit été obligé de le faire, s'il avoit eu l'attention d'exiger qu'on érigeât des assemblées populaires: & ainsi les droits régaliens, dont on avoit dépouillé un seul homme, subsistoient de nouveau dans un nombre de citoyens. Je dois cette observation à Tite-Live qui, dans le premier livre de ses Annales, dit que les Sénateurs en créant des Consuls donnerent au



Peuple des tyrans & des bourreaux, qui se servoient de leur puissance pour faire gémir le Peuple sous la sévérité des loix & la rigueur des châtimens, d'autant plus certains de l'impunité, qu'ils ne devoient compte de leurs actions qu'aux Sénateurs qui avoient les mêmes intérêts qu'eux. Aux Consuls succéderent les Décemvirs qui, selon cet auteur, avoient uni la puissance consulaire à l'autorité royale. *C'étoient, dit-il, dix monarques absolus, qui rendirent la misere dix fois plus affreuse, qu'elle ne l'avoit jamais été sous les Rois ou sous les Consuls.* Il fallut y remédier, on déposa ces dix chefs & on créa d'une part la Dictature, comme un espece de Dignité Souveraine que les circonstances faisoient paroître & disparaître; & de l'autre des Tribuns du Peuple, comme des Officiers capables de s'opposer efficacement au rétablissement de la Monarchie, sur-tout, tant qu'ils seroient soutenus par l'autorité des assemblées périodiquement successives de la Nation. Nul ordre mieux établi, s'il avoit été constamment observé: mais le Peuple inattentif à ses propres intérêts, en se reposant avec trop d'imprudence sur des citoyens qui paroissoient zélés

pour sa gloire, s'écarta des loix, dont l'observance est absolument nécessaire pour conserver la liberté d'un Etat. L'idée de Monarchie se réveilla, longtems avant que l'Etat y eût dégénéré; les citoyens s'y habituèrent en voyant Sylla, César & d'autres posséder sans discontinuation l'autorité de Dictateur; & la Soldatesque s'y soumit sans répugnance, accoutumée comme elle l'étoit à obéir à des chefs trop longtems continués à la tête des armées; tels furent Sylla, César, Marius, Cinna, & Pompée lui-même, qui ne put oublier les ruses des Triumvirs, qui, sous les noms de Consuls, de Dictateurs ou de Tribuns du Peuple, s'étoient portés aux excès les plus odieux que puisse commettre une Monarchie absolue.

L'histoire apprend que la république de Florence, même dans les plus beaux jours de sa liberté, ne put jamais détruire dans ses sujets un penchant à la Monarchie. Il se trouva toujours dans son Sénat ou parmi le Peuple quelques téméraires assez audacieux pour tenter de s'y former une Souveraineté par la faveur du Peuple. On en voit des exemples frappants dans la conduite du moi-

ne Savanarola, de Soderino & des Médicis. Ces derniers réduisirent enfin l'Etat sous le joug d'une Monarchie absolue, en prenant le nom de Ducs.

Personne ne peut s'empêcher d'appercevoir combien la république des Provinces-Unies a aujourd'hui d'affinité avec l'administration royale.

Il reste donc à conclure de ce que je viens de dire, qu'un Consul ou un Dictateur n'est qu'un Monarque déguisé; que les droits régaliens sont également dangereux, soit qu'un seul ou que plusieurs les exercent, & que quelque tour qu'on donne à l'administration, il est difficile qu'elle ne dégénere point en tyrannie. Tout citoyen qui a le bonheur d'être membre d'un Etat libre ne sauroit donc trop s'attacher aux loix qui lui prescrivent de renverser toute Monarchie, simple ou composée, de nom ou d'effet, afin de se prémunir contre la seconde erreur politique que je viens de combattre. Il doit entretenir un respect profond pour ces sujets précieux, qui en fondant les républiques, ont ôté à la Monarchie tout moyen de s'y introduire, en affermissant la liberté des Peuples, qui ne peut

subsister sans conserver constamment une succession régulière & légitime dans les assemblées de la Nation, seules dépositaires de l'autorité suprême.

3°. La troisième erreur en politique a été *d'entretenir le Peuple dans l'ignorance des moyens qui sont essentiellement nécessaires pour la conservation de sa liberté.* On fait que la pratique constante des Grands, tant spirituels que temporels, a été d'inculquer aux sujets de tous les Etats, qu'ils devoient à leurs supérieurs une foi implicite & une obéissance aveugle; & que ce n'est qu'à l'abri de cette doctrine pernicieuse qu'ils sont parvenus à partager entre eux l'autorité. Je ne disconviendrai pas que cet intérêt commun entre les Rois & le Clergé n'ait excité autrefois de grandes querelles pour régler les limites de leurs juridictions respectives; mais on avouera en même tems que les deux parties s'y sont conduites d'une façon si mystérieuse, que le Peuple n'a jamais été en état de connoître le fondement de la prérogative contestée: ainsi les Monarques ou les Grands n'en ont vu leurs avantages que plus solidement affermis, en même tems qu'ils confirmoient eux-mêmes

la grandeur des Papes, persuadés qu'il est de maxime incontestable que *l'ignorance est la mere de la dévotion.*

Que la conduite d'un Peuple libre doit être différente!

Il faut lui faire connoître en quoi consiste cette liberté dont il jouit; la lui représenter sous les traits les plus avantageux, de façon que son ardeur pour la conserver croisse de jour en jour: mais on n'inspirera ce zèle fondé sur la connoissance, & n'ayant pour but que des projets équitables, qu'autant que le Peuple sera soigneusement instruit des moyens de mettre sa liberté à l'abri des tentatives que pourroient employer dans les tems à venir des gens adroits & subtils qui auroient intérêt à la renverser.

On se persuadera facilement que les peines que je prens, pour mettre au jour les règles certaines de maintenir la liberté dans un Etat, étoient d'autant plus nécessaires, que l'histoire démontre que, dans tous les tems, la négligence du Peuple, qui ne provenoit que de l'ignorance de ces loix, a été seule la cause du succès qu'ont eu ses adversaires. Après avoir feuilleté avec soin les annales de

tous les siècles, je ferai ici un abrégé des loix, dont un Peuple, jaloux de maintenir ses privilèges, doit avoir connoissance, pour diriger sa conduite, en conformité des exemples que lui ont donné les nations diverses.

*Premièrement*, c'étoit une pratique constante parmi elles que chaque pere inspirât à ses enfans un éloignement pour le Gouvernement Monarchique; & les Magistrats avoient soin que tout Sujet qui étoit en âge de prêter serment, eût à venir en former un solennel entre leurs mains, par lequel il abjuroit la royauté, & promettoit de ne jamais souffrir qu'on en fît revivre le nom.

Brutus n'eut pas affranchi les Romains, qu'il les engagea par serment à ne jamais souffrir qu'aucun homme régnât dans Rome; & si les Hollandois parvinrent à secouer le joug de l'Espagne, ce ne fut que par la fermeté que leur inspira l'engagement qu'on leur avoit fait prendre d'abjurer à jamais la domination, non seulement de Philippe, mais même de tel Roi que ce fût.

Brutus, pour mieux assurer son succès, n'eut pas enchaîné ainsi la volonté du Peuple, qu'il lui abandonna les revenus dont jouis-

soient ses Rois; persuadés que c'étoit un moyen certain de les porter à se défendre contre les Tarquins jusques à la dernière extrémité, par la crainte qu'un Monarque rétabli ne se servit de la prérogative de sa couronne pour les lui enlever. Il fit mettre en pieces les images & les statues des derniers rois, & fit raser leurs palais jusques aux fondemens, afin de détruire dans les esprits toute idée d'ambition. Henri VIII. se conforma à cette politique, lorsqu'après avoir disposé des revenus des abbayes, il en fit démolir les bâtimens, en disant, *détruisez les repaires, les bêtes fauves n'y reviendront plus.* Qui pourroit douter que, dans des circonstances semblables, ce ne fût la conduite la plus prudente à imiter, puisque l'avantage qu'on suppose- roit par la conservation de ces édifices, ne peut balancer le danger qui en peut résulter.

*Secondement*, toute république a apporté l'attention la plus scrupuleuse à empêcher qu'aucun particulier n'acquît plus de crédit ou ne parût avec plus d'éclat qu'il ne convenoit à un citoyen; & les Romains regardoient le contraire comme une présomption que ce sujet aspirait à la royauté. Mœlius &

Manlius, deux personnages également distingués par la noblesse de leur extraction & par les grands services qu'ils avoient rendus à l'Etat, firent paroître ces sentimens, & dès lors Rome oubliant toutes leurs grandes actions, les abandonna à son ressentiment pour les faire servir d'exemples à la posterité. L'impression de leur châtement fit tant d'effet, que la propre famille du dernier qui, selon Tite-Live, n'auroit jamais eu d'égal s'il avoit vécu dans un Etat libre, ne voulut plus porter son nom; & un décret du Sénat fit biffer des registres publics la famille de Manlius jusques-là si illustre, le nom de ce grand homme & les actions qu'il avoit faites sous son consulat.

Si la république des Provinces-Unies avoit imité cette conduite, elle ne se feroit pas vue exposée dans le dix-septieme siecle à perdre une liberté, dont l'acquisition lui avoit couté tant de sang. L'aveuglement qui lui fit souffrir l'excessif aggrandissement de la maison d'Orange; la lâche permission qu'elle donna à Guillaume II. de prendre une épouse dans une famille royale, fit concevoir à ce dernier des projets qui convenoient peu à un



membre d'un Etat libre. Il les conduisit avec tant d'adresse & de secret que, sans une protection spéciale de la Providence qui fit servir l'obscurité de la nuit au salut de la Hollande, elle se seroit vue soumise au pouvoir monarchique.

Troisièmement, les Etats libres ont eu un soin spécial, *non diurnare imperia*, de ne point permettre que le commandement soit trop longtems continué sur la tête d'un particulier ou dans une même famille. Les Romains ne se défirent de la pratique de cette maxime, que quand la corruption eut prévalu parmi eux. Tite-Live dit dans son quatrieme livre, *Libertatis magna custodia est, si magna imperia esse non sinas, & temporis modus imponatur*: C'est un moyen bien certain de conserver la liberté, que de ne point permettre que les grands emplois soient longtems possédés par une même personne, & de fixer le tems où ceux qui y sont promus devront les quitter. C'est aussi dans cette vue que les Romains avoient la Loi Emilienne, en conséquence de laquelle mon auteur introduit dans son neuvieme livre un Noble Romain parlant ainsi à ses concitoyens: „ c'est en quelque façon fai-

„ re revivre la Monarchie, que de me continuer dans l'important office de Censeur „ au-delà des trois ans & six mois que prescrit la Loi Emilienne”. Dans son troisieme livre il paroît ne pouvoir trop gémir, de ce que les Ides de Mai soient arrivées, sans qu'on ait fixé le tems de la nouvelle élection: c'est, *dit-il*, faire revivre la royauté, & la liberté est dès lors perdue pour jamais: *id verò regnum haud dubie videre deploratur in perpetuum libertas*. Tout citoyen qui conservoit la Dictature au-delà de six mois étoit coupable de trahison. Qui voudra à ce sujet lire des instructions solides, peut les trouver dans les Epîtres que Cicéron écrit à Atticus, sur la position de César: & si l'on veut voir jusques à quel point alloit à cet égard la délicatesse des Romains, il suffit de remarquer qu'ils ne permettoient jamais à un même sujet d'être élevé deux fois de suite à la même dignité.

Cette politique, selon le rapport d'Aristote, étoit inviolablement observée dans toutes les républiques de la Grece.

On voit à Rome Cincinnatus un de ses plus grands Généraux, haranguer le Peuple pour en obtenir la liberté de se démettre du

commandement des armées. Le tems étoit arrivé où la loi lui prescrivoit de quitter, mais l'ennemi presque aux portes de la ville, n'avoit jamais rendu plus nécessaires sa valeur & sa prudence. On le lui représenta en vain; des motifs aussi pressants ne purent le faire changer de résolution, & il résigna en disant à ses concitoyens: „ que les efforts des  
„ ennemis étoient moins à craindre pour eux  
„ que l'acte qui le continueroit en place: puis-  
„ qu'une pareille concession fourniroit un  
„ exemple d'une conséquence très dangereuse  
„ à la liberté romaine”. Lorsque M. Rutilius Censorinus fut continué Censeur, il n'épargna rien pour détourner le Peuple de s'éloigner ainsi de la conduite de leurs ancêtres; & Plutarque rapporte que forcé d'accepter, il ne le fît que sous la condition expresse;  
„ que la république feroit une loi pour que  
„ son exemple ne pût jamais autoriser à  
„ continuer deux fois de suite un même sujet  
„ dans la censure ou dans toute autre digni-  
„ té”. Le scrupule des Romains ne peut manquer de faire voir de quelle importance est pour le maintien de la liberté publique, l'observation de la troisieme loi de politique que je viens d'établir.

*Quatrièmement*, on ne doit jamais souffrir que différens emplois importans soient confiés en même tems à des personnes d'une même famille, ni qu'aucune des grandes dignités soit continuée dans une seule & même maison. La premiere erreur doit conduire à la dernière, mais si on pouvoit se prémunir contre celle-ci, il y auroit peut-être moins de danger dans l'autre; cependant la prudence veut qu'on les évite toutes deux. Il est en effet évident qu'une semblable disposition met une famille dans le cas de chercher à balancer ses intérêts particuliers avec ceux du public, d'où il doit nécessairement suivre que le bien général ne sera effectué, qu'autant qu'il concourra à l'avantage de quelques individus. Dès lors on n'admettra plus aucun plan, on ne suivra aucun projet, qu'autant que l'un ou l'autre rendra indissolublement unis la prospérité de la république & l'agrandissement d'un particulier ou d'une famille. Les Romains regarderent en conséquence comme une maxime fondamentale de leur république, de ne point en même tems élever aux grandes charges deux membres d'une même famille, *ne duo vel plu-*

*res ex unâ familiâ magnos magistratus gerant eodem tempore ; & de ne point continuer les dignités dans une même famille, qui pourroit s'en former un droit d'y succéder, ne magna imperia ab unâ familiâ prescribantur.*

L'ombre de liberté dont jouïrent ces républicains, après le coup qui termina les jours de César dans le Sénat, auroit pu devenir une liberté réelle, s'ils avoient empêché Octave son neveu & son fils adoptif de s'emparer de la puissance excessive de son prédécesseur. Sa grandeur fut l'ouvrage de Cicéron, qui n'a fait aucune difficulté d'avouer la faute dont en cela il se rendit coupable, & ce qui prouve que l'homme le plus sage peut se tromper : aussi ce célèbre orateur opposa-t-il Antoine à César, avec d'autant plus de raison que, s'il eût moins suivi les mouvemens d'une haine personnelle, & qu'il eût plus consulté sa raison, il auroit vu qu'il lui étoit plus avantageux d'épouser le parti d'Antoine, que celui de son compétiteur ; car ce dernier n'eût pas obtenu le droit de partager la puissance, qu'en se faisant des partisans de toutes les créatures de son oncle Julius, non seulement il sacrifia

son ami Cicéron, mais souscrivit à sa mort avec autant de facilité, qu'il acheva la ruine totale de la république.

La famille des Médicis qui, par une continuation de pouvoir non interrompue, se rendit en peu de tems si considérable à Florence, qu'elle osa publiquement attaquer la liberté publique, n'auroit pas eu le même succès, si Casinus avoit trouvé moins de facilité à succéder aux dignités de son cousin Alexandre.

Il n'est pas inutile de remarquer que cette même famille, voyant un Pape de son nom sur le siege de Rome, forma le dessein de soumettre à sa puissance diverses parties de l'Italie, ne doutant point de réussir par la protection de ce pontife; & voyant que sa mort avoit devancé ses succès, elle n'épargna aucuns soins pour porter le conclave à mettre sur la chaire Romaine Julien de Médicis frere du dernier Pape. Tout favorisoit leurs espérances, lorsque Pompeius Columba fit sentir aux Cardinaux qu'il paroissoit impossible de conserver longtems la liberté de l'Italie, s'ils se laissoient aller aux suggestions de ceux qui, pour perpétuer la papauté dans  
une

une même maison, propofoient d'y faire succéder deux freres confécutivement.

Il n'est personne qui ne se foit apperçu fous Guillaume II. d'Orange des effets funeftes que pouvoit avoir la puiffance trop longtemps continuée dans cette maison. Il est heureux pour les Provinces Unies que ce génie entreprenant, ne laiffant qu'un fils trop jeune pour lui succéder, leur ait donné la favorable occafion, de modérer la grandeur de fes fuccesseurs, & de ne leur en confier qu'une portion plus conforme à ce qu'exige le falut de leur liberté.

Si le Sénat de Rome s'aliéna l'efprit du Peuple, ce fut en lui faifant voir que l'intérêt des familles patriciennes régloit feul leurs décisions: exemple que reproduit de nos jours le Sénat de Venife, dont le Peuple connoît mieux ce qu'il doit à la république, fi on rendoit plus plébéienne la maniere de le gouverner.

*Cinquièmement*, personne dans un Etat libre n'ofoit attaquer la majefté des décisions, ni en révoquer en doute la légalité, foit qu'elles fuflent prononcées par un Sénat, ou qu'elles fuflent le réfultat des aflemblées générales de

la Nation. S'il avoit existé une autorité capable de les tourner à son gré ou de les contredire, la liberté disparoïssoit à l'instant, *actum erat de libertate*. Les Romains furent réellement libres, tant qu'ils reçurent avec respect les oracles de leurs Tribuns ou des assemblées populaires : mais aussitôt que, par une négligence impardonnable, ils donnerent à Sylla & au parti qu'il s'étoit fait, le pouvoir d'en diminuer la puissance, leurs arrêts, loin de passer pour sacrés comme auparavant, tombèrent dans le mépris ; & bientôt ils ne délibérèrent & n'agirent plus que pour la forme, laissant à l'ambitieux Sylla, le droit de tout décider à sa volonté, privilege qu'en quittant la Dictature, il remit à un Sénat héréditaire, & dont le Peuple ne put jamais rentrer en possession. Ce Sénat lui-même ne le garda pas longtems, car César ne fut pas entré dans Rome, qu'il priva ces Magistrats suprêmes du droit de rien décider : il leur laissa à la vérité celui de délibérer & de lui communiquer leurs avis : mais sous cette apparence de légalité, il s'arrogea l'autorité de prononcer sur tout à son gré, sans que qui que ce soit eût le noble courage d'y former opposition.



Ce fut de cette manière que Cosme se conduisit avec le Sénat de Florence : il exigeoit ses avis sur les affaires, mais après s'être si absolument emparé de l'esprit des Sénateurs, qu'il étoit certain qu'aucun d'eux n'oseroit prononcer que de manière à favoriser ses projets ambitieux. Tibere veut-il parvenir à l'empire ? il s'attache tellement à soumettre le Sénat, qu'il ne s'y trouve personne en état de s'opposer à son élévation. Dès-lors il dispose de tout, sans qu'il fût permis de soupçonner qu'il agit sans le consentement de cette assemblée suprême en apparence, & s'il accepte l'empire, il paroît se faire violence en cédant aux prières des Sénateurs, de façon qu'on peut dire de ce prince qu'il ne fut proclamé que longtems après avoir joui d'une Souveraineté réelle.

De-là on doit conclure qu'il n'est point de république qui puisse maintenir sa liberté si, en suivant les traces de celles qui l'ont précédées, elle ne se fait une maxime inviolable de faire regarder avec respect & exécuter avec la plus scrupuleuse exactitude, les décisions fondées sur le libre suffrage du Peuple, sans permettre qu'aucune autre puissance

ce ait la faculté de les diriger ou de les contredire.

La *fixieme* loi qu'ont pratiquée les Etats libres a été d'exercer continuellement les citoyens dans le maniement des armes, & de mettre toute la force militaire entre les mains du Peuple, ou du moins de ceux de leurs sujets qui sont les plus zélés pour la conservation de la liberté, de façon que les assemblées supêmes soient toujours en état d'en disposer à leur gré.

L'effet qu'on s'en proposoit étoit qu'on ne pût jamais mettre d'impôts sur le Peuple sans qu'il y eût préalablement consenti, par la bouche de ceux qu'il avoit rendus dépositaires de sa confiance. Telle a été la pratique des républiques grecques qui, selon Aristote, avoient une attention particuliere de ne confier l'usage des armes qu'aux citoyens; persuadées que la disposition des armes regle celle de la puissance, & que l'Epée & l'Autorité Souveraine se prêtent en tout tems un mutuel soutien.

Les Romains ne se montrèrent pas moins convaincus de l'avantage qui pouvoit résulter de cette pratique. Devenus possesseurs de

leur liberté par l'érection des Tribuns & la formation des assemblées suprêmes, on vit les habitans de la capitale & des environs continuellement exercés dans le maniement des armes, afin de donner à la république une milice toujours subsistante. Cette sage précaution de familiariser la plus saine partie du Peuple avec l'usage des armes, forma un rempart inaccessible aux ennemis de la liberté, & mit toujours la nation en état de se défendre contre quiconque pourroit l'attaquer au-dedans ou au-dehors : par là la majesté du Peuple étoit à l'abri des tentatives d'un citoyen ambitieux, ainsi que toujours prête à repousser les attaques d'un voisin jaloux.

On n'armoit que le citoyen dont l'intérêt avoit une connexion avec celui du public, on n'enrôloit que ceux que cet intérêt animoit, sans y mêler ceux que la vue fardive de recevoir une solde auroit pu y attirer : on préféroit ces sujets précieux qui se croyoient suffisamment récompensés, lorsqu'après avoir vaincu l'ennemi, ils se voyoient en liberté de reprendre la conduite de leurs affaires domestiques. Il est certain que tant que la liberté de Rome subsista, la nécessité seule fit

prendre les armes, & dans ces circonstances cette république n'appelloit sous ses enseignes que des gens établis, des chefs de familles, intéressés à endosser la cotte d'armes & à combattre *pro aris & focis*, pour la sûreté de leurs femmes, de leurs enfans & de leur pays. Dans ces jours heureux on ne mettoit aucune différence entre le citoyen, le laboureur & le soldat, & celui qu'on voyoit dans un jour habiter la ville ou les campagnes, paroïsoit le lendemain dans le camp, si la liberté publique en danger le requeroit; & reprenoit son premier état dès que son bras avoit affermi l'Etat contre les invasions externes ou internes, de façon qu'on vit souvent de simples laboureurs remplir les fonctions, ou de soldats courageux, ou de généraux expérimentés, qui retournoient avec joie diriger le soc de leur charuë, après avoir assuré le triomphe de leur patrie.

Telle étoit la méthode ordinaire du Peuple Romain, même avant qu'il eût obtenu des Tribuns & des assemblées, c'est-à-dire, dans l'enfance du Sénat & immédiatement après l'exclusion de ses rois, parce qu'il y avoit déjà quelques teintures d'une liberté

essentielle, qu'on cherchoit à faire valoir par une pareille conduite. Lorsque les Tarquins eurent été chassés, quoiqu'ils eussent un parti dans l'Etat qui se flattoit de les remettre en place, on ne trouve cependant pas que Rome eût d'autres Soldats, que ceux de ses citoyens qui étoient zélés pour le soutien de la liberté, & qui en toutes occasions étoient prêts à prendre les armes au premier ordre du Sénat, avec très peu de frais pour le trésor public, & qui par leur bravoure parvinrent néanmoins à se soustraire au joug des Tyrans.

Il est vrai que, dans les siècles subséquents, Rome ayant étendu son empire, se vit dans l'obligation de former un corps toujours subsistant de soldats régulièrement soudoyés, soit pour garder les provinces qui avoient été forcées de recevoir sa loi, soit pour marcher à de nouvelles conquêtes. Cette milice étrangère à un Etat Républicain introduisit le luxe qui s'accrut à proportion que les domaines augmentoient: on s'écarta bientôt entièrement de la sévérité des loix qui peuvent seules assurer la liberté, la capitale partagea le malheur des provinces, en confiant sa gar-

de à ces Soldats mercénaires ; & l'histoire à transmis un triste tableau des conséquences qui en résulterent.

L'ambition de Cinna, la tyrannie horrible de Sylla, l'insolence de Marius, & les vues intéressées de divers généraux qui les précédèrent ou parurent après eux, remplirent l'Italie de scènes tragiques qui firent frémir l'univers. Le Peuple voyant enfin à quelles funestes extrémités il s'étoit exposé en conservant ces Soldats étrangers dans le sein de l'Italie, & voulant y remédier pour la suite en les employant au-dehors, passa en loi, que tout général qui passeroit le fleuve Rubicon seroit déclaré ennemi du bien public. On fit plus, pour qu'aucun militaire ne pût oublier le devoir que lui imposoit cette loi, l'Etat fit ériger sur les bords de cette rivière, un poteau qui portoit l'inscription suivante : *Imperator, sive miles, sive tyrannus armatus quisquis, sistito vexillum, armaque deposito, nec citra hunc amnem transito.* Qui que tu sois, Soldat ou Tyran armé, arrête ici tes pas, quitte tes drapeaux, mets bas les armes & ne passe pas cette rivière.

Ce fut aussi pour cette raison, que César

n'eut pas été assez hardi pour la traverser, qu'il conçut qu'il en avoit trop fait pour reculer, & qu'il prit le parti de marcher vers Rome, pour s'emparer de l'empire; & la république, en perdant ainsi le droit de disposer des armes, se vit anéantie, puisque cela la réduisoit à la nécessité de voir toute l'autorité entre les mains d'un particulier & de ses adhérens qui se gardèrent bien d'armer le Peuple.

César substitua à la milice nationale des bandes Prétoriennes, Auguste & ses successeurs imiterent cet exemple, auquel se sont ensuite conformés les gens puissans de tous les siècles & de tous les Etats: tels que Cosme de Medicis premier grand Duc de Toscane, la Moscovie, la Russie, la Tartarie & la France, qui se sont servies de cette ressource pour rendre leurs Monarques absolus. Charles I. Roi d'Angleterre fit tous ses efforts pour introduire cet usage dans ses Etats. Il forma d'abord le dessein d'y faire recevoir une Cavalerie Allemande & pour corrompre ses sujets, après qu'il eut fait marcher son armée dans le Nord, il négligea totalement les milices nationales & bientôt fit une guerre ouverte à son Peuple.

On voit donc qu'il n'est point de voie plus certaine pour affermir la liberté, que de ne confier dans une république l'exercice des armes qu'à ceux de ses sujets qui sont fermement attachés à son établissement.

*Septièmement*, on doit élever les enfans, en les instruisant avec soin des principes qui fondent la vraie liberté. Aristote recommande l'exécution de cette regle, en disant, que l'éducation de la jeunesse doit être appropriée à la forme d'administration sous laquelle l'Etat subsiste, puisque rien n'est si avantageux au soutien du gouvernement actuel. On voit la preuve de ce raisonnement dans la conduite générale des hommes qui, parvenus à l'âge viril, retiennent constamment les impressions qu'ils ont reçues dans leur jeunesse; & ne peuvent se défaire même de celles qui sont en elles-mêmes pernicieuses, à moins que la providence ne les ait doués d'un jugement & d'une pénétration capables de rectifier les principes de leur éducation.

Si je voulois confirmer cette vérité, je citerois les témoignages de Plutarque, d'Isocrate, & d'un grand nombre de Philosophes & d'Orateurs, qui ont tous unanimement dé-



montré combien l'éducation des enfans importe au bonheur du gouvernement civil & domestique: mais je les passerai sous silence dans la persuasion qu'il n'est personne qui ose nier quelle influence elle a dans les moindres actions des hommes.

Le raisonnement ne dicte pas avec moins de force que, si l'on manque d'attention à plier de bonne heure l'esprit d'une jeune républicaine, de façon à lui faire goûter & aimer la liberté, on ne pourra jamais se flatter que la forme d'administration soit solide & que la paix regne dans l'Etat. Les écoles, les académies, toutes ces maisons consacrées à l'éducation de la jeunesse, ne retentiront que de maximes capables de porter à la révolte, de rendre ennemis du bien public ceux qui les écoutent, & d'en faire des monstres qui, sourds aux cris de la nature, se plairont à déchirer leur patrie.

Si on se rend coupable de cette négligence, à la suite d'une guerre civile qui a produit quelque altération dans le gouvernement, les effets n'en seront que plus dangereux; car le changement étant nouveau, les maîtres n'auront que les anciens principes à don-

ner à leurs élèves , & ceux-ci par conséquent seront entretenus dans une inclination naturelle pour l'ancienne forme d'administration , qu'on fera toujours en danger de voir revivre. Négliger donc d'astreindre à des regles favorables au gouvernement reçu , ceux qui sont chargés de l'éducation, c'est donner lieu à une inimitié éternelle entre les sujets, c'est rendre sans cesse incertaine la constitution actuelle ; & au lieu de former une société civile , c'est nourrir entre les citoyens une semence de division qui , en faisant naître les guerres civiles, tiendra toujours en danger l'intérêt public.

Plutarque & Isocrate assurent que les républiques de la Grece appréhendoient tellement de tomber dans cette négligence, que la sagesse de leurs précautions alloit jusques à prescrire aux maîtres les livres dont ils pourroient permettre la lecture dans leurs exercices. Jules César dans ses commentaires rapporte que les Gaulois , tout barbares qu'ils étoient , avoient une attention si scrupuleuse à cet égard , qu'ils ne confioient qu'à leurs Druïdes le soin d'instruire leur jeunesse dans les principes de la religion &

du gouvernement , afin que sur ces deux points elle s'accoutumât de bonne heure à recevoir les idées universellement adoptées.

Si l'on considère attentivement les révolutions qui , après avoir fait passer Rome de l'Etat Monarchique au Républicain , la soumirent de nouveau à une Monarchie absolue , on y découvrira de nouvelles preuves de ce que j'avance.

On voit d'abord quelles difficultés rencontrèrent les Romains pour maintenir la liberté qu'ils venoient d'acquérir , & l'on sent qu'elles naissent de ce que la jeunesse se trouvoit imbuë des principes monarchiques & de ce que ceux qui présidoient à son éducation , ne laissoient passer aucune occasion d'y confirmer leurs tendres esprits. Aussi dans ces tems de la naissance de la république , vit-on les propres enfans du fondateur de la liberté , étouffer l'affection naturelle qu'ils devoient à leur pere & à leur patrie , & ne suivant que les principes du despotisme qu'on leur avoit trop répétés dans les écoles , se joindre à une grande partie de la jeunesse Romaine pour rétablir les Tarquins sur le trône.

On n'aura pas de peine à observer combien il fut difficile à la république de s'établir solidement , tant qu'il resta dans son sein des citoyens qui avoient été instruits à respecter les principes pervers de l'ancien gouvernement , qui profondément gravés dans leurs tendres cœurs, purent si peu s'en effacer avec l'âge, qu'ils étoient sans cesse prêts à seconder les invasions que pouvoit projeter l'ennemi public.

Lorsque l'abolition de la république ouvrit à César un chemin à la Monarchie, ce grand homme rencontra des obstacles si puissans de la part d'un Peuple né & élevé dans les principes de la liberté, qu'il perdit la vie au milieu des efforts qu'il faisoit pour affermir son usurpation. Mais telle étoit encore la force de l'éducation républicaine, que cet assassinat commis par quelques Sénateurs, eut les éloges du Peuple, de Cicéron, des Auteurs Romains & de tous les Ecrivains vivans sous une administration libre.

Auguste instruit des inconvéniens qui avoient précipité les jours de son oncle, & voulant marcher sur ses pas sans se rendre victime du zèle que le Peuple avoit encore

pour la liberté, résolut de se frayer à pas insensibles une route à l'empire. Tacite en effet remarque qu'Auguste facilita son élévation, en ne faisant paroître le dessein qu'il avoit formé d'y parvenir, qu'après avoir insensiblement accoutumé le Peuple à le continuer sous différens prétextes, à la tête de l'administration; de façon que, quand il prit le titre d'empereur, il ne voyoit sa cour formée que d'une nouvelle génération d'hommes élevés dans l'usage de reconnoître sa puissance. Les paroles de Tacite méritent d'être rapportées. „ Tout étoit tranquille dans Ro-  
„ me, les magistrats y paroissoient sous leurs  
„ anciens noms; les jeunes gens étoient tous  
„ nés depuis la célèbre victoire d'Auguste à  
„ Actium, & les guerres civiles avoient fait  
„ périr la plupart des vieillards: la liberté,  
„ dont des gens ambitieux & puissans soute-  
„ noient encore l'apparence, n'existoit plus  
„ en effet, de façon que lorsqu'il se fit pro-  
„ clamer empereur, il n'avoit plus un seul  
„ homme qui eût éprouvé les douceurs de  
„ l'ancienne administration, lorsque la géné-  
„ ration sur laquelle il alloit dominer, graces  
„ aux artifices qu'il avoit mis en usage, avoit

„ été élevée dans des principes favorables à la Monarchie qu'il introduisoit ”.

Je pourrois m'étendre d'avantage à ce sujet : mais cela me paroît suffire pour faire voir combien la constitution d'un Etat dépend de la maniere dont sa jeunesse est élevée. Il est donc bien essentiel à une république qui commence à s'établir que les écoles qu'elle permet ne retentissent que du nom, des avantages de la liberté & des moyens de la conserver.

La huitieme regle que la politique prescrit à un Etat libre, & qui regarde spécialement la conduite du Peuple, c'est d'user avec modération de la liberté qu'il s'est acquise pour ne la point faire dégénérer en licence ; parce que devenant alors une espece de tyrannie, elle inspireroit le désir de préférer le système monarchique. Pour éviter un malheur aussi funeste, je vais établir ici quelques moyens que ne peut manquer d'avouer la sagesse.

Il faut d'abord tellement régler un Etat libre qu'il soit à l'abri de toute dissention civile, & ne jamais perdre de vue le danger qu'il y auroit de recourir à la violence,  
pour

pour punir les fautes que la foiblesse humaine peut faire commettre aux citoyens qui sont dépositaires de la confiance & de l'autorité de la nation. Si on l'oppose en effet à tout inconvénient qui dans le gouvernement exige une réparation ou un remède, on en verra naître une infinité d'autres. La ressource fatale d'une guerre civile, employée ordinairement pour abolir un gouvernement dangereux, seroit dans l'occasion un symptôme de folie, aussi pernicieuse dans ses effets, que celle d'un médecin qui prescriroit l'usage des liqueurs spiritueuses pour appaiser l'ardeur de la fièvre, ou qui conseilleroit à un malade de se percer le cœur, pour se guérir d'un léger mal de tête.

Sachant donc que les Tyrans & leurs sectateurs ne cessent d'accuser le gouvernement populaire d'être le plus sujet au tumulte, à la discorde & à la sédition; le républicain, qui jouit d'une liberté assurée ou qui cherche à l'affermir, n'a pas de moyen plus certain de réfuter cette imputation infamante, que de se conduire dans tous les cas avec autant de modération que de prudence, & de faire toujours paroître une vénération pro-

fonde pour les citoyens que son élection libre a rendu ses supérieurs.

Si cette sagesse & cette déférence sont nécessaires, il n'est pas moins certain d'un autre côté, qu'il est des cas où la justice autorise à se servir de moyens vifs & prompts pour préserver la république d'un danger éminent. Mais dans ces cas il faut se convaincre que la nécessité ne laisse que ces ressources, & alors c'est au Peuple à tout risquer pour les faire réussir, puisqu'en lui seul réside réellement & essentiellement toute l'autorité, lorsque les sujets à qui il en confie l'exercice pendant un tems ne sont que ses ministres & ses représentans. En un mot, il n'est jamais permis de recourir à la violence, qu'autant qu'il paroît manifestement, que des gens en place forment des projets ou agissent ouvertement contre les principes sans l'observation desquels la liberté essentielle ne sauroit subsister. On a pu voir par tout ce qui a été dit ci-dessus en quoi consiste l'essence de la liberté: cependant je crois en donner une idée encore plus distincte, en rapportant avec quelque détail la fameuse dispute qui dura à Rome pendant trois cents ans, au sujet du



partage des terres conquises ou enlevées à l'ennemi.

Les Sénateurs chargés d'en faire la partition se les diviserent entre eux, n'en laissant que point ou du moins bien peu pour le Peuple, qui en fut si mécontent, qu'il promulgua une loi par laquelle aucun Sénateur ne pouvoit posséder plus de 500 acres de terre. Ceux-ci se plaignirent qu'une pareille loi étoit un attentat contre leur liberté, & le Peuple de son côté trouvoit incompatible avec la liberté générale que les membres du Sénat cherchaient, en s'agrandissant, à unir entre leurs mains les richesses & l'autorité. Tite-Live en avouant que le Peuple avoit la justice de son côté & que le Sénat étoit dans l'erreur, blâme cependant les deux partis d'avoir fait de cette contestation le fondement d'une guerre civile. En effet, dans la suite des tems, les Gracchus, qu'on regardoit comme les protecteurs de la liberté, ayant épousé la querelle du Peuple, sans avoir recours aux moyens qu'offroit la prudence pour ramener le Sénat à la raison, agirent avec tant de vivacité & d'emportement, que ce premier ordre de l'Etat ne crut pouvoir à

sa sûreté qu'en se donnant Sylla pour chef : mais le Peuple ne fut pas instruit de cette démarche qu'il leva une armée dont il déclara Marius Général, & dès lors Rome fut livrée aux horreurs d'une guerre civile.

On ne peut s'empêcher d'avouer, que les Sénateurs qui s'étoient enrichis d'une façon si injuste, n'en aient été la première cause : mais le Peuple ne devoit pas la saisir avec tant de précipitation, ni la poursuivre d'une manière si violente. Il devoit se rappeler la prudence de ses ancêtres, & il y auroit découvert des moyens de modérer l'injuste ambition des nobles. Il est toujours essentiel pour le Peuple de prendre les voies pacifiques plutôt que de courir aux armes pour obtenir la réparation de leurs griefs : puisque ce dernier remède étant le plus désespéré, il est de la prudence de ne le jamais employer, qu'après avoir inutilement mis tous les autres en usage ; & encore quand une invincible nécessité fait voir que la liberté est dans un danger imminent. Mais cette querelle, qu'on auroit pu facilement accommoder sans doute, engendra une guerre civile qui par les proscriptions, les supplices, les batailles ga-

gnées ou perdues, les massacres commis dans la capitale, épuisa les deux ordres de sang & de richesses & priva la nation entière de sa liberté.

Il est en effet à remarquer que cette guerre civile, donna lieu à la guerre glorieuse que la république eut ensuite à soutenir sous la conduite de Pompée contre César, & qui me servira à prouver la nécessité de prendre les moyens les plus violens contre un sujet, dont les desseins ou les actions menacent évidemment la liberté publique: César s'étoit avec raison rendu également suspect au Sénat & au Peuple, soit par la conduite qu'il tenoit au milieu de ses soldats, soit en faisant passer le Rubicon à son armée, au mépris de la loi qui déclaroit traître à la patrie, quiconque en armes oseroit traverser cette rivière; il n'étoit plus permis de douter qu'il ne voulût usurper l'autorité souveraine, & cette conviction imposoit à tous les ordres de l'Etat l'obligation de s'armer pour défendre la liberté publique & de commencer la guerre civile, dont la direction fut donnée à Pompée. Il faut donc convenir que, si la première fut entreprise trop légèrement, la seconde étoit

indispensable, mais que ni l'une ni l'autre n'auroient eu lieu, si le Peuple avoit montré plus de prudence dans le choix des moyens pour obtenir une réparation de ses premiers griefs.

L'Angleterre dans le siècle dernier donna à l'univers un modèle de la modération que doivent employer des sujets avant que de recourir aux armes. Si l'on parcourt avec impartialité les fautes que commit Charles I. on ne pourra s'empêcher d'admirer la patience surprenante avec laquelle les Anglois souffrirent les tentatives extraordinaires que ce prince ne cessa de faire contre les droits les plus chéris de la nation. Le soin que les historiens contemporains ont eu d'en conserver la mémoire à la postérité, me dispense de rappeler les monopoles exercés par ce prince, les taxes imposées par ses ordres, les moyens divers qu'il inventa pour faire gémir ses sujets sous un joug tant ecclésiastique que civil, l'autorité avec laquelle il dissolvoit ses parlemens & le dessein qu'il avoit formé de les abolir : mais quelque fussent ces excès, le Peuple sembla oublier qu'il avoit en mains la ressource des armes, & ne se déterminâ en-

fin à y avoir recours, que lorsqu'il se vit dans la nécessité de défendre ses jours, ses droits & sa liberté.

Ces exemples doivent suffire, je pense, pour montrer à un Peuple libre la conduite qu'il lui est essentiel de tenir pour éviter de donner dans la licence, & pour convaincre les royalistes qu'ils accusent à faux l'esprit républicain d'être enclin à la discorde & à la sédition. Le partisan de la liberté y apprend ce qu'exige de lui la prudence, lorsqu'il ne voit dans ses supérieurs aucune de ces fautes, qui lui donnent un juste motif de soupçonner qu'ils tentent ou projettent de le dépouiller de sa plus précieuse prérogative.

La seconde précaution que doit avoir le citoyen libre, consiste à n'envisager que l'utilité générale quand il s'agit de donner son suffrage pour l'élection d'un de ses chefs, afin de ne mettre dans ces places éminentes que les personnes qui se sont montrées les plus zélées à procurer l'établissement ou la confirmation de la liberté. C'est en effet à de pareils sujets qu'on en peut confier la conservation, parce qu'ils se sont fait une précieuse habitude de ne trouver leur bien que dans

celui de la Nation, quelque soit son sort, favorable ou contraire. Si par une erreur impardonnable, on élevoit à ces dignités suprêmes des gens qui eussent des sentimens opposés, il faudroit s'attendre qu'ils ne se régleroient dans leurs démarches pour le public, que sur l'avantage qu'ils y verroient pour eux-mêmes, & qu'ils n'embrasseroient d'autre parti, que celui qui se concilieroit avec leurs vues particulieres. Qu'on regarde donc comme une maxime invariable que, si une république élève aux premiers postes un sujet, dans le cœur duquel l'amour de la patrie ne tient pas le premier rang, elle n'a qu'un chef toujours facile à corrompre, parce que son ame mercénaire, ouverte aux appas du gain, se décidera selon les offres qu'on pourra lui faire, tantôt à conserver la fidélité qu'il doit à sa patrie, tantôt à se lier avec ses ennemis, & quelquefois à les servir tous deux, s'il peut le faire sans trop s'exposer.

Aristote m'avoit prévenu dans cette opinion quand il dit dans le premier livre des politiques que, „ l'on a déjà par négligence altéré la forme d'une république, quand on y a mis en place des gens qui ne sont

„ pas sincèrement attachés à sa constitution.”

Il ne suffit donc pas , pour rendre inébranlable l'heureuse situation d'un Etat libre, d'écarter des postes honorables les sujets qui la haïssent : non , il faut de plus en exclure ceux qui ne la chérissent pas sincèrement , c'est-à-dire ceux qui ne sont pas intérieurement convaincus qu'il ne peut y avoir de position préférable à la leur. Ces derniers en effet , n'ayant qu'un cœur indifférent pour elle , prêteront facilement l'oreille à toute idée de changement , sur-tout si la personne qui en doit profiter fait y intéresser la vanité ou l'avarice de ces chefs mal assurés.

L'histoire ne me fourniroit que trop d'exemples des effets déplorables de pareils choix : mais je pense qu'on a déjà assez vu , dans cet ouvrage , que la plupart des dissensions , qui ont ébranlé ou renversé les Etats libres , n'ont dû leur origine qu'aux trames secrètement ourdies par l'ambition & la perfidie de sujets promus aux grandes places , sans qu'ils eussent réellement à cœur les véritables intérêts de la patrie. C'est ce dont la république romaine fournit une preu-

ve convainquante dans la révolution qu'elle éprouva , dans le tems même où sa liberté paroissoit le plus fermement établie, par la succession régulièrement suivie dans ses assemblées populaires.

La Noblesse, dont les vues étoient opposées à celles du reste de la nation, n'épargna ni soins ni largesses pour se ménager la confiance du Peuple , & dès qu'elle y fut parvenue , elle s'attacha de concert à exciter des contestations sur les droits respectifs des deux ordres, à embrouiller les affaires, à diviser les esprits, & parvint , par cette conduite artificieuse , à priver le Peuple de la liberté, dont la force n'avoit pu le dépouiller.

Le Peuple dans un Etat libre doit , en troisieme lieu , prendre bien garde de ne donner à qui que ce soit le droit de siéger sur un tribunal ou dans un conseil suprême, à moins qu'un mérite reconnu ne l'y détermine, sans que, dans ce choix , l'esprit de faction, la voix du sang ou les liens de l'amitié aient aucune part. Si les suffrages du Peuple couronnent une probité & une sagesse éminente, on verra l'univers entier sous-



crire à sa voix, & l'équité fermera même la bouche à ceux qui pouvoient avoir des desirs opposés: mais une élection guidée par tout autre motif ne manquera jamais d'exciter le mécontentement, si elle n'engendre pas une division dans l'Etat.

La quatrième précaution que doit avoir un Etat libre, est d'une part de se conserver toujours le droit de faire rendre compte à ses Officiers & à ses Magistrats de leur conduite & de leurs actions, comme aussi de permettre en tout tems à son Peuple de se porter accusateur contre ceux dont il croit avoir raison de se plaindre; elle exige aussi de l'autre, qu'on évite avec soin d'imputer à ces chefs des fautes qui n'ont d'existence que dans la haine ou la calomnie qui les débite. Souffrir un pareil excès, c'est abuser de la liberté; & les siècles passés font voir qu'une pareille tolérance a été la source la plus ordinaire des tumultes & des dissensions.

Les Athéniens eurent sans doute des raisons légitimes quand ils admirèrent la peine du bannissement connu sous le nom d'Ostracisme, semblable à celui que reçurent les Lacédémoniens sous le nom de Pétatisme: mais

les uns & les autres ne tarderent point à reconnoître combien cette institution étoit pernicieuse, quand ils virent les dissensions civiles qu'occasionnoit l'abus que quelques particuliers en faisoient, en n'y ayant recours que pour assouvir la haine qu'ils portoient aux citoyens les plus respectables.

Si la république romaine ne dispensa jamais ses Officiers de l'obligation de rendre compte de leur conduite, & de répondre aux accusations qu'on pourroit former contre eux, elle crut ne devoir être que plus exacte à épouvanter les calomniateurs & les délateurs injustes, en faisant rigoureusement observer le décret du Sénat, appelé *Turpilianum*, qui condamnoit à une amende considérable les citoyens coupables de ces crimes odieux.

Tant qu'un Etat se conformera exactement aux deux parties de la maxime que je prescris ici, il n'aura à redouter, ni de se voir victime des projets ambitieux des gens en place, ni d'être exposé aux clameurs ou au soulèvement de la populace.

Une république qui veut qu'on ne puisse lui reprocher le vice d'ingratitude, en l'accu-

sant de manquer à ceux de ses citoyens qui lui ont rendu de grands services, doit, pour cinquieme précaution, être si discrete dans la portion de puissance qu'elle confie à un sujet, qu'elle ait toujours la facilité de la lui retirer, quand elle le juge à propos.

C'est un proverbe que les honneurs changent les dispositions; mais la connoissance du cœur humain démontre que les honneurs, les richesses, les dignités acquises ou perpétuées l'exposent à des tentations trop puissantes, pour que sa fragile essence puisse y résister. La royauté & l'éclat qui l'accompagne ont des attraits si séduisans que, sans un courage extraordinaire, il est rare de s'y refuser. Que d'Etats libres, que de Républiques en ont fait la fatale expérience! en se voyant dans la nécessité de reconnoître pour maître un sujet trop honoré de leurs faveurs. On n'en fera point étonné, si l'on considère que tout homme qui parvient à une puissance sans bornes, est à l'instant esclave de sa grandeur, qui lui fait adopter tous les plans qu'elle lui propose, tel absurdes qu'ils soient, sans que, ni remords, ni réflexions aient la force de l'en détourner.

L'ambition, on le fait, est une espece de frénésie, qui ôte à celui qu'elle anime tout usage de sa raison ; & il suffit au mortel le plus sage d'en écouter les mouvemens, pour qu'il paroisse bientôt dépourvu d'esprit & d'intelligence, parce que pressé d'obtenir le but de ses desirs, il y marche avec une vivacité indiscrete, sans être guidé par la prudence, ni retenu par la crainte.

Il est donc de la dernière importance pour un Peuple habitué à jouir de sa liberté, & sur-tout pour celui qui vient à peine de secouer le joug des Tyrans, de tellement dispenser l'exercice de son autorité, qu'il ôte toute ressource à l'ambition, qui ne peut produire que des dissensions domestiques, dont la suite est toujours fatale à la conservation des droits de la généralité.

César prend les armes pour l'intérêt du Peuple, & la reconnoissance de ce Peuple lui déferé le commandement de ses armées : mais ce particulier ne se voit point en possession d'une autorité illimitée, qu'il ne peut se défendre de former les projets les plus ambitieux. Il oublie ses anciens amis, il perd de vue les devoirs que lui prescrivoient ses pre-

miers principes, & il faisoit la première occasion favorable de tourner ses armes contre la liberté publique.

Sylla défenseur du Sénat, & Marius protecteur du Peuple sont, dans leurs postes respectifs, deux tyrans réels, quoiqu'ils semblent mépriser d'en prendre le titre ou d'en arborer la pompe extérieure.

C'est ainsi que les divers partis ont vu se conduire ceux qui cherchoient à envahir la souveraineté, & c'est ce que firent voir Pisistrate à Athenes, Thémistocle en Sicile, Cosme de Medicis, Soderino & Savanarole à Florence, Castruccio à Luques, sans parler des dangers auxquels l'adresse de la maison d'Orange a pu exposer la liberté des Hollandois.

Je prescrirai, pour neuvième & dernière précaution, à tout Etat libre de se faire une loi de regarder comme crime de haute trahison indigne d'aucune grace, tout attentat contre l'intérêt & la majesté du Peuple.

Pour traiter cet article avec toute la clarté qu'il requiert, il me paroît indispensable de rappeler ici les actions qui, selon la pratique des Peuples différens, ont été rendues odieuses sous le nom de trahison.

La premiere dont parle l'Histoire Romaine, est la conspiration que formerent les fils de Brutus pour remettre à mains armées les Tarquins sur le trône. Tout paroissoit assurer l'indulgence de la nouvelle république aux enfans de celui qui venoit de lui donner naissance; cependant ils furent tous mis à mort; & leur pere parut lui-même le plus empressé à faire exécuter cet arrêt, quelque cruel qu'il fut pour lui, afin de montrer aux siècles à venir qu'un pareil crime priveroit à jamais d'espérance de pardon.

Cette tentative portoit sans doute les caracteres d'une véritable trahison; mais ceux qui voulurent l'imiter par la suite, voilerent leurs desseins d'une façon plus difficile à pénétrer. Telle fut la conduite de Manlius & Mœlius, citoyens qui avoient rendu à la république, les services les plus signalés, surtout le dernier, qui avoit mérité le surnom de Capitolinus, en repoussant les Gaulois, maîtres déjà de Rome, & prêts à terminer le destin de la république par la surprise du Capitole. La reconnoissance du Peuple, prodigue envers ces deux grands hommes, ne les eut pas trop élevés au-dessus de la sphere

re

re des citoyens ordinaires, qu'ils formerent le dessein d'attenter à la liberté publique, & mirent ce Peuple dans la malheureuse nécessité de prononcer, les larmes aux yeux, l'arrêt qui les condamnoit à la mort.

Je n'entrerais point dans le détail de l'espece de trahison dont se rendirent coupables les Décemvirs; Tite-Live, Pomponius, & tous les Ecrivains qui ont parlé de l'ancienne Rome, dévoilent leurs crimes & leur punition. On y verra que la république se montra en toute circonstance également inflexible contre tous ceux de ses citoyens qui, ouvertement ou par des détours secrets, attaquèrent une liberté, dont elle se crut toujours obligée de venger les droits, sans qu'aucun égard pût faire fléchir sa rigueur.

J'ajouterai à ces exemples de l'ancienne Rome ce que la politique des Vénitiens prescrit à ce sujet. Ce Peuple le plus scrupuleux à cet égard qui ait jamais existé, ne doit sans doute sa conservation, qu'à la peine de mort qu'il fait indistinctement subir à tout homme convaincu d'avoir conspiré contre la république, ou d'en avoir formé le dessein. Comme cette sévérité des Vénitiens s'étend à

plusieurs autres crimes subordonnés, j'en vais citer les principaux.

Un Sénateur, qui révèle les décisions du conseil, est un traître qui doit périr sans pitié. Cette rigueur avoit été antérieurement en usage dans la république romaine qui n'avoit trouvé que le feu ou le gibet capables d'expier une pareille faute. De-là le profond mystère qui voiloit les délibérations du Sénat, puisque selon Valerius Maxime liv. 2. „ toute matiere qui y étoit „ proposée ou débattue étoit dans l'état de „ celles dont personne n'avoit entendu parler, quoiqu'elle eût été agitée dans une „ assemblée nombreuse.” Cette coutume immuable & précieuse avoit fait donner aux décrets du Sénat Romain le nom de *Tacita*, parce que les projets qui y étoient arrêtés n'étoient rendus publics que par leur exécution.

La troisième trahison qui foumet tout Sénateur & tout Officier de l'Etat Vénitien à une mort honteuse, sans espoir de pardon, est celle dont se rendent coupables ceux qui enfreignent la loi qui leur défend, sous quelque prétexte que ce soit, de devenir pension-



naires ou de recevoir des gratifications d'aucun Prince ou d'aucun Etat étranger. Si en effet les payens ont toujours cru que les Dieux pouvoient se fléchir par des offrandes, quels effets funestes les présens ne doivent-ils pas produire sur de simples mortels? Arbitres de l'Etat, ils envisageront moins le bien national, que ce qui peut flatter les vues de leurs bienfaiteurs particuliers, & ainsi une pluralité servile étouffera souvent la voix de la patrie. La république de Venise ne craint point une trahison si odieuse, & les Etats qui veulent négocier avec elle, doivent, avant que de s'y engager, moins consulter ce que leur permet leur opulence, que ce qu'ils doivent espérer de la justice de leur cause. La France, dit *M. de Thou*, aura toujours beaucoup de facilité à gagner par argent les Princes & les Etats d'Italie, si l'on en excepte la république de Vénise, parce que celle-ci est inflexible dans sa rigueur contre ceux de ses chefs qui reçoivent une solde étrangère, lorsque dans les autres Etats, de pareils lâches échappent assez facilement à la vengeance publique.

Nul Sénateur ne peut, sans se rendre cou-

pable d'une quatrième espèce de trahison, avoir aucune conférence secrète, avec les Ambassadeurs, Ministres ou Agens que les Puissances étrangères entretiennent auprès de la république. On n'imputera point aux Vénitiens d'être trop rigides en ce point, si l'on fait attention, que parmi les chefs d'accusations qui firent condamner le fameux Barneveldt à avoir la tête tranchée, les Hollandois insisterent sur les conférences qu'il avoit eues, & sur la façon familière dont il avoit vécu avec l'Ambassadeur Espagnol, malgré l'inimitié qui étoit entre les deux Peuples.

Après ce brief exposé des sentimens & de la conduite des deux plus célèbres Etats libres qui aient paru dans le monde, il faut nécessairement conclure avec eux, que le plus sûr moyen de conserver la liberté nationale, est de regarder en tout tems comme un crime indigne de pardon, toute action qui, semblable à celles que l'on vient de rapporter, peut mettre en danger l'intérêt & la majesté du Peuple.

L'importance des différens points que je viens de traiter, m'excusera sans doute d'a-

voir interrompu l'exposition des erreurs que l'usage a fait admettre dans la politique, dont je vais dévoiler ce qui me reste à combattre.

4°. *L'usage de décider les affaires par raison d'Etat, sans avoir attention à ce qu'exigent les loix d'une probité rigoureuse*, est une quatrième erreur politique d'autant plus dangereuse, qu'elle semble avoir prévalu sur toute la face de l'univers.

Pour éviter toute méprise, je dois prévenir que par *la raison d'Etat* que je prétens condamner, je n'entends point ces sages résultats d'une prudence équitable & d'une saine raison, puisque d'eux seuls dépend la sûreté des Princes & des Etats: mais ces décisions fondées sur des principes corrompus, employés pour faire réussir indirectement des vues secrètes & cachées. Cette dernière raison d'Etat est celle qui n'a pour base que la volonté d'un ministre, qui regarde l'occasion d'augmenter sa grandeur, d'affouvir son avarice ou de satisfaire sa vengeance, comme un motif suffisant pour exécuter un projet, qui peut être de quelque avantage actuel, mais qui est essentiellement opposé aux préceptes divins ou aux loix de la probité & des nations.

Je vais tâcher de la faire connoître par les traits qui lui sont les plus naturels. Cette raison d'Etat commande avec le plus d'empire & est consultée avec le plus de soin : l'ame de l'Etat, elle en regle les mouvemens & prescrit les moyens de maintenir sa gloire ; elle est chargée de répondre aux objections & de décider les querelles auxquelles la mauvaise administration peut donner sujet : c'est elle qui fait entreprendre la guerre, mettre des impôts, exposer ou soustraire les criminels à la rigueur des loix, envoyer ou recevoir des Ambassadeurs.

C'est elle qui autorise le politique à se dédire de ce qu'il avoit avancé , à renverser l'ouvrage qu'il venoit d'élever, à abandonner les anciennes coutumes pour en substituer de nouvelles, & à trouver de la conformité entre les choses les plus disparates. Lui propose-t-on une difficulté qui semble d'autant plus insurmontable, que les loix divines ne l'ont point prévue & que l'antiquité n'en offre point d'exemples ? elle découvre à l'instant mille moyens de la résoudre qui échapperoient à un cœur droit & sincere. Cette souveraine absolue, que les

Italiens appellent *raggione di stato* , paroît tantôt avec la férocité d'un Soldat & tantôt avec la lâche timidité d'un courtisan ; elle affecte dans une circonstance le ton folâtre d'un histrion, & dans l'autre la gravité imposante d'un magistrat ; elle est, en un mot, plus variée dans ses formes que la lune ne paroît inconstante par ses phases.

Voilà cette raison d'Etat à laquelle on peut opposer une méthode bien plus excellente, qui consiste à mettre toute sa confiance en Dieu, lorsque l'on se trouve dans la nécessité de faire des actions vigoureuses qu'exige la justice ; c'est alors que la probité satisfaite dira, *fiat justitia & fractus illabatur orbis*. Qu'un homme se conduise selon les loix de la plus exacte droiture, qu'il soit fidele à remplir ses promesses & inébranlable dans ses principes, il verra sans s'émouvoir toutes les puissances paroître armées contre lui, parce qu'il sait que Dieu seul est capable de le soutenir. En ne s'écartant jamais des voies que l'être suprême lui a tracées, il aura la consolation de marcher d'un pas ferme, sans être agité par ces inquiétudes dévorantes qui troublent le suc-

cès des méchans. Il n'éprouvera ni ces ardeurs brûlantes ni ces tristes frissonnemens qui font le premier supplice de ceux qui redoutent à chaque instant qu'on ne dévoile leurs ruses perfides. Enfin si cet homme juste obtient le succès qu'il désire, il a la consolation d'avoir procuré le bien de sa patrie, & s'il meurt avant que d'avoir consommé ses entreprises, il descend au tombeau couvert d'une gloire que rien ne peut lui enlever. Quelle différence dans le sort de ceux qui immolent sans cesse leurs remords à cette divinité fatale *raggione di stato* ! ils vivent quelquefois comme des dieux, mais à leur mort ils sont confondus avec les hommes ordinaires & leur mémoire se perd avec celle des Princes qu'ils ont servis.

Comme les paroles ne fussent pas pour faire revenir d'une erreur si consacrée par l'usage, je vais achever de la combattre par quelques exemples que me fourniront tous les âges & toutes les nations.

Ce fut cette raison d'Etat qui rendit Pharaon assez hardi pour retenir les Israélites dans l'esclavage, & pour tâcher de les y assujettir de nouveau, après qu'il les en avoit

affranchis : mais on fait ce qui lui en arriva.

Ce fut cette raison d'Etat qui engagea Saül à épargner Agag & à trâmer la perte de David. Elle porta Achitopel à conseiller à Absolom le crime qu'il commit , en abusant des concubines de son pere , en présence de tout Israël. Elle fit entrer Abner dans le parti de la maison de Saül , & décida Joab à le tuer dès qu'il fut devenu son rival ; mais personne n'ignore la fin funeste qu'ils eurent tous.

Cette raison d'Etat fit que Salomon prit un léger motif pour faire périr Adonijah, quoiqu'il lui eût antérieurement accordé un généreux pardon. Cette raison d'Etat persuada à Hérode d'attenter à la vie du Christ , dès qu'il fut instruit de sa naissance, & fut la seule cause de l'union de ce prince & des juifs , pour faire souffrir une mort honteuse à ce Sauveur des hommes, qui a été suivie de la punition des Hébreux , dont la ville fut détruite & la nation dispersée.

Cette raison d'Etat est le fondement de l'alliance étroite que le Pape & les Cardinaux entretiennent entre eux & les Princes de leur communion, pour maintenir les Peuples

dans un état d'esclavage , association fatale qui doit tôt ou tard occasionner leur ruine.

Cette raison d'Etat engendra les croisades qui coûtèrent tant de millions d'hommes à l'Europe excitée par les Papes à ces prétendues saintes entreprises, formées d'une part pour mettre les Princes dans le cas de ne pouvoir s'opposer aux usurpations des Pontifes, & de l'autre pour ôter aux Peuples la facilité de secouer la tyrannie sous laquelle les Princes les faisoient gemir.

On s'est servi de cette raison d'Etat pour justifier les crimes atroces que commit César Borgia, & les torrens de sang dont il inonda une province d'Italie : mais la providence le retira de dessus la terre , avant qu'il pût jouir du fruit de ses forfaits.

Le même démon conduisit Henri IV. aux pieds des autels, pour y abjurer sa religion & reconnoître l'autorité du Pape. Il prétendoit se mettre à l'abri de la vengeance d'une secte, qui ne tarda pas à lui enfoncer le poignard dans le cœur.

Cette raison d'Etat rendit Richard l'assassin de son propre neveu, mais la vengeance divine le poursuivit même après sa mort.



Cette raison d'Etat mit les armes à la main d'Henri VII. pour détruire la famille des Plantagenet, & porta son fils & son successeur à rougir les échaffauts du sang d'un grand nombre de ses sujets, qu'il persécuta tour-à-tour, soit qu'ils professassent la religion protestante, ou qu'ils demeurassent constamment attachés aux dogmes de l'église de Rome.

Esclave de cette même raison d'Etat, les injustices de Marie surpassèrent celles de son pere, & les vertus de sa sœur qui lui succéda ne purent même en effacer la mémoire. Si la glorieuse Elisabeth s'est exposée aux reproches de la postérité, ce ne fut qu'en préférant cette raison d'Etat aux vrais intérêts de la religion, par la protection qu'elle accorda ouvertement à l'ordre des Prélats.

Cette princesse à sa mort, ne laissant aucun héritier de la maison d'York, présentoit une occasion favorable d'abolir la Monarchie, si cette perfide raison d'Etat n'avoit persuadé aux Anglois de mettre leur couronne sur la tête de Jaques Roi d'Ecosse. Ce Prince en fit la regle de sa conduite & y sacrifia également ce qu'exigeoient les intérêts de la foi & les regles de la probité. Il en convainquit

l'Europe entière, lorsqu'il abandonna la cause de Dieu liée avec celle de l'Electeur Palatin, sous le prétexte d'être fidele aux engagements qu'il avoit contractés avec la maison d'Autriche.

Cette même raison d'Etat aveugla tellement son fils que, dans le dessein d'abolir la religion & la liberté de son pays, il entreprit une guerre qui lui coûta la vie & devint la source des malheurs qui n'ont cessé d'accabler sa famille.

Ces traits d'histoire suffisent pour démontrer que préférer dans sa conduite cette raison d'Etat aux loix de la justice, c'est donner dans une erreur politique, qui est toujours suivie d'un châtiment exemplaire; puisque par-tout on la voit précipiter la ruine des particuliers, des familles ou des nations qui l'ont suivie.

5°. Une nouvelle erreur très préjudiciable ce feroit de *confier à un seul homme, à une seule famille, ou à plusieurs familles constamment unies à cet effet, la puissance législative & exécutrice de l'Etat.*

La première est une autorité absolue de faire, d'interpréter & d'annuler les loix,

qu'un gouvernement bien administré n'a jamais confiée qu'à des conseils suprêmes, ou à des assemblées de la nation, dont les membres devoient se changer régulièrement par l'élection libre qu'en faisoit le Peuple.

La seconde qui émane de la première, donne, ou à une seule personne qu'elle distingue par le nom de Prince, ou à plusieurs qu'elle appelle Sénateurs, le droit de faire exécuter les loix qu'elle a faites pour l'avantage du gouvernement.

Il suit de cette double exposition que, sans des cas absolument extraordinaires, on ne peut unir ces deux puissances dans une même classe de citoyens, sans exposer l'Etat aux plus grands dangers.

Si en effet les législateurs qui forment le tribunal suprême de la nation, étoient en même tems les dispensateurs constants de la justice; le Peuple se verroit, par une conséquence nécessaire, privé de toute ressource pour obtenir la réparation des griefs dont il auroit à se plaindre. Admettre un pareil paradoxe, c'est sapper la politique dans ses fondemens; puisqu'elle a toujours supposé qu'il se trouvoit des magistrats capables de com-

mettre des actions injustes, & que dans ces cas elle a dû présenter au Peuple un moyen de se mettre à l'abri des effets de leur iniquité.

Il est certain qu'il n'a jamais existé de nation libre qui n'ait scrupuleusement tenu ces deux puissances dans les mains de personnes différentes ; de façon que les officiers chargés de faire les loix qui doivent régler l'administration , ne fussent jamais ceux qui devoient, en y obéissant, veiller à ce que le Peuple s'y conformât. Par-là on voyoit la nation toujours heureuse, parce que ceux qui avoient la manutention de la discipline, ne pouvoient jamais s'affranchir de l'obligation de rendre compte au tribunal suprême de la législature. On remarquera de plus que les rois ou les magistrats héréditaires n'ont jamais pu exercer une autorité absolue sur le Peuple, qu'ils n'aient eu auparavant l'adresse de se rendre dépositaires de ces deux puissances. Ils n'y sont parvenus que par degrés insensibles, & c'est en les imitant que s'est introduit le gouvernement arbitraire des Monarques , qui ont assujetti l'univers en dépouillant les Peuples de leur liberté.

Cicéron dans *son 2 liv. de Offic.* & dans *son*

3<sup>e</sup> de *legib.* en parlant de la première institution des rois, fait voir que le premier moyen dont ils se servirent pour faire taire l'autorité facrée des loix, & y substituer leur caprice arbitraire, fut de réunir en leur personne la double puissance de donner des loix & de les faire exécuter. Quelle fut la conséquence de cette conduite? On ne vit plus qu'injustices, & injustices dont il fut toujours impossible d'obtenir aucune réparation; jusqu'à ce que le Peuple sentit la nécessité d'avoir des loix qui fixassent la forme de son administration. Ce fut alors qu'il institua les assemblées successives de la nation en lui donnant le pouvoir législatif, & que par ce moyen les rois, dans les Etats où ils furent conservés, virent leur puissance tellement restreinte, qu'ils ne pouvoient plus rien faire dans le gouvernement qui ne fût conforme à ses loix, dans la crainte, s'il s'en écartoient, de voir leurs fautes déferées aux assemblées suprêmes qui avoient le droit de les en reprendre & de les corriger. Les anciennes histoires d'Athènes, de Sparte, & des autres contrées de la Grèce, font voir qu'elles eurent toutes la maxime constante de ne point confondre la puis-

fance législative & exécutrice; car quelque différence qu'il y eût dans leur forme d'administrations, elles jouïrent toutes d'abord plus ou moins de leur liberté, jusques aux diverses époques fatales qui les soumirent au joug des Tyrans.

Le Sénat de Rome dans son enfance ne balança pas à mettre en piéces Romulus son premier roi; parce qu'il s'étoit arrogé le pouvoir arbitraire de faire les loix & d'en régler l'exécution au gré de son caprice; & Tite-Live attribue l'expulsion du dernier des Tarquins à la maniere odieuse, dont, auteur des loix, il dispoisoit de l'obéissance qu'on leur devoit, selon les purs mouvemens de sa volonté, & *inconsulto Senatu*, sans prendre l'avis du Sénat. Mais ces Sénateurs eux-mêmes ne se virent pas arbitres de la nation par l'abolissement de la royauté que, devenant chaque jour plus hardis, ils parvinrent à réunir cette double puissance sous leur autorité, ce qui enflamma le désespoir du Peuple à un tel degré, qu'il se détermina à les en dépouiller, pour confier la partie législative aux assemblées générales: & en partageant l'exécution des loix entre les Sénateurs & les Officiers qu'ils

qu'ils jugerent à propos de créer à cet effet. L'Etat se vit satisfait & couvert de gloire pendant plusieurs années que dura cette heureuse constitution, qui auroit continué sans doute, si, à force de subtilités, de détours & d'adresse, le Sénat, en se remettant dans la malheureuse possession de l'exercice de ces deux pouvoirs, n'eût introduit le désordre & la confusion.

Les Empereurs qui assujettirent ensuite le Peuple & le Sénat, assez hardis pour avoir usurpé la première place, ne le furent pas assez d'abord pour tout soumettre à leur volonté arbitraire. Ils crurent ne pouvoir parvenir à ce despotisme qu'en accoutumant par degrés leurs nouveaux sujets à devenir insensibles à la perte de leur liberté; & ce fut alors seulement qu'ils commencèrent à manifester hautement leur résolution de réunir en leurs personnes le droit de faire & d'exécuter les loix selon leur bon plaisir, sans reconnoître d'autorité supérieure à laquelle ils dussent compte de leurs actions; & Rome dès-lors perdit sa liberté pour jamais.

Mais en nous rapprochant de l'Europe, on voit que Venise, en donnant au seul Sénat

composé de la Noblesse, la disposition des puissances législatives & exécutrices, n'est jamais parvenue à ce degré de liberté dont on a vu jouir Florence, Sienne, Milan & les autres Etats d'Italie, jusques au moment où ils en furent dépouillés par des citoyens qui, en s'emparant de ces droits incompatibles, en usurperent la souveraineté sous le titre de Ducs.

De tous les Etats de cette partie du monde, Gênes est la seule république qui en ait conservé l'essence, en faisant constamment dépendre la législation de ses assemblées supêmes, & en continuant à son Duc titulaire & au Conseil, le droit exclusif de faire exécuter les loix. C'est au maintien de cette juste distribution, que Gênes doit principalement le bonheur qu'elle a eu de se soustraire aux Tyrans qui ont mis l'Italie dans les fers.

C'est en envahissant ces deux pouvoirs que les Grands-Seigneurs ont établi leur despotisme, & que les rois de France & d'Espagne sont devenus des Monarques absolus, malgré les obstacles que de toute antiquité les Peuples de ces deux royaumes avoient mis à un pareil excès de pouvoir.

Ambroïse Morales, & Mariana conviennent que les anciens Espagnols avoient des



assemblées générales de la Nation , auxquelles il appartenoit de faire des loix, & que leur Monarque n'étoit qu'un Officier électif chargé de les faire exécuter, & qui devoit compte de sa conduite à la puissance législative, qui avoit même le droit de le soumettre à la sévérité des jugemens qu'il lui plaisoit de prononcer. L'Arragon jouit de ce précieux avantage jusques à son union avec la Castille par le mariage de Ferdinand & d'Isabelle, car les projets de ce prince ayant mis ses successeurs en état de donner à leur couronnes le droit de faire des loix & de veiller à leur exécution, les Arragoniens partagerent les fers des Castillans, qui les uns & les autres avoient jusques-là goûté tous les avantages de la liberté.

Les François ont peut-être été le Peuple le plus libre qui ait jamais existé sur la terre, tant qu'il a constamment maintenu la puissance législative dans l'union des trois ordres de l'Etat. Son Monarque, quoique l'ame de toute l'administration, n'étoit cependant en effet qu'un Officier de la Nation, qui devoit obéir aux loix qu'il étoit chargé de faire exécuter. Louis XI. fut le premier qui troubla cet ordre merveilleux en réunissant ces deux

puissances à sa couronne; & ses successeurs en conservant cette prérogative, priverent les François de cette douce liberté, qu'il leur seroit sans doute encore facile de regagner, s'ils avoient le courage de rappeler des usages si chéris par leurs ancêtres.

Charles I. sans se rappeler qu'un roi d'Angleterre n'est qu'un premier Magistrat honoré de la confiance de ses sujets, voulut marcher sur les traces du destructeur de la liberté françoise. Il tenta d'usurper les deux puissances en abolissant les parlemens: mais au lieu de la tyrannie absolue à laquelle Louis parvint, Charles vit trancher ses jours d'une façon ignominieuse, & put dès-lors prévoir la ruine infaillible de sa famille.

Il est donc évident que l'intérêt du Peuple est de ne jamais souffrir l'union de ces deux puissances, après avoir vu que dans tous les âges & chez toutes les nations, elle a toujours anéanti la liberté publique.

6°. Une autre erreur qui a été fort commune dans les anciens tems, étoit *cette facilité que le Peuple avoit de soumettre à la décision de quelques individus, ce qui regardoit ses affaires ou ses intérêts.*

Voici en effet un exposé des mauvaises

conséquences qui en ont le plus ordinairement résulté. Les matieres n'étoient pas proposées avec candeur ni débattues avec sincérité: on cherchoit seulement à se surprendre pour assurer un projet chéri: nulle liberté dans les suffrages, nulle nécessité d'avoir le consentement du Peuple, nulles assemblées publiques: on faisoit peu d'attention aux intérêts de l'Etat & l'on n'envisageoit que les désirs du parti que l'on avoit embrassé: sans s'inquiéter de l'avantage du gros de la Nation, on ne paroissoit se proposer que de l'entretenir dans la plus méprisable ignorance, afin de le tenir dans un vil esclavage sous le prétexte de l'affujettir aux loix & de maintenir le bon ordre. Enfin de toutes les conséquences détaillées ci-dessus, il n'en fut jamais de plus funeste que la rivalité, qui armoit ordinairement ces chefs les uns contre les autres, incapables de voir leur autorité balancée. Il auroit peu importé à la Nation que leur animosité décidât leur ruïne mutuelle, si le Peuple toujours forcé de prendre part à ces divisions, suivant que le sang, l'amitié ou l'intérêt l'attache à l'un ou à l'autre des parties, n'avoit éprouvé toutes les horreurs

inséparables des guerres civiles, qui finissent rarement, sans que l'Etat devienne la proie d'un seul Tyran.

Athènes éprouva ce fort fatal, en se donnant trente chefs, que l'histoire désigne sous le nom odieux de Tyrans. Ces trente monstres, dit Xénophon, maîtres de toute la puissance de l'Etat, discutoient & décidoient toutes les affaires entre eux, & s'ils affectoient quelquefois de consulter les assemblées du Peuple, ce n'étoit jamais qu'après s'être assurés des suffrages d'une multitude toujours contrainte de se conformer à leur volonté. Si par hasard il se trouvoit un citoyen assez hardi pour censurer leurs actions ou pour revendiquer les droits de la Nation, il se voyoit bientôt condamné à mort, sous la vague accusation d'ennemi de la paix & de perturbateur du repos public. Nul de ces Tyrans ne put jouir longtems de cette autorité commune, chacun désira d'en dépouiller ses collègues; & si les querelles que l'ambition suscitoit chaque jour entre eux, n'eurent pas les suites funestes qu'on en devoit naturellement redouter, c'est que le Peuple incapable de supporter plus longtems leur joug, courut aux armes, les attaqua de toutes parts, & les mit

dans la nécessité de se réunir pour leur défense mutuelle. On voit donc que les dissensions nées entre ces trente Tyrans donnerent lieu à une guerre civile, qui finit lorsqu'on les eut bannis de la ville. Mais hélas ! sans être instruits par ce qu'ils venoient d'éprouver, les Athéniens se donnerent dix chefs, qui animés du même esprit que les trente, engagèrent à changer de nouveau l'administration, qui parut toujours incertaine, jusques à ce qu'un seul tyran parvint à se faire conférer la disposition arbitraire de toute l'autorité.

Il ne fut jamais de nation même sauvage qui, après avoir éprouvé les funestes inconvéniens qu'entraîne une lâche docilité à se soumettre aveuglément aux projets que l'orgueil suggere aux particuliers puissans, n'ait paru combattre d'émulation avec les plus civilisées, pour corriger une pareille erreur, en n'épargnant aucun moyen de se remettre en possession de son autorité primitive, & faire revivre la majesté de son Peuple, en rétablissant les assemblées suprêmes dans tous leurs droits.

Hérodote rapporte *liv. 2.* que les Egyptiens ayant aboli la monarchie après la mort

du Roi Séthos, par une déclaration qui rendoit la liberté au Peuple, abandonnerent l'administration des affaires à douze hommes puissants, qui ne se furent pas mis en état de ne rien redouter du Peuple, qu'ils se divisèrent entre eux pour déterminer la part que chacun auroit dans le Gouvernement. Cette discorde entre les chefs entraîna le Peuple dans une guerre, qui ne finit qu'en laissant toute l'autorité entre les mains de Psammeticus vainqueur de tous ses collègues.

De tous les exemples que je pourrois citer, il n'en est point de plus frappant que celui des deux triumvirats de Rome. Le premier composé de Pompée, César & Crassus ôta d'abord à la république la connoissance qu'elle avoit eue des affaires, que ces trois hommes s'habituerent tellement à décider entre eux, qu'on ne les vit jamais assembler le Peuple pour réquerir son opinion, qu'autant qu'ils vouloient donner une apparence de légalité à quelques projets dangereux. Trois personnes convenues entre elles que rien ne se feroit dans la république qui ne répondît à leurs vues particulières, ne purent voir la facilité du Peuple, sans que chacune d'entre elles n'éprouvât un désir ambitieux de s'élever sur les

débris de ses collègues. A l'instant l'univers est déchiré, tout prend les armes, & le sang ne cesse de couler que par la mort de Pompée & l'établissement de la tyrannie de César.

La mort tragique de ce dernier donna lieu au second triumvirat, par lequel Octave, Lépide & Antoine s'emparèrent de la puissance suprême & partagerent entre eux l'empire de l'univers. Une pareille distribution devoit satisfaire l'orgueil de chacun; cependant Auguste impatient de ne pas jouir de toute l'autorité dont César avoit été revêtu, se brouilla avec Lépide, le poursuivit, le fit prisonnier & le retint dans une étroite captivité. Enflé de ce premier succès, il crut y voir une facilité à se défaire d'Antoine: on arme de toutes parts, la guerre civile recommence, Rome & l'univers entier prennent part à la querelle, enfin une bataille décide du sort des compétiteurs; Antoine vaincu se donne la mort, lorsqu'Auguste marche à Rome victorieux s'asseoir sur le trône impérial, l'objet de ses desirs & de ses travaux.

L'Histoire d'Angleterre en fournit un exemple qui mérite d'être rapporté. Sous le regne d'Henri III. il s'éleva une dispute en-

tre le Prince & les Barons de son Royaume, concernant leurs droits respectifs & ceux du Peuple: le Roi se vit dans la nécessité de céder, mais les Seigneurs, au lieu d'affranchir la Nation, s'emparèrent de toute l'autorité, en choisissant parmi eux vingt-quatre tyrans, qui sous le nom de conservateurs du royaume, dispofoient de tout à leur gré, fans avoir égard aux résolutions des parlemens dont ils caffoient même les décrets sacrés. Incapables de conferver longtems l'intérêt qui les uniffoit, ils se divifèrent & vingt furent obligés de céder à la puiffance des Comtes de Leicefter, Gloucefter, Hereford & Spencer, dont les trois derniers mêmes plierent enfuite fous l'afcendant de Simon de Montford Comte de Leicefter, jufqu'à ce que celui de Gloucefter, jaloux de fon autorité le pourfuivit, l'attaqua & le fit mourir les armes à la main, ce qui mit le roi dans le cas de regagner la puiffance dont il avoit été depouillé, & même d'augmenter les prérogatives de fa couronne. Tout ce que le Peuple Anglois obtint donc dans cette circonftance, par l'effufion de tant de fang, ce ne fut qu'un changement d'efclavage, qui le fit paffer du joug d'un tyran



sous celui de vingt quatre, qui par leur propre inimitié se réduisirent à quatre, forcés de céder au despotisme de Montford, dont la mort ouvrit un nouveau champ à la tyrannie d'Henri. Si ces prétendus défenseurs de leur patrie avoient été animés par des principes équitables, loin d'envahir une autorité absolue, ils auroient rendu à la Nation l'exercice de sa liberté, en lui donnant une juste prééminence sur la prérogative royale par l'établissement d'assemblées générales composées de membres choisis successivement & régulièrement par le Peuple. Une conduite si digne d'immortaliser leurs noms auroit prévenu tous les malheurs dont je viens de donner un léger tableau. La terre n'auroit point rougi du sang de leurs concitoyens, leurs personnes auroient été à l'abri de tout danger, la monarchie auroit perdu son existence, ou du moins auroit été resserrée dans de justes bornes, & le Peuple en possession de sa liberté, n'auroit pas été exposé à ces actes de despotisme qui l'ont fait gémir si longtems sous Henri & les Princes de son sang qui, en héritant de sa couronne, ont constamment suivi ses maximes corrompues.

Quoique l'univers n'ait cessé de produire des exemples de cette espece, je crois devoir

me borner à ceux que je viens de rapporter , parce qu'ils prouvent suffisamment qu'un des principaux vices de la politique est de laisser la disposition des affaires & des intérêts du Peuple au jugement isolé de quelques individus.

7°. *Un Peuple libre , qui se laisse conduire par un esprit de faction ou de parti , suit une politique erronnée.*

Si l'on veut exactement connoître ce que l'on doit entendre par le mot de faction , & quel parti mérite le nom de factieux dans un Etat divisé , il faut être d'abord parfaitement instruit des véritables intérêts nationaux ; & alors si l'on découvre des desseins , des avis , des actions qui combattent ces intérêts réels & avoués par la constitution , on en peut infailliblement conclure qu'il y a une faction , & que les citoyens qui les donnent , les font ou les protègent , composent le parti factieux , qui est toujours d'autant plus à craindre que les dissensions intérieures qui en sont la suite , en déchirant l'Etat , le laissent à la merci de tout ennemi domestique ou étranger , & exposent nécessairement à une défolation toujours lamentable , les biens , les jours & la liberté du Peuple.

L'histoire romaine rapporte une faction

réelle dans la conduite des Décemvirs, qui chargés de l'administration publique pour un tems limité, ne voulurent point à son expiration, remettre le dépôt qui leur avoit été confié. Loin de résigner leurs emplois, ils se liguerent entre eux pour perpétuer leur domination, sans aucun égard à la loi qui déclaroit qu'il étoit de l'intérêt de la république que les sujets élus pour remplir leurs places, n'y fussent jamais continués pendant plus de douze mois. Le principal promoteur de cette entreprise téméraire des Décemvirs fut Ap-pius-Claudius, qui crut assurer son succès, en gagnant le corps de la Noblesse, par la promesse favorable à son ambition, que ses collègues & lui feroient cause commune avec le Sénat & lui soumettroient le Peuple & ses Tribuns, en abolissant l'usage de convoquer les assemblées suprêmes de la Nation. Le Sénat se laissa séduire par cet artifice; mais le Peuple en évita les dangereuses conséquences en dépouillant de leur autorité usurpée Ap-pius & ses collègues.

Les maux de Carthage & sa destruction furent les suites des factions que formèrent dans son sein les interets contraires d'Hannibal &

d'Hannon. Affoiblis intérieurement par ces brouilleries intestines, les Carthaginois n'eurent plus cette unanimité dans les conseils ni cette vigueur dans les combats, qui leur étoient nécessaires pour se défendre contre des Peuples aussi sages & aussi courageux que les Romains, qui profitèrent de ces divisions domestiques pour ensevelir sous les cendres de la capitale la gloire qu'avoit acquise cette république.

Si Rome elle-même perdit ensuite sa liberté en recevant le joug que lui imposa César, elle ne put attribuer ce malheur qu'aux dissensions qui régnoient dans son sein. Qui ignore d'ailleurs, qu'à peine délivrée de ses Rois, elle vit ses citoyens divisés, présenter eux-mêmes aux Tarquins des moyens de se rétablir sur le trône? Pisistrate chassé d'Athènes profita des sentimens qui divisoient ses contemporains pour se rétablir dans l'Autorité Souveraine.

Philippe de Commines avoue que l'esprit de faction fraya le chemin de la Hongrie aux Turcs, qu'elle avoit déjà rendus maîtres de Constantinople; qu'il introduisit les Goths & les Vandales en Espagne & dans l'Italie,

& qu'il rendit Jérusalem la proie des Romains, d'abord sous Pompée, & ensuite sous Vespasien & Titus.

Ne fut-ce pas cette même dissension qui contraignit pendant un tems la république de Gênes à reconnoître la puissance des Ducs de Milan ? C'est elle qui a introduit les Espagnols dans Naples & Sicile, comme elle a livré une fois Milan aux François qui en chasserent les Sforces.

Il faut donc nécessairement conclure qu'il n'est point d'erreur plus dangereuse, ni de trahison plus funeste pour le salut d'une république que d'y enfanter, ou d'y soutenir l'esprit de faction.

80. La dernière erreur que j'entreprenne de combattre, est *le penchant que, dans tous les âges, les Nations ont montré, à violer facilement leurs engagements, & leurs promesses, fussent-elles mêmes scellées du sceau du serment, selon que les tems ou les circonstances leur y faisoient appercevoir un avantage.*

Cette impiété qui paroît en contradiction manifeste avec le nom de Chrétiens, n'en a pas moins passé sous le regne du Christ, parmi les moins éclairés, pour une ressource admirable ; & l'on a mis au rang des politiques

les plus raffinés, ceux qui ont le mieux su mettre en usage cette mauvaise foi, condamnable à si juste titre. Mais dans la crainte que ceux qui se sont fait une monstrueuse habitude de cette pratique, ne pensent que ce soit sans raison que jé m'élève contre elle, qu'ils jettent les yeux sur le portrait qu'en trace Machiavel. Comme la plus grande partie de l'humanité est méchante, injuste, trompeuse, portée à trahir & à surprendre, il est nécessaire pour les hommes qui s'astreignent aux regles exactes de la probité, de ne rien épargner pour se soustraire à la perfidie qui les assiege sans cesse; certains, comme ils le doivent être, que l'homme, qui voudra n'agir que conformément aux loix de la plus sévère équité, doit certainement être la victime du grand nombre de méchans avec lesquels il doit vivre. *Qui se virum bonum omnibus partibus profiteri studet, eum certè inter tot non bonos periclitari necesse est.* C'est imposer à tout homme la nécessité d'être perfide ou scélérat, parce qu'il voit sur la terre de la perfidie & de la scélératesse. Peut-on jamais tirer une conclusion plus monstrueuse, digne seulement de l'Italie, au sein de laquelle cet auteur écrivait ? Les

Les payens l'avoient en horreur, ainsi que le prouve la conduite des Romains qui regarderent toujours une probité sincere, comme la regle de leur politique & le fondement de leur grandeur: *favendo pietati fideique, Populus Romanus ad tantum fastigii pervenerit.* Rome ne dut sa grandeur qu'à sa fidélité dans ses engagements & à sa piété envers les Dieux. J'en vais citer quelques exemples.

Porfenna roi des Toscans, réduit la ville de Rome aux dernieres extrêmités & ne consent à la paix que sous la condition de lui livrer un nombre de vierges nées d'un sang noble pour ôtages de l'accomplissement des conditions du traité. Ces vierges sont remises aux Toscans: mais bientôt après elles s'échappent & reviennent à Rome. Porfenna les redemande: que fera le Sénat? Il se voit en état de braver la vengeance du Monarque & de se soustraire à une condition si odieuse: mais sans prendre avantage de sa situation, fidele à l'engagement qu'il a pris, il oblige ces vierges à retourner en Hétrurie.

Qui peut se rappeler sans admiration la conduite d'Attilius Regulus qui, prisonnier à Carthage, obtient la permission de retourner

à Rome sur sa parole, pour faire valoir par sa présence les propositions de paix que les Ambassadeurs Carthaginois devoient y faire. Il savoit que, si elles étoient acceptées, sa liberté étoit le prix de son succès, lorsqu'au contraire une mort accompagnée d'horreurs capables de faire frémir l'humanité, l'attendoit dans cette ville ennemie. Mais rien ne l'arrête, il fortifie lui-même le Sénat dans ses sentimens de refus, & fidele à sa parole, il retourne à Carthage, présenter son corps aux pointes aiguës qui devoient le faire périr. Qu'on ne croie pas que cette fermeté ait été resserree dans ces deux exemples, car l'histoire romaine fournit mille modeles de cette fidélité si commune à ce Peuple, sur-tout dans les traités ou les ligue qu'il faisoit avec les Nations étrangères.

Je ne crois pouvoir mieux faire connoître l'exécration que mérite la doctrine de ces hommes pervers, qui prétendent que les Etats ne sont point tenus d'être fideles à leurs engagements, qu'en citant les propres paroles dans lesquelles Machiavel a osé la transmettre par écrit ; & comme plusieurs Souverains ont cru devoir se conformer aux leçons pernicieuses qu'il en donne, j'y opposerai ensui-



te deux ou trois réflexions, pour mettre le Peuple en garde contre les funestes conséquences qui doivent résulter de ces maximes impies. Voici comme il parle dans son livre infame intitulé. *Le Prince* Chap. 18.

„*Comment les Princes doivent tenir leur parole?*  
„Personne ne fait difficulté d'avouer combien  
„il est louable dans un Prince de garder sa  
„parole & d'agir en tout d'une manière simple & sans détours ; mais l'expérience dé-  
„montre de nos jours que les Princes qui ont  
„exécuté les plus grandes choses, ont été  
„ceux qui ont fait peu de cas d'être fideles à  
„leur parole, & qui ont su avec le plus d'a-  
„dresse tromper la crédulité des hommes ; au  
„lieu que ceux qui se sont scrupuleusement  
„attachés à la droiture, s'en sont toujours  
„mal trouvés à la fin.

„Il est donc bon de remarquer qu'il y a  
„deux manieres de combattre, l'une par les  
„loix, & l'autre par la force. La premiere est  
„propre aux hommes, & la seconde est celle  
„des brutes : mais comme très souvent la  
„premiere ne suffit pas, il est besoin de re-  
„courir à la seconde. Il est donc bien impor-  
„tant pour les princes, de distinguer les oc-

„casions où il leur est nécessaire de se conduire en hommes ou d'imiter la brute.

„Les anciens leur en ont donné des leçons emblématiques, en rapportant dans leurs écrits qu'Achille, & divers autres Princes avoient été élevés par le Centaure Chiron. Ils vouloient leur apprendre par-là que le précepteur de ces grands hommes ayant été demi-homme & demi-bête, ils ne devoient prétendre à leur gloire, qu'autant qu'ils sauroient faire usage des deux natures, l'une ne pouvant longtems subsister sans le secours de l'autre.

„Le Prince ayant par conséquent un besoin nécessaire de se conformer à la brute, doit revêtir les caractères du Lion & du Renard, car le Lion ne se défend point des filets & le Renard n'échappe point aux Loups. Il doit donc être Renard pour connoître les filets & Lion pour faire peur aux loups. Il manqueroit d'intelligence, s'il ne prétendoit jamais s'écarter de la conduite du Lion.

„Un prince prudent ne doit donc point tenir sa parole, quand sa fidélité peut l'exposer à quelque désavantage, & lorsque les occasions qui l'ont forcé à former l'engagement sont passées. Cette maxime ne vau-

„ droit rien, si tous les hommes étoient bons :  
„ mais comme ils sont tous méchans, & que  
„ tu ne peux toujours les obliger à tenir paro-  
„ le, nulle loi ne peut te prescrire d'être fide-  
„ le à la tienne, & tu ne manqueras jamais de  
„ prétextes, pour autoriser, du-moins en ap-  
„ parence, ton infidélité. J'en pourrois donner  
„ mille exemples modernes, & montrer com-  
„ bien de promesses, combien de traités ont  
„ été violés ou rompus, par le peu d'égards  
„ que les Princes ont eu à tenir leurs paroles ;  
„ & entre eux celui qui a le mieux réussi à  
„ copier la finesse du Renard, a toujours eu  
„ les plus heureux succès.

„ Mais il faut savoir bien déguiser cet es-  
„ prit de Renard, & être propre à feindre & à  
„ dissimuler ; car en général les hommes sont  
„ si simples & si accoutumés à céder à la né-  
„ cessité du moment, que celui qui veut trom-  
„ per en trouvera toujours d'autres qui se lais-  
„ seront tromper. De tous les exemples ré-  
„ cens, il en est un que je ne puis m'empê-  
„ cher de citer. Le Pape Alexandre VI. n'agit  
„ & ne réfléchit jamais que pour tromper son  
„ siècle : jamais homme ne fut plus persuasif,  
„ jamais personne n'affirma ses promesses par

„ des sermens plus solennels : & cependant  
„ personne ne tint moins sa parole ; néanmoins  
„ les artifices qu'il employa lui réussirent tou-  
„ jours , tant il connoissoit les moyens assurés  
„ de prendre les hommes.

„ Il n'est donc pas nécessaire pour un Prin-  
„ ce qu'il ait toutes les qualités, dont je viens  
„ de faire un brillant tableau : mais il lui suffit  
„ de les affecter au dehors. Il faut même avan-  
„ cer qu'il lui seroit également dangereux de  
„ les avoir & de les mettre en pratique, au-  
„ lieu qu'il lui est utile de paroître les avoir.  
„ Tu dois donc te montrer clément, fidele,  
„ affable, integre & religieux ; mais en mê-  
„ me tems tu dois être si bien maître de toi,  
„ qu'au besoin tu saches & tu puisses te con-  
„ duire d'une maniere entièrement contradic-  
„ toire. Cela suffit pour convaincre qu'un  
„ Prince, & particulièrement celui qui est  
„ nouvellement élevé à cette dignité suprême,  
„ ne peut pas observer toutes les choses qui  
„ font passer les hommes pour bons, parce  
„ que les besoins de son état l'obligent sou-  
„ vent à violer la foi & à agir contre les loix  
„ de la charité, de l'humanité & de la reli-  
„ gion. Il faut qu'il tourne & manie son es-  
„ prit, selon que soufflent les vents de la for-

„tune ; fans négliger de faire le bien quand  
„il le peut , mais auffi fans faire fcrupule de  
„fe livrer au mal , fi la néceffité l'exige. Au  
„refte le prince doit s'étudier à ne jamais  
„rien dire qui ne falle appercevoir les cinq  
„qualités dont j'ai parlé , enforte qu'à le voir  
„& à l'entendre on croie qu'il n'eft animé  
„que par la bonté , la fidélité , l'intégrité ,  
„l'affabilité & la religion : de façon que cet-  
„te derniere qualité foit celle qui paroiffe  
„avoir le plus d'empire fur fon efprit , parce  
„que les hommes en général jugent plus par  
„les yeux que par les mains , chacun ayant la  
„facilité de jouir de la vue du Prince , lorf-  
„que peu ont celle de l'approcher & de le  
„pénétrer. Chacun voit ce que tu parois être ,  
„mais il n'eft prefque perfonne qui puiffe  
„connoître ce que tu es , & ce petit nombre  
„ne fauroit avoir la hardieffe de contredire  
„une multitude qui a la majefté de l'Etat pour  
„bouclier. Or dans les actions de tous les  
„hommes , & fur-tout des Princes contre  
„qui il n'y a point de juge à réclamer , on at-  
„tend ordinairement l'iffue qu'elles ont pour  
„déterminer l'approbation ou la censure qu'el-  
„les femblent mériter.

„ Un prince qui parvient donc à conserver  
„ ses jours & la prospérité de son Etat , verra  
„ que tous les moyens qu'il aura employés se-  
„ ront réputés justes & honnêtes , & que per-  
„ sonne ne se dispensera d'en faire l'éloge ;  
„ car le vulgaire se laisse toujours séduire par  
„ l'apparence & ne prononce que sur les évé-  
„ nemens ; or il n'y a presque dans le monde  
„ que le vulgaire , & le petit nombre ne se  
„ fait entendre que dans le tems où la multitu-  
„ de ne fait à quoi se déterminer. Un prince  
„ de ce tems , qu'il n'est pas à propos de nom-  
„ mer , ne prêche que le maintien de la bonne  
„ foi & de la conservation de la paix , lorsque,  
„ s'il eût lui-même gardé l'une & l'autre , il eut  
„ souvent perdu sa réputation & ses Etats”.

Telle est la substance de la doctrine abomi-  
nable , si souvent prêchée dans les cours ,  
qu'elle y a fait une quantité innombrable de  
profélytes ; mais qu'on me permette de faire  
connoître la conséquence naturelle qu'on en  
doit tirer : la voici.

S'il y a dans le monde si peu de Potentats  
qui aient la vertu de se prémunir contre des  
maximes si dangereuses , le Peuple n'en est  
que plus obligé d'être discret & modéré dans  
le pouvoir qu'il confie à ceux qui sont char-

gés de sa conduite, & il doit avoir en tout tems les yeux ouverts sur leurs actions, & la main prête à réprimer leurs écarts.

Si en effet on instruit un Monarque, ou que son penchant naturel le porte à se servir suivant ses dispositions, ou des loix comme homme, ou de la violence selon l'instinct des bêtes, son Peuple doit empêcher qu'il ne s'abaisse à la vile condition des brutes; & il y parviendra, s'il fait maintenir inviolablement sa liberté, ses privileges, les droits qu'il tient de la Nation, la puissance de choisir ses chefs & l'invincible exécution de ses loix.

Si un Prince doit alternativement prendre la ressemblance du Lion & du Renard, ses Sujets doivent attentivement l'épier sous ces deux formes, jusqu'à ce qu'ils soient certains d'avoir mis le Lion en esclavage & d'avoir déterré le Renard, afin de pouvoir sans difficulté dépouiller l'un & empêcher l'autre de sortir de son trou.

Si un Prince n'est ni dans la possibilité, ni dans l'obligation de garder la foi qu'il a jurée, ou de tenir les promesses qu'il a faites, dès que les suites de sa fidélité entraînent quelques désavantages, ou que les circonstances

sont passées, il est certainement de l'intérêt du Peuple de ne se fier à aucuns Princes, & de ne jamais se reposer tranquillement sur les promesses qu'il peut recevoir de ses Monarques: mais de conserver entre ses propres mains une portion d'autorité qui le mette toujours en état de forcer ses chefs à accomplir leurs engagements, ou qui lui permette de dépouiller de leurs dignités ceux qui persistent opiniâtrément à le rendre victime de leur infidélité.

Si les Princes ne manquent jamais de prétextes spécieux pour motiver leur manque de bonne foi, il est donc de l'intérêt d'étudier chaque circonstance de leur vie, pour ne pas se laisser surprendre, duper ou tromper par de simples apparences.

Enfin si, comme l'assure Machiavel, l'on ne peut exercer les grands postes d'un Etat sans être parfaitement instruit dans l'art de feindre & de dissimuler; parce que celui qui a dessein de tromper trouve toujours un autre prêt à se laisser tromper; il doit suivre que le Peuple ne sauroit être trop scrupuleux à sonder le caractère de ses chefs, à pénétrer si les motifs qu'ils donnent à leurs actions sont fondés sur une nécessité réelle ou seulement



apparente : & lorsque ce Peuple découvre qu'on veut surprendre sa droiture, il mérite d'être réduit en esclavage, s'il a la patience de s'exposer de nouveau à être trompé.

J'acheverai, par ces mots, de combattre les erreurs trop ordinaires à la politique ; & après en avoir donné les véritables regles, je concluerai par un conseil sur la maniere dont on doit choisir les sujets destinés à composer les assemblées suprêmes d'une Nation.

On a dû voir que les droits, la liberté, la grandeur & la sûreté du Peuple dépendent de la conservation d'un ordre régulièrement successif dans ses assemblées générales, & l'on en a conclu sans doute qu'il est de la plus grande conséquence d'établir la maniere de régler cette succession avec autant de sagesse que de prudence ; semblable en cela à un pilote qui n'épargne ni soins, ni veilles, ni peines pour bien diriger la manœuvre du vaisseau, parce qu'il sait que la moindre erreur peut en causer la perte infaillible, si une main imprévue ne vient l'aider à s'arracher à la fureur des flots. Il faut donc ne jamais perdre de vue, & spécialement dans une république nouvellement élevée sur les débris sanglans d'une guerre civile, qu'on ne peut s'empê-

cher de supposer qu'il est des esprits mécontents & actifs qui, voyant le Peuple prêt à s'assembler pour choisir ses représentans, se donneront tous les mouvemens imaginables pour s'insinuer dans ses bonnes grâces & gagner sa confiance, dans la vue perfide de partager l'administration actuelle, pour gagner ensuite l'esprit de leurs collègues, & donner une nouvelle vie à l'ancien gouvernement par la destruction de l'administration populaire.

On ne peut douter que, dans ce cas, le choix des hommes à nommer, n'exige de grandes précautions de la part des électeurs, qui doivent également se défendre des ennemis anciens & actuels de la constitution : & qui, selon mon avis, doivent encore avec plus de soin, éloigner de leurs assemblées suprêmes, ces gens indifférens qui n'ont aucun parti décidé, parce que, semblables à l'animal Amphibie de Laodicée qui vivoit également dans les deux élémens, ces gens n'ont jamais d'opinions qui leur soient propres & suivent en toutes circonstances le parti qui flatte leur malignité naturelle. Remettre l'autorité à la discrétion de pareils sujets, c'est exposer la constitution la plus sage à être totalement renversée : on ne peut donc être

trop exact, dans tous les tems, mais sur-tout à la fin d'une guerre civile qui a rendu au Peuple sa liberté, à fermer l'entrée des assemblées suprêmes de la Nation, à ces hommes ouvertement ou secrètement déclarés contre la forme de son administration, ainsi qu'à ceux qui n'épousent que foiblement ses intérêts. Le reste a un droit incontestable à partager le pouvoir suprême ; & à jouir de tous les droits qui y sont attachés.

Qu'on se persuade que le Peuple ne conservera jamais une liberté acquise par l'effusion de son sang, si son essence n'est pas entre les mains de ce Peuple, c'est-à-dire, de ceux des citoyens qui ont constamment travaillé à l'affermir, sans épargner leurs conseils, leurs richesses & leur sang : ceux-là seuls, n'ayant jamais offert le moindre prétexte de soupçonner leur attachement, méritent le nom glorieux de Peuple ; lorsque ceux qui, en se prêtant aux projets des traîtres par principes, par indifférence ou par complaisance, ayant directement ou indirectement concouru à l'anéantissement de l'intérêt populaire, se sont rendus indignes de jamais partager les droits & les privilèges qui leur devroient naturellement appartenir, comme à des membres du Peuple.

Dans ce cas la nation doit s'armer de courage pour faire un choix légitime, & se confier sur la providence du soin de protéger ses procédés équitables; car rien n'est plus conforme à la justice, que de mettre le Peuple en possession de sa liberté & des droits qu'il tient de la nature. Quelqu'abus qu'il en puisse faire, il est de la justice qu'il en jouisse; & les inconvéniens qui en peuvent résulter ne seront jamais comparables à ceux qui suivroient la témérité de l'en dépouiller ou de les lui refuser.

Toutes les nations, tous les siècles, ont donc toujours regardé comme une vérité incontestable, & c'est aussi l'opinion de nos jours, qu'un Etat qui a nouvellement acquis sa liberté, ou celui dans lequel les tems l'ont affermie, doit maintenir un cours successif & régulier d'assemblées générales, dépositaires de ses plus chers intérêts; car on ne sauroit priver le Peuple de ce droit légitime, sans introduire, dans le gouvernement, la dissension & la discorde. C'est aussi dans cette persuasion que l'Orateur Romain définit la faction, toute conduite qui a quelque opposition à l'intérêt connu du Peuple. S'il arrive donc à un citoyen d'abandonner l'intérêt public de sa Nation, il perd à l'instant le nom de

patriote , ne peut prétendre aux honneurs qui y font attachés , & il n'est qu'un factieux dont tous les siècles ne rappelleront le nom qu'avec horreur.

## FIN DU TOME VI.

---



---

# T A B L E

## Du Volume Sixieme.

<i>Histoire impartiale d'Eudoxie Fœderowna Première femme de Pierre le Grand, Empereur de Russie.</i>	Pag. 1
<i>Oukase ou ordonnance de Pierre I. Empereur de Russie pour la reforme des moines.</i>	52
<i>Observations sur les Revenus &amp; les Dépenses de la République de Gênes.</i>	80
<i>Idée du Gouvernement de Gênes.</i>	80
<i>Du Grand Conseil.</i>	86
<i>Du Petit Conseil.</i>	89
<i>De l'Élection du Doge.</i>	91
<i>Élection des Sénateurs.</i>	93
<i>Du Sénat proprement dit.</i>	93
<i>De la Camera.</i>	94
<i>Des Collèges.</i>	95

<i>Des Tribunaux.</i>	Pag. 96
<i>De la Compagnie de S. George.</i>	98
<i>De l'Isle de Corse.</i>	111
<i>Emprunts faits par Gènes depuis 1539.</i>	116
1 <sup>e</sup> . Classe.	116
2 <sup>e</sup> . Classe.	119
3 <sup>e</sup> . Classe.	122
<i>Revenus ordinaires de la République.</i>	123
<i>Gabelles &amp; autres droits.</i>	125
<i>Revenus de la Riviere &amp;c.</i>	127
<i>Revenus Extraordinaires.</i>	129
<i>Dépenses ordinaires.</i>	130
<i>Conclusion.</i>	133
<i>De l'Excellence d'un Etat libre &amp; l'avis du</i>	
<i>Traducteur.</i>	137
<i>Préface de l'Editeur de 1767.</i>	139
<i>Au lecteur.</i>	141
<i>Introduction.</i>	148
<i>La constitution d'une République légitime.</i>	171
<i>Réponse aux objections faites contre l'adminis-</i>	
<i>tration populaire.</i>	231
<i>Le Peuple est la source de toute puissance</i>	
<i>légitime.</i>	284
<i>Erreurs trop ordinaires dans le gouvernement</i>	
<i>&amp; des règles de politique.</i>	293













